

LE DERNIER

DES

NAPOLÉON

TROISIÈME ÉDITION

PARIS
LIBRAIRIE INTERNATIONALE
A. LACROIX & Cie, ÉDITEURS
13, Faubourg Montmartre

1874

1. France – Politics, 19th cent.
2. Europe – " "
3. Napoleon III (France)

1-2: SD

LE DERNIER

DES

NAPOLÉON

Paris.—Imprimerie Alcan-Lévy, 61, rue de Lafayette.

Kératry, Émile, comte de

LE DERNIER

DES

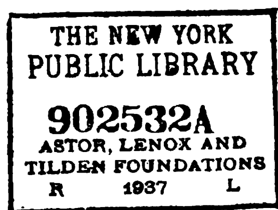
NAPOLÉON

TROISIÈME ÉDITION

PARIS
LIBRAIRIE INTERNATIONALE
A. LACROIX & Cie, ÉDITEURS
13, Faubourg Montmartre

1874

H. She,



A

SA MAJESTÉ MAXIMILIEN Ier

EMPEREUR DU MEXIQUE.

SIRE,

Il y a aujourd'hui sept ans, qu'assis seul, près de Vous, sur la terrasse de Miramar, je m'efforçais, avec le désespoir des pressentiments sinistres, de détourner Votre Altesse Impériale d'accepter la couronne de Guatemozin, et je basais mes plus vifs arguments sur le caractère néfaste de Louis-Napoléon.

L'âme si haute et si sereine de V. A. I. imposa silence à mes alarmes avec ces paroles :

« L'Empereur Napoléon a fait à mon pays et à ma famille tout le mal qu'il a pu nous faire. Il a enfin compris que cette politique serait tôt ou tard fatale à la France. Aujourd'hui, il ne peut plus vouloir que notre bien. »

Louis-Napoléon a répondu à cette sainte confiance par QUERETARO *et* SADOWA.

Je viens aujourd'hui déposer sur Votre tombe ce livre, que j'ai eu un instant l'intention d'intituler :

LA JUSTICE DE DIEU.

LE DERNIER

DES NAPOLÉON

I

Le Rôle des Napoléon dans l'Histoire.

Le cycle des Napoléon est clos.

Leur légende, comme toutes les choses finies dans le déshonneur, ira désormais s'affaissant de jour en jour, entre le mépris du peuple français et les sévérités de l'Histoire.

Mais le penseur s'arrêtera longtemps encore devant cette apparition étrange, peut-être unique dans les annales des nations; météore qui passe, éblouissant les peuples de ses rayonnements : Marengo, les Pyramides, Austerlitz, Iéna, Moscou, — pour choir dans le sang de Waterloo, et s'éteindre dans la nuit de Sedan.

Il y a dans ce drame des leçons suprêmes et d'étranges enseignements.

L'Histoire est le Catéchisme des peuples, mais les peuples ne savent pas lire ; elle devrait être la boussole des gouvernants, mais ceux-ci, pas plus que les peuples, ne veulent rien apprendre que de leurs douloureuses expériences personnelles. Or, quand l'expérience est subie, l'heure d'en profiter a presque toujours sonné au cadran de la Providence, et la catastrophe vengeresse entraîne rois et peuples dans l'abîme.

Dans ce siècle dévorant, que de chutes a déjà saluées ce glas funèbre : « IL EST TROP TARD ! »

L'historien, le politique et le moraliste, rencontrant ce règne fatal de Napoléon III, rechercheront un jour comment il s'est trouvé un homme, tenant dans sa main, comme le globe symbolique de Charlemagne, la domination du monde; un souverain que peuples et rois s'étaient accoutumés à regarder comme l'arbitre de l'Europe; un victorieux qu'on croyait à la tête d'une armée invincible; un triomphateur que l'Histoire allait couronner du laurier dont il avait déjà ceint son effigie sur l'or et le bronze ;..... tous se demanderont comment cet homme et tout ce monument de grandeur ont sombré en un instant dans une catastrophe ridicule ?

Ce problème, si étrange qu'il paraisse, est simple et d'une déduction logique.

Examinez de près l'origine et la physionomie des Napoléon, leur apparition et leur rôle dans l'histoire de France, et vous verrez immédiatement qu'ils ne sont que l'incarnation d'une phase nouvelle de la Révolution.

Napoléon Ier a eu beau décréter après le coup de force de Brumaire, dans sa première proclamation: « que la Révolution était close, » il a eu beau s'affubler du manteau de Louis le Grand, et du sceptre de Charlemagne, il a eu beau éblouir le monde des éclairs et des coups de foudre de son génie, s'asseoir de force dans le cénacle des souverains, — il ne put jamais s'arracher des griffes de sa mère, la Révolution.

La hideuse mégère ramenait impitoyablement son nourrisson, du ciel de ses rêves de parvenu dans le sillon sanglant de la politique de 93, depuis le fossé de Vincennes jusqu'aux exécutions sommaires (1); et quand tout s'affaissa, quand l'immense édifice, comme un palais sans fondations, croula sous cette chute qui ébranla le monde, le géant, fa-

(1) En cinq mois les tribunaux spéciaux de Napoléon Ier condamnèrent « *sept cent vingt-quatre personnes à mort!* »

(Exposé du conseiller d'État Thibaudeau.)

(*Moniteur* du 24 novembre 180[illegible])

tigué par vingt années de luttes surhumaines, s'assit vaincu au bord des mers lointaines, et là, en face de l'infini, au seuil de l'éternel, il se recueillit, et revenant sur cette carrière effroyable, il ne se méprit pas sur la cause mystérieuse mais implacable de son impuissance : « Que ne suis-je mon petit-fils ! » s'était-il écrié un jour.

Hélas! oui! son génie avait entassé Pélion sur Ossa pour escalader l'Olympe de la souveraineté, et pour fonder, sur ce roc de la gloire et de la toute-puissance, un empire et une dynastie; — et il a suffi de la torche de Rostopchin, de l'allumette d'un barbare, pour réduire en cendres cet empire qui n'avait plus de contre-poids sur le globe.

Napoléon I[er] était l'enfant de la Révolution, et la Révolution, comme le vieux Saturne, dévore impitoyablement les petits qu'elle a mis bas (1).

(1) C'est une étude éminemment saisissante et instructive, tant au point de vue politique qu'au point de vue moral, que de suivre les efforts incessants de ce grand génie pour se dégager des liens de sa provenance révolutionnaire, et, comme Macbeth avec sa tache de sang toujours rebelle, il ne put réussir à effacer sa tache originelle.

Cette étude livre la clef de ses fautes et de ses chutes.

Ainsi, lors même qu'il appelle à son aide la tradition monarchique jusque dans ses détails les plus oubliés, le révolutionnaire perce à chaque instant, et de la façon la plus inattendue, à travers ces travestissements.

Ainsi, pour régulariser et sanctifier son autorité, il recourt au sacre de Charlemagne.

La Révolution, c'est le torrent qui déborde, c'est le cyclône qui ravage. Sa loi, c'est de détruire.

Rien ne pousse dans ce sol sans cesse convulsionné, rien de stable ne s'édifie dans un pays tant que la Révolution n'en est pas extirpée jusque dans les racines.

Et puisque, dès nos premiers pas, nous nous heurtons à cette chose maudite, nous tenons à spécifier ici notre sentiment au sujet de ce que nous appelons la Révolution.

La RÉVOLUTION est un de ces vocables élastiques, inventés et brevetés en France, sous lequel les sectaires et les scélérats savent abriter tout un monde de sophismes et de crimes. Ils inscrivent sur le paravent, pour les naïfs — les trompe-l'œil les plus

Comme pour le grand empereur d'Occident, il faut que le Pape ajoute la haute sanction de son autorité pontificale à l'intronisation de César.

Mais au moment où Pie VII se levait dans la basilique de Notre-Dame pour prendre la couronne, Bonaparte la saisit et se la pose de ses propres mains sur le front. Il se sacre lui-même, c'est-à-dire il n'est pas sacré du tout.

Il fait des efforts incessants et inouïs pour s'introduire et se faire accepter dans la famille des rois, et il emploie vis-à-vis d'eux les intrigues, le langage et les procédés de 93.

Au lieu de combattre ouvertement et loyalement — lui le dominateur de l'Europe — les malheureux Bourbons d'Espagne, il attire ses bons « frères et cousins » à une fête et leur vole leur couronne.

C'est que derrière César se révèle toujours le révolutionnaire; sous Napoléon le Grand perce l'homme de Brumaire.

séduisants : Liberté, Fraternité, Émancipation des peuples, etc., etc. Or, la Révolution a toujours tué et ne peut que tuer tout cela.

Elle est l'insurrection en permanence contre la loi; la négation du droit; le reniement du devoir; le retour à l'état sauvage. Danton, poussant aux septembrisades, s'écrie : la Révolution veut de l'audace. Carrier ricanait à ses noyades : la Révolution veut des exemples. Ferré et Rigaut arrêtant les otages pour les assassiner, et l'archevêque de Paris en appelant à la Justice, répondront : nous ne faisons pas de la justice, nous faisons de la Révolution. Ils ont raison..... oui, c'est bien là la Révolution.

Quant à nous, nous adorons la Liberté. Nous appelons de nos vœux les plus ardents le progrès de l'homme et l'amélioration des sociétés humaines, et c'est la Révolution qui a arrêté et compromis toutes ces saintes et grandes choses dans le monde.

Voilà pourquoi nous haïssons la Révolution d'une haine immortelle, voilà pourquoi nous la poursuivons de nos revendications implacables.

Napoléon III n'est qu'une évolution nouvelle de la Révolution.

Mais le temps a marché et l'épidémie a déjà singulièrement gangrené la malheureuse nation sur laquelle elle sévit.

Arrêtée un moment par la Restauration des Bourbons, elle s'est remise en marche en 1830, et, depuis lors, elle n'a pas perdu son temps. Elle a atteint la moralité et la virilité de la France jusque dans ses œuvres vives ; tout est malade. *Omnia fessa* (1).

Après Napoléon le Grand, Napoléon le Petit.

Ce Napoléon nouveau est toujours un produit de la Révolution ; mais un produit de décadence, un produit avarié, déjeté, poussé dans une nuit de crimes. Sa taille est à la mesure de son temps et de son pays.

Napoléon III, sans en avoir conscience, a été l'avant-dernier échelon de cette sombre spirale par laquelle la Révolution va conduire une grande nation dans l'abîme.

Cet homme a été l'incarnation de la moralité révolutionnaire, et si l'Histoire a retenu avec horreur les noms des monstres de 93, dont les principes et les agissements dépassent les cannibales, elle se réserve d'enregistrer avec une répulsion égale, quoique d'autre nature, ce règne fangeux de Napoléon III, qui montrera aux siècles futurs jusqu'à quelle profondeur de malheurs et de dégradation peut descendre un grand peuple travaillé par cette épidémie fatale.

C'est parce que les Napoléon sont un produit de

(1) Tacite.

la Révolution, qu'ils en ont tous les instincts et toutes les perversités, que leur règne commence toujours par un despotisme stérile au dedans, pour aboutir fatalement à l'invasion, au pillage et au démembrement de la France. Voilà le programme des Napoléon, et aucun n'y manque.

Ils pénètrent violemment dans l'Histoire, — l'un comme l'autre par le crime, — et en sortent l'un comme l'autre par d'épouvantables catastrophes. Terrible et lumineuse leçon. Le génie du premier comme l'ineptie du dernier, conduisent aux mêmes résultantes : la servitude et la ruine du pays qui se prête à de pareilles expérimentations.

Il y a donc autre chose, il y a donc mieux, pour gouverner, que la ruse et le crime? Oui,—la vertu, l'honneur, le pouvoir légitime, sont les seules assises sur lesquelles rois et peuples puissent asseoir sûrement et développer leur grandeur et leur prospérité.

C'est là le grave enseignement qui a attiré et guidé celui qui écrit ces lignes.

Le règne de Napoléon III a de quoi faire hésiter la plume la plus courageuse, mais la leçon sinistre et décisive qui s'en dégage, est digne des méditations des peuples et des gouvernements.

Si donc la tâche est répulsive, il y a un devoir à accomplir.

Sur de pareils écueils il faut allumer un phare qui avertisse et éloigne du naufrage. La France, hélas! n'en profitera peut-être plus; mais notre pays en tirera, je l'espère, de salutaires réflexions.

Cette pensée encourage notre esprit, et compense d'avance les répulsions et les tristesses que cause une semblable dissection.

II

La Décadence.

On l'a dit avec justice et justesse, les peuples ont le gouvernement qu'ils méritent; et l'homme qui tient les rênes d'un État, mais surtout celui qu'un peuple choisit pour cette suprême magistrature, est, à de rares exceptions près, le reflet, et comme le type de ce peuple lui-même, de sa moralité, de ses instincts et de sa civilisation.

Pour que la majorité d'une nation, et une majorité écrasante, choisisse un homme, jusque-là ridicule et flétri par la justice, le pose au sommet de son édifice social et politique, comme le couronnement, comme le soleil qui doit le vivifier, comme le principe d'où vont émaner la justice, l'autorité, l'instruction, toutes les manifestations de l'existence morale et nationale,......... pour que cette nation,

malgré toutes les fautes et les immoralités de cet homme, le maintienne au pouvoir, et retrempe sans cesse son autorité par des votes infatigables, il est évident que cet homme est l'idéal de ce peuple, qu'il est avec lui en communion de sentiments, de principes et de moralité.

Louis-Napoléon était effectivement le représentant légitime et saisissant de ce que nous appellerons la civilisation contemporaine de la France, c'est-à-dire la décadence la plus mortelle, parce qu'elle se dissimule sous cette prospérité menteuse et ces énervements dans les jouissances matérielles qui précèdent les éclipses et les décès des peuples. Aujourd'hui qu'un coup de tonnerre a déchiré les nuées qui rampaient sur ce grand pays et ensevelissaient sous les prismes et les mirages toutes les décrépitudes; aujourd'hui que sous ce sinistre éclair saillissent tout à coup tous les périls et toutes les lèpres qui rongent le moribond, on repousse Napoléon III, ce fétiche dégradant, comme une monstruosité; on ne peut plus croire qu'on ait adoré une pareille idole, et l'on recule avec épouvante devant la responsabilité d'avoir aidé à creuser la fosse au bord de laquelle se débat la patrie sanglante et déshonorée.

Trop tard! toujours le même verdict fatidique et fatal.

Je sais bien que beaucoup de Français croiront s'en tirer les mains nettes, en prétextant qu'ils n'ont donné à Napoléon III ni leur vote ni leur sympathie.

Cette ablution de Pilate ne les amnistie nullement; s'ils ne lui ont pas donné leur concours ostensible, ils lui ont donné l'appui de leurs faiblesses, de leur aveuglement — et pourquoi ne le dirions-nous pas? — De leurs vices.

Cette complicité valait une collaboration officielle; — elle valait plus. Les censeurs corrompus, les détracteurs illogiques, les ennemis maladroits, les indifférents et les égoïstes, sont les meilleurs soutiens du bas-empire, et ses complices les plus précieux. Jamais Napoléon III n'eût réussi à perdre la France, sans le secours de l'inepte opposition révolutionnaire dans les Chambres, de l'abstention et de la criminelle indifférence de toutes les classes pour les intérêts les plus vitaux du pays.

Les plébiscites de la France impériale ont été le suffrage universel de ses vices et de ses corruptions.

Un hasard nous fit ouvrir un jour un livre français qui nous frappa. L'auteur, complètement inconnu de la génération actuelle, et qui, je crois, ne l'a pas été beaucoup plus de ses contemporains, est le marquis de la Gervaisais. M. de la Gervaisais

est mort vers l'année 1836, laissant des manuscrits intitulés : *Conseils et prédictions*.

La clairvoyance de cet homme a quelque chose de saisissant. Aujourd'hui que les faits annoncés ont passé sur nous, on sent un certain malaise devant cette étrange seconde vue. Ce mort sortant de sa tombe au bruit de cette grande chute de la France, son livre à la main, me rappelle ces fantômes dont parle Josèphe, qui se dressaient sur les ruines fumantes de Jérusalem, criant : « *Malheur! le peuple de Dieu n'est plus !* »

A partir de la Révolution de 1815, il décrit la chute des Bourbons, puis celle des d'Orléans, la catastrophe de février 1848, et l'avénement de Louis-Napoléon.

Il nous donne dans quelques lignes (éditées en 1835 !) non-seulement le texte des événements à venir, mais leurs causes génératrices et leurs conséquences.

« La chute des d'Orléans, dit-il, ramènera « la Révolution et la République. Alors vous « en arriverez, comme les Grecs et les Romains du « bas-empire, à vous entre-dévorer..... Puis, épou- « vantés du jacobinisme, vous vous jetterez sous « les pieds du premier venu, pourvu qu'il soit au- « tocrate absolutiste ! »

« Folles gens !!! ils jouaient entre eux à la liberté,
« ou plutôt à l'autorité, avec des sophismes.

« Voilà que les vanités, les ambitions et les ven-
« geances se sont échauffées au jeu, et des parte-
« naires ont été appelés, qui raviront la double
« mise ! »

Les Prussiens, en effet, n'ont pas seulement emporté les pendules, ils ont emporté l'honneur et l'avenir de la France.

« D'abord une première crise, celle où nous
« sommes (gouvernement de Juillet), puis une
« seconde où nous allons, enfin une crise dernière,
« celle où nous resterons ! »

N'est-ce pas étrange, l'histoire écrite ainsi trente-cinq ans avant son avénement ? Tout notre travail est contenu dans ces lignes.

Nous allons voir comment, à bout de secousses révolutionnaires et de réactions, la France énervée, ballottée de « la peur du Jacobinisme à la soif du repos, » recourt, en désespoir de salut, à « l'absolutisme, » et comment un Napoléon *petit et exigu* entraînera ce grand pays à travers cette sombre odyssée de la décadence jusqu'à l'effondrement de l'empire.

III

La Famille des Bonàparte.

L'Histoire jugera et condamnera Napoléon III avec la solennité de ses assises.

Comme Paris, elle descellera de la porte du Louvre, la statue triomphale que le stratégiste de Sedan s'était si prématurément fait dresser au frontispice de ce palais des rois et des gloires de la France.

Nous tâcherons, nous, de peindre l'homme alors qu'il aura déposé le manteau impérial et la tenue officielle, et qu'au fond de son intimité il laissera percer sa nature vraie, parler et agir son démon familier. La tâche est d'autant plus ardue, que cet homme est toujours en scène et ne perd presque jamais le sentiment du rôle qu'on lui a fait, qu'il finit par jouer avec conviction, et qu'il veut soutenir jusqu'à la fin.

Nous n'entendons nullement faire la biographie secrète ou indiscrète de Louis-Napoléon Bonaparte, ni nous attarder à des détails sans intérêt pour nous.

Nous allons révéler à nos lecteurs quelques épisodes intimes caractérisant l'homme et sa cour; des faits inédits ou peu connus, qui mettent en pleine lumière les principes et les causes qui ont fait son succès et amené sa ruine.

Dans tout autre milieu social que la France contemporaine, convulsionnée par les révolutions et énervée par des doctrines néfastes, Louis-Napoléon n'eût jamais été qu'un conspirateur maladroit, et aurait probablement fini ses jours dans une forteresse ou aux colonies.

Les hommes comme les livres ont leur heure et leur destin : *Habent sua fata.*

Ceux qui marquent......... sont ceux qui viennent à l'heure et dans le milieu propices.

Louis-Napoléon vint à son heure.

Commençons par vider ici une question qui serait délicate avec toute autre famille, mais qui avec les Bonaparte est le secret de la comédie. Napoléon III n'avait des Bonaparte que le nom, et les Français qui pendant vingt ans croyaient cultiver le neveu de l'Empereur, n'avaient affaire qu'à un demi-neveu de Joséphine. Nous nous serions gardé de descendre à ces détails scabreux, si les événements n'avaient

donné à cette question un intérêt particulier. Un faux Démétrius mourant sur le trône, n'a ici aucune importance politique. Sous le régime révolutionnaire, peu importent la naissance et la généalogie. La place est au premier aventurier venu qui réussit un coup de force.

Il règne en vertu des principes révolutionnaires : « Le crime fait le droit, et la force la légitimité. »

Mais si la marâtre jette son favori d'un jour par les fenêtres des Tuileries, les choses prennent un autre aspect, et la France, qui a les fils légitimes de sa vieille dynastie, a intérêt de connaître l'extrait de naissance d'un pseudo-descendant qui voudrait se glisser dans les rangs des prétendants légitimes (1).

La famille Bonaparte elle-même a eu grand soin de nous renseigner exactement à l'endroit de Louis-Napoléon.

Le roi Louis, au moment de son abdication, avait déposé, aux archives de La Haye, une protestation contre ce luxe d'héritiers dont le gratifiait la reine Hortense, de toutes mains, de la gauche comme de la droite (2).

(1) Suprême ironie; la France, où la Révolution a tout faussé, histoire, doctrine, morale; — où tout est fraude ou comédie, cette France, pour compléter le tableau, se jette aux pieds d'un pseudo-Napoléon — et adore vingt ans un faux Démétrius.

(2) Le cardinal Fesch disait plaisamment :

« Quand il s'agit des pères de ses enfants, Hortense s'embrouille toujours dans ses calculs. »

Après l'affaire de Forli (1839), ce pauvre roi Louis, dans un nouvel accès d'exaspération, renouvela sa protestation avec une prolixité de détails et de preuves qui témoignent d'une connaissance très approfondie du sujet. Dans cette pièce, écrite avec le burin de Tacite, le prince fait une révélation terrible au sujet de l'aîné des fils d'Hortense; quant à Napoléon III, il le renie dédaigneusement avec une autorité, une conviction et une éloquence qui descendent parfois jusqu'au burlesque, et jettent une lueur sinistre et attristante sur la froide et brutale corruption de cette société du Directoire et de l'Empire, fille aînée de la Révolution (1).

Cette usurpation, par Napoléon III, du nom et de la succession de l'Empereur, poussait parfois jusqu'au paroxysme la colère, la jalousie et le désespoir de la famille du roi Jérôme. Au moindre dissentiment, le vieux roi, devenu maréchal de France aux Invalides (2), sortait des gonds et jetait

(1) Il est difficile de cueillir dans les pamphlets du temps, sans offenser la décence et les convenances. Essayons néanmoins de citer un quatrain. C'est l'Empereur qui parle de son frère Louis:

> Son épouse, d'ailleurs, qui fut d'abord la mienne,
> Pourra, quoi qu'il arrive et quoi qu'il entreprenne,
> L'aider de sa sagesse et lui servir d'appui.
> Car si je la formai si bien, ce fut pour lui.

(2) Le roi Jérôme était d'ailleurs peu autorisé à malmener Louis-Napoléon. Son bagage d'aventures et d'immoralités n'avait rien à envier aux plus comprómis et aux plus excentriques.

le terrible anathème à la face de son pseudo-neveu.

C'est dans l'une de ces occasions que Napoléon III, le cher oncle venant de clore une nouvelle catilinaire par l'éternel refrain : « Vous savez bien que vous tenez notre place, et que vous n'avez rien de Napoléon, » riposta : « Pardon, j'ai la famille (1) ! »

Un poète charmant a dit dans un beau vers méconnu et calomnié par Byron :

Child is the father of man (2).

Louis-Napoléon est le fils de la reine Hortense. La reine Hortense était la séduction même. Elle

Napoléon Ier l'a peint en deux lignes : « Jérôme était un prodigue dont les débordements avaient éte criants. Il les avait poussés jusqu'au plus HIDEUX libertinage. »

(*Mémorial de Sainte-Hélène,* t. III.)

(1) Napoléon III n'avait du reste pas de préjugés sur ce chapitre.

C'est à Saint-Sauveur, aux Pyrénées, que la Providence prépara au monde la venue du futur empereur. La reine Hortense y était venue en 1807 pour y réparer ses fatigues, et l'amiral Verhuel l'accompagna, mais se fixa à Cauterets, de l'autre côté de la montagne, d'où il faisait de fréquentes visites à Saint-Sauveur. Lorsque l'empereur Napoléon III vint visiter Saint-Sauveur, le vieux docteur Fabas pria Sa Majesté de venir voir la chambre de la reine Hortense, qu'on avait conservée intacte.

— Sire, voici la place d'où date Votre Majesté, lui dit le bon docteur en lui montrant le lit de la reine.

— Et où demeurait le roi ? demanda l'Empereur.

— A Cauterets, Sire, mais il vint passer vingt-quatre heures à Saint-Sauveur.

Napoléon sourit gaîment et en bon philosophe.

(2) L'enfant est le père de l'homme.

était le produit de cette époque terrible où une philosophie dévoyée avait déjà innoculé à la France tous les sophismes et toutes les corruptions; — où la société avait glissé, des flots de sang de la Terreur, dans la fange du Directoire; — où M. de Robespierre avait scandalisé la République en voulant faire une petite place à l'Être suprême, et où Barras se pavanait en demi-dieu, présidant le bal des victimes.

Or, la reine Hortense avait trouvé moyen de scandaliser les hommes de ce temps-là, par son dédain des préjugés.

On chuchotait des choses effrayantes sur les mœurs de la fille adoptive de Napoléon, et les mémoires secrets du temps sont émaillés de confidences scabreuses sur la vie intime de la belle Corinne du beau Dunois.

Les scènes de désespoir quand il fallut, par ordre, épouser le roi Louis, et s'exiler loin de la cour des Tuileries, ont été expliquées par les chroniques de l'époque de la façon la plus révoltante.

Ce qui plus tard ajouta du poids à ces révélations, ce fut la protestation déposée par le roi Louis aux archives de La Haye, pour motiver sa double fuite loin de son royaume et loin de sa femme. Les confidences du roi Louis expliquaient énergiquement que ce n'était pas seulement les exi-

gences du despotisme impérial qui lui faisaient abandonner la place, mais que les habitudes par trop dégagées, par trop libérales de la reine, avaient largement contribué à son désespoir.

La reine Hortense avait donné au roi Louis trois enfants, dûment et régulièrement enregistrés. L'aîné mourut à La Haye le 5 mars 1807; le second périt à Forli le 17 mars 1831, et c'est au troisième, qui naquit aux Tuileries, le 20 avril 1808, que nous consacrons ces pages.

Napoléon Ier, pour des raisons intimes, désigna celui-ci pour son successeur.

Il lui succéda....... pour ensevelir à jamais la légende napoléonienne dans le déshonneur.

Quand l'édifice colossal de Napoléon Ier s'écroula, et qu'on vit tous ses frères, cette famille de rois improvisés, si petits une fois dépouillés du manteau royal, et fuyant éperdus dans toutes les directions, le cardinal C... dit à Pie VII : « C'est étonnant! dans cette nombreuse famille, il « n'y avait qu'un homme; celui-là en cage, il ne « reste plus rien! »

Le bon cardinal se trompait, il restait la reine Hortense.

Elle galvanisa le parti bonapartiste, et, à partir de 1815, elle en fut l'âme et l'inspiratrice.

Elle est incontestablement la forte tête de la

famille ; elle devient le centre de tous les complots et de toutes les intrigues du parti.

De ses deux fils survivants, l'aîné, âme douce, nature timide, ne lui promet guère pour l'avenir et pour ses aspirations ambitieuses. Le second a plus hérité d'elle. C'est sur lui qu'elle concentre toutes ses espérances ; elle fera de lui Napoléon III.

Louis-Napoléon n'a jamais été jeune. Dès son enfance, grave, taciturne, dévoré d'ambition, il était généralement d'une grande tenue.

Malheureusement, l'atmosphère contagieuse dans laquelle il se développa, les exemples pernicieux qui pesèrent sur sa jeunesse, eurent une influence néfaste sur sa vie entière. De là, germa en lui ce double instinct : dédain de toute moralité, mépris profond des hommes. De là cette habitude qui devint, non sa seconde mais sa vraie et définitive nature : dans le choix des moyens, pas d'autre considération que leur aptitude à mener au but.

C'est ce qui explique tout d'abord cette prédilection constante pour un entourage de gens gangrenés que ne gêne en rien le code des lois divines et humaines.

Son éducation publique commença au gymnase d'Augsbourg.

Chose étrange ! Ce milieu bavarois, lourd et com-

passé, déteint sur lui au point qu'il ne s'en dégagera jamais entièrement; ses manières, son attitude et jusqu'à sa prononciation garderont toujours un certain reflet tudesque.

La reine Hortense avait d'abord essayé de pousser son fils vers le trône de Portugal. Les intrigues et les négociations échouèrent, et la reine jeta son dévolu sur l'Italie. Le reste de l'Europe, codifié par le congrès de Vienne, semblait assis désormais sur des bases de paix et des alliances indestructibles.

Mais l'Italie, cette terre classique des conspirations, sans cesse en ébullition comme ses volcans, et où Napoléon Ier a semé tant de victoires et de partisans, l'Italie lui semble encore la terre promise pour ses projets.

Elle noua rapidement des relations avec les chefs les plus influents du mouvement libéral de la Péninsule. Elle fit venir à Arenenberg le fils du comte Arese, enfant du même âge que Louis-Napoléon, le fit élever fraternellement avec lui, et le traita comme son propre fils (1).

Le salon de la reine Hortense était le rendez-vous

(1) Dans son testament, la reine Hortense recommande à son fils dans des termes étranges, avec une insistance éloquente, de ne jamais se séparer de ce compagnon d'enfance, de le regarder comme *frère*.

Nous le retrouverons bientôt aux Tuileries.

de tous les conspirateurs, et le foyer ardent des projets de *rénovation européenne.*

Louis-Napoléon circulant dans ce milieu contagieux, en prit l'empreinte ineffaçable, celle du conspirateur. Napoléon conspirera toute sa vie. Il conspirera contre ses propres ministres.

A peine eut-on organisé l'insurrection des Romagnes, que la reine Hortense y lança ses deux fils à la fois.

Ils s'engagèrent avec les carbonari.

Ici se place un épisode peu connu, mais digne d'être noté.

Les conspirateurs arrivèrent un soir avec les deux Bonaparte dans une auberge de Forli. L'aubergiste apporta ce registre de police italienne, divisé en colonnes naïvement indiscrètes, que se rappellent bien ceux qui ont voyagé dans la Péninsule. Le registre demande au voyageur non-seulement ses nom, prénoms et qualités, mais d'où il vient, où il va, l'objet de son voyage, etc., etc., etc.

Les conjurés étaient à la veille de leur prise d'armes, et n'avaient plus rien à ménager.

Le premier prend la plume et inscrit : « Accursi, conspirateur, va à Rome pour renverser le Pape ! » puis il passe la plume à l'aîné des Bonaparte, lequel écrit, après son nom, les mêmes indications, et repasse la plume à son frère, lequel, après avoir répété

les mêmes formules, la tend au quatrième qui est Orsini (1), et ainsi des autres.

On avait vainement tenté de soulever les campagnes ; mais, « crétinisées par le fanatisme clérical, » elles avaient refusé leur bonheur. On résolut donc de marcher sur Rome. La nuit on tint conseil, et l'on procéda à l'élection d'un chef.

La chose se tira au sort.

Le premier nom qui sortit fut celui de l'aîné des Bonaparte.

Mais celui-ci, au grand ébahissement des carbonari, refusa la dignité.

« Tous mes devoirs et tous mes sentiments de « reconnaissance me défendent d'attaquer directe- « ment le Pape. Ma famille n'a trouvé d'asile et de « secours, en Europe, qu'auprès du Saint-Père, et je « craindrais de rencontrer, sur l'escalier du Vatican, « ma grand'mère et tous les miens. Je marche avec « vous pour renverser le pouvoir clérical dans les « provinces, mais ne me demandez pas de marcher « sur Rome. »

Les conjurés se regardent avec inquiétude, les fronts se rembrunissent et Orsini répond :

« Que de pareils scrupules à l'heure suprême

(1) Le père de celui qui lança sur Napoléon III ses fameuses bombes à l'Opéra, et fut exécuté à Paris le 13 mars 1858.

« étaient étranges, fâcheux, mais surtout tardifs...
« qu'il eût mieux valu les manifester avant d'avoir
« accepté les secrets de la conspiration ; qu'at-
« taquer le gouvernement clérical, c'est attaquer le
« Pape, la différence ne se distinguait pas bien.....
« Qu'on avait bien insinué que les Bonaparte n'é-
« taient entrés dans le mouvement que pour faire
« retirer aux autres conjurés une couronne du
« feu..... etc., etc., etc. »

Le matin, Napoléon Louis expirait dans les bras de l'hôtelier, les uns disent d'une balle dans la poitrine, les autres d'un coup de poignard.

Louis-Napoléon n'attendit pas le reste; il s'échappa la nuit même et s'enfuit à Ancône, d'où sa mère l'enleva et le ramena à Paris.

Il restait désormais le seul enjeu de son ambition.

L'indignation que souleva cette insurrection conduite par des Bonaparte, fut immense à travers l'Italie, mais surtout dans leur famille. L'Impératrice mère avait écrit à son petit-fils:

« Vous savez, mon enfant, que le toît qui nous
« couvre et que le pain que nous mangeons, nous
« les devons au Saint-Père. »

Mais le roi Louis, surtout, manifesta sa douleur avec véhémence.

On sait que l'ex-roi de Hollande n'avait jamais voulu voir ou reconnaître son fils Louis-Napoléon.

Dans son salon, à Florence, il avait tous les portraits de sa famille, et il faisait remarquer avec une certaine affectation qu'il n'y avait jamais admis l'enfant de prédilection de la reine Hortense. Il écrivit au Pape une lettre encore inédite aujourd'hui. C'est un des autographes les plus étranges de cette étrange famille.

« Saint-Père, écrivait le roi Louis, mon âme est « accablée de tristesse, — et j'ai frémi d'indignation « quand j'ai appris la tentative criminelle de mon « fils contre l'autorité de votre Sainteté. Ma vie déjà « si douloureuse devait donc encore être éprouvée « par le plus cruel des chagrins, celui d'apprendre « qu'un des miens ait pu oublier toutes les bontés « dont vous avez comblé notre malheureuse fa- « mille.

« Le malheureux enfant est mort, que Dieu lui « fasse miséricorde!

« Quant à l'autre, qui usurpe mon nom, vous le « savez, Saint-Père, celui-là, grâce à Dieu, ne m'est « rien. J'ai le malheur d'avoir pour femme une « Messaline qui accouche... etc., etc. »

A peine arrivée à Paris, la duchesse de Saint-Leu écrivit directement au roi Louis-Philippe, pour le supplier de lui accorder l'autorisation de séjourner à Paris, lui exposant, avec l'éloquence d'un cœur

de mère, que « son fils, dangereusement malade, « ne pouvait être traité et sauvé qu'à Paris. »

Le roi octroya gracieusement l'autorisation, de sa propre initiative privée.

Le lendemain, Casimir Périer arrivait au conseil des ministres, vivement irrité de l'imprudence du roi.

« — Mon Dieu, quel mal cela peut-il faire? » fit Louis-Philippe tout étonné.

« — Oui, lequel? opinèrent tous les ministres.

« — Lequel? riposta Casimir Périer... Je vais « vous le dire. A l'heure où je vous parle, cette « mère éplorée, cette mère au fils mourant, visite « les casernes et présente aux officiers l'héritier de « l'Empereur! »

Le soir même la reine Hortense fut priée de quitter la France sur l'heure.

Dans la famille du roi bourgeois, on avait la manie du culte de l'Empereur.

C'était une malheureuse habitude contractée dans les conspirations contre la Restauration, lesquelles avaient toujours abrité leurs cheminements à l'ombre de la « Redingote grise » et du « Dieu des bonnes gens. »

Louis-Philippe, au lieu de sévir contre le condamné de Strasbourg et de Boulogne, ne se lassait jamais de le gracier, lui ouvrait sa bourse en même

temps que son cœur, ramenait les cendres de Sainte-Hélène, et faisait sculpter les apothéoses de l'Empereur sur les arcs de triomphe.

Louis-Napoléon ne le lui pardonna jamais.

A peine installé aux Tuileries à la place de Louis-Philippe, Louis-Napoléon débuta par dépouiller les d'Orléans de leurs biens, par déraciner leurs châteaux, vendre leurs propriétés par miettes, à l'encan, pour extirper jusqu'à leur souvenir de la terre de France. Et, chose inouïe, cette haine contre les d'Orléans a toujours survécu chez Napoléon III.

Aux Tuileries, le plus sûr moyen de disgracier ou de rendre suspect un homme, c'était d'insinuer qu'il était orléaniste. Tous les méfaits se pardonnaient, hormis celui-là.

Explique qui pourra cette étrange nature, prototype de tous les contrastes et de toutes les contradictions.

Napoléon III n'était ni une âme cruelle ni un cœur ingrat.

Il a semé autour de lui, à pleines mains, les bienfaits, et comblé de témoignages de bonté et de reconnaissance tous ceux qui l'ont connu, qui l'ont suivi.

Les d'Orléans ont compté assurément parmi ses

plus grands bienfaiteurs; il leur voua une antipathie mortelle.

L'une des scènes les plus tragiques et l'épisode suprême de cette politique de *gratitude*, c'est la dernière entrevue de l'empereur Napoléon III avec cette infortunée princesse Charlotte, la femme du martyr de Queretaro.

Le malheureux empereur du Mexique, abandonné par Napoléon, malgré les promesses les plus énergiques et les encouragements les plus affectueux, harcelé par les procédés désespérants de Bazaine, ne comprenant plus rien à ces manœuvres impies qui l'acculaient à la honte et à l'abîme, envoya en toute hâte sa femme à Paris, pour exposer cette terrible situation à l'Empereur.

L'Impératrice Charlotte descendit au Grand-Hôtel. On la laissa à l'auberge. La pauvre femme se rendit à Saint-Cloud, se jeta aux pieds de l'Empereur, épuisa toutes les raisons et toutes les supplications.... Napoléon III resta sombre et glacial : il promit sa réponse pour le lendemain. Le lendemain il rendit la visite au Grand-Hôtel, et annonça froidement à la malheureuse exilée que les circonstances avaient changé, et qu'il ne pouvait plus rien pour le Mexique.

L'Impératrice, épouvantée des conséquences sinistres de cet abandon, s'écria éperdue : « Mais

c'est notre arrêt de mort ! » et faisant un dernier et désespérant appel au passé, à l'avenir, elle pria, elle implora..... Napoléon se leva pour partir, et lui dit d'une voix impassible :

« Inutile d'insister, Madame, plus un homme, plus un écu. »

C'était trop !

Le cœur et le cerveau de la pauvre femme éclatèrent à la fois.

Le désespoir et la folie la prirent à la gorge. Elle se redressa devant l'Empereur, la figure en feu, les yeux lançant des éclairs, et lui cria d'une voix enfiévrée :

« Ah ! je ne m'étais donc pas trompée ! Je vous
« connais, bourreau de ma famille. Oui, vengez-
« vous sur la petite-fille de Louis-Philippe, de ce
« qu'il vous a arraché à la misère et à l'échafaud. »

L'Empereur sortit..... mais comme une Euménide vengeresse, la Princesse le poursuivit sur l'escalier, lui criant :

« Vous croyez peut-être me faire arracher, par
« votre police, vos lettres et vos engagements,
« mais vous vous trompez, ils sont en lieu sûr......
« Allez ! que Dieu vous maudisse comme Caïn.!!! »

Elle descendit ainsi jusque dans la cour, demanda une voiture, s'y jeta affolée, les cheveux épars, les yeux égarés, les lèvres tremblantes; elle mur-

murait : « De l'air.... de l'air.... » et tomba évanouie sur les coussins.

Elle était folle.

Or, tandis qu'on la transportait à Rome où ses visions étaient hantées par l'apparition spectrale de Napoléon cherchant à l'empoisonner, dans les fossés d'une ville du Mexique tombait, sous les balles d'un bandit, l'Empereur Maximilien, le caractère le plus chevaleresque, le cœur le plus noble, et l'un des hommes les plus éminents de ce temps.

On dit que Napoléon Ier revoyait, dans ses insomnies de Sainte-Hélène, le spectre du duc d'Enghien. . . . .

Napoléon III aura une vision plus compliquée : l'héroïque assassiné de Queretaro, la poitrine trouée par les balles de Juarez, et tenant par la main la pauvre folle du Vatican . . . .

. . . .

Revenons à la reine Hortense.

IV

De Catilina à César.

Rentrée dans son château d'Arenenberg, la duchesse de Saint-Leu se tourna vers la Pologne.

Cette sœur, en révolutions, de la France, et probablement aussi, hélas ! en destinées, venait de se retourner sur son lit de Procuste, et tentait une nouvelle aventure sanglante.

En prévision d'un succès, la reine Hortense négocia avec le comte Plater le trône de Pologne pour son fils ; mais la prise de Varsovie fit évanouir ce nouveau rêve.

L'année suivante, un événement imprévu changea radicalement la face des choses et la direction des batteries bonapartistes. Le 22 juillet 1832, le duc de Reichstadt mourait à Schœnbrunn.

Désormais, Louis-Napoléon se destine exclusivement au bonheur et à la gloire des Français.

La Providence ne semble-t-elle pas lui aplanir la route ?

Désormais, sa vocation est irrévocablement fixée.

Son étoile se lève à l'horizon.

Aussitôt tout est dirigé vers ce but suprême : éducation, entourage et relations.

Et ici se retrouve de la façon la plus logique, quoique de la plus inattendue, cette loi terrible des affinités et des solidarités.

Nous avons montré les attaches et les taches révolutionnaires des Bonaparte. La reine Hortense a grand soin de retremper son fils, le futur Empereur, dans les sources vives des traditions de 93.

Elle s'empresse de lui donner pour précepteur Lebas, fils du conventionnel, ami de Robespierre (1).

(1) Robespierre, arrêté à l'Hôtel-de-Ville et la mâchoire fracassée, suppliait son ami et complice Lebas, de l'achever. Mais celui-ci, armant son pistolet, lui cria : « Ici, chacun pour soi ! » Et il se brûla la cervelle.

Triste, mais curieuse concordance : tous les adeptes de la Révolution procèdent religieusement par les mêmes voies. Louis-Philippe, ex-portier des Jacobins en 93, porté par l'émeute sur le trône de 1830, n'a rien de plus pressé que de donner à son petit-fils et successeur présomptif, pour précepteur, le neveu de cette même femme du conventionnel Lebas.

Madame Lebas était l'une des filles du menuisier Duplay, chez lequel logeait Robespierre. — Elle racontait encore dans ses

L'autre précepteur fut M. Viellard.

Les frères et amis accoururent de toutes les parties de l'Europe; ceux-ci de la France, les autres de l'exil, pour combiner les moyens de ramener l'aigle impériale aux Tuileries.

Au fur et à mesure que le jeune Louis montait en âge, le complot mûrissait, et le 28 octobre 1836, Louis-Napoléon faisait son entrée à Strasbourg.

Le colonel Vaudrey, ce premier adepte de la doctrine de Louis-Napoléon, pour maintenir l'honneur du drapeau, le respect du serment et la discipline militaire, doctrine qu'il innoculera si bien à toute l'armée qu'elle le conduira à Sedan, commandait alors le 4e d'artillerie. C'est dans ce régiment que Napoléon Ier avait fait ses premières armes.

L'échauffourée avorta platement. Louis-Napoléon, pris au collet dans la caserne de Finkmatt par un officier honnête, le lieutenant-colonel Taillandier, fut écroué à la citadelle. Le 9 novembre il fut amené à Paris, où il ne passa que deux heures

vieux jours, avec onction, les sensibleries bucoliques de l'*incorruptible* pourvoyeur de la guillotine. — Quand cette femme Lebas voulait voir son neveu, elle se rendait dans le jardin des Tuileries et faisait chercher M. Regnier. Elle ne voulait pas souiller ses semelles de la poussière du palais de la tyrannie. Son neveu descendait, et Louis-Philippe contemplait de derrière ses rideaux cette scène qui l'amusait beaucoup.

de nuit, à la préfecture de police ; le temps nécessaire à Louis-Philippe pour le gracier et lui faire compter de l'argent par le préfet Delessert, pour son établissement aux Etats-Unis. Le jeune écolier-conspirateur fut dirigé sur Lorient avec tous les honneurs et toutes les faveurs propres à l'encourager à recommencer le plus tôt possible.

Tandis qu'on installait Louis-Napoléon à bord de l'*Andromède*, qui eut l'honneur de le transporter à New-York, on jugeait ses complices à Strasbourg.

Nouvelle infirmité morale de Louis-Philippe, qui comblait de grâces et de bienfaits le principal coupable, le chef de bande, et croyait naïvement que le jury condamnerait de simples comparses !

Arrêtons-nous un instant pour constater, en passant, le rôle étrange que les femmes d'une certaine catégorie joueront dans la carrière de Louis-Napoléon.

C'est mademoiselle Gordon qui ouvre la galerie des collaboratrices du Prince.

Mademoiselle Gordon était fille d'officier et élève de Saint-Denis. Tous les Parisiens n'en demanderont pas davantage pour la cataloguer. Elève de Saint-Denis est, à ce qu'il paraît, un brevet classique de bonnes vie et mœurs! Mademoiselle Gordon n'a pas voulu infirmer la tradition.

Son premier haut fait est un acte de vaillance.

Une amie de classe (toujours de Saint-Denis) avait eu le malheur de se laisser séduire. Effrayée des suites de sa faute, elle confia à mademoiselle Gordon ses projets de se suicider. Celle-ci alla résolûment trouver le séducteur et, un pistolet au poing, exigea ou qu'il épouserait, ou qu'il se battrait avec elle.

Il épousa !

Mademoiselle Gordon eut, dit-on, une grande part dans l'enrôlement des complices de Strasbourg. Elle exerça surtout une haute pression sur le colonel Vaudrey.

Mademoiselle Gordon, le coup de main manqué, tomba aux mains de la police, avec le sieur Fialin, le futur duc de Persigny.

Quittons mademoiselle Gordon sur un dernier trait de son génie de conspiratrice.

C'était une virago d'une force extraordinaire. Enfermée dans une salle basse de la préfecture, en compagnie dudit Fialin et de deux gendarmes, mademoiselle Gordon désigna à son co-détenu, d'un clignement d'yeux expressif, une fenêtre donnant sur les jardins. Elle possédait un cabas à cadenas, qu'elle avait déposé à côté de sa chaise. Elle promenait un œil inquiet sur les deux gendarmes, et, tout en les fixant, elle essayait de pousser du pied le malheureux cabas sous ses jupes et sous sa chaise. Les bons gendarmes comprirent que ce sac

recélait les choses les plus graves, se firent signe, et l'un d'eux se baissa pour appréhender le cabas. Mais mademoiselle Gordon se jette sur le corps du délit, et de ses dix griffes laboure le bon gendarme jusqu'au sang. Le second militaire accourt au secours du premier....... Alors mademoiselle Gordon se cramponne comme une pieuvre aux deux gendarmes, tandis que Fialin, abandonné à son sort, ouvre la fenêtre et disparaît, à l'ébahissement de ses deux gardiens, traînant, pendue à leurs basques, mademoiselle Gordon qui ne les lâche que quand l'autre est loin. Puis, éclatant d'un bon gros rire, elle ramasse le cabas, et le tend gracieusement aux deux gendarmes ; il contenait une camisole de nuit.

M. Fialin passera ministre, duc et sénateur, et mademoiselle Gordon ira mourir à l'hôpital Beaujon, à Paris.

Louis-Napoléon avait juré à son sauveur et bienfaiteur Louis-Philippe de se fixer aux Etats-Unis, et de ne plus rien tenter vis-à-vis de la France.

C'est dire qu'à peine reposé de sa traversée à New-York, il se rembarquait avec sérénité pour l'Angleterre.

L'année suivante il retourna en Suisse, et assista à la mort de sa mère, qui décéda le 3 octobre 1847, à Arenenberg.

Après la mort de la reine Hortense, Louis-Napoléon retourna en Angleterre, préparer son expédition de Boulogne.

Il a couru longtemps dans la Cité de Londres une foule d'anecdotes excentriques sur les expédients pittoresques mis en circulation par le Prince et ses amis, pour battre monnaie.

Là encore intervint une Égérie qui facilita les voies et moyens, et l'on s'embarqua pour Boulogne sur un petit vapeur, l'*Édimburg castle,* avec un vestiaire d'uniformes militaires, et le fameux aigle apprivoisé, qui a tant égayé la galerie et les caricatures de l'époque.

Le pauvre oison manqua son entrée, tout comme son maître, et la farce vint se dénouer, le 9 octobre 1840, au palais du Luxembourg, devant la Chambre des Pairs, qui condamna l'incorrigible insurgé à la détention à vie, dans une forteresse. Berryer, l'illustre défenseur d'une si mauvaise cause, alla porter le résultat du verdict à son client; dès que le Prince l'aperçut :

— Vous êtes triste, mon cher monsieur Berryer, lui dit-il, vous avez de mauvaises nouvelles!

— Condamné à perpétuité, Prince!

— Et combien cela dure-t-il en France, la perpétuité?

Louis-Napoléon avait raison.

En France, la Révolution a sapé tous les principes constitutifs des sociétés civilisées, et altéré toute notion de droit et d'autorité. Le conspirateur qui s'insurge contre le gouvernement, ou bouleverse la société, s'il réussit, est proclamé Roi ou Empereur. Il est vrai que s'il échoue il va aux galères. Mais quelle autorité a ce verdict?

Le criminel sait à quoi s'en tenir, et ses juges sentent très bien, de leur côté, que son grand crime est de n'avoir pas réussi. Ils le condamnent aujourd'hui à perpétuité..... Que demain il brise son carcan et réussisse.... et ce général qui l'a arrêté, et ce magistrat qui l'a flétri de tous les stigmates de son éloquence indignée, et ce pair de France qui l'a condamné, viendront se courber jusqu'à terre devant ce repris de justice, et l'écœurer de toutes les adulations et de toutes les bassesses.

Il n'y a donc jamais en France, pour un condamné, à désespérer du lendemain.

Aussi le peuple français possède-t-il une légion d'honneur de révolutionnaires et d'émeutiers; un livre d'or d'assassins et d'incendiaires politiques, déjà une demi-douzaine de fois condamnés, qui à mort, qui aux galères ou à la déportation...... et qui tous se portent à merveille. A chaque révolution nouvelle ils sortent de terre, brandissant leur

flétrissure comme un titre d'honneur et de mérite, et elle leur ouvre immédiatement la porte de toutes les dignités.

Louis-Napoléon était dans la tradition, et il pouvait demander, en toute assurance, combien pouvait durer la perpétuité dans la patrie des Révolutions.

C'est avec la certitude qu'elle serait courte, qu'il s'installa dans la citadelle de Ham.

Il est un fait curieux dans l'histoire des conspirateurs et de la décadence de la France, c'est que, depuis 1815, tous les partis révolutionnaires se couvrent du paravent des traditions bonapartistes.

Après 1815, les horreurs de 93 étaient encore si vivaces dans les esprits; tant de victimes de cette épouvantable époque vivaient encore, témoins éloquents de ses crimes, que les sectaires rouges n'osaient pas affirmer leur religion au grand jour, et le loup se travestissait sous une peau de bonapartiste.

Après 1830, et à mesure que le temps et la distance affaiblissaient l'écho du râle des guillotinés de 93, et les coups sourds du couperet de Fouquier-Tinville, les Jacobins s'enhardissaient peu à peu à remonter au grand jour, mais ne manquant aucune occasion pour s'associer aux manifestations bonapartistes. Cette affiliation à la légende impé-

riale avait un double avantage : atténuer un peu ce que les doctrines radicales avaient encore de trop effarouchant pour la conscience publique, et s'allier en même temps les sympathies de l'armée et des campagnes où l'histoire des « Victoires et Conquêtes » comptait encore de nombreux fanatiques.

C'est ainsi que l'on voit dans les journaux bonapartistes des collaborateurs radicaux, qu'on voit Armand Carrel, le chef du mouvement républicain, adresser des homélies pleines d'onction au prince Louis ; c'est ainsi qu'on voit tous les révolutionnaires marquants faire le pèlerinage de Ham et correspondre bruyamment avec le prisonnier.

Louis-Napoléon, de son côté, a eu le loisir, pendant sa captivité, de lire et de rêver.

Il est bien entendu que ses lectures se rabattent sur les livres révolutionnaires et communistes. Les saint-simoniens surtout avaient ébloui et fasciné son esprit.

Il restera toute sa vie égaré dans le dédale de leurs rêves et de leurs hérésies ; et ces apôtres si brillants et si creux d'un alchimiste nouveau, exerceront la plus funeste impression sur cette intelligence brumeuse. Louis-Napoléon nous a laissé la résultante de ses lectures et de son commerce politique et littéraire avec les beaux esprits du parti radical.

Nous avons lu patiemment ses écrits et, quoiqu'ils n'aient aucune portée sérieuse, aucune valeur originale, il est curieux de comparer aujourd'hui le programme du Prétendant avec l'application qu'en a faite l'Empereur.

Il n'y a pas, en effet, de critique plus amère des agissements de Napoléon III, de juge plus impitoyable de ses infirmités morales et de ses fautes économiques et politiques, que l'ex-moraliste Louis-Napoléon.

Quand, au bout de cette longue et désastreuse aventure de l'Empire, on se rappelle ces aphorismes vertueux et puritains, on dirait une gageure pour se moquer de ses lecteurs et de ses adeptes d'alors.

Voici quelques extraits de ses œuvres :

« Le titre que j'ambitionne le plus, est celui « d'honnête homme. »

« Il est encourageant de penser que dans les dan- « gers extrêmes, la providence réserve surtout à « un seul d'être l'instrument du salut de tous.

« Disons-le donc hautement, ce sont les grands « principes, les nobles passions, telles que la « loyauté et le désintéressement, qui sauvent les « sociétés, et non les spéculations de la force et du « hasard. »

« Quand on a l'honneur d'être à la tête du peuple

« français, il y a un moyen infaillible de faire le
« bien : c'est de le vouloir ! »

« Par esprit de défiance, certaines personnes se
« disent :

« L'Empire c'est la guerre ! Moi, je dis : l'Empire
« c'est la paix ; c'est la paix, car la France le dé-
« sire ; et lorsque la France est satisfaite, le monde
« est tranquille.

« On peut dire avec vérité : Malheur à celui
« qui, le premier, donnerait en Europe ce signal
« d'une collision dont les conséquences seraient in-
« calculables. »

Plus tard, il nous dira avec le même sérieux :

« Ce n'est pas en mes mains que la France pé-
« rira. »

On croit rêver !

Nous avons indiqué déjà comment son éducation, sa mère et ses précepteurs, lui avaient inculqué la vocation et la nécessité de se modeler sur l'Empereur.

Napoléon Ier, comme César, a dicté ses *Commentaires.*

Napoléon III, pendant ses loisirs de souverain, eût la malheureuse fantaisie d'écrire ce qu'il nomme *la Vie de César.*

Ce qu'il dépensa d'argent à ce sujet, en missions

dans toutes les parties de l'ancien monde, en fouilles, en recherches, en traductions, en frais de tout genre, est insensé.

Et il naquit, de cet immense enfantement, une élucubration pitoyable, une œuvre au-dessous de la critique.

Louis-Napoléon n'avait absolument rien compris à ce merveilleux génie de César et à l'action profonde qu'il exerça sur les destinées du monde. Cette grande figure, du plus célèbre insurgé de l'histoire, n'inspira rien au chroniqueur impérial.

Il crut qu'écrire l'histoire de César consistait à suivre plus ou moins exactement les pas du géant sur la carte du monde, et à rectifier l'emplacement d'un camp ou le nom d'une bourgade, enterrée sous les débris des siècles.

Quant à une pensée politique, à une appréciation psychologique ou historique, il en trouva une seule, laquelle est une hallucination inepte.

César est l'homme de l'action et de toutes les audaces : « Tu portes César et sa fortune ; » l'homme qui ne laisse au hasard et à la fatalité que ce qu'il est impossible de leur disputer... Et c'est au frontispice d'un monument à élever à un tel homme, que Napoléon III, de sa main vacillante, inscrit le dogme du fatalisme. Ce qui n'empêcha pas tous les savants, tous les maîtres, de venir s'incliner devant

ce chef-d'œuvre et de chanter, en son honneur, des dithyrambes sur les cordes les plus élevées.

Ses amis de Berlin surtout se distinguèrent par leurs adulations vraiment écœurantes; à entendre MM. de Mommsen, de Sybel et leurs acolytes, on aurait cru revoir ces poètes et ces thuriféraires du bas-empire, chantant sur la lyre d'or la façon divine dont Augustule chaussait le cothurne.

Enfermé depuis cinq ans et demi à Ham, le prince Louis, malgré les visites flatteuses des frères et amis, malgré des distractions de toutes sortes, et les devoirs intimes qui lui naquirent dans la captivité, commença par s'apercevoir que la « perpétuité » menaçait de durer par trop longtemps.

Son rôle de martyr de la grande cause devenait insipide, et il prit le parti de quitter la citadelle hospitalière, le 25 mai 1846.

On a souvent raconté les incidents burlesques de cette évasion d'opéra comique; mais les intimes seuls ont connu le rôle providentiel qu'une protectrice anglaise joua dans la pièce.

Toujours la femme..... Il en abuse, et Napoléon le fataliste aurait bien dû comprendre qu'à la fin la femme le perdrait.

Une fois au delà des frontières, Louis-Napoléon écrivit une circulaire à l'Europe, pour établir que s'il avait toujours réclamé un asile en France, fût-ce

dans une prison (1); — et si, après qu'on eut satisfait à ce désir, il se privait aujourd'hui « de l'air et du doux soleil » de la patrie, c'est qu'il avait des devoirs à remplir ailleurs.

L'Europe et les gendarmes savent quels sont les « devoirs » auxquels peut vaquer Louis-Napoléon.

Nous n'avons donc pas à le suivre à travers ces manœuvres frelatées et ces conspirations monotones. Nous le retrouverons à Paris, dès que ses collaborateurs auront réussi à jeter par les fenêtres des Tuileries, et à brûler sur la place de la Bastille, ce trône du roi bourgeois qu'ils avaient, quelques années auparavant, érigé avec tant d'enthousiasme sur les « glorieuses » barricades de 1830.

(1) On se rappelle les termes d'une de ses lettres écrite de sa prison de Ham : « *Je ne désire pas sortir des lieux où je suis;* avec le nom que je porte, il me faut l'ombre d'un cachot ou l'éclat du trône. »

V

La Cour du Bas-Empire.

La Révolution de 1848 fut une surprise; comédie politique et sociale dont ne jouissent que les nations assises sur le volcan de la Révolution.

L'émeute de Février surprit et terrassa ce gouvernement de rechange de Louis-Philippe, au point qu'il se sauva dans cinq fiacres, sans oser se défendre. Elle surprit encore davantage ceux qui l'avaient faite: cette bourgeoisie inepte qui, en France, sent le besoin tous les dix ans de donner une leçon au gouvernement, et cette garde nationale, — prétoriens de l'émeute, — qui n'a jamais eu d'autre fonctionnement que d'aggraver le désordre et de donner la main aux Révolutions. Le lendemain de leur triomphe, bourgeois et gardes nationaux, voyant que leur plaisanterie des « ban-

quets » avait fait éclore une République, s'étaient réfugiés, affolés de terreur, dans leurs caves.

Mais ceux qui demeurèrent le plus consternés de leur succès, ce furent les républicains appelés si inopinément à succéder aux d'Orléans.

Clair-semés en France, ne comptant dans leur camp ni homme d'élite, ni administrateur, ni politique, ils se sentaient écrasés sous le fardeau du pouvoir, et épouvantés devant ses responsabilités et devant l'avenir. L'administration sérieuse demeura aux mains des hommes monarchiques, qui ne pouvaient que favoriser tout ce qui devait saper cette forme républicaine si fatale à la France.

C'est ainsi que Louis-Napoléon rentra deux fois victorieusement à l'Assemblée nationale, malgré les mesures de proscription et tous les efforts du gouvernement républicain pour l'éloigner du sol français.

De ce jour les esprits sérieux comprirent que le triomphe du bonapartisme était assuré.

En effet, placée entre l'alternative de cette République aux sinistres souvenances, et une nouvelle expérience de la forme monarchique, la France ne devait pas hésiter.

Louis-Napoléon était le seul candidat monarchique qu'elle eût sous la main. Malgré toutes les

oppositions, malgré le triste passé du candidat, l'armée du suffrage universel lui fit franchir, au pas de course, tous les obstacles et tous les échelons du trône, avec un ensemble et une avalanche de votes écrasants.

Député à l'Assemblée nationale (septembre 1848), président de la République (10 décembre 1848), président pour dix années (21 décembre 1851), empereur (2 décembre 1852) (1).

Ce fut une marche triomphale.

Il ne faut pas oublier que l'impulsion secrète qui avait poussé les partis monarchiques à patronniser la candidature du prince à la présidence de la République, était la conviction de sa parfaite incapacité. Trop divisés entre eux pour s'entendre sur le choix d'un prince de la maison de Bourbon, ils espéraient préparer ainsi les voies pour une prochaine restauration du chef de leur prédilection.

Ils n'oubliaient qu'une chose, c'est qu'avec cet instrument formidable qu'on nomme la centralisation française, l'homme le plus médiocre est maître absolu de la France.

(1) Le premier usage que fit Napoléon de ses pouvoirs illimités, ce fut de s'emparer des biens de la maison d'Orléans. Madame de Rémusat, à qui on lut le soir même dans son salon le décret inique, s'écria : « C'est le premier vol de l'aigle! »

Il suffit d'un peu d'audace et de beaucoup d'immoralité (1).

Mystère douloureux et pénible des lois vengeresses de la justice divine!

L'homme qui a déformé sa conscience, l'homme dont l'éducation et les habitudes ont perverti les saines notions du bien et les instincts de l'honneur, incline naturellement au mal et choisit de lui-même, désormais, la voie tortueuse et les moyens criminels, alors même qu'il pourrait arriver par la droiture et l'honnêteté.

L'impulsion de l'opinion publique en France, sa répulsion contre la République, ses instincts monarchiques indestructibles, la désorganisation des partis royalistes, tout cela indiquait et assurait à Louis-Napoléon le triomphe de son parti. Il n'était besoin que de se montrer digne de cette haute fortune, et de laisser faire au temps et à la tendance irrésistible du pays.

Mais Louis-Napoléon ne peut plus dépouiller le vieil homme.

Les voies régulières ne vont pas à son tempérament.

(1) Le duc d'Aumale a dit depuis, avec un grand sens politique et une exquise délicatesse :

« Si quelque chose pouvait amnistier Louis-Napoléon de ses méfaits, ce serait que les partis ne l'ont mis à la tête de la République que pour la détruire. »

Au lieu d'arriver au trône, porté par l'opinion et le vœu de la France, il préfère l'escalader nuitamment, à main armée, par le parjure, le sang et le crime, et il inscrit avec ses séides, au chapitre des dates néfastes de la Révolution française, cette nuit du 2 décembre 1851 qui laissera bien loin derrière elle, sur l'échelle des crimes politiques, l'attentat de Brumaire.

Louis-Napoléon se fait proclamer Empereur le 2 décembre 1852.

Voici donc enfin sa plus haute ambition satisfaite, et au delà de tout ce qu'il avait pu rêver.

Empereur des Français, chef du peuple encore le plus puissant de l'Europe; à la tête du « plus beau Royaume, après celui du ciel, » Napoléon III comprendra-t-il enfin qu'il faut divorcer avec les doctrines et les agissements de son lamentable passé?

Comprendra-t-il qu'il a à effacer non-seulement sa vie d'aventures, mais à faire oublier, sinon légitimer, par un règne honnête et bienfaisant, son avénement par effraction et escalade?

Constatons que la tâche était possible.

La France, violentée en Février par les incapables de la République, épouvantée en Juin par les massacres de la Sociale, avait soif de repos et de sécurité.

Elle ne demandait qu'à aider à bien faire.

Mais Louis-Napoléon n'a aucune de ces intuitions, ni retour, ni scrupule de conscience.

Cet homme est acquis au génie du mal. Chacune de ses élévations est une chute morale plus profonde; et chaque attentat à la loi, à la morale, à l'honneur, augmente autour de lui la phalange des complices qui ont intérêt à le maintenir dans la voie funeste qu'ils exploitent à leur profit.

Ce grand fait, de l'avénement au pouvoir, ne changera donc rien, ne dérangera rien dans ces rouages oblitérés.

Proudhon se demande avec une curiosité inquiète la raison de ce phénomène psychologique, la trouve et l'expose avec cette sagacité qui distingue ce puissant penseur. « Vous ne fonderez ni une dynastie, ni rien de stable, dit-il à l'Empereur, parce que votre situation et votre provenance sont contradictoires et s'excluent. Vous vous proclamez empereur; vous allez être forcé d'exagérer l'autorité, vous qui l'avez combattue à main armée, — vous allez faire de la compression et de l'arbitraire, vous qui avez tant prôné la liberté...........

« Allez, la liberté n'a rien à craindre de vous! Sans que vous vous en doutiez, vous ferez plus de mal au principe de l'autorité que tous les conspirateurs ensemble; « vous êtes le plus grand révolutionnaire de l'Europe! »

Proudhon voyait juste, et l'histoire devait confirmer d'une façon éclatante sa triste prophétie.

Napoléon III gardera sur le trône sa nature et les habitudes de sa vie aventureuse.

Jamais cet homme ne comprendra la haute mission du pouvoir, ni les devoirs sévères et la glorieuse responsabilité du chef d'un grand peuple.

Sans aller jusqu'à admettre qu'il fût « une incapacité méconnue, » il est évident que c'était une intelligence moyenne, déviée, aux mauvais penchants. Au pouvoir, il emploiera religieusement les procédés ténébreux qu'il a pratiqués dans sa vie accidentée. Son prétendu génie, tant qu'il fut heureux, ce fut ce mutisme calculé, ce grand art de ne rien dire, cette possession de lui-même, qui savait recevoir en pleine poitrine les choses les plus désagréables, sans qu'un muscle du visage trahît l'émotion intérieure.

Ce flegme, qui est « la clef du métier de conspirateur, » l'acquit et le talent rudimentaire de tous ceux qui ont eu à manœuvrer contre les surveillances et les ruses de la police, fait un puissant effet dans le monde régulier.

On a donc cru entrevoir longtemps, derrière ce masque discret, le calme du génie.

Le prince Napoléon, qui savait à quoi s'en tenir,

disait un jour à S. B., avec cette brutalité d'allure et d'élocution qui le caractérise :

« Que la France dissimule qu'elle a pris un oison pour un aigle, cela se conçoit, on convient difficilement qu'on ait pu se tromper à ce point. Mais que l'Europe donne dans cette grossière hérésie, de croire cet homme intelligent, cela tient du prodige ! »

Le bon cousin exagérait, selon ses habitudes. Louis-Napoléon ne manque ni d'une certaine finesse ni d'une certaine habileté. Malheureusement, chez lui, tout manque par la base : les principes.

Il ne croit ni à l'honnêteté, ni au désintéressement, ni à la vertu.

Pour lui, l'homme n'est guidé que par le cerveau ou le ventre, par la ruse ou l'appétit matériel (1).

Comment voulez-vous qu'avec un pareil critérium, on ne fasse pas sans cesse fausse route, même chez la nation la plus corrompue ?

(1) Napoléon poussait le mépris de l'homme et particulièrement celui de son entourage au delà des limites du probable. Il s'exprimait à ce sujet au beau milieu de ses collaborateurs, avec un sans-gêne plein de malice et de suprême dédain. — Un jour, aux Tuileries, l'Empereur interpelle un familier qui, dans une tournée en Allemagne venait de voir M. le comte de Chambord. — Eh bien ! que dit le Prince ? — Sire, le comte de Chambord dit que si la Providence le ramenait au trône de ses pères, il appellerait autour de lui tous les hommes capables, sans distinction d'opinion, pourvu qu'ils fussent honnêtes ! — Alors, fit Napoléon, je lui conseille de tâcher de les amener avec lui !

Avec un pareil scepticisme, on n'acquiert pas un seul homme de valeur, et on éloigne et décourage tous ceux qui gardent encore quelque sentiment de dignité et de pudeur.

Napoléon, pour vivre et agir, a besoin du milieu où s'est développée son enfance, sa jeunesse.

Voilà pourquoi l'histoire et la chronique le voient entouré de tant de gens ténébreux, équivoques, brouillés avec le Code et la morale.

Il n'aime pas autour de lui des figures nouvelles. Les autres, ses familiers, sont entrés dans ses habitudes, connaissent ses infirmités, — il n'a plus à se gêner avec eux, il peut détacher le masque. Avec de nouveaux venus, domestiques ou ministres, il fallait sans cesse le renouer sur le visage.

Cela le gênait, le mettait mal à son aise, le rendait farouche.

De là, cet empire occulte, latent, mais inconcevable, qu'exerçaient sur lui les Persigny, les Bacchiochi, les Moquard, et jusqu'à son valet de chambre.

Napoléon était d'une paresse extrême, et presque invincible.

Le travail l'effrayait au point que ce n'est qu'à la dernière extrémité qu'on parvenait à le pousser à la besogne.

Comme chez tous les rêveurs, toutes ses facul-

tés s'évaporaient dans les nuages. Cela explique l'influence pernicieuse qu'ont exercée trop souvent sur les affaires les plus graves, ses secrétaires et ses chefs de cabinet. Les documents les plus importants, les communications les plus délicates, destinées à n'être connues que de l'Empereur seul, étaient non-seulement décachetées, mais restaient souvent dans des mains subalternes. Que de personnages en Europe, et parmi eux des princes, des femmes, et surtout une reine, savent l'inconvénient qu'il y avait de confier à la poste des missives pour l'Empereur!

Dans cette cour étrange, tout le monde était armé ou cherchait à s'armer d'une pièce compromettante. Quand on parlait des faveurs si constantes et si scandaleuses des Saint-Arnaud, des Magnan, des Moquard, et de vingt autres, on vous répondait imperturbablement:

« Ils ont des papiers ! »

Aussi n'y eut-il plus d'ingérence du cabinet des Tuileries dans une affaire grande ou petite, publique ou privée, qui ne fût aussitôt attribuée à la corruption, même quand elle était toute désintéressée.

Or, tout est perdu chez un peuple où la corruption devient un moyen de gouvernement.

Comment, dans un pareil milieu, eût-il pu ger-

mer, arriver ou prospérer, un honnête homme ou un homme de valeur ?

Dès qu'on signalait un pareil phénomène, soit dans les Chambres, soit dans l'administration, il se faisait spontanément, sur toute la ligne, une sainte-ligue, mettant tout en œuvre pour neutraliser cet ennemi de la paix publique et décourager ou chasser l'intrus.

On a vu plus tard — et trop tard — les fruits amers que devait fatalement produire un semblable système.

La France avait brillé dans l'histoire par cette légion de fiers caractères et de grands hommes, qui surgissaient du sol aux heures solennelles de sa vie nationale, étonnant le monde par leur audace et leur génie.

Le jour où Napoléon et sa fortune allèrent à la dérive, pas un homme ne se trouva, pas un seul dans aucune sphère, ni diplomate, ni administrateur, ni général, qui pût lui tendre la main et retarder d'une heure l'effondrement de cet empire aux pieds d'argile.

La France devait étonner le monde par sa décrépitude et sa stérilité, comme elle l'avait étonné par ses vices et sa corruption.

Napoléon III nous dira, dans son exil, qu'il n'est

pas seul comptable de cette immense déroute de l'honneur et de la virilité de la France.

Il a raison.

La Révolution a innoculé le virus fatal à la nation.

Depuis 1830, l'épidémie avait fait des ravages considérables, mais c'est l'Empire qui a achevé l'œuvre infernale.

Ce qu'il y a d'effrayant dans ce sévère arrêt de Dieu, qui suit pas à pas les grands criminels de l'histoire comme une ombre vengeresse, c'est qu'ils enfoncent chaque jour davantage dans ce sol pourri qui les engloutira ; c'est que chaque éclair qui devrait les avertir, les aveugle davantage ; c'est que chaque affaissement qui les rapproche de la catastrophe, les endurcit dans l'erreur au point qu'ils finissent par y vivre comme dans leur élément naturel.

« *Quos vult perdere.....* »

L'Empereur en était arrivé, dans les derniers temps, au point qu'il n'admettait pas la contradiction.

Il n'écoutait plus que lui-même ou ceux qui se faisaient l'écho servile des idées et des errements du maître. Plus de ministres ni de conseillers ; des comparses donnant la réplique.

Ajoutez à ces dispositions la médiocrité de

l'homme, l'enivrement qu'apportent aux parvenus l'exercice de l'autocratie et la platitude des courtisans, et vous mesurerez mathématiquement la distance qui conduira cet homme et son gouvernement de l'Elysée à la roche Tarpéienne.

On me dira peut-être :

Comment alors expliquez-vous les succès éclatants de la première moitié du règne de Napoléon III ?

L'explication sera courte et catégorique. Il n'y a pas en Europe de peuple plus facile à gouverner que le peuple français tant qu'il est dans la prospérité et en possession d'un gouvernement neuf.

C'est la lune de miel.

Il n'y a pas de peuple au monde qui accomplisse de plus grands tours de force que le peuple français lorsqu'il est conduit par une main habile mais énergique.

Plus elle est despotique, mieux il marche et plus il est heureux. Le peuple français peut tout, excepté se conduire lui-même. Les premières années de son règne, Napoléon, en dehors de ces facultés mystérieuses que donnent les grandes et subites fortunes, avait autour de lui des auxiliaires d'une certaine valeur ; et, chose inappréciable vis-à-vis d'une pareille nature, ses amis, ex-complices, vieux conseillers éprouvés, possédaient toute sa confiance et

avaient une action indiscutée sur son esprit et ses résolutions.

Comme leur propre fortune et leur sécurité étaient étroitement liées à celles de l'Empire, ces hommes veillaient, redressaient ou imprimaient l'impulsion utile.

Ils remplissaient un autre mandat tout aussi salutaire.

Ils écartaient de l'Empereur ou contre-balançaient les influences funestes, et, en première ligne, celle de l'Impératrice Eugénie. Au fur et à mesure que la mort lui enlevait ces tuteurs, ces auxiliaires précieux, les mauvaises impulsions prenaient le dessus, — l'Impératrice devenait souveraine et ce changement de voie conduisit Napoléon III du Mexique à Sedan.

Dans toutes les Cours il circule de ces âmes viles et courbées, qui spéculent sur la flatterie et se drapent dans l'abjection; mais autour de Napoléon III, fourmillait une légion de courtisans à part, c'étaient «les favoris étrangers» : italiens, espagnols, polonais, hongrois, etc., etc., etc. Ceux-là avaient effrontément organisé l'exploitation de la France, avec un cynisme qu'égalait seule la criminelle complicité de l'Empereur.

Quelques-uns opéraient au profit d'un parti politique; de l'Italie, de la Hongrie, de la Pologne, du

Mexique; sur des échelons plus bas fonctionnait une tourbe internationale, une fourmilière bigarrée qui travaillait pour son propre compte, brocantant avec le premier venu qui voulût mettre un prix convenable à sa part d'influence. Ce qu'il circulait d'intrigues honteuses, de propositions immondes, de transactions véreuses, sur le champ de foire impérial, est inénarrable. On en était venu à ne plus se gêner en rien.

Les favoris influents étaient cotés un prix officiel.

Cela économisait les lenteurs et les délicatesses de la diplomatie.

Vous voyez qu'on était en progrès sur l'Angleterre; Walpoole gardait au moins en portefeuille le tarif des consciences de son Parlement.

Ici le tarif était public.

Nous avons vu comment, dès sa jeunesse, Louis-Napoléon s'est taillé un rôle dans les traditions napoléoniennes.

Il ressuscitera non-seulement la Constitution impériale, mais jusqu'aux détails puérils du cérémonial de la Cour du premier Empire.

Vers les premiers temps du règne, le jeune comte Arese arriva aux Tuileries avec une mission des patriotes italiens pour son « frère ». — A la vue de cette légion de courtisans et de valetaille manœuvrant sous l'étiquette la plus formaliste et cette

pailletterie éclatante, le patriote italien demeura ébahi, et, s'adressant à Napoléon III :

« — Frère, lui dit-il, qu'est-ce que ce faste oriental?

« Je crains bien que nos projets et tes convictions d'autrefois n'étouffent sous ces lambris de Sardanapale. — Pauvre Italie !! — »

Et l'Empereur, souriant : « Mon cher, dans ce pays-ci, pour faire croire au pouvoir, il faut la main de fer de l'Empereur et le manteau de Louis XIV. »

Hélas! ce manteau ne couvrait pas un successeur, mais un pauvre plagiaire des deux grands hommes.

C'était Augustule sous les oripeaux de Napoléon, c'était Olibrius sous la toge de César.

Mais les intimes seuls connaissaient toutes les faiblesses du maître et l'exploitaient de main de valet.

Napoléon III flottait éternellement d'irrésolution en défaillance.

Il cédait à l'obsession, il cédait à la crainte, il cédait à la menace, mais presque jamais à un mouvement du cœur. Il se composait une contenance de sévérité d'apparat, derrière laquelle vacillait une étonnante faiblesse de caractère. Cette nature étrange était un tissu des plus incroyables contradictions.

Toute spontanéité avait été étouffée par le rôle, la contrainte, la dissimulation, sans que Machiavel

ni Bonaparte eussent insufflé dans cette âme pleine d'ombres et de défaillances, quelque flamme de leur génie. Sans aucun esprit de suite, sans aucun sens pratique, toujours en scène, il avait la vanité démesurée et farouche; il pardonnait rarement aux gens d'avoir eu, ou d'avoir besoin d'eux (1).

Prodigue à l'excès, brouillon incorrigible, il dépensait sans règle et sans discernement.

Les sommes que sa main a dissipées sont colossales.

Nos lecteurs sentent que nous passons à côté d'une question obscure et délicate, la provenance de ce flot de millions qui ont alimenté tant de besoins de cette famille Bonaparte, aussi innombrable que dépensière et solliciteuse, tant de caprices ruineux, tant de mains avides et éhontées, sans cesse tendues vers Napoléon III.!

La tâche que nous exécutons est déjà assez attristante pour qu'on nous permette, et que même on nous sache gré, de ne pas promener notre lanterne dans ces écuries d'Augias.

Hélas! nous avons la main pleine de documents sur ce triste sujet; mais passons.

(1) C'est ainsi que l'Empereur abhorrait M. Billaut et détestait M. Rouher. Il a conspiré douze ans contre ce dernier et ne lui pardonna ses services et ses talents que lorsqu'il fut tombé du pouvoir.

Il suffira de dire que les sources d'où émanaient ces formidables suppléments aux listes civiles, sont diverses, et se modifient avec la marche du règne.

Dans les premiers temps, la Bourse joue un grand rôle. Tout l'entourage de l'Empereur exploite plus ou moins ce filon, jusqu'au jour où des scandales par trop éclatants font déserter cette « forêt de Bondy. »

Tout le monde se rappelle ces épisodes déplorables, qui, malgré toutes les compressions qui bâillonnaient la publicité, arrivaient au grand jour.

Ces procès de financiers véreux, où les plus hauts personnages de l'administration impériale et jusqu'aux membres de la famille Bonaparte étaient compromis par les plus honteux tripotages.

Les scènes et les acteurs de cette indécente curée accourent en foule dans nos souvenirs et sous notre plume. Mais nos constatations n'apprendraient rien au public, et répugnent à notre esprit.

Rappelons seulement que ces exploits jouissaient aux Tuileries d'une indulgence paternelle, et ne nuisaient ni à la considération ni à l'avancement du personnage ; au contraire.

Comme les bonnes âmes naïves pourraient nous accuser d'exagération, nous allons donner quelques exemples.

Un sieur X..., employé à la préfecture de police sous Piétri Ier, avait trouvé moyen d'économiser à son profit trois millions dans le service public qu'il était chargé de contrôler.

Le préfet découvrit la manœuvre, et renvoya l'ingénieux chef de service. Mais l'Empereur le consola en lui accordant la croix d'officier de la Légion d'honneur, et une recette générale. Il pensait probablement qu'il ne pourrait trop encourager des hommes de ce talent-là.

Tout Paris a glosé sur les tours de main prestigieux du sieur Z..., l'un des hauts fonctionnaires des résidences impériales.

Ce galant homme, entre autres traits de génie, avait affermé l'octroi d'une grande ville pour six mois, pendant lesquels il introduisit dans la cité son approvisionnement pour six ans, et réalisa un bénéfice énorme. Il est vrai que, pendant six ans, ses successeurs et les finances de la cité étaient complètement ruinés.

Il faillit avoir des désagréments, mais Napoléon le sauva en le prenant dans son palais.

Là, naturellement, notre homme continua et étendit son commerce, jusqu'à ce que le ministre

de l'intérieur vînt prier l'Empereur de vouloir bien mettre un terme à tous ces scandales perpétrés sous son égide et sous son toit!

L'Empereur, qui n'a jamais bien distingué la ligne qui sépare le bien du mal, avait dans ces occasions-là des plaisanteries sinistres.

Jugez de la stupéfaction de ce trop scrupuleux ministre de l'intérieur, quand le lendemain il reçut l'ordre d'élever le sieur Z... au grade de commandeur de la Légion d'honneur!

Le malheureux se crut le jouet d'un cauchemar et se refusa pendant deux jours à apposer son nom au bas de ce fantastique document.

Cependant il le signa, et l'Empereur, pour mettre son favori en pleine lumière, lui conféra en outre un des plus brillants emplois de l'administration.

Nous pourrions allonger démesurément la liste des hauts faits de cette première phase financière de l'Empire.

On pourait intituler cette période : *l'Avénement des Juifs*.

On n'a pas assez remarqué l'intronisation des juifs par Napoléon III. C'est le règne d'Israël. Les juifs pullulent....... Ils sont une légion, dans tous les postes et dans toutes les avenues de la fortune.

Plus tard on inventa les caisses de dotation de

l'armée, et l'Empire se fit « agence de remplacement militaire. »

Ce fut une merveilleuse institution de crédit! d'un rendement, d'une discrétion et d'une élasticité incomparables!

La dernière combinaison du genre, la dernière création de ce génie financier, ce fut la « transformation de l'armement. »

Ce que ces trois chapitres-là ont fourni de facilités et de ressources financières, tient du miracle.

Il est vrai que vous entendrez un jour Napoléon III, à Wilhelmshohe, dire que les détournements étaient impossibles.

Et pourquoi, Sire? — Parce que la Cour des comptes contrôlait toutes les dépenses.

La Cour des comptes a, en effet, une comptabilité irréprochable, mais un contrôle de papiers.

De là au contrôle de ceux qui les ont signés et de la pérégrination de sommes et espèces, il y a un monde, et vous le savez bien (1)!

(1) Au sujet de la rigidité des comptes de l'Empire, un haut fonctionnaire des Tuileries nous faisait cette comparaison avec les passe-ports, à savoir : que les voleurs sont les gens les plus soigneux et les plus pourvus de papiers; les gendarmes ne trouvent de négligents à cet égard que les honnêtes gens, et il nous racontait ceci : l'Impératrice avait à son service une fille qui était devenue l'épouvantail de tous les fournisseurs des Tuileries, et elle économisa ainsi, sur ses gages... cent mille livres de rente.

Or, cette fille était féroce à l'endroit de la comptabilité et des reçus en règle. La pureté... de ses comptes était légendaire.

Nous aurions vraiment trop beau jeu à mettre en défaut et en déroute toutes les fictions, gazes transparentes, derrière lesquelles circulaient de bien honteuses manœuvres.

C'est en pénétrant dans ces coulisses du bas-empire, qu'on découvre soudain bien des mystères qui intriguaient les naïfs.

Comment par exemple un simple chef de bureau, aux appointements de six mille francs, en dépensait trente mille; comment l'armée, ce vieux monument de granit de la gloire et de l'honneur français, gangrené peu à peu par des infiltrations malsaines, par une corruption honteuse des ambitions effrénées, un servilisme dégradant, s'est désagrégée et effondrée au premier choc, à la stupéfaction de l'Europe.

Napoléon III apportait à peu près dans ses affaires personnelles le même génie financier que dans celles de son gouvernement.

L'Empereur avait la manie des propriétés. Il en a acheté de considérables, tant en France qu'à l'étranger, surtout en Italie. Mais ses propriétés n'ajoutaient pas à ses revenus. C'étaient généralement des gouffres à dépenses.

Ici se présente tout naturellement une question qui sera bientôt vivement débattue, celle de la fortune personnelle de Napoléon III.

On racontait tout bas que l'Empereur prélevait en France des sommes considérables qu'il plaçait à l'étranger, et que sa fortune s'élevait ainsi à plus de huit cents millions.

C'est une erreur et une calomnie.

C'est méconnaître le caractère et les agissements de Napoléon III. L'Empereur donnait avec une libéralité qui exclut de semblables calculs. Il avait surchargé sa liste civile de pensions, de secours, de dons personnels de toute sorte qui rendaient de pareilles économies impossibles.

Il employait en outre des sommes importantes à des acquisitions artistiques pour les musées, à des améliorations agricoles, à des fermes modèles, avec une généreuse impulsion pour le bien public.

La part de responsabilité de cet homme dans les malheurs de la France et de l'Europe est telle que lui attribuer des torts factices ce n'est pas de l'injustice, c'est de l'absurdité.

VI

La politique du second Empire.

Nous n'avons pas à refaire pour nos lecteurs le sombre récit de l'avénement de Louis-Napoléon au pouvoir; sa descente le long de tous les échelons du parjure et de la criminalité. Nous ne pouvons cependant nous empêcher de noter, en passant, le cynisme naïf avec lequel on manipule, en France, l'arbitrage populaire! On commence par renverser l'édifice que la volonté nationale avait élevé; on usurpe avec violence et effraction tous les droits du peuple, tous les ressorts du pouvoir. Cela fait, on organise le plébiscite. On consulte le peuple après lui avoir enlevé la liberté du choix. On lui pose la question de façon à lui ôter son libre arbitre, et quand on lui tend l'urne, il n'a plus que l'option entre l'usurpation ou la guerre civile.....

Des deux fléaux, il choisit celui qu'il croit le moindre (1).

Il n'y a pas, pour la conscience humaine, de plus terrible spectacle que de voir l'attentat triomphant et le crime couronné. Il n'y a pas, pour un peuple, de plus fatale école de démoralisation que de voir sur le trône un criminel les mains tachées de sang. « Qui monta sur le trône par le crime n'y « régna jamais par la vertu (2). » Que sera-ce quand ce peuple verra tous ceux qui, fidèles à leur serment ou à leur conscience, ont voulu défendre la loi et la justice, traqués comme des bandits, jetés dans les casemates, déportés ou fusillés sans procédure ni jugement ; tandis que ceux qui, complices d'un forfait, ont trahi leur devoir, faussé leur mandat, déshonoré la nation, sont couverts de faveurs, comblés de toutes les dignités dans l'armée, l'administration et la magistrature ? La nation qui supporte et qui amnistie de telles monstruosités est une nation condamnée.

Chez une nation saine et virile, l'attentat du 2 décembre n'eût pas été possible. Le pays tout

(1) « Opprimer le peuple comme sujet pour le forcer à mani-« fester, comme souverain, l'opinion que l'autorité lui prescrit. »
BENJAMIN CONSTANT.

(2) Nemo enim imperium flagitio compertum bonis artibus exercuit. (TACITE.)

entier se serait dressé devant les coupables, vengeur implacable de ses droits foulés aux pieds et de son honneur outragé. Mais les nations, perverties par les doctrines matérialistes, énervées par la politique des coups de force et les émeutes triomphantes, ne vivent plus des fortes inspirations de la morale et de l'honneur. La conscience atrophiée se prête aux plus honteux compromis et se résigne à subir la légitimité de tous les arrêts de cet aréopage du ruisseau. On se rejette sur l'égoïsme et la satisfaction des appétits matériels. On veut vivre ! Or, une nation qui ne veut plus que vivre est bien près de mourir.

C'est le signe originel de tous les gouvernements de fait et de hasard, d'enseigner aux peuples cette religion des jouissances matérielles. En enlevant aux âmes l'idéal de la vertu, le culte de l'honneur, la notion austère du bien et du juste, ils savent qu'ils les assouplissent à se courber sous le joug de toutes les dégradations.

Le gouvernement de Louis-Philippe ne prêchait à la France qu'une doctrine : « Enrichissez-vous ! » Louis-Napoléon ira au bout du système et ajoutera au précepte ce complément : « Comme vous pourrez. » Gouvernements aveugles, qui croient ainsi se garantir contre le réveil de la conscience, contre la vindicte de la justice outragée...; qui espèrent

perpétuer leur règne en propageant cette dégradation complice de la leur. Erreurs et aveuglements profonds !

Ils ne font que creuser plus vite et plus sûrement la fosse qui les attend. En effet, ils ont sapé tous les étais du pouvoir ; ils ont énervé tous les ressorts de l'autorité ; ils ont effacé la notion du droit et le respect de la loi... Sur quoi peuvent-ils compter désormais ? Sur qui peuvent-ils s'appuyer?

A la première secousse, ils s'effondrent au milieu du mépris public et de la désertion de leurs séides.

C'est la justice de Dieu qui passe.

L'Empire installé aux Tuileries, sous l'égide de la Constitution du premier Empire ressuscitée, et appropriée aux circonstances, il s'agissait de lui dessiner un plan de politique intérieure et extérieure.

Louis-Napoléon comptait parmi ses associés et ses complices d'alors, quelques hommes d'une incontestable valeur ; nommons le comte de Morny, le général de Saint-Arnaud, M. Mocquard.

Ces hommes exerçaient sur ses résolutions une autorité considérable fondée, en dehors de leurs capacités personnelles, sur la part qui leur revenait dans la résurrection de l'Empire ; sur cette intimité de pensée et d'action qui les avaient associés avec

Louis-Bonaparte dans les périls et les luttes du passé.

Dans ce conseil secret et suprême, le programme des deux politiques fut étudié et arrêté.

Résumons le bilan.

A l'intérieur, le procédé est fort simple et aussi usé qu'immoral : diviser la nation en catégories hostiles, pour les exploiter les unes par les autres. Pour cela, il faut raviver les mauvais souvenirs du passé, rouvrir ce vieux vestiaire de la Révolution et y décrocher les fantômes des vieilles discordes civiles, les blancs, les bleus, les rouges, ces derniers surtout, pour épouvanter les autres. C'est du spectre rouge que Napoléon III a vraiment joué en maître. Il en a tiré des effets prodigieux et des scènes émouvantes. Toutes les fois que trois conspirateurs se réunissaient dans une cave, l'un au moins, et souvent deux, appartenaient à la « police » de l'Empereur. Dans toutes les sociétés révolutionnaires, l'Internationale ou autres, des meneurs importants étaient de sa police ou à sa solde.

« Le bonapartisme ne fit régner qu'à la surface la paix entre les partis et ce qui reste des classes sociales.

L'Empire s'est soutenu en entretenant la division, non-seulement parmi ses adversaires, mais parmi ses partisans eux-mêmes. S'il se présentait

aux uns comme le vainqueur du spectre rouge, il était pour les autres le gardien des conquêtes de la révolution contre le spectre blanc.

Les ressentiments des populations étaient soulevées en son nom, ici contre les ennemis de la propriété, de la famille et de la religion; là, contre l'ancien régime prêt à renaître, et si quelque insulte ou quelque violence menaçait dans les campagnes, soit un bourgeois suspect de tendances républicaines, soit un gentilhomme ou un prêtre, c'était presque toujours à la suite d'excitations officielles et au cri de : Vive l'Empereur ! N'a-t-on pas vu, il y a deux ou trois ans, la guerre aux châteaux et aux églises sur le point de recommencer dans plusieurs départements de l'Ouest? Un manifeste préfectoral contre un candidat légitimiste avait suffi pour propager le bruit absurde d'une vaste conspiration pour le rétablissement de la dîme et des droits féodaux! Les masses provinciales ont été dupes jusqu'à la fin de ce double visage que savait se donner l'Empire; mais, plusieurs années avant sa chute, il était déjà menacé, et avec lui la paix publique, par ces passions contraires dont les conflits étaient le principal ressort de sa politique. Il voyait l'opposition républicaine s'étendre dans certaines contrées, tandis que, sur d'autres points, l'alliance des rancunes révolutionnaires ne lui prêtait pas assez de force pour

arrêter les progrès d'une opposition légitimiste et cléricale. On pouvait donc prévoir qu'une révolution nouvelle ramènerait en province les mêmes luttes et les mêmes périls qu'en 1848. On a vu, en effet, plusieurs des départements où les candidatures impérialistes gardaient encore leur prestige en 1869, revenir avec ensemble, un an plus tard, les uns à la démagogie, les autres au droit divin.

Jusqu'en 1852, la partie la moins éclairée de la population parisienne mêlait, comme dans les campagnes, des sentiments bonapartistes aux passions démocratiques et aux aspirations socialistes.

L'Empire ne négligea rien pour faire durer cette confusion. Il encouragea les ressentiments populaires contre la bourgeoisie. Il s'appropria et fit passer dans quelques-unes des institutions dont il prit l'initiative ou qu'il couvrit de son patronage, un certain socialisme. Il favorisa la propagation secrète de ces utopies subversives qu'il se donnait le mérite d'avoir étouffées dans leur germe en leur ôtant la publicité.

Si le socialisme avait eu dans les campagnes les mêmes moyens de propagande, et s'il avait été autre chose que la vague jalousie du pauvre contre le riche, il ne s'y serait pas montré moins rebelle aux avances impériales. Il n'était pas besoin d'ailleurs de ces dangereuses doctrines pour détacher de

l'Empire le peuple de Paris. Malgré l'antagonisme des classes, un même esprit s'infiltre insensiblement à travers toutes les couches sociales au sein d'une même ville. Les griefs de la bourgeoisie ne pouvaient que faire impression sur les esprits populaires et s'y grossir encore par suite de l'exagération naturelle aux masses. Il suffisait d'un peu de bon sens et de droiture pour détester un despotisme sans grandeur, une politique incertaine et qui ne vivait que d'équivoques, des entreprises aventureuses dont l'avortement devait être d'autant plus honteux que les promesses les plus magnifiques en avaient accompagné les débuts.

Il ne fallait que le souci des plus vulgaires intérêts pour s'irriter de l'enchérissement de toutes choses et du déplacement de toutes les habitudes, suites inévitables de ces immenses travaux qui tendaient à créer une ville toute nouvelle sur les débris du Paris d'autrefois. L'accumulation des ouvriers dans les faubourgs, quand ces constructions splendides ne leur laissèrent plus, dans les quartiers excentriques, l'asile même des mansardes, donna, d'un autre côté, aux sociétés secrètes plus de facilités pour les entretenir dans les sentiments de haine contre le gouvernement et d'envie contre les riches; et pour les unir dans une action commune contre ce double objet de leurs agressions. Ainsi s'est éten-

due dans Paris l'opposition républicaine à l'Empire ; ainsi se sont accrues son importance et son audace ; ainsi elle s'est trouvée assez forte pour se diviser sans compromettre son succès. Les fautes commises après le 4 septembre ont aggravé encore cette scission des républicains. Elles ont ruiné dans l'opinion publique leurs chefs les plus modérés et jusqu'alors les plus populaires. Elles ont donné l'avantage aux opinions radicales qui, seules, à Paris du moins, semblaient exemptes de toute responsabilité dans le naufrage des espérances universellement partagées. Elles ont créé enfin, chez les uns un découragement, chez les autres une effervescence dont le résultat commun a été de rendre impuissantes toutes les mesures de prudence, et possibles toutes les folies. »

La politique personnelle de l'Empereur est allée plus loin. Dans son mépris et sa haine contre la bourgeoisie, « cette lèpre politique et sociale, » il caressait le rêve de tuer le tiers-état pour le remplacer par un quatrième état que le prince Napoléon désignait ainsi : « La démocratie dirigée par la main puissante des Césars. » Toutes les tendances de son administration, tous les agissements de ses affidés avaient pour but secret cette croisade clandestine contre la bourgeoisie, au profit d'une démocratie césarienne.

Nous dirons plus loin ce que Napoléon III fit de l'armée, de la magistrature et du clergé en France; indiquons en passant que les ingérences les plus immorales du gouvernement avaient gangrené la magistrature et faussé conséquemment la justice au profit de ces odieuses combinaisons.

Le préfet de police avait des fonds secrets considérables uniquement destinés à soudoyer les meneurs démocrates et à entretenir des affiliés dans tous les bas-fonds des sociétés secrètes. Le sieur Conti, secrétaire de l'Empereur, était l'un des théoriciens spécialistes les plus actifs de la doctrine.

Pour celui-là, le salut de l'Empire était de conspirer avec tous les ennemis des classes supérieures, afin de les dominer et de les maintenir par une terreur salutaire sous le joug.

Il n'y a donc plus à s'étonner quand nous verrons sortir les apôtres et fondateurs de l'Internationale de l'intimité du Palais-Royal.

Proudhon avait donc deviné la doctrine et indiqué ses résultantes. Napoléon III a été, en effet, le plus grand ennemi qu'eût la France dans toute son histoire et le plus funeste révolutionnaire qu'ait vu jusqu'ici l'Europe.

Mais, pour tenir les fils délicats et enchevêtrés d'un machiavélisme aussi perfide, il faut une main habile, un esprit alerte et vaillant, sans quoi

le système s'use rapidement, et la démoralisation qu'il amène avec lui se retourne contre ses patrons, et les ensevelit sous un cataclysme social inévitable.

Tant que les auxiliaires de la première heure vivront, tant que ce concours intéressé, parfois désagréable, mais intelligent, soutiendra le système comme ces étais qui maintiennent un édifice inclinant à la chute, l'Empire se maintiendra fort et vivace en apparence.

On avait étudié à fond deux instruments terribles mais tout-puissants : la centralisation et le suffrage universel.

L'Empire était arrivé à manier ces deux leviers avec une dextérité, un cynisme et un bonheur remarquables.

Mais, hélas! tout s'use et tout passe. La mort viendra enlever coup sur coup à Napoléon III ses vieux et fidèles serviteurs. Il ne pourra en remplacer aucun.

Les successeurs brilleront par une incapacité rare, et accumuleront fautes sur maladresses. Bientôt toutes les plaies du régime impérial seront dénudées et toutes ses faiblesses révélées. L'Empereur lui-même, usé par les excès, accablé par de terribles infirmités, ne sera plus que le jouet de

ses hallucinations et des conseillers les plus ineptes.

Le pays, consterné de sa décadence, se réveillera comme d'un cauchemar, et voudra prendre en main la conduite de ses affaires. Il sera trop tard.

Si la politique intérieure de l'Empire est déplorable, la politique extérieure sera bien autrement illogique et malsaine.

La politique intérieure condamnera l'Empire, sa politique extérieure exécutera l'arrêt.

Louis-Napoléon avait esquissé un programme dans le fameux discours de Bordeaux (1851).

Il avait annoncé à la France et au monde que l'Empire serait la *paix*.

Dès lors, il était évident que l'Empire ne vivrait que par la guerre.

En effet, le programme impérialiste traînait forcément derrière lui deux revendications qui forment ses dogmes et sa tradition : réaction contre les traités de 1815 et recouvrement des limites naturelles de la France.

Depuis trente ans, le parti bonapartiste agit et vit sur cette donnée.

Son avénement au pouvoir devait donc faire comprendre, malgré ses assurances de paix et à la France et à l'Europe, que l'Empire serait et ne pouvait être que la guerre.

Ce fut la première impression et la crainte des grandes puissances. L'Angleterre, toujours en éveil quand il s'agit de la France, commença des négociations près des principales cours de l'Europe.

Elles aboutirent au protocole secret et confidentiel signé à Londres le 3 décembre 1852, par les représentants de l'Angleterre, de la Russie, de l'Autriche et de la Prusse. Les protestations pacifiques et conservatrices de l'Empire calmèrent ce mouvement de coalition hostile. On avait annoncé au monde la paix, et l'Europe, satisfaite de voir les débordements révolutionnaires arrêtés et domptés par Bonaparte, s'endormait dans une béate et égoïste sécurité.

Mais les conseillers du coup d'État comprirent fort bien que, pour maintenir sous le joug tant de haines, de passions et d'aspirations d'un peuple révolutionnaire, il fallait à tout prix l'égide et la pression d'une armée considérable. Or, pour motiver, pour éterniser et pour s'attacher cette armée, il fallait la guerre.

Quand la guerre ne sera pas possible en Europe, on ira la chercher jusqu'en Chine.

L'Empire du coup d'État est fatalement lié à la guerre, c'est sa robe de Nessus ; et, chose terrible, dans les rares intervalles d'une guerre à une autre il reste condamné aux armées permanentes.

Ainsi, quand cet Empire veut un jour être *la paix*, il ne peut être qu'une *paix armée*, plus lourde souvent que la guerre.

Les dix-huit années de paix du règne de Louis-Philippe avaient développé la richesse et la population de la France, mais la politique pusillanime du règne de « la paix à tout prix » avait totalement perdu l'influence et le prestige de la France au dehors; double raison pour faire la guerre. Tout semblait donc indiquer et conseiller aux complices du régime nouveau le système de guerre perpétuelle du premier Empire. Leurs antécédents à tous, les faits de leur avénement au pouvoir, les forçaient, sous peine de périr à bref délai, de flatter le chauvinisme militaire et les instincts de gloire de la nation; une guerre imposait silence aux factions et centralisait toutes les ressources et toutes les forces de la nation dans les mains du pouvoir; un baptême de gloire, un contingent de conquêtes pouvaient seuls faire pardonner le passé et garantir l'avenir (1).

Telle était la conviction profonde des conseillers

(1) Nous ne pouvons nous empêcher de signaler de temps à autre ces éternelles contradictions qui entachent non-seulement le bilan de ce triste régime césarien, mais le caractère dégénéré du peuple français. Ainsi, tandis que Napoléon III et ses ministres s'en iront guerroyer par le monde, les Français, dans leurs journaux, dans leurs réunions, dans leurs livres, jusque dans les

de l'Empire, surtout du général de Saint-Arnaud et de M. de Morny.

M. Mocquard seul fut toujours d'un conseil opposé, mais M. Mocquard ne crut jamais à l'Empire, et jusqu'à la dernière heure de sa vie, ses amis intimes l'ont entendu s'étonner naïvement que cela ait pu durer si longtemps !

Quant à l'Empereur, de lui-même, il n'eut jamais une opinion décidée, et c'est en cela précisément que l'homme deviendra si funeste à son pays et à l'Europe entière.

Ses notions personnelles et ses tendances, quant à la politique extérieure, sont encore celles que lui a léguées son éducation et le décalogue des carbonari.

On n'a pas assez remarqué que tous les conspirateurs et toutes les conspirations de ce siècle ont eu pour principal objectif la maison de Bourbon et l'Autriche.

La Révolution ne s'y est pas trompée; les Bour-

Chambres, prêchent sans cesse la paix, le désarmement de l'Europe, l'abolition des armées permanentes.

Ils créent des *Ligues de la paix*, des *Congrès de la paix*, des *Amis de la paix!* Mais le comble de ces palinodies, c'est le gouvernement impérial qui le trouvera. Toutes les fois qu'il veut arracher à la nation des subsides pour une guerre nouvelle; toutes les fois qu'il mène la nation à un scrutin, il entonne l'hymne de la paix, avec une onction et une éloquence irrésistibles !

bons avaient fait la France grande et glorieuse ; eux seuls pouvaient la maintenir à ce point culminant de puissance et de prospérité, par ces deux raisons fondamentales :

Passionnés pour la France, leur œuvre de dix siècles, ils s'étaient tellement identifiés avec ses instincts et ses besoins, ils apportaient à son service tant de désintéressement et de patriotisme, que ces grands principes d'honneur et de moralité se reflétaient forcément dans tous les rouages de l'administration, et maintenaient le pays à une élévation, une dignité, une prospérité qui faisaient l'envie et l'admiration du monde.

L'ascendant moral des Bourbons put seul sauver la France après les désastres du premier Empire. Sans eux la France restait mutilée et amputée de l'Alsace, de la Lorraine, de ses places fortes du Nord, et tournait à la Pologne.

Les Bourbons la sauvèrent du démembrement et lui ramenèrent une prospérité telle que, peu d'années après, la France n'avait pas seulement guéri les plaies profondes que lui avaient infligées la Révolution et l'Empire, mais ils l'avaient replacée à la tête de l'Europe.

La politique extérieure des Bourbons était le comble de l'habileté et le chef-d'œuvre de la diplomatie. Grâce à la sûreté de leurs relations. à

la loyauté de leurs agissements, le monde entier se disputait leur alliance, et la France était invincible.

L'Autriche était pour la France un contrepoids nécessaire sur le continent. Puissance catholique, n'ayant que des affinités amies avec la France, elle maintenait en échec ou en équilibre toutes les forces protestantes du Nord, profondément et éternellement hostiles à la France.

Quoique le système des alliances de la maison de Bourbon se combinât plus spécialement avec la Russie, il se ménageait, par surcroît de prudence et avec une rare habileté, des attaches solides avec l'Autriche, et s'assurait ainsi à coup sûr la prépondérance en Europe.

Les Bourbons s'étaient toujours maintenus armés et sur la défensive, vis-à-vis de l'Angleterre et de la Prusse. Ils avaient appris par l'histoire et par l'étude approfondie des instincts et des développements de ces deux races que là était le seul danger que pût craindre la France.

Avec une politique aussi saine et une administration aussi loyale, il n'y avait pas place pour les calculs dépravés et les avidités matérielles des cyniques, ni pour les spéculations des aventuriers politiques.

La Révolution le comprit et dirigea tous ses

efforts contre ces deux remparts de la civilisation, de l'équilibre et de la paix de l'Europe.

Louis-Napoléon a puisé, dans son éducation et dans le milieu où il avait vécu, ces deux haines traditionnelles des révolutionnaires. Ces deux dogmes formaient aussi le catéchisme politique de la reine Hortense; ils furent la base de l'éducation qu'elle inculqua à son fils.

Les engagements solennels qu'il contractera à cet égard avec ses complices en conspiration vont dominer les principaux agissements de sa vie politique.

La haine contre la maison d'Autriche était une manie chez la reine Hortense; son fils la poursuivra sans relâche et sans remords jusqu'au fossé de Queretaro, jusqu'à Sadowa, le préparateur et le précurseur de Sedan.

Quant à la maison de Bourbon, jeune en exil, il conspirera contre elle en Italie, en France, partout et sans trêve; sur le trône il achèvera l'œuvre et n'aura de cesse que quand il aura chassé ses derniers représentants de ses derniers trônes : de Naples et de Madrid.

Le chef-d'œuvre du procédé a été de plaindre ses victimes, de promettre aide et protection au roi de Naples et à la reine Isabelle, de verser des pleurs et des paroles bien senties sur leurs mal-

heurs dans des documents officiels, tandis que sa main seule avait creusé la fosse qui allait engloutir leurs trônes.

Si Napoléon III n'apportait aux Tuileries aucun plan précis ni préconçu de politique extérieure; si, comme intuition ou étude des conditions politiques et sociales de l'Europe, il en était resté au Mémorial de Saint-Hélène traduit et commenté par ses complices, le parti bonapartiste ne lui apportait de son côté aucun concours à cet égard. Il ne comptait pas un seul homme d'expérience ou d'État. La France elle-même était descendue à un triste niveau d'inintelligence politique et diplomatique, depuis la chute des Bourbons.

Les révolutions ne forment ni de grands administrateurs ni de grands politiques. Lorsqu'un pays est sous le coup de secousses incessantes et de changements à vue, amenés par les coups de force et leurs réactions, il ne peut avoir ni suite dans les combinaisons diplomatiques, ni politique extérieure sérieuse.

Il n'y a place, dans ces temps troublés, que pour les ambitieux et les scélérats; or, ni les uns ni les autres n'ont le temps et le souci d'étudier longuement les questions diplomatiques, les développements historiques et économiques des peuples, et les intérêts véritables de la France sur les princi-

paux points du globe. La tradition est abandonnée, les autorités les plus compétentes méconnues, et politique et diplomatie ne sont plus qu'une série de soubresauts improvisés suivant les circonstances, sans suite, sans logique, ne reposant que sur le caprice et souvent sur l'ignorance des dictatures, qui se renversent et se suivent dans ce cercle infernal.

« Les choses vont autrement dans les États assis sur une constitution respectée de tous, sur des mœurs publiques fortes, sur des traditions d'honneur national et de patriotisme communes à tous les partis.

Là, les projets conçus avec maturité sont poursuivis avec constance, à travers les années et les changements de cabinets.

Une révolution ou modification ministérielle ne brise point la chaîne, n'interrompt pas le cours, ne compromet pas la solution des affaires engagées, et l'Europe ayant à négocier avec un pays aussi réglé, ne se trouve jamais inopinément ni devant des hommes inconnus, ni devant des procédés de politique inattendus. »

Le second Empire restera peut-être dans l'histoire comme le plus curieux et le plus attristant des exemples de cette inintelligence politique des épopées révolutionnaires.

Il nous présentera cet étrange spectacle d'un grand pays jusqu'alors prépondérant sur le globe, conduit par des influences pitoyables et une main inepte, de folies en guet-apens, tous inventés et dressés par ses plus mortels ennemis.

La France sacrifiant dans des aventures sans nom ses traditions séculaires, ses intérêts les plus vitaux, son sang et son argent, pour démolir de ses propres mains les assises merveilleuses que dix siècles de luttes, de génie et de gloire, avaient élevées pour assurer sa puissance;

La France, livrée tour à tour aux mains de tous les révolutionnaires, pour servir d'instrument, de bélier à l'effet de détruire les puissances honnêtes et conservatrices, ses véritables alliées; son or et ses soldats mis au service des ambitions perverses et des menées impies des conspirateurs de la Prusse et de l'Italie, ses ennemis mortels;

La France enfin, après avoir abattu ses amis au profit de ses ennemis séculaires, après avoir agrandi, enrichi, fortifié ses rivaux les plus redoutables, saisie tout à coup par ces flatteurs de la veille, reniée, avilie, dépouillée, amputée par eux et précipitée par eux du faîte de la grandeur dans un abîme de honte et de décadence!

Ce bilan est assurément unique dans l'histoire. La politique extérieure de cet Empire qui devait

être « la paix », se résumera dans quatre guerres principales qui prendront à peu près son existence de vingt années. — Les guerres de Crimée, d'Italie, du Mexique et d'Allemagne (1).

Mais avant d'aborder ces grandes questions, nous allons assister à la cérémonie nuptiale de Louis-Napoléon, laquelle exercera sur ses destinées, et malheureusement sur celles de la France, la plus lamentable et la plus désastreuse influence.

(1) Nous ne mentionnerons pas ici les expéditions secondaires en Syrie, en Chine, etc., souvent mal combinées, presque toujours abandonnées sans suite et sans intelligence; elles ont généralement abouti à un résultat opposé à celui que se promettait l'Empire.

Ainsi, la Syrie, que Napoléon III voulait rendre presque indépendante sous un gouverneur chrétien, est retombée sous le joug musulman, plus vassale et plus terrorisée que jamais. — L'incendie et le pillage des palais de Pékin ont laissé une haine ineffaçable, en Chine, *contre les Barbares de l'Ouest;* et l'Europe est menacée, plus qu'elle ne le pense, des revanches implacables que rêve contre elle l'extrême Orient. Remarquez que, dans chaque expédition, l'Empereur perd la confiance des alliés avec lesquels il agit. Sa politique a le secret de lui aliéner tout le monde. L'ambassadeur de France se plaignant, à Londres, de la défection de l'Angleterre à la Soledad, lord Clarendon répondit : « Avec vous, on sait comment on part, mais jamais comment on revient. Vous êtes des gens à surprises. »

VII

L'Impératrice Eugénie.

Napoléon, quoique Empereur des Français, est encore un paria dans la famille des souverains de l'Europe.

Vainement il avait promené ses demandes en mariage de cours en chancelleries, il n'avait récolté que des refus et des humiliations.

En dehors de son passé, qui n'avait rien de séduisant pour une princesse, les échos scandaleux de l'Élysée, les chroniques scabreuses sur cet intérieur et cet entourage, circulaient par toute l'Europe, et comme le mal et le scandale trouvent partout des propagateurs zélés et des oreilles dociles, ces révélations sur les « faits et mœurs intimes » arrivaient partout embellies, et considérablement augmentées. Exaspéré des affronts de sa campagne

matrimoniale, Louis-Napoléon revint à ses inspirations révolutionnaires et jeta aux monarques de l'Europe ce défi de Jacobin : « Qu'ils prennent « garde que je ne mette sur ma tête le bonnet « rouge... Ce jour-là, les couronnes vacilleront « sur la leur !... »

Mais il ne prit pas le bonnet phrygien, il prit mademoiselle de Montijo et en fit l'impératrice Eugénie.

Sa colère se fondit au flambeau de l'hyménée, et dans sa proclamation nuptiale, il explique à la nation française que l'élu du peuple, le chef d'un Empire démocratique, devait dédaigner les princesses.

En tout et toujours l'inconséquence. Du moment qu'un Empereur démocratique doit se « retremper dans une alliance populaire ! » pourquoi n'avoir pas épousé une Française qui eût apporté aux Tuileries des qualités et des traditions nationales, ce qui eût en réalité popularisé l'innovation et donné, en tout cas, un relief, un appoint, une certaine force à un homme dont on contestait tous les titres à la qualité de Français.

Mais la logique n'aura jamais raison ni des instincts ni des agissements de Napoléon III.

Il arbore le dogme de l'alliance populaire, et commet en même temps l'acte le plus impopulaire

et le plus antipathique à certaines classes en France :

Il épouse une étrangère !

Et, coïncidence malheureuse, on reprochait à la jeune femme les mêmes obscurités, disons le mot, les mêmes scandales de paternité, d'éducation et de conduite qu'on imputait à l'Empereur (1). C'est aussi dans cet épithalame que Napoléon III édita cette phrase malheureuse en l'honneur de la jeune épouse : « Gracieuse et bonne, elle fera revivre, j'en ai le ferme espoir, les vertus de l'Impératrice Joséphine. »

Les vertus de Joséphine !

Il n'y a que Louis-Napoléon au monde pour mettre le souhait de ces vertus-là dans la corbeille de noces d'une jeune fille (2).

Couronnons ce nouvel épanouissement de contradictions par un dernier fleuron.

A peine installée aux Tuileries, « cette épouse populaire, » ses flatteurs, et l'Empereur lui-même, n'ont plus qu'un souci, c'est de rattacher l'écu des

(1) Un vieux diplomate, familier assidu de ces coulisses, nous disait ce mot cruel : La comtesse de Montijo était prédestinée pour fournir une compagne au fils de la comtesse de Saint-Leu.

(2) Dans un volume de poésies, publié sous le Consulat, l'épopée de Joséphine se termine par ces deux vers :

> Puis, suivant du hasard l'impulsion propice,
> Passa de lit en lit au rang d'impératrice.

Théba à quelque arbre généalogique princier ou souverain.

Mais ce ne sont pas ces ridicules et ces faiblesses auxquels nous devons nous arrêter; ce qu'il faut déplorer, c'est cette absence de sens moral, qui influera si tristement sur une nation déjà profondément démoralisée.

A la vue de ce grand scandale d'un souverain qui se laisse entraîner par des passions inavouables à placer à côté de lui, sur le trône, une jeune fille que tout le monde, et lui surtout, croyait appelée à d'autres destinées, ce fut un cri universel de stupéfaction!

C'était ouvrir à deux battants la porte aux plus pernicieux instincts, aux plus scandaleuses compétitions. Il n'y eut plus de fille excentrique qui ne s'écriât, pourvu qu'elle fût belle : « Et dire que si j'avais eu la chance de me trouver là, c'est peut-être moi qui serais Impératrice! »

Napoléon III expiera douloureusement cette folie impardonnable d'avoir sacrifié à un caprice du moment l'honneur du trône et les destinées de sa dynastie.

On peut dire que ce jour-là Napoléon divorça de plus en plus avec le génie de la France.

Ce jour-là il intronisa aux Tuileries ce triste règne de parasites étrangers, ce mauvais ton, ces

aventures, ces scandales qui ont attristé la société française, alimenté la chronique secrète et les railleries de l'Europe; ce jour-là enfin, il épousa la ruine de la France et celle de sa race.

Mademoiselle de Montijo sera le mauvais génie de l'une et de l'autre.

Hâtons-nous de dire que tout ce que la légèreté et l'inimitié ont chuchoté dans toutes les ruelles et dans tous les cercles à travers l'Europe entière, sur la moralité et la conduite privée de l'Impératrice, avant et après son mariage, nous paraît aventuré et en tout cas singulièrement exagéré. Ce qui la fait si souvent juger défavorablement, c'est une inconséquence de procédés, une désinvolture physique et morale, une étourderie, qui choquent chez une femme, mais scandalisent chez une souveraine. Quand on est placé à ces altitudes, on a le devoir rigoureux de surveiller ses moindres actions, car on devient responsable non-seulement des siennes, mais encore de celles des autres.

On a mis ces irrégularités sur le compte de son éducation et des exemples scabreux de la maison maternelle. Cette éducation première, suivie de la vie un peu nomade, aux eaux, dans les hôtels, dans les lieux publics, à travers laquelle madame de Montijo a promené sa jeunesse, a dû en effet déflorer l'esprit et la tenue d'une jeune fille.

Quoi qu'il en soit, l'impératrice Eugénie a fourni un contingent regrettable à la critique, même aux témoins les plus indulgents de ses agissements.

On se rappelle la charmante mais sévère repartie que lui infligea le grand-duc Constantin.

L'Impératrice, au milieu d'une fête donnée aux Tuileries en l'honneur du prince, lui demanda, à brûle-pourpoint, laquelle des dames de la cour l'avait le plus frappé ! ! — « Madame, vous voyez devant vous un barbare. En fait de femmes, je n'ai jamais su admirer que la mienne. »

Pendant la guerre du Mexique, un jeune officier français, très distingué, fut fait prisonnier, resta six semaines aux mains de Juarez et opéra son évasion avec une audace et des péripéties qui firent sensation. Pendant sa captivité, le prisonnier avait trouvé moyen de faire parvenir à ses chefs des lettres qui photographiaient de la façon la plus remarquable cette cour grotesque, ignare et débauchée de Juarez. Quoique les épisodes les plus décolletés côtoyassent les appréciations politiques et militaires de ce jeune capitaine, le maréchal Bazaine jugea ces dernières assez importantes pour que les lettres fussent mises sous les yeux mêmes de l'Empereur. Le brillant évadé du Mexique revint à Paris, en convalescence, et Napoléon le fit appeler aux Tuileries. Au milieu de la causerie, l'Impéra-

trice entra dans le cabinet de l'Empereur, et Napoléon lui présenta notre officier.

« Monsieur, je suis charmée de vous connaître, dit l'Impératrice avec son plus gracieux sourire, nous avons lu vos lettres, qui nous ont bien amusés !!! »

L'officier rougit jusqu'à la racine des cheveux et eût voulu que le parquet s'entr'ouvrît sous ses pieds.

L'Empereur comprit l'embarras du malheureux et le congédia. Mais l'Impératrice, d'une voix charmante :

« J'espère, Monsieur, que nous vous verrons souvent..... » Et s'avançant vers lui, elle lui tendit un bouquet de fleurs qu'elle tenait à la main.

L'officier s'inclina, balbutia, et s'enfuit épouvanté.

Tout Paris commenta avec stupeur ces réunions privées de l'Impératrice, où étaient invitées des chanteuses populacières et dévergondées, des filles de théâtre d'une notoriété déplorable. Les familiers les moins scrupuleux de l'intimité de l'Impératrice déploraient de voir Sa Majesté poser et faire poser ses dames pour des tableaux aussi ridicules qu'inconvenants, et ces cadres scabreux, après avoir figuré aux expositions publiques, appendus dans les appartements privés de l'Impératrice.

Pour ne citer que deux de ces toiles, dignes de figurer dans d'autres boudoirs, on se rappelle cette corbeille de jeunes femmes vêtues de gazes légères assises dans l'herbe et sous bois, tout autour de l'Impératrice. La malignité publique l'avait baptisée « le rendez-vous des grisettes, » et le populaire d'une appellation atroce.

L'autre est presque indescriptible ici. Cela pourrait se nommer la « chasse au nénuphar. »

Nous citons ces quelques faits, en passant, pour démontrer comment de si déplorables irrégularités autorisaient, en quelque sorte, les jugements les plus sévères et aiguisaient tous les traits de la médisance.

Ajoutez à tout cela que l'Empereur laissait entourer sa femme d'une manière fâcheuse; on montrait du doigt certaines individualités tarées qui se prélassaient constamment dans toutes les réunions intimes de la souveraine.

Ceux qui ont assisté il y a trois ans aux fêtes d'inauguration du canal de Suez ont été souvent attristés des allures, nous allions presque dire des inconséquences de l'Impératrice.

Les Français en ont dû souffrir en plus d'une occasion, et déplorer certains incidents qui se reproduisaient au milieu de cet immense concours d'étrangers et de souverains. Qui ne se rappelle cette

inconvenante et grotesque exhibition d'une partie à ânes à Matarièh, organisée par l'Impératrice? La souveraine, sur un baudet, entourée et suivie par une caravane de fonctionnaires et d'invités, tous juchés plus ou moins ridiculement sur des ânes, trottant, galopant, se bousculant, comme une bande de grisettes et de commis de magasin en vacances à Montmorency, formait un tableau indescriptible. Nous nous rappellerons éternellement la figure du vice-roi, ébahi, consterné, souriant d'un air furieux, faisant contre mauvaise fortune bonne mine, et tout confus devant les spectateurs de cette échappée de carnaval.

Après l'âne, l'Impératrice avait la passion du chameau. Elle raffolait des promenades au dromadaire, se faisait photographier au haut de ce pittoresque ruminant et désespérait sa suite moins enthousiaste, moins amoureuse que la souveraine de l'allure brutale et écœurante du « coursier des sables. »

Le soir, à Ismaïla, au milieu de tous les princes et souverains, à l'ébahissement de dix mille étrangers, l'Impératrice nous arriva sur son inséparable dromadaire (1).

(1) Un journal d'Egypte ouvrit la description de la fête par cette phrase que ne peut se permettre qu'un reporter arabe peu familiarisé avec les particules françaises :
« S. M. l'Impératrice fit son entrée en chameau. »

C'est l'Impératrice qui a inauguré, encouragé, propagé en France ce luxe effréné qui, comme une fièvre pernicieuse, a gagné toutes les couches sociales. Ce besoin de briller, ces modes exagérées, cette profusion de dépenses inutiles et malheureuses ont infiltré dans la société française toutes les excitations au mal, toutes les tentations immorales, tous les scandales et toutes les dépravations.

L'honnête femme, écrasée par ces toilettes tapageuses, ces fêtes folles, cette furie de dissipation, ces rivalités, ces excitations incessantes, a fini par céder au torrent, et l'histoire de la société française sous l'Empire est devenue la chronique scandaleuse de l'Europe.

Les complices de ces fatals débordements leur trouvaient pour excuse et encouragement qu'ils profitaient à l'industrie et au commerce. C'est une erreur.

Quelques développements qu'aient pris en France la production et le marché, quelques bénéfices qu'aient rapportés l'industrie et le commerce, le luxe et les besoins factices, surexcités jusqu'au scandale, les ont rapidement dilapidés, en sorte que l'épargne était relativement très faible et le résultat définitif désastreux.

Enfin, une dernière importation de l'Impératrice en France, un dernier appoint à la préparation de

ses catastrophes, a été l'acclimatation aux Tuileries de cette bande d'étrangers, amenés ou recommandés à la cour par madame de Montijo et ses amis.

Nous verrons bientôt l'influence de ces personnages sur les destinées de l'Empire.

N'oublions pas, en terminant cette rapide esquisse, que l'Impératrice avait l'âme charitable et une vive propension à faire le bien. Nous la verrons bientôt créer des institutions utiles et se vouer avec passion au soulagement de toutes les infortunes qui parviennent jusqu'à Elle.

En attendant, Elle se fait reine de beauté, reine de la mode, souveraine d'une petite cour intime, littéraire et mondaine, où s'organisent sous sa présidence, aux Tuileries comme à Compiègne, les parties les plus excentriques et jusqu'aux tournois *du gai savoir*, comme chez le bon roi René.

Pauvre femme! Un jour, ce vent glacial qui vient du côté de l'adversité soufflera sur toutes ces folles joies, effeuillant une à une toutes ces illusions, éteignant brutalement toutes ces splendeurs éphémères!

L'Impératrice se réveillera Française et vaillante par le cœur.....

Il sera trop tard.

VIII

La guerre de Crimée.

Vers l'an 1847, Louis-Napoléon se trouva à Stuttgard. Un célèbre publicite français, de passage dans la ville, se fit présenter au prince à une soirée de la cour. On parla de la France.

— Quelle impression ai-je laissée en France?

— Mauvaise, Prince.

— Alors vous croyez ma cause compromise?

— Perdue.

— Vous vous trompez, Monsieur. La France ne peut vivre sans déchirer les traités de 1815 et venger Waterloo. Elle sait que, moi seul, je lui donnerai satisfaction.

Pour châtier les vainqueurs de Waterloo, Louis-Napoléon débutera par s'allier avec eux et restera toute la durée de son règne inféodé à la politique anglaise.

Vous voyez que c'est toujours la même clef qui nous donne l'explication du dialecte impérial et la traduction de ses manifestes (1).

« L'Empire, c'est la paix. » Donc il va débuter aussitôt que possible par sa première guerre.

Depuis que la France a déserté sa vieille politique en Orient, où elle jouissait d'une prépondérance séculaire, l'Angleterre s'en était habilement saisie.

Or l'Angleterre, avec un sens profond, sait admirablement faire servir sur tous les points du globe son influence et sa politique au développement de son commerce et de sa prospérité.

Le diplomate anglais, ambassadeur ou consul, est le pionnier de l'industrie et du commerce de son pays; il est le protecteur infatigable de ses nationaux.

Il éclaire par des rapports incessants son gouvernement et son pays sur tous les éléments d'exploitation et de progrès qui peuvent l'intéresser sur tous les marchés du monde. Il défend les intérêts du dernier Anglais avec acharnement, et par tous les moyens imaginables. C'est un ministre anglais qui a ressuscité cette grande parole : Il faut que le

(1) Une dame anglaise demandait à l'ambassadeur britannique à Paris, si l'Empereur parlait bien; lord Cowley répondit avec bonhomie : « Il parle peu, mais il ment toujours. »

drapeau anglais protége jusqu'aux confins du monde le dernier de nos nationaux.... et qu'aux amis comme aux hostiles tout Anglais puisse dire avec fierté et confiance : Je suis sujet britannique; *civis romanus sum!*

Le diplomate français regarde généralement ces détails « infimes » comme indignes de sa grandeur.

Dans les pays lointains, son bonheur c'est d'y voir le moins possible de ses nationaux; l'idéal serait de n'en avoir aucun.

Cette désertion des intérêts de la France ne lui donne ni la tentation ni l'instinct de se rattraper sur les choses de la politique et des influences. Il est généralement le plus étourdi, le moins renseigné et le moins influent de tous ses collègues.

Sous la Restauration, les diplomates français faisaient l'admiration et la terreur de leurs adversaires; aujourd'hui ils font la terreur de leurs nationaux et les affaires de leurs voisins.

Quand on a vu à l'œuvre la diplomatie française de l'Empire à l'étranger, on se rend parfaitement compte de la longue suite de ses mécomptes et des désastres qu'elle a laissé arriver sur le pays, sans les prévoir, sans les prévenir.

Ambassades et consulats, ces postes si importants, non-seulement pour la dignité du pays, mais pour ses intérêts les plus graves, étaient livrés aux

mains les plus inaptes, souvent à des mains criminelles : ici un de ces fonctionnaires était surpris en flagrant délit de vol, — ayant dissipé les fonds de toute la colonie confiés à sa garde; — là, tel autre usait de ses hautes fonctions pour extorquer, au gouvernement auprès duquel il était accrédité, des sommes arbritraires et iniques dont il prélevait la dîme. Vous comprenez comment de pareils agissements donnaient une haute idée de la France aux fonctionnaires et aux populations des pays étrangers (1).

Une autre aberration, c'était de confier les intérêts les plus délicats de la patrie à des étrangers. Ainsi, dans l'empire turc seulement, on comptait jusqu'à vingt-sept postes de consulats ou de chancelleries abandonnés à des Polonais ou des Italiens.

(1) A un dîner diplomatique donné le 18 juillet 1870, à Buyukdéré, par le comte de Kaiserling, ministre de Prusse à Constantinople, dîner auquel assistaient le grand-vizir, tous les ministres et envoyés des puissances, sauf celui de France, un ambassadeur étalait complaisamment cette triste plaie de la France et terminait sa diatribe au milieu des rires des assistants, par cette anecdote : Méhémet-Ali, exaspéré des exigences insolites et sans cesse renaissantes du consul général de France, lui décocha un jour cette idylle : Un musulman tomba dans un puits. Un chrétien, son voisin, l'en retira. Mais à partir de ce moment, le malheureux Turc ne put plus suffire aux exigences et aux importunités de son voisin; aujourd'hui, il demandait son cheval, demain sa bourse, jusqu'à sa maison. Le musulman désespéré prit son sauveur par le collet, le conduisit au bord du puits et lui dit : Je vais me rejeter dedans, mais, pour Dieu, ne me sauvez plus.

L'Empire avait fini tout simplement par faire de ces fonctions, auxquelles les gouvernements intelligents consacrent tous leurs soins et leurs fonctionnaires les plus capables, des lieux de déportation pour des importuns qu'on voulait éloigner de Paris, ou des personnalités tarées qu'on avait à pensionner.

Et enfin, il y avait une dernière série de consulats et de consulats généraux : ceux-là se trouvaient rangés dans la catégorie des bureaux de tabac. — Leurs titulaires ne savaient probablement pas trop bien, sous quelle latitude ils étaient situés. Eux se promenaient paisiblement à Paris et ne se souvenaient de leurs sinécures que pour aller émarger au Trésor. Nous avons vu, dans ces fonctions-là, les Aladenize, les Tascher, etc., etc., etc.

On se figure aisément comment les affaires de la France étaient gérées par de tels personnages, et comme l'Angleterre avait beau jeu vis-à-vis de tels adversaires.

Là où la France parade et dépense par ostentation, l'Angleterre travaille et récolte.

C'est ainsi que depuis longues années elle exploitait la Turquie comme un de ses meilleurs marchés. En même temps qu'elle prospérait sur ce riche monopole, elle barrait à son profit la route des Indes et de l'Asie centrale aux autres avec cet immense cadavre inerte de l'Empire Ottoman.

Mais depuis que les puissances occidentales, aveuglées, avaient frappé à Navarin la Turquie au profit exclusif de la Russie, l'Angleterre eut à lutter avec l'influence russe, plus active, plus envahissante et plus puissante d'année en année.

En 1852, la Russie menaçait de mort le double monopole de l'Angleterre en Orient.

Or, l'Angleterre était impuissante contre la Russie. Il fallait, pour la sauver, le poids de l'épée de la France. Mais la France venait de la confier à l'héritier de Napoléon, le vaincu de Waterloo, le Prométhée de Sainte-Hélène, l'ennemi légendaire de l'Angleterre.

D'autre part, toutes les traditions du glorieux passé de la France en Orient, ses intérêts présents et à venir, la sollicitaient de joindre son action à celle de la Russie pour étouffer en Turquie cette politique anglaise, toujours si hostile, et souvent si insultante pour la France. L'empereur Napoléon III paraît avoir incliné en effet vers cette attitude avant que l'Angleterre ne l'ait si subitement converti. C'est la substance d'une longue note qu'il fait communiquer, par l'ambassadeur de France à Saint-Pétersbourg, à l'empereur Nicolas, en date du 15 juin 1853. Elle disait : « Ni les intérêts ni les principes du gouvernement de S. M. Impériale ne le mettent en antagonisme avec la Russie. »

L'Empereur Nicolas, et les Turcs eux-mêmes, ne doutèrent pas un instant de cette attitude, ou du moins d'une neutralité expectative de la France.

Or, à la stupéfaction de l'univers, on vit un beau jour les aigles françaises, les vaincus de Waterloo, et le neveu lui-même du martyr de Sainte-Hélène, traverser le Bosphore, « de conserve avec l'Anglais, » pour sauver l'empire britannique sous les murs de Sébastopol.

Toujours la même logique.

La France paiera cette politique fantaisiste, cette désertion et cet assassinat de ses véritables intérêts au profit de son ennemie, par un milliard et le sang de deux cent mille de ses meilleurs soldats.

Maintenant, quelle a pu être l'amorce qui a aidé l'Angleterre à opérer ce miracle ?

Quel a été le mobile assez puissant pour entraîner Louis-Napoléon à la désertion de toutes les traditions de sa famille et des intérêts vitaux de la France ?

La vanité du jeune couple impérial, offensé des froideurs de l'Europe, fit d'abord prêter une oreille facile aux tentations britanniques.

L'entrée de Louis-Napoléon sur la scène européenne, son passé, son entourage, tout ce bagage équivoque, criminel, n'était pas fait pour forcer

les sympathies des souverains. Mais il y a au monde un gouvernement qui n'a pas ces scrupules de conscience, c'est le gouvernement anglais.

L'Angleterre reconnaît bravement tous les gouvernements. Elle reconnaîtra Robespierre si cela lui fait vendre une balle de coton de plus.

Le ministère anglais promit à l'Empereur Napoléon, non-seulement sa reconnaissance, non-seulement son amitié, mais il obligera la fière reine d'Albion à venir en France prendre par la main « son auguste sœur » mademoiselle de Montijo, et à l'introduire dans la famille des rois...

Louis-Napoléon avait été, de son côté, impressionné en Angleterre par la société, le caractère et les institutions britanniques.

Il disait un jour à lord S. C. : « Si je n'avais pas à remplir ma mission historique, je viendrais vivre et mourir au milieu de vous ! »

L'Empereur conserva une foule de relations en Angleterre, qui pendant tout son règne se relayaient sans cesse aux Tuileries. Mais toutes ces attaches n'eussent pas suffi pour entraîner le gouvernement de Napoléon III à cette lourde expédition d'Orient, à la remorque de l'Angleterre.

Un des personnages les plus considérables dans les conseils de la Reine, emporta le plateau hésitant de la balance.

Cet « homme providentiel » était un vieil ami de la comtesse de Montijo, et de sourdes rumeurs racontaient tout bas le rôle étrange qu'on lui prêtait à Madrid, il y avait vingt-cinq ans passés.

Toujours est-il qu'il resta l'ami dévoué de madame de Montijo, et presque le protecteur de sa fille. C'est lui qui intervint et triompha des dernières hésitations des Tuileries.

La guerre de Crimée décida de la politique extérieure du second Empire, en ce qu'elle l'inféoda à la politique anglaise. L'alliance anglaise — cette utopie — exploitera l'Empire partout où le concours de la France lui sera utile, et le poussera du pied ou le laissera glisser dans l'abîme le jour qu'il lui deviendra inutile ou onéreux.

L'alliance anglaise éloignera à jamais la France impériale de la seule alliance qui pût assurer sa prépondérance dans la Méditerranée, et la sauver des périls que lui préparait l'unification de l'Italie et de l'Allemagne.

On sait comment la guerre jaillit de cette éternelle querelle de moines, qu'on appelle la question des Lieux-Saints.

Le prince Menchikoff, exaspéré des tergiversations de la Porte et des manœuvres de Strafford Canning, le véritable souverain de la Turquie,

posa son ultimatum, et la guerre fut déclarée (mars 1854).

L'armé française, décimée d'abord dans la Dobrutcha par le choléra, se jeta sur la Crimée, battit Menchikoff à l'Alma (24 septembre 1854), investit Sébastopol, sauva l'armée anglaise à Inkermann (5 novembre 1854), et prit d'assaut Sébastopol le 8 septembre 1855, après un des siéges les plus longs et les plus meurtriers que connaisse l'histoire.

La paix fut signée à Paris le 30 mars 1856.

Les expéditions contre la Russie n'entamèrent en rien la puissance de l'Empire des Czars, ni son développement formidable en Orient.

Au contraire, la commotion lui fut salutaire.

La Russie se recueillit.

En effet, cette défaite fut un avertissement et une leçon dont la Russie sut admirablement profiter.

Elle se réveilla de cette sécurité trompeuse dans laquelle la berçaient les errements de son système politique et économique.

Elle se mit virilement à l'œuvre; et si aujourd'hui l'immense Empire est sillonné de voies ferrées, émancipé du servage, armé contre tous les périls, c'est surtout à la guerre de Crimée qu'il le doit.

Nous constatons ce résultat à l'adresse de ceux qui nous disent naïvement : « La guerre de Crimée était nécessaire pour abattre la prépondérance de la Russie en Orient. » Or, jamais la Russie n'a été plus formidable et plus maîtresse de l'Orient qu'aujourd'hui. Et la France, où en est-elle?

La France y sacrifia gratuitement et inutilement son avenir, ses soldats et ses millions.

Nous disons gratuitement, et le mot est impropre. Elle fit plus.

La France, malgré la prise de Sébastopol, conservait bien des sympathies en Russie. Elles se réveillèrent vivement à la fin de la campagne quand la France refusa son concours à l'Angleterre pour détruire Cronstadt et Saint-Pétersbourg, et accorda à la Russie une paix honorable qui ne lui coûtait ni une humiliation ni un pouce de territoire. Napoléon III pouvait s'allier la Russie à toujours, et l'avenir et la grandeur de la France étaient assurés.

Mais il ne sut qu'infliger à l'Angleterre, son alliée, une blessure qu'elle n'oubliera et ne lui pardonnera jamais, sans profiter de la reconnaissance et du bon vouloir de la Russie.

C'est ainsi que la campagne de Crimée profitera à tout le monde et ne nuira qu'à la France, qui a si chèrement payé la victoire.

Nous verrons cette même monstruosité se produire pour la campagne d'Italie.

Napoléon III a le don fatal de s'aliéner tous ceux qu'il protége, et d'armer contre la France, de haines immortelles, ceux qu'elle a sauvés du péril et de la mort.

Pauvre France! Quand, en regard de ces résultats, on considère la valeur et la moralité de ceux qui la conduisent à travers de semblables équipées; les motifs misérables ou criminels qui les ont entraînés ou qui leur ont forcé la main, on se demande jusqu'où descend l'aveuglement des peuples révolutionnaires qui répudient les principes qui ont fait la grandeur, la prospérité et la gloire du pays, pour se livrer aux spéculations des aventuriers.

Napoléon III n'a compris ni prévu aucune de ces conséquences de sa folle expédition.

Rêveur éveillé, il prend ses hallucinations pour des réalités et s'en va placidement descendre la pente de ses irrémédiables erreurs.

Il y a des faits grotesques, mais navrants, de ce somnambulisme intellectuel de l'Empereur.

Pendant la guerre de Crimée, il avait rêvé un mortier dont l'effet devait être foudroyant sur les défenses ennemies. Un beau jour, ce formidable engin arriva devant Sébastopol..... et rata piteuse-

ment sa haute destinée. Les généraux français s'amusèrent longtemps de l'innocente plaisanterie.

Un dernier trait de génie des Tuileries au moment de la signature du traité de Paris.

L'Empire se trouve pour la seule et unique fois de son existence en possession d'un triomphe incontesté. Plus tard, il fuira honteusement de l'Italie, comme du Mexique. Mais au traité de Paris il est le vainqueur en premier. — Il est le maître de la situation.

Un champ merveilleux s'ouvre devant lui; il peut choisir ses alliances, il peut déserter les mauvais sentiers de son passé et inaugurer une politique nationale lumineuse et virile.

Voyons ce qui hante, à cette heure fatidique, le cerveau du triomphateur.

Tout ce qui préoccupe les Tuileries, c'est de savoir avec quelle plume on pourrait bien faire signer aux plénipotentiaires... le fameux protocole, et l'on finit par trouver l'expédient le plus grotesque.

On décide avec solennité qu'on emprunterait une plume à l'aigle du jardin des plantes, et M. Feuillet de Conches, introducteur des ambassadeurs,— chef du protocole, — signe gravement la déclaration suivante : « Je certifie avoir arraché *moi-même* la présente plume à l'aile de l'aigle impérial. »

Ainsi, à l'heure la plus solennelle de l'histoire de

l'Empire, au moment où la fortune la plus éclatante passe à sa portée, où les destinées de l'Europe se nouent sous sa main, Napoléon III n'a d'autre souci, d'autre inspiration que d'arracher une plume au derrière d'un malheureux volatile.

IX

L'Italie et l'Italien.

Il y avait dans l'un des salons du ministère des affaires étrangères, à Paris, un immense tableau représentant la signature du traité de paix de 1856. Les délégués des puissances signataires sont rassemblés autour d'une table.

Sur le devant de la toile, s'étale et s'épanouit le comte Walewski, prenant la moitié du tableau pour lui seul. Dans une attitude théâtrale ridiculement prétentieuse, le sourire suffisant, l'œil rêveur, la pose inconvenante, le représentant de la France ne voit que l'apothéose de son élégante personne. En culotte courte, bas de soie bien tendus, couleur céladon tendre, le naïf poseur fait l'effet d'un danseur d'opéra fourvoyé au milieu d'une grave réunion de légistes formulant une consultation.

Au haut de la table est assis le comte Orloff, grave, triste, mais solide. Dans cet œil profond on lit la foi en l'avenir, et la vision de la revanche.

Au fond de la toile, reculé dans l'ombre, comme un conspirateur, le comte de Cavour s'efface devant toutes ces puissances de premier ordre, et son œil de faucon couve, derrière ses lunettes, la proie qu'il convoite sur cet échiquier de la diplomatie.

Cet homme à lunettes, le plus humble et le plus minime des personnages réunis autour de cette table, va bouleverser l'équilibre de l'Europe et changer les destinées du monde.

Camille Bensa, comte de Cavour, est sans contredit le plus grand ministre et l'âme la plus scélérate que l'Europe ait produits depuis Talleyrand. Journaliste, exilé, conspirateur, Cavour avait été à Paris étudier les moyens de faire absorber par le Piémont tous les États de la Péninsule, — rêve éternel, ambition séculaire de la maison de Savoie (1).

L'unification de l'Italie, ce vieux dogme du Dante, de Machiavel, des Borgia, avait toujours présenté des difficultés si ardues, qu'il avait fini par passer aux yeux de presque tous les Italiens à l'état de chimère.

Cavour comprit que l'avénement de Louis-Napo-

(1) Amédée le Rouge disait : l'Italie est un artichaut que nous devons manger feuille à feuille.

léon Bonaparte en France pourrait bien convertir la chimère en une brillante réalité. Louis-Napoléon, le carbonaro, l'insurgé de 1831, l'ami d'Arese, le justiciable de la *Loge des Vengeurs*, Louis-Napoléon fut décidément l'homme du destin : «Uomo del destino!»

La question qui se pose devant nous est grave.

Nous venons de dire qu'elle déplacera le vieux pôle de l'équilibre européen; mais elle fera plus, elle pèsera bientôt dans les destinées d'un monde nouveau. Trois puissances, en Europe, pâtiront de l'unification de l'Italie :

La France d'abord, puis l'Autriche et définitivement la Russie.

Il nous semble donc utile de définir ici le caractère historique de l'Italie et l'économie de son action dans les complications futures, mais prochaines, de l'Europe.

Pour pénétrer les arcanes de ce ténébreux dédale de la conspiration italienne, il est nécessaire de déterminer l'origine et la marche du dogme unitaire, le caractère italien et les conséquences politiques et économiques de l'unification de la Péninsule.

Comme toutes les grandes choses de l'histoire, Rome fut lente à mourir. Elle agonisa plus d'un siècle, dans les guerres intestines, avant de périr sous le genou des barbares.

Mais du vaste effondrement de l'Empire romain, une grande chose resta debout : ce fut le municipe, *la Curie*. L'institution municipale, si fortement assise dans les entrailles du Romain, avait créé, sur toute la surface de l'Italie, une foule de cités florissantes qui s'administraient et vivaient de leur vie propre avec leurs *curiales*, leurs consuls, leur sénat, image et reflet de Rome, la grande cité mère : *Mater* et *Caput*.

La Curie résista à l'écroulement universel (1). Les flots des barbares passaient comme des inondations sur les cités, les submergeaient, les pillaient, mais respectaient les institutions, souvent même les monuments. Les enfants perdus qui se détachaient des avalanches barbares et se fixaient dans une ville, étaient vite absorbés, conquis par l'Italien, rampant, mais souple et madré, qui avait vite raison du géant naïf dont il finissait par faire son portefaix.

Mais peu à peu grandissait dans Rome une puissance nouvelle qui allait pousser ses conquêtes au delà des limites de l'Empire romain : c'est la Papauté.

La Papauté avait compris de bonne heure les

(1) Elles existent encore intactes dans beaucoup de villes. Nice, par exemple, avant l'annexion, s'administrait, comme du temps de Théodose, par son sénat et ses consuls.

destinées nouvelles que préparait au monde la disparition de l'Empire romain sous les migrations barbares. Elle s'était donné la grande mission de relever et de conserver ce qu'il y avait de civilisateur dans les institutions romaines, et de ranimer ce vaste ossuaire du grand souffle de la doctrine nouvelle, des effluves divines de la fraternité et de la liberté chrétiennes. Elle encouragea et protégea intrépidement les municipes italiens comme elle recueillait et sauvait les œuvres des écrivains du monde décédé, dans les trésors de ses églises et de ses monastères.

L'Italien subissait le barbare, se courbait sous son poing brutal, mais le méprisait consciencieusement.

Lorsque les Lombards envahirent la plus riche partie de la Péninsule, barbares plus instruits, moins rugueux que leurs devanciers, ils trouvèrent les Italiens soumis et établirent le royaume lombard, la plus puissante fondation qui surgit en Italie depuis la chute de Rome. Malheureusement les Lombards étaient infestés du manichéisme (1).

(1) Ce qui explique leurs affinités avec les juifs qui, chassés de partout comme usuriers, se déguisèrent en marchands lombards pour s'établir et continuer leur commerce d'usure. De là les rues des Lombards, à Paris, Cahors, Londres... qui autrefois étaient exclusivement habitées par les manieurs d'argent.

Ils s'attaquèrent aux libertés des municipes italiens et à leur protectrice, la Papauté.

Le pape ne trouva pas en Italie, parmi ces Romains dégénérés, l'appui nécessaire pour résister à l'ennemi. Harcelée par les intrigues fratricides de Byzance, menacée de mort par les Lombards, la Papauté se voyait dans une situation désespérée, en Italie; mais il lui était né par delà les Alpes, au fond des Gaules, un fils puissant animé de la ferveur énergique du néophyte. Elle l'appela à son secours. Pépin traversa les Alpes et battit les Lombards. Mais Charlemagne, avec le coup d'œil de ce génie profond qui devait organiser le monde moderne, comprit l'immense portée de cet *avénement*. Il acheva l'œuvre.

Il se fit le protecteur consacré de la civilisation chrétienne, le glaive de Dieu ! Pour asseoir la Papauté, désormais son alliée née, sur des bases indestructibles, il détruisit le dangereux royaume des Lombards (774), et fonda la puissance temporelle de la Papauté, dont il se déclara solennellement l'Avocat (1).

La Papauté le sacra fils aîné de l'Église, et lui donna l'Empire d'Occident (800).

Fait immense; profonde et glorieuse politique.

(1) *Advocatus*, l'homme qu'on appelle dans le péril.

De ce jour, la France a assuré sa prépondérance dans le monde moderne; elle a pris la tête de la politique de la chrétienté.

La France, en se faisant la protectrice de la civilisation moderne, en protégeant de son épée les assises et le développement du grand principe de la régénération du monde par l'idée chrétienne, s'assurait une puissance incomparable et une gloire immortelle. Désormais, partout où la papauté fera pénétrer un missionnaire, un légat, un moine... partout où elle plantera un oratoire, un clocher, une école, elle fera pénétrer et prévaloir le nom, la gloire et l'influence de la France.

Jusqu'aux confins de la Chine, à travers les provinces murées de l'empire de Mahomet, c'est toujours et partout le drapeau de la France qui abrite et protége tous les établissements chrétiens; et tous les sujets de l'Occident, pour être admis et tolérés, doivent porter le nom glorieux et redouté de *Francs*.

La France va traverser des périls immenses, elle aura à faire face à des ennemis puissants et redoutables, elle va soutenir des luttes gigantesques contre l'Empire, contre l'Orient, contre l'Espagne..... elle triomphera toujours, grâce à la papauté; grâce à ces milliers de champions

curs, inconnus, mais tout-puissants, qui du plus humble couvent jusqu'au plus puissant prélat prêchent, luttent et travaillent pour la France qu'ils se sont accoutumés à considérer comme l'égide de l'Eglise, le soldat de Dieu : *Gesta Dei per Francos*.

Le glorieux couronnement de cette grande politique fut le triomphe définitif de la France sous Louis XIV, consacré par le pacte de famille. La maison de Bourbon, assise à Madrid et à Naples, dominait les intrigues hostiles de l'Italie, les haines, les ambitions des puissances protestantes du Nord.

Voilà l'œuvre grandiose qu'édifièrent les géants de la vieille France : Pépin, Charlemagne, saint Louis, François Ier, Henri IV, Richelieu, Louis XIV; il a fallu quatre-vingts ans d'odieuses manœuvres révolutionnaires et les pygmées sceptiques de ce temps, pour ébranler et ruiner le glorieux monument.

Cette alliance de la France avec la papauté n'a pas seulement donné à ses rois la prépondérance politique dans le monde, mais elle a encore donné à la France sa grande prospérité en lui ouvrant tous les marchés du globe. Si l'Italie, alliée aux Allemands, eût triomphé..... l'industrie et le commerce de la France étaient chassés de l'Orient, et atteints sur tous les points du globe.

La Méditerranée, au lieu d'être un lac français, demeurait une mer italienne; Venise, Gênes et Livourne en connaissaient tous les sillages, et eussent monopolisé comme autrefois tous les comptoirs de l'Orient et des Indes.

Aujourd'hui, à peine ce pacte antique a-t-il été arraché à la France par les mains ineptes de la révolution et de ses aventuriers, que déjà ces résultats menaçants pour sa prospérité se dressent partout. Italiens et Germains s'entendent pour détourner de la France la circulation européenne, par les trouées du Mont-Cenis et du Saint-Gothard vers les ports de l'Italie.

La France a ouvert au monde la route de l'extrême Orient par le canal de Suez en face des côtes italiennes. Brindisi en profite pour enlever à Marseille la malle des Indes.

Mais pour l'histoire et l'humanité, le plus beau fleuron de cette antique et glorieuse politique de la France, c'est d'avoir imprimé à son action dans le monde, cette grandeur morale, cette générosité, ce désintéressement qui ne furent qu'à elle, qui lui constituent une place à part et un lustre immortel dans les annales humaines.

On a dit avec raison que la France a été la seule nation qui ait fait la guerre pour une idée. La France a été la grande initiatrice des peuples à la

politique chrétienne; la protectrice généreuse des faibles et des opprimés. C'est vers elle, vers elle seule, que de tous les points du globe les martyrs et les victimes tendaient leurs mains suppliantes. Ce sera là sa plus haute gloire à travers les siècles.

Dès ses premières luttes, côte à côte avec la papauté, ce rôle se dessina lumineusement dans les ténèbres du moyen âge. Les hordes de Barberousse (1) foulent et broient les peuples; ses podestats féroces proscrivent ou décapitent toute velléité libérale, tout instinct d'indépendance. C'est le gantelet de fer du reître qui trace sur la table de la loi et sur le gibet ces dictons impies et désespérants : « Le droit, c'est notre vouloir! — dal diritto del forte, — das faustrecht! » Ce sera éternellement, sous n'importe quelle forme, hypocritement cachée s'il est faible, cyniquement accentuée s'il est fort, la doctrine de l'homme du Nord, du Goth pillard, du Hun chevelu, du reître féodal. Et, de nos jours, quand les armées de Guillaume le Pieux, sorties du vieux lit des invasions, passeront sur l'Autriche ou sur la France, mutilant, pillant, incendiant comme les reîtres du moyen âge, la Prusse jettera aux volés

(1) L'ascendant de ce beau caractère chevaleresque de la France est si puissant, si universel, si acquis, que ses ennemis eux-mêmes sont forcés de lui rendre hommage. On connaît le curieux canzone de Barberousse : *Plas mi cavalier francès...*

et aux vaincus ce vieux cri de ses ancêtres en barbarie : « La force prime le droit. »

C'est la politique du monde païen et du barbare. La France suit la politique chrétienne ; elle n'écrase pas la nation qu'elle combat, elle édifie l'aréopage des civilisations modernes et des législations chrétiennes. De même qu'en Italie elle défend l'indépendance de la vie municipale et de la papauté, elle défendra la civilisation en Orient, le christianisme et la liberté sur tout le globe.

Voyons maintenant le rôle de l'Italie en face du développement de la civilisation et du monde moderne.

L'Italie, depuis son écartèlement par les barbares, ne rêve qu'une chose : sa reconstitution unitaire. Malgré ses vicissitudes, malgré l'indifférence des masses, les hostilités jalouses et les divisions de ses villes, tous les grands politiques de l'Italie rêvent et prêchent l'unification comme le but suprême de l'Italie, la résurrection de ses gloires passées.

La papauté n'est pas italienne dans le sens étroit des ambitions de ses politiques. La papauté appartient à l'univers entier. Elle ne pouvait consentir à sacrifier la civilisation chrétienne aux rancunes de la Péninsule. L'Italie a souvent trahi et toujours combattu ouvertement ou secrètement la papauté ; celle-ci ne pouvait donc pas se détacher de la

France, dont l'épée protégeait ses enfants et ses églises jusqu'aux confins du monde.

De là cette vieille haine profonde, immortelle, jalouse, déguisée sous toutes les formes, que l'Italie porte à la France du fond de ses entrailles, et qui jaillit de l'œil, de l'âme, du poignard, depuis les vêpres siciliennes jusqu'à ses applaudissements d'hier, aux désastres de la France (1).

Après la France, ce que l'Italie abhorre le plus, c'est la papauté, et c'est logique (2).

D'abord, l'Italie est païenne. Sous ce catholicisme étrange, superficiel et scandaleux, survivent chez l'Italien toutes les réminiscences et tous les instincts païens. Le paganisme déborde dans toutes ses allures, dans ses mœurs, ses joies, ses deuils, ses arts, ses monuments, et surtout dans sa religion.

Il a fait entrer dans son Eglise chrétienne plus d'idoles et de fétiches que ses ancêtres n'en avaient

(1) Che or giu dall' Alpi non vedrei torrenti.
Bever l'onda del Po, gallici armenti.
(*Filicaja*, 1642).

(2) Voir la conclusion du livre du *Prince* de Machiavel.
Le Dante s'écrie : « Ah Constantin ! de quels maux fut la source, non ta conversion, mais la dotation que reçut de toi le premier pape qui fut riche ! »
(*Canto* XIX, *v.* 115 *et suivants*)

logés au Capitole. S'il reste un peu de place, ce sera pour le vrai Dieu.

A Palerme, le bon Dieu n'arrive qu'après sainte Rosalie; à Naples, il est le très humble serviteur de saint Janvier.

Chaque manifestation de son génie est comme une protestation contre l'avénement du christianisme et une réminiscence païenne. La renaissance de ses arts est païenne. Le Dante, pour parcourir le Ciel et l'Enfer chrétiens, s'appuie sur le bras de Virgile, et le pâtre inculte jurera par Bacchus.

Charlemagne essaya de satisfaire ces visées d'unification, et il établit l'un de ses fils roi d'Italie. Mais du jour où la dynastie carlovingienne vint à faiblir, les Italiens, par leur même et éternel procédé de trahison, au lieu d'aider la France, la renièrent, et appelèrent, comme toujours, les Teutons. Othon apparut au haut des Alpes (936) avec ses cohortes et se rua sur l'Italie, comme ses prédécesseurs, en fléau de Dieu.

Il brisa toute velléité d'indépendance, abolit les municipes, destitua les *curiales*, et imposa aux cités italiennes un préfet despotique, « le podestat de par la grâce de l'Empereur (1). »

(1) Ces tyrans au petit pied, despotes, féroces, furent depuis la plaie de l'Italie et forment la souche de ces nombreux princi-

C'en était encore une fois fait de la liberté et de la civilisation, sans la papauté. Devant l'écrasement de ces tyrannies gibelines, il ne resta à la papauté qu'un refuge, la France.

Elle en appela de nouveau au soldat de Dieu, et quel que fût le péril, la France n'hésita pas devant ce grand devoir. De là, sortirent ces luttes gigantesques entre la France catholique et les races du Nord, Anglais, Teutons, etc., luttes qui sévirent pendant des siècles sur l'Europe entière, et qui semblèrent enfin décidées au profit de la France, par les victoires de Louis le Grand.

La France était restée la maîtresse; l'Italie, constituée en États groupés d'après ses aspirations et ses conditions territoriales, vivait de sa vie propre sans aucune ingérance étrangère et sous la protection de la France. C'est dans cette situation qu'éclata la Révolution de 1789. Les Jacobins se souciaient peu des traditions séculaires de la politique

picules qui, sous les titres de marquis, duc, prince, tyrannisèrent si longtemps la Péninsule. Les plus habiles de ces souches, qui prirent racine sous la tente des Césars germaniques, ce furent les ducs de Savoie, instruments de vasselage établis par les Teutons au pied des Alpes, pour surveiller l'Italie, afin d'assurer son asservissement. Telle fut l'origine de cette maison et de cette race qui, fidèle au mot d'ordre, a pour âme la trahison, pour religion la duplicité, et pour but l'absorption successive, à son profit, de toute la Péninsule, par tous les moyens, occultes ou avoués, légaux ou pervers, mais surtout pervers.

française, dont ils ne connaissaient d'ailleurs ni les éléments, ni l'économie. Se dévorant les uns les autres, dans cette arène de fauves, ils vivent au jour le jour, démolissant l'une après l'autre toutes les bases de l'ordre social.

Le jour où la Révolution et son incarnation la plus puissante, Napoléon Ier, firent dévier la France des glorieux principes de sa vieille politique, elle fut bien près de sa déchéance.

Bonaparte est Italien, donc païen.

Il ressuscite la vieille doctrine des Césars de Rome et les agissements barbares des Césars germaniques : écraser et détruire les nations, pour faire place violemment à des combinaisons d'égoïsme et de tyrannie ; substituer au droit, la force ; à la liberté, l'arbitraire souverain. Bonaparte, sur cette voie, doit nécessairement se heurter à la papauté. Elle est le vieux phare de la civilisation chrétienne, la protestation éternelle de la conscience contre la violence, du droit contre la force.

Napoléon Ier avait promis l'unité à l'Italie, pour mieux l'encercler dans le cadre de fer de son inexorable ambition. Il l'unifia, en effet, et l'absorba.

Quand le gigantesque duel entre lui et le monde moderne fut vidé, entraînant la France dans ce

grand désastre, les traités de Vienne ne surent pas constituer la Péninsule, d'après ses affinités historiques et ses conditions géographiques.

La maison de Savoie, profitant de tous les prétextes, se jeta dans la conspiration permanente, attisant les désordres et les mécontentements, depuis les Alpes jusqu'en Sicile.

Le roi de Sardaigne ouvrait un refuge assuré à tous les conspirateurs de l'Europe, et les alimentait de subventions et de places, jusque dans son ministère.

L'Italie, depuis 1815, a demandé son unification à tous les ennemis, à tous les rivaux de la France.

D'abord à l'Autriche, puis à l'Angleterre, ensuite à la Russie; elle négociait en dernier lieu avec la Prusse, quand tout à coup elle l'obtint, d'une façon inespérée, à sa propre stupéfaction, de la France elle-même.

Mais cette France n'est plus la vieille France, intelligente et vigoureuse, de Richelieu et de Louis XIV. C'est la France tombée au dernier échelon de sa Révolution, et aux mains du dernier des Bonaparte.

La République de 1848 elle-même, quelque hostile qu'elle fût à l'Autriche et sympathique à l'Italie, refusa nettement de se prêter à l'unification de la Péninsule. En effet, les esprits les plus ordi-

naires comprirent le danger qui surgissait fatalement pour la France d'une pareille conception. Le général Cavaignac se montra favorable à une fédération des divers États de l'Italie, mais déclara formellement ne pouvoir aller plus loin.

Ce qui précède nous laisse déjà pénétrer suffisamment le caractère général de l'Italie; complétons le dessin par quelques traits rapides de l'individu.

L'Italien a sa manière de haïr, comme de conspirer.

Pour vous détruire, il se fera plus pieux que le pape, plus humble que l'esclave, plus dévoué que le dévouement, jusqu'à ce qu'il vous ait attiré dans son nœud coulant... Alors il vous étrangle avec un cynisme et une quiétude féroces.

Intelligent, il a appris la patience et la duplicité avec une astuce, une souplesse, un sens politique profonds. Il sait attendre, il sait dissimuler; dissimuler encore mieux que feindre.

Il se croit le premier des peuples, et il n'ignore pas qu'il en est le dernier. Il hait et méprise tous les peuples étrangers, sauf l'Anglais, qui lui paraît original et solide. Il n'y a rien que l'Italien ne puisse faire, mais du plus vil au plus élevé, il est patriote. L'Italien est révolutionnaire, pour « l'extérieur, » comme il dit, et tant qu'il n'aura pas purgé le

sol italien « de la tyrannie étrangère ; » mais il n'est pas socialiste, et si vous lui parlez de communisme et autres théories avancées, il hausse les épaules de la façon la plus éloquente; il laisse, dit-il, « ces *bestialités* aux Français. »

Il est le conspirateur par excellence, et s'il ne met pas le feu des révolutions aux quatre coins du monde « pour en profiter, » ce n'est pas faute de bon vouloir. Sobre, économe, avare, thésauriseur, il vit de rien, et aspire à tout.

C'est à ce peuple que Napoléon III va enfin donner les armes et les moyens d'infliger à la France tous les maux qu'il lui souhaite depuis dix siècles.

X

Campagne d'Italie.

Le génie et les aspirations de cette Italie que nous venons d'entrevoir, s'étaient incarnés dans le comte de Cavour. Celui-ci jugea d'un coup d'œil profond la situation de l'Europe.

La lassitude morale, l'indifférence ou le scepticisme envahissaient les nations et les gouvernements. Plus de cette foi robuste qui soulève les montagnes; plus de ces grands principes qui vivifient les sociétés et insufflent aux hommes d'État les hautes inspirations du bien et du juste. L'égoïsme à la place du dévouement; le fait accompli usurpant la place du droit; la défaillance ou la dépravation presque partout... tels étaient le fonds et le courant de la politique européenne.

Cavour sentit que les temps étaient venus où

la ruse et la trahison pouvaient donner à la maison de Savoie, dans un guet-apens habilement ourdi, ce que les siècles n'avaient pu lui conquérir.

M. de Cavour avait compris qu'il fallait éviter de tomber dans les aberrations de Charles-Albert en 1848. Lorsque la France lui offrit son concours, le roi de Sardaigne refusa, parce qu'il avait pris la direction du mouvement dans un but d'agrandissement personnel. Il voulait s'emparer, pour sa dynastie, du royaume Lombard-Vénitien, tandis que les Italiens n'entendaient combattre que pour leur nationalité et la fédération des divers États de la Péninsule. A l'exhibition de cette vieille ambition égoïste du Piémont, l'élan patriotique s'attiédit, la France recula et Charles-Albert fut vaincu. Appeler la France par l'entremise du Piémont, chasser rois et princes de l'Italie sous le couvert des aspirations d'indépendance et de nationalité, et enfin confisquer le tout au profit de la maison de Savoie, tel était le programme perfectionné de la politique du Piémont.

Cavour avait surtout merveilleusement ausculté et deviné Louis-Napoléon. Il va le manier en maître. Ce fut un trait de génie d'avoir fait accepter par Napoléon III le petit contingent de troupes sardes, dans son expédition de Crimée.

On n'a jamais su à quoi il avait pu servir.

Comme l'honnête femme de Voltaire, il n'a jamais fait parler de lui. Mais là n'était pas sa mission. Le véritable général était Cavour, et le champ de bataille et de manœuvres, les Tuileries. Il entra profondément dans l'intimité de Napoléon, et c'est de connivence avec l'Empereur qu'il profita du Congrès des grandes puissances à Paris pour y exposer subrepticement le bilan hypocrite des prétendus maux de l'Italie. La flèche était lancée.

S'inféoder entièrement l'Empereur dans la conspiration contre l'Autriche, n'était pas la tâche difficile, grâce aux intimes attaches de Louis-Napoléon avec Arese et les patriotes italiens. Cavour en vint à bout plus aisément qu'il ne l'avait supposé.

Mais les difficultés naissaient en foule, quand on abordait les détails d'exécution, à cause du caractère hésitant, irrésolu, dissimulé de l'Empereur. Il faudrait donc un instrument puissant, autorisé dans l'intérieur même des Tuileries, qui pût à toute heure surveiller les oscillations de l'Empereur, redresser les affaissements de cette âme troublée, et au besoin, au moment solennel, exercer une pression vigoureuse pour déterminer la résolution suprême et pousser à l'action.

Cavour trouva ce complice dans le prince Napoléon. Jérôme-Napoléon, ex-conspirateur, comme ses cousins, continuait le métier au Palais-Royal.

Nature cynique, âme tordue et pleine d'ambitions sourdes, dévoré d'une haine et d'un mépris profonds pour l'Empereur qui « usurpait son héritage, » il s'était formé une cour des hommes d'opposition et des principaux conspirateurs de l'Europe. L'Empereur surveillait minutieusement ce cénacle : il savait le cousin capable de tout, en fait d'hostilité et d'intrigues ténébreuses, conséquemment il le comblait de faveurs ; faveurs que tous deux appréciaient à leur juste valeur.

On comprend de prime abord que c'était là le collaborateur qui remplissait merveilleusement toutes les vues de Cavour.

L'Italien n'hésita pas et prit les grands moyens.

Il y avait à la cour de Turin une jeune fille de quinze ans, pieuse et douce, reléguée dans une retraite claustrale, loin des orgies révoltantes et des scènes scandaleuses dont son père Victor-Emmanuel, « *Il Re-galantuomo*, » remplissait la cour et la ville et son propre palais. Un écrivain distingué, qui a longtemps occupé des fonctions diplomatiques en Italie, termine en ce moment la biographie de Victor-Emmanuel ; quoiqu'il écrive avec modération, bien des lecteurs du livre ne voudront pas admettre qu'un souverain puisse de nos jours fournir matière à une pareille histoire.

Cavour proposa son marché au prince Jérôme-

Napoléon et offrit pour premier enjeu la main de la princesse Clotilde.

On comprend ce qu'une telle alliance offrait de secrètes satisfactions au Palais-Royal, comparée au mariage exotique et burlesque de l'Empereur. Malgré les résistances éplorées de la pauvre et honnête enfant, malgré son jeune âge, malgré les hésitations de Victor-Emmanuel, Cavour emporta tout de haute lice.

Désormais l'Italie est maîtresse au Palais-Royal; ce sera le pied-à-terre de ses conspirations.

C'est au Palais-Royal que fut aussitôt enrégimentée pour la cause, presque toute la presse française opposante et semi-officielle.

De scandaleuses révélations nous ont appris les clauses du marché. Une fois tout ce travail accompli et sûr de ses bases d'opérations, Cavour, dans l'automne de 1858, rejoint Napoléon III à Plombières et arrête avec l'Empereur les principaux points de la campagne à organiser contre l'Autriche.

Indiquons, en passant, une autre pression qui avait vivement influencé l'esprit de l'Empereur et rendu à Cavour la tâche plus facile.

Louis-Napoléon avait jadis juré aux carbonari de réaliser l'indépendance et l'unité de l'Italie. Du jour où il était arrivé au pouvoir, le spectre marche derrière lui, dans l'ombre, son serment d'une main,

le poignard de l'autre, obsédant ses veilles, épouvantant ses nuits ; lui signifiant l'arrêt de la loge des Vengeurs, où quarante conjurés avaient été désignés par le sort pour assassiner Napoléon III, s'il ne réalisait pas ses promesses envers l'Italie. Le comte Arese arrivait aux Tuileries, secouait sa torpeur, lui signalait le péril qui le menaçait.....

Napoléon promettait, mais ajournait toujours. Les conspirations de l'Hippodrome et de l'Opéra-Comique, l'attentat de Pianori ne purent vaincre les irrésolutions du complice couronné... Les bombes d'Orsini avancèrent la question.

Cavour était le politique le plus foncièrement et le plus froidement pervers de son temps.

M. de Bismark, son copiste servile, son disciple et son admirateur fanatique, restera toujours et quand même au-dessous de son modèle de toute la distance qui sépare le génie du talent, l'original de la traduction.

Cavour avait scruté, déchiffré et jugé Napoléon III avec une inexorable sagacité.

Du premier moment il vit que l'Empereur n'était pas de taille à frapper un de ces coups qui retentissent dans l'histoire et fixent les destinées d'un peuple ; qu'il n'avait nulle intuition du grand courant de son époque, ni du génie de son propre pays.

Il vit avec bonheur, mais avec stupéfaction, que

cet homme n'entrevoyait même pas, ce que l'indépendance et l'unité de l'Italie allaient créer de périls pour la France.

Il comprit qu'avec un pareil allié, il suffisait de le compromettre, de l'engager, pour mener ensuite à bien, tout seul, envers et malgré lui, tout le plan de l'émancipation italienne; qu'il fallait se garder de lui en confier les secrets et les développements, et ne se servir de lui que pour tirer de la France assez de sang et de millions pour rejeter l'Autriche hors de l'Italie. La trahison et la corruption livreront le reste de la Péninsule aux convoitises piémontaises.

Un dernier et très utile collaborateur de Cavour, ce fut sir James Hudson, l'ambassadeur britannique à Turin. Avec cette vieille maxime anglaise, que plus le continent est convulsionné et plus l'Angleterre, protégée par sa ceinture de mers de tout contact dangereux, travaille et vend (1).... l'ambassadeur anglais poussait consciencieusement à la révolution.

Son salon était le refuge, *le lieu d'asile* des conspirateurs par trop compromis et que le gouver-

(1) Hamilton raconte qu'arrivé à l'improviste à la fin d'un repas des autorités d'une ville manufacturière, il entendit avec stupéfaction ce toast : « A une bonne et sanglante guerre sur le continent ! » C'étaient des fabricants d'engins de destruction qui chômaient et s'appauvrissaient depuis la paix.

nement piémontais n'aurait pu protéger contre les demandes d'extradition des ambassades. Sir Hudson ne les honorait pas seulement de la plus touchante hospitalité, mais les lestait de conseils et de subsides.

Un des secrétaires de la légation anglaise disait plaisamment :

« Je viens de dîner chez sir James, nous étions douze à table ; sauf lui et moi, les convives étaient tous galériens et condamnés à mort ! Les gaillards me donnaient le frisson. »

Un jour, sir James Hudson demanda à M. de Cavour une audience pour un gentihomme anglais. Cavour, qui était fort matinal, donnait ses audiences à cinq heures du matin. Le protégé de S. Exc. l'ambassadeur fut exact. Manières raides, tenue irréprochable, la barbe coupée à l'anglaise, c'était le type idéal du « *gentleman traveller*. »

L'Anglais déroula au ministre italien un plan complet et formidable de rénovation italienne.

Cavour, qui se connaissait dans la matière, fut épouvanté de la hardiesse, de la lucidité, de la profondeur et surtout de la perspicacité de son interlocuteur ; mais, ne saisissant qu'imparfaitement la phrase anglaise, il lui en témoigna le regret et lui demanda si par bonheur il parlait le français. Le gentleman, avec un flegme parfait, se mit à résumer

la conversation et ses idées dans le dialecte italien le plus pur et le plus élégant.

Cavour, fasciné, buvait la dernière parole, quand l'étranger se leva pour prendre congé.

— Monsieur, lui dit le ministre, vous parlez politique comme Machiavel et italien comme Manzoni. Si j'avais un compatriote tel que vous, je lui cèderais aujourd'hui même la présidence du conseil!. Maintenant, en quoi pourrais-je à mon tour vous être agréable?

— Si vous aviez un compatriote tel que moi, répondit le gentleman, vous le feriez condamner à mort! Vous me demandez comment vous pourriez reconnaître les bons avis que je vous ai donnés?... En les exécutant et en délivrant l'Italie. Jusque-là, la protection de sir Hudson me suffira.

Et l'inconnu se retira en tendant sa carte au ministre. Cavour fit un soubresaut, il avait lu sur la carte de visite :

MAZZINI.

Cette campagne d'Italie fut une série de surprises burlesques, presque toutes amenées par l'inexpérience et l'incapacité militaire de Napoléon III, et qui faillirent plusieurs fois tourner au taragique. Toutes les fois qu'il croyait surprendre l'ennemi, il

donnait lui-même dans un piége; toutes les fois qu'il croyait l'avoir dépisté, l'ennemi lui tombait brusquement sur les bras.

C'est ainsi qu'à Magenta, l'Empereur, sans l'heureuse inspiration de Mac-Mahon de marcher au canon, allait déjà réaliser le drame de Sedan.

Mais l'armée française n'était pas encore énervée par la corruption du régime impérial, ni décimée par le *vomito negro* du Mexique. Elle conservait son vieil héroïsme traditionnel, la religion de l'honneur et du drapeau. Elle suppléait par son irrésistible élan à l'incapacité de son chef, et triomphait envers et malgré lui.

La guerre contre l'Autriche fut vivement menée.

Déclarée le 13 avril 1859, elle se résume en deux batailles: celle de Magenta (4 juin) qui livra Milan, et celle de Solferino (24 juin) qui termina la campagne.

Tout le monde sait la façon brusque et inattendue avec laquelle Napoléon III conclut la paix de Villafranca avec l'Empereur François-Joseph, malgré l'Italie, malgré les malédictions de Cavour, et à l'étonnement de l'Europe.

Voici le mot de l'énigme.

En 1856, la Prusse n'était qu'une puissance de second ordre et ne pouvait figurer au Congrès de Paris.

M. de Bismark et le roi Guillaume assiégèrent Napoléon III de supplications et d'assurances de gratitude et d'éternel dévouement, si sa générosité et sa toute-puissante décision daignaient faire entrer la Prusse dans le cénacle des grandes puissances.

Napoléon, guidé par sa vanité et son mauvais génie, émancipa la Prusse et confia ainsi son avenir à la reconnaissance de l'Italie et au dévouement de l'Allemagne.

Quand la campagne d'Italie eut été résolue, et avant que Napoléon III ne découvrît ses batteries dans son discours du premier de l'an (1er janvier 1859), ce guet-apens déguisé sous une attaque brutalement inconvenante contre l'Autriche (1), la Prusse avait été mise dans le secret.

La Prusse ne rêvait que l'abaissement de l'Autriche; elle s'associa vivement au complot, et se porta fort de contenir au besoin l'Allemagne.

Nos lecteurs se rappellent les épisodes alors inexplicables et inexpliqués du mouvement des idées et des événements en Allemagne. Au premier bruit de cette agression inique contre l'Autriche, l'Allemagne s'émut. La Diète de Francfort insista pour que les

(1) Ces procédés sont dans les traditions bonapartistes. Au mois de mars 1803, le premier Consul avait fait une sortie identique à lord Withworth, l'ambassadeur d'Angleterre. Il s'en suivit la fameuse rupture de la paix d'Amiens.

confédérés prissent fait et cause pour leurs frères d'Autriche, au nom des intérêts les plus grands de la patrie allemande. A chaque défaite de l'armée autrichienne, l'Allemagne devenait plus menaçante. La Prusse, mise en demeure par la Diète de prendre la tête du mouvement, joua merveilleusement son rôle. Elle équivoqua, discuta, traîna tout en longueur, tout en ménageant le mieux qu'elle put les irritations de l'opinion, quand tout à coup la nouvelle de la victoire de Solferino mit le feu aux poudres. La Prusse, mise au pied du mur, comprit qu'elle ne pouvait plus contenir l'exaltation publique, et un télégramme pressant du roi de Prusse alla informer Napoléon à Solferino de l'urgence de faire la paix à tout prix.

Ainsi fut fait. L'Empereur conclut brusquement et de la façon la plus inattendue la paix avec l'Autriche, à Villafranca, le 11 juillet 1859.

Un épisode entièrement inconnu de cet avortement de l'expédition, ou, comme disent les Italiens, de la trahison de Villafranca, ce fut la cruelle déconvenue de la légion hongroise.

Lorsque la campagne d'Italie fut discutée entre Napoléon et Cavour, on chercha à ébranler la puissance de l'Autriche par tous les moyens, et l'on organisa un état-major de tous les révolutionnaires autrichiens, lequel avait pour mission de soulever

la Hongrie pendant que la France et le Piémont attaqueraient la Lombardie. — Le rendez-vous général était à Gênes, où Klapka, Turr et les autres chefs de file préparaient l'expédition sous les yeux et la haute direction de Kossuth.

Des espions se mêlaient aux prisonniers autrichiens et tâchaient de les enrôler dans les cadres des flibustiers.— Kossuth était directement et journellement en communication avec l'Empereur Napoléon et attendait ses derniers ordres, quand tout à coup Cavour lui télégraphia la « sporcizia » de l'Empereur à Villafranca. Napoléon s'était empressé, de son côté, d'envoyer à Kossuth un exprès muni d'une lettre autographe de l'Empereur avec mission de lire la lettre au Dictateur *et de la rapporter*.

L'envoyé de Napoléon arriva à Gênes quelques heures après le départ précipité de Kossuth pour Turin. Il le rejoignit à Alexandrie et lui lut la missive. Kossuth fut atterré. Il prit sa tête dans ses deux mains et demeura longtemps immobile. Lorsqu'il releva la tête, de grosses larmes sillonnaient ses joues et il s'écria d'une voix brisée : « Cet homme a déshonoré mes cheveux blancs! »

Napoléon trouvait encore une fois l'occasion d'étonner le monde par la loyauté et l'exactitude de ses affirmations. Il avait solennellement proclamé

à l'univers qu'il allait délivrer l'Italie « des Alpes à l'Adriatique, » et il l'abandonnait à mi-chemin.

On sait la manière honteuse et humiliante dont l'Empereur fut contraint de quitter l'Italie.

Le vainqueur de Solferino est obligé de se sauver nuitamment, au milieu des huées, des cris de mépris, de mort et de malédiction de ce bon peuple qu'il venait de délivrer (1).

L'*ami* Cavour lui a ménagé « ce triomphe » pour lui signifier que son rôle était désormais fini en Italie.

Il lui laissera longuement discuter et signer avec l'Autriche ce burlesque traité de Zurich (10 novembre 1859) comme ces apartés des comparses de comédie auxquels personne ne fait attention. Pendant que Napoléon III décrète et règlemente minutieusement l'indépendance et les constitutions de la Toscane, des duchés de Parme et de Modène, Cavour les annexe au Piémont. Napoléon fulmine, menace. On se rit de ses menaces comme de ses protocoles; l'Italie passe outre et il la laisse faire.

En sorte que, partout et toujours, il réussit à faire

(1) A Turin, l'animosité populaire prit de telles proportions que Victor-Emmanuel, craignant pour la vie de Napoléon III, le prit au milieu de la nuit dans sa voiture et le conduisit hors de la ville.

de ses obligés des ennemis mortels, et de ses protégés des dupes (1).

Avant de tourner cette page lamentable de l'histoire de l'Empire, rappelons-nous que le fugitif de Solferino, arrivé incognito à la grille du palais de Saint-Cloud, où l'attendait l'Impératrice entourée des principaux personnages du gouvernement, ne trouva rien de mieux, pour pallier son triste dénoûment, que de jeter, dans un discours insensé, l'insulte et la calomnie à cette armée française, dont l'héroïsme avait triomphé des fautes et des périls auxquels l'incapacité de l'Empereur l'avait exposée (2).

Au dénoûment insultant de cette guerre, les familiers des Tuileries et les complaisants officieux de cette honteuse et inepte politique, crurent

(1) « Je viens de rencontrer M. Cavour sous les arcades de la rue du Pô. En me prenant le bras : Voyez-vous, mon cher d'Igneville, dit-il, votre Empereur ne changera jamais; son tort est de vouloir conspirer toujours... Pourquoi à toute heure déguiser sa pensée, aller à droite quand il veut aller à gauche, et *vice versa?* Ah! quel merveilleux conspirateur il fait!... Votre Empereur, sachez-le, restera éternellement incorrigible. Je le connais depuis longtemps, moi. A cette heure il pourrait marcher droit, à découvert, suivant son but. Mais non! il préfère dérouter les gens, faire suivre une autre piste, conspirer, enfin, conspirer toujours!!! Tenez, c'est le propre de son génie, c'est le métier qu'il préfère, il l'exerce en artiste, en dilettante.

(Journal d'un diplomate.)

(2) Voir au *Moniteur* cet inexplicable discours.

dépister les critiques et calmer les craintes, en faisant prendre le change à l'opinion publique sur les mystères de la situation. Tout en protestant en public contre les « entreprises de grande route » de Cavour et de Victor-Emmanuel, on feignait d'y applaudir en secret, comme si ces deux compères ne faisaient qu'exécuter un plan arrêté d'accord avec le « libérateur de l'Italie. »

Et voilà comment cette politique de brouillon trouvait encore moyen d'entacher la France de félonie tout en préparant sa ruine.

Ainsi finit dans la honte, le mensonge et la duplicité, cette monstrueuse intervention en Italie.

Les Napoléon auront réussi à constituer, avec le sang et l'argent de la France, une puissance qui ne vivra plus désormais que pour aider à combattre et à ruiner sa protectrice.

Il ne reste plus dans cette question fatale qu'un seul péril et une dernière honte à récolter pour la France, c'est la protection équivoque, et puis l'abandon de la Papauté.

On se rappelle que Louis-Napoléon, président de la République, avait inauguré sa politique extérieure par le rétablissement du Pape sur les ruines de la république de Mazzini.

Cette politique, si étrange en des mains pareilles, si contradictoire avec les doctrines et les agis-

sements du passé de Napoléon, avait alors complètement dérouté l'opinion.

La raison de cette volte-face d'alors, la voici : Deux hommes éminents du parti catholique (1) avaient vivement impressionné l'esprit de Louis-Napoléon, en lui démontrant l'influence immense du clergé en France. Avec l'appui du clergé, l'Empire pouvait être ressuscité. Mais pour gagner le clergé il fallait rétablir l'autorité du Saint-Siége.

C'est ainsi que Napoléon jura de protéger le Pape. Malheureusement, tout ce qu'il protége est condamné à mourir. Sa protection perdra la souveraineté temporelle de la Papauté.

Ce que la Révolution française avec ses armées triomphantes n'a pu détruire, ce que Napoléon Ier n'a pu abattre, Augustule réussira à le ruiner, grâce à la complicité active de tous les ennemis de la France et de tous les conspirateurs de l'Europe.

Terrible logique du mal! Vous verrez tous les révolutionnaires, tous les ennemis de l'ordre et de la société s'entre-déchirer pour le triomphe de leurs diverses doctrines. Mais il est un point qui les réunit tous dans une pieuse confraternité, c'est l'assaut contre la religion.

(1 Surtout M. de Montalembert, l'un d'eux. C'est à lui que Napoléon — candidat — disait alors : « La guerre, qui a fait la gloire et la force de mon oncle, serait un crime aujourd'hui. »

Ajoutons cependant que, malgré tous ces efforts, tous ces ennemis et toutes ces trahisons réunies, la tâche fut rude.

L'Europe avait assisté, égoïste et imprudente, à l'expropriation des États et des princes de l'Italie. Si elle proteste timidement par quelques circulaires diplomatiques, c'est pour la forme, et M. de Cavour lui donnait honnêtement la réplique avec la même phraséologie (1).

Mais le jour où l'on s'attaqua à la Papauté, le monde catholique s'émut et devint menaçant.

Or, la chute du Pape était le grand but à atteindre, c'était la clef de voûte qu'il s'agissait d'abattre.

Si la Papauté résiste, l'édifice de Cavour est condamné.

Les conspirateurs comprirent qu'il fallait procéder

(1) Nous avons sous les yeux un curieux autographe de M. de Cavour. C'est un billet secret et confidentiel, adressé à Garibaldi, à Gênes, au moment où il organisait son expédition contre la Sicile. Ces préparatifs, dénoncés à l'Europe, avaient suscité les réclamations de quelques puissances. Cavour répondit, dans une circulaire célèbre, « que ces préparatifs n'existaient pas, que d'ailleurs le gouvernement du roi veillait, et non-seulement mettrait obstacle à une semblable expédition de flibustiers, mais emprisonnerait les rebelles qui voudraient la tenter. »

Et le même jour, avec la même plume, il écrivait à Garibaldi : « L'affaire pour l'argent et les vapeurs est arrangée. Il faut embarquer au plus vite! »

par les cheminements occultes, et concentrer tout leur génie sur ce dernier et suprême effort.

Cavour, après la désertion de Napoléon III à Villafranca, avait ostensiblement abandonné le ministère, pour mieux pouvoir achever, par la corruption, l'annexion de la Toscane, des duchés et de Naples (1).

Le 21 janvier 1860, M. de Cavour reprend officiellement les rênes du gouvernement. Il commence par négocier l'assentiment de la France pour ses vues sur les États du Pape, et cède, en retour, le comté de Nice et la Savoie. Un naïf sénateur savoisien alla trouver M. de Cavour. — Comment avez-vous pu céder, lui dit-il, ces deux perles de la couronne du Piémont ?—Je ne les ai pas cédées, riposta Cavour, je viens d'échanger vos deux perles contre cinq diamants.

Le marché accompli, Cavour prend l'intérim des ministères de la marine et de la guerre.... il tient à manier tout seul la barre, pour exécuter la périlleuse et suprême manœuvre ; en même temps, il lance résolûment le général Fanti sur les Romagnes, que l'on conquiert et qu'on garde.

(1) Les ministres de Florence et de Naples étaient à la solde secrète du Piémont et préparaient, sous main, aux ordres de Cavour, l'expulsion de leurs souverains. Les commandants des armées et des flottes, gagnés par l'argent du Piémont, n'attendaient qu'un signal pour livrer les arsenaux et les escadres à l'ennemi.

De ce jour, Rome est condamnée à l'annexion, et le Pape au vasselage ou à l'exil.

Ainsi tomba, par la trahison de la France des Bonaparte, l'édifice dix fois séculaire qu'édifia la France de Pépin et de Charlemagne; ainsi fut livré sous un baiser de Judas, aux convoitises de l'Italie, ce pontife que le fils aîné de l'Église avait assis, il y a dix siècles, sur le Vatican, comme l'Eglise sur son roc, souverain et indépendant, afin qu'aucune pression étrangère ne pût entraver son ministère.

Qu'on ne s'y trompe pas, la chute de la Papauté est le fait le plus considérable de l'histoire contemporaine, et le coup le plus mortel qu'on ait encore porté à la grandeur et à l'avenir de la France.

Grâce à la Papauté, grâce à cette grande mission de protectrice de la chrétienté, la France emplissait le monde.

Elle a renié sa mission, elle a cédé son droit d'aînesse; que représente-t-elle, désormais, sur le globe?

La décadence et la Révolution.

Nous nous attendons bien à voir les diplomates et les journalistes français nous accabler de l'épithète de clérical.

Avant qu'ils ne nous perdent dans l'opinion en

révélant que nous croyons encore en Dieu, nous nous empressons de consigner ici que nous n'avons pas un seul instant envisagé le côté religieux de la question. Nous nous sommes uniquement préoccupé des données historiques et de la valeur politique du rôle de l'ancienne France.

Castelfidardo fut le dernier exploit de Cavour sur la grande route du Vatican!

Le général de Lamoricière surpris, et indigné de l'agression impie de l'armée piémontaise, protesta avec indignation contre cet attentat, ajoutant qu'il tenait de Napoléon III lui-même la promesse formelle de protéger et de sauvegarder les États du Pape.

Le général Cialdini lui répondit : « Je quitte votre Empereur, et je connais mieux que vous ses intentions! »

C'était l'arrêt de mort.

La petite armée pontificale résista héroïquement et fut écrasée par le nombre.

Spectacle remarquable : les héros qui tombèrent à Castelfidardo étaient des légitimistes français.

N'était-ce pas une dernière protestation de cette séculaire et glorieuse politique de la vieille France contre l'aveuglement et la félonie de la France révolutionnaire?

Enfants héroïques, ils tracèrent avec leur épée et leur sang, dans ces nouvelles Thermopyles, le calme et sublime adieu du dévouement :

« Passant, va dire au Vatican que la France de Charlemagne et de saint Louis a fait une dernière fois son devoir ! »

XI

Le Bas-Empire.

Laissons agoniser à Rome la Papauté, que mine sourdement la marée révolutionnaire, comme ces grandes ruines assises aux plages de la Grèce et de l'Asie, et que bat incessamment le flot de la tempête enlevant pierre à pierre chacune de ces fondations séculaires; on calcule avec une invincible mélancolie le jour et l'heure où un dernier assaut, une dernière vague, feront crouler le gigantesque monument dans l'abîme.

En France, peu d'esprits avaient compris le malheur irrémédiable qui venait d'atteindre l'honneur et l'avenir de ce pays.

L'Empereur, revenu de l'ahurissement de sa fuite de l'Italie, n'avait-il pas fêté l'entrée solennelle de son armée victorieuse à Paris? Les journaux français,

les uns enrégimentés par les séductions de Cavour, les autres aveuglés par leur ignorance et leur haine instinctive contre tout élément religieux, n'avaient-ils pas faussé de la façon la plus magistrale l'opinion publique ?

C'est à ce moment qu'il nous a été donné de voir pour la première fois l'intérieur des Tuileries.

Nous avions à peine jeté un coup d'œil dans les coulisses de cette société française façonnée par le régime impérial, que notre désillusion descendit jusqu'à la stupéfaction.

La France, vue à distance avec les illusions de notre vieille sympathie, nous apparaissait grande, progressive et formidable.

Vue de près, c'était un ossuaire.... et, chose étrange, l'observateur et surtout l'étranger le devinaient au premier abord.

L'effet était saisissant. Cette nation aveuglée, corrompue, dévoyée, entraînée par une fièvre chaude à tous les excès d'un matérialisme grossier : luxe scandaleux, mœurs éhontées, soif de toutes les jouissances bestiales.... d'autre part, oblitération de tout sentiment du devoir, de la justice, de l'honnêteté..... tout cela nous fit l'effet de la danse macabre d'Holbein autour de l'autel du veau d'or.

Au haut de l'échelle, la famille impériale donnant le signal et l'exemple des écarts et des faiblesses.

La chronique frivole des Tuileries, des ambassades et des ministères ne roulait que sur les équipées équivoques de la veille, de l'Empereur et des principaux personnages de son entourage.

L'immoralité débordait tellement de toutes parts, tout le monde vivait, se mouvait, se plaisait tellement dans cette atmosphère malsaine; les journaux, les pièces de théâtre, préconisaient, étalaient des scandales et des tableaux tellement effarouchants, qu'un étranger avait quelque peine à se familiariser avec les phénomènes et les us et coutumes de ce lazaret.

Il y avait aux Tuileries une chancellerie spéciale pour un service intime et occulte de l'Empereur; à la tête de ce ministère régnait un personnage décoré d'un titre officiel et des plus hauts insignes de la Légion *d'honneur*, lequel exerçait une autorité considérable. C'était sûrement une des plus puissantes protections pour parvenir (1).

(1) M. Bacchiochi était un esprit très fin et une excellente nature. Ce n'est pas sa faute assurément si l'Empereur n'en a pas tiré meilleur parti. A Florence, M. Bacchiochi avait exercé les fonctions les plus humbles, d'aucuns prétendent inavouables. Un Florentin, ami et compagnon des mauvais jours, vint à Paris et courut voir son ami aux Tuileries. A la vue de l'installation princière du *caro fratello*... l'Italien eut des éblouissements. Il ferma soigneusement la porte à clef, fit le tour du salon impérial, avec des gestes affolés devant chaque merveille, et revenant

Au-dessous de ce trône, d'où descendaient de si funestes rayonnements, voici comme nous apparut alors la société française.

Nous demandons au lecteur la permission de copier sur notre carnet de l'an 1860 les annotations sommaires, que nos études, nos informations et nos découvertes journalières nous dictaient alors :

. . . .

Les trois bases d'une société civilisée, — armée, — magistrature, — administration, — sont pourries en France.

Le gouvernement n'a pour système qu'une centralisation à outrance et une compression d'un arbitraire cynique.

La justice est tellement ravalée, que les ministres la distribuent au caprice de leurs colères et de leurs amitiés. Le magistrat est un fonctionnaire; au lieu de consulter un dossier pour juger, il consulte son supérieur.

La vérité ne tamise plus que de rares rayons à travers cette forêt de Bondy.

L'opinion publique est pervertie par système,

brusquement sur Bacchiochi les bras tendus, il lui fit d'une voix de basse : *Che carnavale !*

C'était sa manière, à ce brave Florentin, de caractériser l'Empire.

et chose horrible, désormais, par nécessité — au moyen d'une presse immorale et de nouvellistes à gages qui tiennent la nation en charte privée.

Dans cette atmosphère antisanitaire, on ne laisse pénétrer le jour, on n'administre la vérité qu'à dose homéopathique, et la nation s'atrophie dans cette ignorance confortable et abrutissante.

La vie est factice, tout est artificiel, un luxe insensé, des immoralités révoltantes, plus d'autre Dieu que l'argent, d'autre idéal que le ventre.

Armée : L'avancement ne se demande plus qu'à la faveur. Il s'est infiltré dans l'armée française un souffle de dégradation qui la désagrégera et la déshonorera.

Plus d'études, plus d'application; paresse, oisiveté, soif de l'argent et des faveurs.

On ne sert plus la France, le drapeau, l'honneur, on se rue sur les occasions de servir la dynastie; on affirme qu'il y a jusqu'à des espionnages et des délations dans tous les rangs. L'Afrique est une école fatale pour l'armée française. Guerres de broussailles, ni sérieuses, ni sincères; on fait naître les insurrections pour forcer

l'avancement et les faveurs (1). Bureaux arabes, exploitations impies et scandales journaliers.

Le service militaire n'est plus « le noble métier des armes, » c'est une spéculation.

Magistrature : Louis-Napoléon a pénétré dans le sanctuaire de la justice en violant la loi, en violant son serment, en violant la Constitution.

Aussitôt (2 décembre 1851), la magistrature s'est réunie sous la présidence du sieur Hardouin, chef de la haute cour de justice, et : « Attendu que Louis-Napoléon Bonaparte s'est rendu cou-

(1) Un officier digne de foi nous raconta ce fait monstrueux dont il fut témoin. A l'occasion d'un de ces nombreux soulèvements dans le Sahara qu'on a toujours en réserve... un général de brigade forma une colonne expéditionnaire composée d'un régiment de spahis, de quatre bataillons d'infanterie et de deux pièces de campagne. La colonne, arrivée sur les confins du territoire insurgé, le général fit halte et ordonna au colonel d'infanterie de stationner vingt-quatre heures dans l'oasis, puis de se mettre en marche pour le rejoindre sur le lieu d'attaque. Il faisait une chaleur tropicale, et le colonel pensa qu'au lieu de franchir la distance d'une traite sous le soleil, il valait mieux marcher la nuit et se rapprocher à petites étapes, ce qu'il fit. Tout à coup on entendit au loin une fusillade terrible. Le colonel se lança au pas de course du côté de l'engagement. — Il n'était que temps. Le malheureux général qui avait voulu vaincre tout seul avec ses spahis, pour pouvoir télégraphier à Alger un haut fait d'autant plus saillant, avait été enveloppé, dans une position périlleuse, par un parti d'ennemis considérable. La moitié de ses hommes étaient foudroyées et le reste ne tenait que par des miracles d'héroïsme. L'arrivée subite de l'infanterie mit l'ennemi en fuite et sauva le héros d'aventure.

pable du crime de haute trahison, le décrète d'accusation et de déchéance. »

Le lendemain, cette magistrature, le lendemain, ces mêmes juges rendaient la justice au nom du même Louis-Napoléon Bonaparte. Avons-nous besoin d'ajouter que désormais, sous le second empire, la magistrature est découronnée et désarmée en France ?

On prête à l'Empereur ce mot justifié, mais écrasant : « Autrefois la magistrature rendait des arrêts et non des services ; aujourd'hui elle ne rend plus que des services et en demande. »

Administration. — La centralisation a fait de la France une vaste machine qui nourrit une armée de bureaucrates routiniers et arbitraires. Comme la loi les a rendus inviolables, le mal qu'ils font, les haines qu'ils suscitent, remontent jusqu'au gouvernement, le minent, le discréditent et le tuent régulièrement tous les quinze ans. Le roi tombe, mais le bureaucrate survit. Ce pays n'a plus le sentiment du logique, du vrai, de l'exact ; il roule vers la décadence dans un torrent trouble, où tout se confond, s'exclue et s'extermine. Dans cette mêlée, tout le monde a l'air d'avoir le transport au cerveau ; tous bavardent, et personne ne convainc.

Il est naturel qu'avec un pareil tempérament tous les postes de l'administration soient tombés aux

mains des avocats et des journalistes ; c'est-à-dire, aux mains les plus funestes auxquelles une nation puisse confier ses destinées.

Or, en France, depuis 93, ces deux catégories d'oisifs parviennent à tout, envahissent tout, dégradent et perdent tout.

Voyez et comptez : ambassadeurs, ministres, députés, ils sont tous journalistes ou avocats.... parfois, les deux ensemble.

En ce cas, le mal chronique prend un caractère suraigu. Généralement l'avocat et le journaliste sont la plaie de la société ;— mais, s'ils arrivent aux affaires, la société est perdue.

En effet, ces deux sous-genres des métiers qu'on appelle en France *libéraux,* faute de pouvoir les classer quelque part, n'ont ni moralité ni études sérieuses, — ni esprit pratique.

Ils sont rarement écrivains ou orateurs — ils sont bavards ; Proudhon a dit le mot dans son rude dialecte : « Ce sont des blagueurs. » Habitués, moyennant salaire, celui-ci à soutenir l'homme ou le système qui l'a enrégimenté, l'autre à disputer le vice et le crime à la vindicte publique... ils se font tous deux la main à manier le sophisme, et deviennent inaptes à s'élever aux grandes inspirations du cœur et du patriotisme. — Quant aux principes, ils n'ont jamais pu germer dans cette atmosphère de lucre et

d'immoralité professionnelle. Je sais bien que ces messieurs se récrient—pour la forme—quand on leur dit que, moyennant finance, ils défendent les mauvaises causes, et enguirlandent de leur éloquence de boutique le plus fieffé scélérat. Mais alors, si eux sont de bonne foi, l'avocat adverse est un misérable; or, l'adversaire est justement l'homme le plus éminent du barreau. Tirons-nous de là.—Il est évident qu'il y a au moins une conscience tarée sur les deux.

Le cœur et la conscience s'atrophient vite chez ceux qui font métier de leur intelligence.

Quand le talent se tarife, il se rapetisse, et l'homme avec lui.

Et maintenant, transportez cet artiste en sophisme sur une scène politique, et vous verrez jusqu'où peuvent descendre son intelligence et sa moralité, quand il s'agira de son ambition ou de ses intérêts.

Quand l'historien recherchera un jour les causes qui ont conduit si rapidement la France dans ce gouffre d'immoralité et d'ignorance, il découvrira qu'une des principales a été celle-ci : Les révolutions y ont acclimaté un gouvernement d'avocats et de journalistes.

Robespierre (1), Marat, Danton, Ledru-Rollin,

(1) Robespierre était arrière-cousin de Damiens le régicide. Louvet (l'auteur de *Faublas*) disait de lui : « Il est toujours tiré à quatre épingles et son cousin Damiens a été tiré à quatre che-

Barbès, Blanqui, Emile Olivier, Jules Favre, tous avocats et gazetiers.

Dans les pays de bon sens, on recherche surtout l'homme spécial pour la place qu'il doit remplir; l'homme expérimenté qui a manié avec éclat la matière qu'il doit régir.

« *The right man in the right place* (1). »

En France il y a un autre système, résumé dans ce dicton : Le barreau conduit à tout.

Cette insanité a été caractérisée dans le célèbre monologue de Beaumarchais. « Il fallait un calculateur, ce fut un danseur qui l'obtint. »

Le journalisme français est tout simplement une merveille, c'est un instrument spécial, à l'usage exclusif du peuple français. Sauf deux ou trois exceptions, ces feuilles extraordinaires ne savent et ne comprennent absolument rien de ce qui se passe dans le reste du monde. Leur univers s'étend du boulevard Montmartre à la Madeleine. Leur polémique est une joûte vivace entre deux virtuoses qui paradent chacun devant sa boutique respective. Ils se donnent gravement la réplique d'une brasserie à l'autre, généralement sur des

vaux. Cela tient de famille et d'une famille qui a toujours eu des opinions avancées. »

(1) L'homme spécial pour la place.

questions de personnalités, et quand le terrible duel est vidé, les deux lutteurs choquent fraternellement leur chope et leur joyeuseté. C'est le colloque éternisé entre Vadius et Trissotin. Quant au reste du globe, quant aux grandes questions politiques et sociales qui naissent ou se dénouent dans le monde, personne n'a l'air de s'en douter. A quoi bon?

Le Français ne se soucie pas de ce qui se passe au-delà de ses frontières; mais il veut être amusé. Donc, on l'amuse.

Et voilà pourquoi le journalisme s'est fait la chronique des alcôves suspectes et le reporter des scandales de la ville et de la cour. C'est le plus alerte sur ces pistes qui tient la corde du succès et de la popularité.

Si tout à coup on lui fermait ces deux sources de *littérature*, le journalisme français cesserait d'exister. Il périrait d'une anémie foudroyante.

Le bonheur et le triomphe de cette presse, c'est quand éclate sur un point quelconque du territoire un crime bien horrible. Alors tous les journaux prêchent à leurs lecteurs la nécessité absolue de connaître cette monstruosité dans ses plus intimes détails, et c'est à qui présentera, au public affriandé, le reporter le plus habile à enfiévrer les imaginations. La bonne société se rend

aux assises comme à une fête, pourvu que le drame soit bien horrible ou bien immoral (1).

En France, c'est le gouvernement et ses institutions qui enseignent d'office la jeunesse, et c'est la presse qui renseigne et forme l'opinion. Or, quel enseignement ce gouvernement peut-il donner aux générations qui s'élèvent? Quelles doctrines et quelle moralité une telle presse peut-elle bien propager?

Jusqu'à l'Empire, l'action du journalisme n'avait atteint que les classes aisées. On a suppléé à cette lacune. Il s'est créé en France une presse spéciale, populaire, le journal à vil prix et souvent à viles spéculations, qui a réussi à traverser les couches profondes des masses. Il a porté jusque dans la dernière chaumière ses romans immoraux et ses prédications subversives.

Le résultat de ces errements sera redoutable.

On ne surexcite pas impunément de telles pas-

(1) A l'une de ces solennités, le président de la cour, indigné de voir la salle et jusqu'au prétoire envahis par des femmes en grande toilette, dit au public :

— Attendu que les débats vont rouler sur des sujets d'une grave immoralité, j'invite les personnes honnêtes à quitter la salle.

Personne ne bougea.

Alors le président s'adressant aux huissiers :

— Huissiers! maintenant que les honnêtes femmes se sont retirées, faites sortir les autres.

sions chez un peuple aussi inflammable que le peuple français. Et quand on remue tous les instincts matériels, dans ces sphères sombres et houleuses, on doit s'attendre à voir bientôt la lie s'élever à la surface.

Quand on se penche sur cet abîme, on est effrayé des choses menaçantes qu'on voit monter et bouillonner dans ces ténèbres. On voit les classes populaires animées d'un souffle ardent de convoitises farouches; d'une haine irraisonnée contre tout ce qui les prime : richesse, supériorité.

En effet, la Révolution, en levant dans la société française toutes les consignes du devoir, a rendu à l'homme, et surtout au pauvre et au travailleur, le plus détestable service... Elle lui promettait de l'affranchir... elle n'a affranchi que ses passions et l'a rivé, à la fois, à son esclavage et à celui d'autrui. La Révolution, en ne lui parlant que des *droits de l'homme* et en abolissant tous les devoirs, a ruiné le patrimoine, la ressource et le refuge du déshérité; car tout cela formait les *devoirs* du riche. Le riche a pris la Révolution au mot et n'a plus fait que jouir de *ses droits*, laissant les autres se débattre et se pourvoir comme ils pouvaient. C'est ainsi que les sociétés sceptiques et les révolutions s'en vont fraternellement aux abîmes.

Police : Mais l'institution la plus fâcheuse, la

plus immorale de l'Empire, et la plus dangereuse pour l'Empire, c'était sa police.

Ce qui se raconte à cet égard dans les cercles et les ambassades, est inouï. La police, en France, a toujours aidé merveilleusement à discréditer et à renverser les gouvernements qui l'employaient; mais, sous l'Empire, cette chose fâcheuse a pris des allures et des proportions insensées.

Le pays tout entier, depuis l'Empereur et l'Impératrice jusqu'au garde champêtre : armée, magistrature, administration, est enveloppé d'un réseau de suspicions et de délations ferventes.

Pour peu que cela continue, la moitié de la nation surveillera l'autre moitié; on ne peut plus fréquenter un salon sans qu'on vous dise : « Attention, cette grande dame, ce fonctionnaire, etc., etc., sont de la police. »

C'est une épidémie.

Ce qu'il y a de piquant, c'est que les chefs de cette terrible institution emploient espions et fonds secrets au service de leurs intrigues personnelles, et surtout à miner leur collègue ou leur supérieur. Ainsi, un sieur X., chef de la police de sûreté, ne rêvait qu'à faire surveiller l'Impératrice; c'était une monomanie.

Comme cependant il faut avoir l'air de travailler aussi un peu pour le gouvernement, on finit par dé-

couvrir de temps à autre une petite échauffourée ou un complot, et la magistrature, qui est le très humble collaborateur de la police, achève avec solennité la cérémonie. Je plains le pauvre homme que sa mauvaise étoile fait trébucher dans l'un de ces antres. Un régime qui a osé, en plein jour, arracher de leurs foyers, des bras de leurs femmes et enfants, une multitude d'hommes honorables et paisibles, lesquels n'avaient commis d'autre crime que d'avoir accompli le devoir sacré de protester contre la félonie et les massacres du coup d'État, ou celui de porter ombrage aux séides du 2 Décembre, et les déporter, enchaînés comme des assassins, aux galères de Cayenne et de Lambessa, et cela sans procédure, sans loi, sans avertissement... que ne doit-il oser contre le malheureux sans aide ni protection, que ne doit-il perpétrer dans l'ombre (1) !

(1) La police a toujours eu en France ce caractère infernal et dangereux. Toujours Laubardemont, avec trois lignes d'un homme, a trouvé moyen de le faire pendre. L'illustre Malesherbes raconte ceci dans ses mémoires : « Quinze jours avant l'attentat de Damiens, un négociant se rendant à Paris passa la nuit dans la petite ville de M... Sa chambre d'auberge n'était séparée d'une autre que par une mince cloison. Il entendit chuchoter entre deux voyageurs ses voisins, qu'un nommé Damiens devait assassiner le roi ! Arrivé à Paris, le négociant courut chez le lieutenant de police Berruyer et lui raconta l'affaire. Celui-ci

La police étant essentiellement une œuvre de ténèbres, extra-légale, ne procédant que trop souvent par des voies arbitraires et des moyens inavouables, est toujours, pour une société, une institution pleine de périls et coutumière des abus les plus révoltants comme des plus odieux méfaits; mais que ne doit-elle être chez une nation aussi légère, aussi dégagée de préjugés et de conscience que la nation française! Quelles monstrueuses illégalités ne doit-il pas engendrer, ce pouvoir occulte, discrétionnaire, aux mains d'hommes tarés, corrompus et parfois scélérats?

Avec quelle audace ne doit-il pas procéder dans un pays où personne ne respecte ni ne fait respecter la liberté individuelle, où la loi et le pouvoir le couvrent quand même, où la magistrature est son coadjuteur et son complice?

Quand on voit de près les abus et les drames dont la police française se rend journellement coupable, on se rappelle involontairement la définition

n'y fit pas attention. Comme le négociant était en route pour s'en retourner, arriva l'attentat de Damiens. Berruyer, comprenant que le négociant conterait son histoire et que sa négligence à lui, lieutenant de police, pouvait lui nuire, envoya un exempt sur la route de Lyon, fit saisir et bâillonner le malheureux négociant qu'on ramène à Paris, et qu'on jette à la Bastille, où il resta enfermé dix-huit ans. » Malesherbes l'y trouva en 1775 et le délivra.

de Champfort : « On est tenté de regarder cette société comme un bois rempli de voleurs, dont les plus dangereux sont les archers préposés pour arrêter les autres. »

. . . .

C'est ainsi que nous apparut alors la société française. Mais le caractère le plus saillant du pays, celui qui ressortait de toutes ses manifestations, de tous ses éléments sociaux : presse, opinion publique, enseignement, salons..... c'était l'ignorance. Une ignorance profonde, impardonnable, stupéfiante, surtout pour ce qui se passait à l'étranger.

La France nous apparaissait comme une Chine murée dans son égoïsme et son abêtissement, ne voyant même plus combien elle retardait sur ses voisins. Ajoutez à cet obscurantisme cette autre infirmité des races latines : la paresse.

En France, peu de gens travaillent. On a la science infuse. On parle de tout, surtout de ce qu'on sait le moins. Ce demi-savoir, c'est-à-dire ce faux savoir, cent fois pire que l'ignorance, est le vice majeur de l'éducation française. On n'apprend aux Français qu'à parler..... on devrait leur apprendre à se taire. Athènes, éloquente, ne fut qu'un peuple de brouillons ; Rome, calme et austère, fut le peuple-roi qui conquit le monde.

Tout ce qui précède n'indique que trop éloquem-

ment que nous avons sous le regard une nation à son déclin. La France penche vers les abîmes. Ce pays, si grand autrefois par l'ensemble de ses aptitudes et le contingent glorieux apporté au bilan de la civilisation, est devenu le scandale et le péril de l'Europe. Depuis quatre-vingts ans, la France a fait dix-huit révolutions, renversé neuf gouvernements, bâclé autant de constitutions, pour finir par sombrer dans ce marasme de scepticisme et de corruption où nous la voyons croupir sous nos yeux.

Les nations accomplissent, ici-bas, toute leur destinée ; elles y reçoivent donc infailliblement leur châtiment et leur récompense.

Le châtiment de la France lui viendra de sa présomption et de son ignorance, et ce châtiment pourrait bien être terrible.

Or, nous sommes de ceux qui, en politique, n'ont aucune pitié pour les vaincus. Ils n'ont généralement que ce qu'ils méritent !

XI

L'Expédition du Mexique.

Les Tuileries offraient une hospitalité empressée aux étrangers, et nous remarquions avec une nouvelle surprise que cette cour n'avait, pour ainsi dire, presque rien de français. Les nationaux semblaient des étrangers, et les étrangers étaient comblés de toutes les prévenances.

L'Empereur avait une cour d'Anglais et de Prussiens; l'Impératrice, d'Espagnols et d'Américains. Ce sentiment antifrançais était surtout accentué chez S. M. l'Impératrice, souvent contrairement, peut-être, à ses intentions.

Nous nous rappelons, à ce sujet, l'affront sanglant qu'elle fit à la colonie française d'Alexandrie, lors de son débarquement en Égypte.

Tous les notables français, leurs consuls en tête,

les dames en toilette de réception attendaient la souveraine sous des arcs de triomphe dressés en son honneur. Après cinq heures d'une attente fatigante, on vint prévenir les malheureux que l'Impératrice, peu soucieuse de leurs fleurs et de leurs hommages, avait gagné la gare du chemin de fer par une autre voie et tourné le dos aux arcs de triomphe!!!

A Minièh, sur le Nil, à un déjeuner intime que le vice-roi donnait à l'Impératrice, on parla de la stupéfaction que cette fugue avait laissée à tous les résidents européens d'Alexandrie.

S. M. motiva sa conduite par la plus incroyable sortie contre les Français à l'étranger, « généralement des gens de sac et de corde. »

Le vice-roi, galamment, crut devoir intervenir; il expliqua qu'au contraire, la colonie française était des plus honorables et comptait dans son sein les hommes les plus distingués et les plus considérables de l'Egypte; que c'étaient des pionniers très méritoires et très utiles à la mère patrie, attendu qu'ils avaient développé à son profit, en Orient, un marché commercial et financier immense.

L'Impératrice écoutait impatiemment le panégyrique, et quand il fut achevé, secouant la tête d'une façon charmante et mutine, elle conclut ainsi : « C'est égal, il ne faut pas se fier à ces gens-là. Le

mieux est d'avoir avec eux le moins de rapports possible. »

On ne put pas la faire sortir de là !

L'Empereur, dans l'intimité ou dans un petit cercle choisi, était d'une aménité charmante, nous pourrions même dire d'une certaine séduction de manières, de tenue et de bonhomie.

Cet œil terne s'avivait au feu de la conversation. La contrainte et le masque tombaient, et vous vous trouviez tout étonné et charmé de l'affabilité du souverain.

C'est du petit salon privé de S. M. l'Impératrice que sortit la guerre du Mexique.

Jusqu'alors, la fille de la comtesse de Montijo s'était peu mêlée aux choses de la politique.

Vivement battue en brèche par toute la famille des Bonaparte, irritée par les écarts conjugaux de son époux dont les épisodes scandaleux éclataient jusque dans les fêtes officielles et affolaient l'irritable Espagnole, au point qu'elle se sauvait en Ecosse ou en Allemagne, la tête pleine de projets extravagants;... toutes ces causes, et d'autres plus intimes, l'avaient constamment tenue à l'écart de toute ingérance dans le gouvernement.

Le jour où, plus de résignation de son côté et plus d'affaissement du côté de l'Empereur, avaient abouti à un compromis et à une suspension d'hos-

tilités, la femme demanda à l'ambition le dédommagement de l'épouse; au pouvoir, une revanche contre ses ennemis. Nous venons d'indiquer que cette nouvelle phase gouvernementale débuta par l'expédition du Mexique.

L'opposition libérale en France, dans la presse et au Corps législatif, a voulu donner à l'intervention de Napoléon III au Mexique des causes honteuses.... une question d'écus, et de spéculation de mines ou de territoires.

C'est une calomnie.

Que des personnages tarés, de l'entourage, aient cherché à spéculer sur les fonds ou sur les affaires du Mexique, c'est possible; mais l'Empereur ne peut en rien être associé à ces manœuvres.

L'opposition républicaine, en France, n'a jamais eu une idée de saine politique, ni la notion du gouvernement, ni le respect des devoirs élémentaires.

Ses députés ont donné au monde le pitoyable spectacle de Français insultant le drapeau national, encourageant et applaudissant ses ennemis.... et tout cela dans un but d'intérêts égoïstes et inavouables. Aussi n'eut-elle ni influence sur la Chambre, ni écho dans le pays. Elle servit au contraire merveilleusement le pouvoir personnel, et laissa beau jeu aux errements les plus funestes de l'Empereur et de ses conseillers.

M. Rouher a proclamé à la tribune que cette malheureuse expédition du Mexique était « la plus grande pensée du règne. »

Il y a du vrai dans cette parole, avec cette rectification néanmoins : que c'était probablement la seule et unique fois que le règne eût une pensée.

En effet, c'est la seule fois que Napoléon III agit de sa propre impulsion, et malheureusement il ne fut pas plus heureux que quand il agit sous la pression étrangère.

Cette *grande pensée*, ce fut de ressusciter en Amérique l'influence de la race latine, et d'arrêter l'essor des envahissements menaçants des Etats du Nord, en posant au centre du continent transatlantique, comme une barrière, un empire hispano-français. Cette idée, du reste, date de loin et a souvent préoccupé l'Europe.

L'Empereur l'a exprimée tout entière dans ces lignes au général Forey :

Fontainebleau, le 3 juillet 1862.

.... Si, au contraire, le Mexique conserve son indépendance et maintient l'intégrité de son territoire, si un gouvernement stable s'y constitue avec l'assistance de la France, nous aurons rendu à la race latine de l'autre côté de l'Océan, sa force et son prestige.

NAPOLÉON.

C'était une idée politique. Mais, pour sa réussite,

il fallait reconnaître résolûment le Sud, et lui prêter aide et concours pour sa sécession (1).

« La chute de la république américaine a été dès le début dans les vœux du gouvernement français, et ses organes les plus accrédités n'en faisaient pas mystère. La destruction du gouvernement républicain par une sorte de suicide, l'effondrement subit et complet d'une démocratie qui prétendait se passer d'un César, paraissaient d'un bon augure et d'un bon exemple à tous ceux qui tendent à représenter la dictature comme le couronnement nécessaire de la démocratie. » L'Angleterre partageait les mêmes illusions et surtout les mêmes espérances. Elle voyait avec bonheur la guerre civile menacer sa redoutable rivale, et poussait le gouvernement français aux actes agressifs, tout en demeurant, quant à elle, dans une neutralité prudente.

Mais il ne fallait pas que des vœux, il fallait de l'action.

Là étaient le nœud et la solution du problème. L'Empereur le savait. Il tourna, hésita comme toujours; à la fin, le cœur lui manqua, et toute

(1) Le Nord était hostile à la France et fournissait lui-même le prétexte.

Voici une dépêche du président Lincoln à Juarez : « Quoique nous ne soyons pas en guerre ouverte avec la France, comptez sur nous, sur notre argent, des canons et des enrôlements volontaires que nous favoriserons. »

l'échauffourée du Mexique lui retomba sur la tête d'un poids écrasant.

Voilà, en deux lignes, tout le secret et toute la vérité sur le fond de ce sinistre tableau.

L'intrigue mexicaine fut ourdie, nous l'avons dit, sous le couvert de l'Impératrice. M. Hidalgo, un ami intime de madame de Montijo, la mit sur le tapis.

Mais l'homme qui sut entraîner la cour des Tuileries dans ce guépier, et qui agissait dans un intérêt de caste, ce fut monseigneur Labastida, archevêque de Mexico.

Homme intelligent, souple, séduisant, il prit une grande influence sur l'esprit de l'Impératrice, à laquelle M. Hidalgo avait déjà persuadé que la famille de Théba pourrait bien se rattacher quelque peu à Fernand Cortès, le conquérant du Mexique.

Juan Prim, l'un des mauvais génies de Napoléon III, acheva l'œuvre dans l'esprit de l'Empereur

La guerre civile ébranlait dans ses assises l'édifice de Washington. Les États du Sud divorçaient avec le Nord. Le moment parut propice aux rêves de l'Empereur, de glisser un empire de sa main entre les deux continents américains.

Chose attristante et comique à la fois, les trois influences et les trois hommes qui combinèrent l'affaire du Mexique, avaient chacun un but secret et divergent. Ils abritaient tous trois leurs ambi-

tions et leurs visées sous un même prétexte officiel : châtier les insolents agissements de Juarez.

Mais monseigneur Labastida poursuivait la prépondérance de son parti; Juan Prim intriguait pour se faire nommer Empereur du Mexique, et Napoléon III croyait se servir de deux dupes pour glisser un candidat de son choix sur ce trône vassal.

Les trois joueurs furent volés tous les trois.

Le 30 novembre 1861, avait été conclue la *Convention de Londres*, entre la France, l'Angleterre et l'Espagne, pour une intervention commune au Mexique. Prim avait espéré obtenir le commandement en chef de l'armée de terre. Depuis trois ans il négociait, intriguait avec quelques-uns des chefs mexicains pour se faire nommer dictateur, et de là Empereur. Mais Almonte et les agents de Napoléon éventèrent les manœuvres, et on prit, sous main, les mesures nécessaires pour faire avorter toutes les petites infamies du brouillon espagnol.

Tout le monde connaît les épisodes de cette aventure, tout le monde a rendu à l'armée française le tribut d'admiration que méritaient sa bravoure et son héroïsme. Nous n'y reviendrons pas.

L'expédition et la catastrophe du Mexique commencèrent et assurèrent la déroute du second Empire. Des maladies terribles moissonnèrent l'élite de son armée, et les dépenses formidables

nécessitées par une expédition si lointaine, creusèrent un irrémédiable abîme dans ses finances déjà obérées par l'Italie.

Ce ne fut pas encore tout.

Quand le trésor public, épuisé par tant de folies, ne put plus alimenter ce gouffre dévorant des dépenses de cette lointaine expédition, on s'adressa à l'épargne publique et on lui dressa un guet-apens aussi immoral qu'imprudent. On organisa l'affaire des Bons mexicains.

Ministres, presse, fonctionnaires, tout le monde se mit à l'œuvre. C'est à qui inventerait les promesses les plus exagérées, les perspectives les plus séduisantes pour amorcer la crédulité et multiplier les dupes. Le public risqua quatre cents millions dans cette loterie et naturellement les perdit. Les Bons mexicains ressuscitèrent les bons du Mississipi de Law et les assignats de 93. Or, comme ils s'étaient éparpillés en fractionnements minimes dans des mains innombrables : petits rentiers, travailleurs, employés, et que les ruines qu'ils semèrent sur toute la surface de la France furent particulièrement sensibles et cruelles aux petites bourses, la mémoire de la campagne du Mexique et de ses promoteurs demeurera à jamais dans la légende des malédictions publiques en France.

Cependant les événements indiquaient à Napo-

léon III la marche à suivre. Le jour où Prim vit ses projets dépistés et perdus, et où ses intrigues amenèrent la désertion de l'Angleterre et de l'Espagne, la France avait encore une magnifique partie à jouer, et sans aucun danger. On n'avait pas eu la résolution et le courage de reconnaître et de soutenir le Sud, il était dès lors évident que la victoire du Nord ou un compromis entre les belligérants aurait pour conséquence inévitable une opposition armée de toutes les Amériques contre les agresseurs monarchiques du Mexique. Lincoln ne s'en cachait pas.

L'Empereur n'avait donc qu'à prendre les devants : bloquer avec sa formidable flotte, déjà rendue sur les lieux, les principaux ports du Mexique et poser son ultimatum à Juarez. Devant ce blocus et sous la menace d'un bombardement qui ruinerait à jamais le Mexique, Juarez eût consenti à toutes les réparations qu'eût exigées la France, et l'Empereur se retirait de son expédition avec honneur et profit.

Juarez, à la vue du danger, s'était livré spontanément et offrait à l'Empereur toutes les satisfactions désirables. Voici ce qu'il fit écrire par son ministre Doblado : « Le gouvernement mexicain est résolu à faire toutes sortes de sacrifices pour prouver aux nations amies que l'accomplissement fidèle des engagements qu'il contracte sera, à l'avenir,

un des principes invariables de l'administration mexicaine. »

Mais, ici comme ailleurs, comme toujours, Napoléon III ne sut jamais prendre de résolution. Indécis, nébuleux, alourdi, cet esprit n'eut jamais rien de net ni de décidé. Il procède éternellement par des manœuvres équivoques, des demi-mesures; se débat péniblement dans des contradictions flagrantes, et, pour cacher les erreurs de la veille, entasse les fautes du lendemain. C'est un joueur ténébreux auquel on croit toujours des cartes biseautées sous la main, et qui, en réalité, ne manie que ses défaillances et son impéritie. L'expédition pouvait être un triomphe, il sut en faire une catastrophe!

Nous demandons au lecteur la permission de ne pas nous arrêter plus longtemps sur cette fatale issue de l'intervention française au Mexique.

Tout le monde a deviné les expédients misérables ou impies qu'on employa sous main, pour se tirer de cette terrible impasse, le jour où les États-Unis, redevenus maîtres de leurs forces, non-seulement menacèrent d'expulser les Français du Mexique, mais signalèrent à l'Empereur un ultimatum d'avoir à déloger à jour fixe.

Tout le monde sait comment les agents de l'Empereur, dressés à cette triste école et ne voyant par-

tout que manœuvres honteuses, occultes, égoïstes, jouèrent le jeu à leur profit privé et brodèrent sur ce canevas déjà si chargé les épisodes les plus inavouables... comment le maréchal Bazaine, envoyé au Mexique pour combattre Juarez, trouva moyen d'épouser une parente dudit Juarez, ornée d'une grande fortune, et dès lors de laisser toujours intacts et insaisissables la puissance et les agents de Juarez.

Nous avons malheureusement touché nous-même du doigt ces odieux mystères, et notre cœur portera toujours le deuil de cette lamentable tragédie. — *Quæque miserrima vidi.*

Quand on vit se relever si inopinément la toute-puissance des États-Unis, le gouvernement impérial, épouvanté de son isolement dans les vastes territoires de l'Amérique, sollicita l'Angleterre et la Russie d'intervenir. L'une et l'autre refusèrent. Alors Napoléon III, pris entre les menaces des États-Unis et les dangers plus graves que sa politique des *nationalités* va lui susciter en Italie et en Allemagne, n'a plus qu'une option : celle du déshonneur. Il plie la tête, et se résigne à briser de ses mains l'édifice éphémère de cet empire mexicain, la « grande pensée du règne. » — « Mais il importait, pour dissimuler l'échec, que Maximilien ne parût point renversé violemment du trône, et, de peur qu'il n'en fût précipité, il fallait ne rien

négliger pour lui persuader d'en descendre. » On abreuva le prince de dégoûts et d'humiliations ; il dut renoncer graduellement à chacune de ses espérances, même les plus légitimes. L'ombre et l'abandon s'étendirent autour de lui, et cette infâme conspiration finit par lui retirer des mains tous les moyens de régner et de combattre.

Nous sentons comme un frisson de mort et une malédiction immortelle nous envahir, à la vue de cette fosse de Queretaro, où la trahison la plus scélérate et la hideuse férocité des hommes des bois ont jeté ce noble prince, dont nous avions, avec tant de tristesse, au départ, serré la main loyale ; dont nous avions pu apprécier si souvent l'esprit élevé et l'âme lumineuse ! C'est à faire douter de la Providence que de voir que toutes nos prières, tous nos conseils, toutes nos appréhensions n'ont pu sauver tant de qualités et de vertus ; n'ont pu arracher tant de vaillance, de jeunesse et d'avenir, des griffes de l'ennemi mortel de l'Autriche, du mauvais génie de la maison de Habsbourg !

Cependant nous ne quitterons pas ces campagnes du Mexique, où blanchissent les ossements de tant de victimes de la politique inepte et impie de Napoléon III, de tant de héros obscurs, sans clouer au pilori de l'exécration des siècles ce condottieri sinistre qu'on nomme le maréchal Bazaine.

Cet homme est fatal à toutes les causes qui se confient à lui. On disait du maréchal de Berwick qu'il faisait « des rois et des royaumes ; » le maréchal Bazaine assassine « les empereurs et les empires. »

Nous touchons à la fin du drame. Le dénoûment sera un coup de foudre, unique peut-être dans la série des grandes infortunes de ce monde, sombre et terrible comme une tragédie de Shakespeare, digne de la strophe ardente et vengeresse du Dante.

Depuis un an des instructions secrètes émanant des Tuileries avaient prescrit, en vue de difficultés avec les États-Unis, d'arracher à l'empereur Maximilien, de gré ou de force, son abdication. Napoléon faussa tous ses engagements, en retirant son armée d'un seul coup, une année avant le délai fixé.

L'empereur du Mexique était placé entre le déshonneur et la mort. Son grand cœur n'hésita pas.

Le 21 octobre 1866, le général Castelnau, le *missus domesticus* des Tuileries, était arrivé à Mexico avec les dernières instructions de son maître. Il compléta, avec le ministre Dano et le maréchal Bazaine, le triumvirat qui allait exécuter l'arrêt dicté par les États-Unis.

Cette influence des races latines, dont on voulait relever le prestige, va être ruinée à tout jamais dans les Amériques, et, pour compléter le désastre, on

va le sceller du sang de l'illustre victime de l'alliance et de la politique de Napoléon III.

Après avoir fait monter à l'empereur Maximilien toutes les étapes de cette voie douloureuse de son calvaire : angoisses, humiliations, trahisons, délaissement; après avoir désorganisé sa petite armée restée fidèle, on le livra, soigneusement désarmé, à Escobédo aux longues oreilles, et le bandit, sur un signe de Juarez, l'a assassiné.

Le 19 juin 1867, à sept heures du matin, l'Empereur marcha à la mort avec le calme et la sérénité des grandes âmes. Il tomba comme savent mourir ceux de sa race. A côté de lui périrent, sous les mêmes balles, Miramon, l'ancien président du Mexique, et Mejia, son meilleur général.

. . . .

Dormez dans le linceul sanglant, la poitrine trouée, ô prince bien-aimé... dormez le sommeil des héros de l'honneur, des martyrs du devoir! L'ange de la pitié a pris à temps à votre Compagne la raison, pour qu'Elle n'entendît pas la fusillade de Queretaro.

Ceux qui Vous ont aimé dans la vie, — et ce sont tous ceux qui Vous ont connu, — Vous vénèrent dans la mort.

Quant à nous, qui avions douté de la Providence, nous sentons, depuis Sedan et Metz, que Dieu et sa justice se réveillent.

XII

Les Nationalités et l'Internationale.

Parallèlement à la politique des Tuileries, marchait et sévissait la politique du Palais-Royal.

Au Palais-Royal, sous la présidence du prince Napoléon, accouraient et conspiraient contre l'Europe entière tous les révolutionnaires de ce temps : Italiens, Grecs, Hongrois, Polonais, condamnés et échappés de tous les pays et de tous les régimes. Le Palais-Royal était l'asile ouvert à tous les mécontents ; le cénacle d'où partaient tous les apôtres de tous les soulèvements et de toutes les insurrections qui affligèrent l'Europe ces quinze dernières années.

A côté du cénacle des conspirateurs, il y avait celui de tous les opposants et de tous les ennemis sérieux de l'Empire, soit dans le journalisme, soit

dans les Chambres. Pour ces amis-là, il y avait accueil empressé et table ouverte au Palais-Royal.

Et, enfin, le palais de Philippe-Égalité recélait tout au fond de ses appartements le *retiro* des intimes, qui se composaient des lettrés sceptiques et des athées, la fine fleur des sélections de cet homme qui cumulait d'une façon si bizarre les deux fonctions, de premier prince du sang et de continuateur de Marat.

C'est dans cette douce intimité qu'on prophétisait l'extermination du pape et des prêtres, et qu'on fêtait le vendredi-saint avec des toasts avancés et de la charcuterie.

Le bon public prenait ce machiavélisme au pied de la lettre, et supposait au prince et à ses acolytes les projets les plus hostiles à l'Empereur.

Il n'en était rien. Sauf l'arrière-pensée de dépit, chez le prince Jérôme, de voir le fils de la reine Hortense usurper la couronne des Napoléon, les deux cousins étaient parfaitement d'accord en politique, et jouaient la partie en compères.

Au point de vue général, deux impulsions importantes sortirent des conciliabules du Palais-Royal la connivence et la protection que l'Empire prêta aux partis extrêmes en France, et la politique des *nationalités*.

Le principe des *nationalités* est encore une des

grandes découvertes de la Révolution de 93. De même qu'elle trouva la *centralisation* pour imposer son brutal despotime à l'intérieur, de même elle inventa la théorie des *nationalités* pour jeter le trouble et le désarroi dans les pays étrangers, où elle cherchait à semer ou à propager les doctrines révolutionnaires.

Mais les jacobins méconnurent entièrement les principes véritables et l'économie politique, historique et morale des nationalités. Soit ignorance, soit mauvaise foi, ils confondaient le principe de Nationalité avec celui d'Unité, et encerclaient arbitrairement la nationalité dans le cadre trompeur des limites géographiques et de l'uniformité de langue.

Ce système faussait toutes les données de l'histoire et de la science, mais servait merveilleusement leurs sophismes et leurs entreprises impies.

Les Napoléon, aidés de Cavour, ressuscitèrent la vieille hérésie des jacobins, en l'ornant d'un procédé nouveau : le vote des populations consultées... ce qu'on peut appeler la mystification plébiscitaire. Ces apôtres du suffrage populaire nous ont victorieusement démontré leur manière de consulter les peuples : on commence par les envahir, et ensuite on les mène au scrutin, assouplis par la corruption ou éclairés par la grâce des baïonnettes.

La prétendue théorie des *nationalités* eut pour la France un double résultat également fâcheux. Elle commença par isoler l'Empire, en inquiétant l'Europe et en menaçant tous les principes d'ordre et de conservation par cette politique de clubs et de convulsionnaires.

Car, enfin, si l'Autriche opprimait l'Italie, la Russie et la Prusse oppriment la Pologne ; l'Angleterre opprime l'Irlande, le Canada et les Indes; la France opprime l'Alsace et l'Algérie ; la Turquie opprime vingt nationalités. Il n'y a plus rien de défini sur la carte du monde moderne, plus rien de stable sur l'échiquier des conventions internationales, plus de paix ni de sécurité pour aucune politique, pour aucun empire en Europe.

Il faut faire rétrograder de dix siècles l'histoire, le droit public, les traités, et reculer notre civilisation jusqu'au morcellement du Bas-Empire, jusqu'au dénombrement des hordes innombrables qui promenaient leurs nationalités farouches sur les débris de l'Empire romain.

D'autant que ces utopies touchent à l'absurde et à l'impossible, elles ne supportent pas l'examen de l'historien, ni de l'ethnographe, ni du moraliste.

La plus compacte des nationalités peut se composer de peuples et de langues d'origines différen-

tes, et par la réciproque, des peuples parlant la même langue peuvent appartenir aux éléments les plus inconciliables et ne jamais constituer ni cimenter une nationalité.

Le groupement d'une nationalité, comme ces lentes cristallisations qu'opère la nature dans les entrailles du globe, est l'œuvre des temps, des affinités morales et des éléments historiques.

Leurs délicates limites ne se fixent en économie politique ni ne se bouleversent au caprice de quelques rêveurs ignares ou de sophistes intéressés.

Une nationalité, c'est une agglomération d'hommes qu'a soudés ensemble une longue tradition d'habitudes, d'aspirations, de besoins, d'intérêts identiques; un faisceau de souvenirs, de douleurs et de gloires qui constitue cette famille humaine, cette sainte et grande chose qu'on nomme la PATRIE.

Mais la France est le pays où l'on accepte les opinions et les théories toutes faites. Personne ne va au fond des choses pour les contrôler, et c'est ainsi que vivent, prospèrent et règnent, grâce à cette paresse endémique des races latines et à l'ignorance française, des théories absurdes et des erreurs formidables.

La seconde inconséquence de cette insanité, et la plus funeste pour la France, ce fut de créer et

d'organiser autour d'elle, par la complicité des Napoléon, avec le sang et l'argent français, des agglomérations de peuples considérables, unis, centralisés et animés contre leur bienfaitrice de sentiments forcément hostiles. En effet, désunis, groupés ou fédérés en petits États, ils ont eu besoin du concours politique et commercial de la France, qui conserve sur tous une influence utile et une prépondérance suprême. Mais, réunis et organisés, la France, de protectrice, passe à l'état d'adversaire et d'ennemi commun.

Le Gouvernement impérial, dans les Chambres et dans la presse, se cramponna naïvement à cette fatale absurdité comme à une découverte lumineuse, et y greffa tout un prétendu système de politique extérieure.

Nous savons que les apôtres des Nationalités prétendent appuyer leurs théories sur ce qu'ils appellent les principes absolus, et qu'ils ornent leurs utopies les plus subversives des belles devises de la justice primordiale... de l'inviolabilité de la conscience humaine... du droit inaliénable des peuples. Toutes ces belles choses ne nous éblouissent pas : nous les abordons dans un travail spécial où nous espérons démontrer, l'histoire et la science à la main, leur inanité et leur perfidie. Ici nous voulons rester sur le terrain purement politique, et nous

avons le droit — en tout état de cause — de nous étonner de l'aveuglement d'un pays et d'un gouvernement qui travaillent de leurs propres mains à ébranler et à démolir l'édifice de leur grandeur.

Il est vrai qu'on reste dans la tradition révolutionnaire. La Convention ne s'est-elle pas écriée avec emphase : Périssent nos colonies plutôt qu'un principe ! — Ses vœux ont été entendus... de l'Angleterre, qui lui a laissé son principe et l'a délivrée de ses colonies.

Napoléon III, grâce au principe sacré des Nationalités, délivrera la France de sa prépondérance dans le monde et de ses plus belles provinces.

Remarquez que le principe ne l'empêchait nullement d'agir, du jour au lendemain, dans un sens diamétralement opposé à la doctrine des « *Nationalités.* » C'est ainsi qu'il commença par protester contre les expropriations d'États de Cavour en Italie. Or, sa nouvelle théorie le lui défendait. Nous disons nouvelle, parce que nous nous rappelons que, pour motiver la guerre de Crimée, Napoléon III proclamait qu'il importait, avant tout, de « maintenir l'équilibre européen. »

Aujourd'hui il brûle ce qu'il a adoré hier, et détruit lui-même ou laisse détruire, avec sa complicité, cet équilibre salutaire, par la formation de l'unité italienne. Toujours les contradictions !.....

toujours les ténèbres! Et les unes et les autres n'étaient, le plus souvent, que l'eau trouble dans laquelle pataugeaient l'inconséquence et l'incapacité du Gouvernement et de son chef, et que l'Europe prit longtemps pour du machiavélisme (1).

La seconde occupation et la préoccupation majeure du Palais-Royal, c'était de fraterniser avec la Révolution et ses séides. On y avait la prétention d'avoir ainsi la haute main sur l'ennemi, de modérer et au besoin de conduire le mouvement.

C'est à peu près le contraire qui arrivait.

Les conspirateurs et les ennemis de l'Empire profitaient de cette connivence pour travailler plus sûrement à la chute du régime impérial.

Napoléon III était gagné tout entier à ces manœuvres occultes. Deux inspirations poussaient l'Empereur dans le camp démagogique.

La nécessité d'entretenir, d'alimenter la Révolution, qui était sa raison d'être, et la nécessité d'enchaîner les classes supérieures, que la peur des coups de force populaires empêchait seule de

(1) Quelques familiers anglais et prussiens, qui avaient de bonne heure deviné que le sphinx des Tuileries n'était qu'un trompe-l'œil, exploitaient la découverte à leur profit. M. Cobden, après avoir entraîné si prématurément le gouvernement français dans les périlleuses expériences du *libre échange*, sans préparation, sans précautions, et où tout le profit devait revenir à l'Angleterre, disait de Napoléon III : « C'est un rêveur! »

revenir au régime parlementaire. Toute l'économie de la politique intérieure de l'Empire peut se résumer dans cette exploitation du spectre rouge.

Le préfet de police distribuait des fonds secrets considérables à tous les républicains qui daignaient accepter les bienfaits d'Artaxercès. Il y avait de tous côtés des agents spéciaux lancés sur ces pistes. Aussi, dans toutes les prétendues conspirations qu'on croit devoir de temps à autre étaler devant les tribunaux pour agir sur l'opinion publique, on entrevoit que les principaux accusés sont des meneurs de la police.

Dans les clubs, les orateurs les plus cramoisis, (ceux dont les journaux officiels auront grand soin de reproduire les discours incendiaires, et de les répandre jusque dans le dernier hameau, pour épouvanter le bon bourgeois, qui ne doit s'abriter que sous l'égide impériale), sont des misérables à la solde d'agents secrets du gouvernement.

On se demande avec effroi comment Napoléon III a pu descendre à cette aberration suprême d'abriter sous le manteau impérial le communisme et le jacobinisme ! organiser et attiser de ses mains le volcan qui depuis plus de quatre-vingts ans menace tous les trônes de l'Europe, y compris le sien ! Il *rêvait* un double but et espérait un double résultat. Dans cette âme obscure, où se croisent tant de

sentiers ténébreux, on voit vaguement circuler, pendant toute la durée de ce règne funeste, cette double conjuration, comme deux spectres masqués ayant pour objectif : de maintenir l'Europe dans la main des Napoléon, par la peur de la Révolution, et la France sous leurs pieds, par le terrorisme du spectre rouge.

Pauvre sire, double insensé, tu n'es pas de taille à jouer ce jeu terrible ! Belluaire imprudent, tu élèves les deux monstres dans l'espoir de les dompter à ton heure ! Les deux fauves te dévoreront.

Le produit le plus célèbre et le plus réussi de cette honnête et intelligente politique, c'est la *Société internationale des travailleurs.*

On peut dire que l'*Internationale* est née au Palais-Royal. Cette dangereuse affiliation, legs de l'Empire, a exercé et exercera encore de si funestes ravages en Europe, que nous croyons intéressant de dire rapidement comment elle est éclose.

En 1862, la *Commission impériale* de l'Exposition universelle avait pour président le prince Napoléon, qui imagina d'envoyer une délégation d'ouvriers français au Palais de Cristal, à Londres.

Le prince et l'Empereur souscrivirent pour des sommes considérables pour faciliter cette fraternisation des ouvriers français avec les chartistes de l'Angleterre.

Reçus avec beaucoup de démonstrations sympathiques par les ouvriers anglais, ils furent fêtés dans des banquets bruyants par tout ce qu'il y avait à Londres de réfugiés français et de conspirateurs émérites de l'Europe.

Les délégués revinrent à Paris avec des instructions des « frères et amis, » et avec un plan d'association internationale. On convoqua toutes les autorités socialistes, tous les chefs du « mouvement, » et ils s'occupèrent avec ardeur d'organiser ce levier nouveau et redoutable, tout en rendant compte dans la presse des détails techniques de leur mission en Angleterre ; ce qui fit d'eux des personnages : « les délégués de Londres. »

La première phase de leur action consista à pousser les ouvriers à se former en sociétés distinctes pour l'étude, la défense et la représentation des intérêts propres à chaque corps de métier.

Les *Sociétés de secours*, les mutualités, les syndicats, les corporations, etc., etc., etc., se multiplièrent. En réalité, sous tous ces noms, il n'y avait que ce que les chefs appelaient déjà des *sections*.

La formation de ces groupes se fit sentir aussitôt partout ; les ouvriers commencèrent à manifester de tous côtés des prétentions comminatoires pour l'élévation des salaires et la diminution des heures de travail.

Les grèves éclatèrent coup sur coup, comme à un mot d'ordre, sur tous les points de la France.

Une grève générale, comme on l'a proclamé plus tard, était le grand but qu'on poursuivait.

« Une grève générale, disait-on, ne peut qu'aboutir à un grand cataclysme, qui fera faire peau neuve à la société : » Le nivellement universel.

Mais au succès des grèves, il y avait deux obstacles :

1° Des lois pénales sévères contre les coalitions;

2° La faculté que les industries mises en interdit dans un pays par une grève, possédaient de recruter des ouvriers étrangers et de s'en servir.

Pour lever le premier obstacle, chose grave en France, il ne fallait rien moins qu'une révolution dans le gouvernement. Heureusement que l'Empereur est là; grâce à son intervention, la révolution se fera : *Deus hæc otia fecit.*

Vers cette époque, l'Empereur avait séduit un des *cinq* de la Chambre, un révolutionnaire extrême, le sieur Émile Olivier. Cette conquête-là exercera bientôt une certaine influence sur les destinées du malheureux Empereur, et sur celles de la France.

Napoléon III se souvenait de la leçon de Proudhon.

Du moment que le jacobin est pourvu, il de-

vient le plus maniable et le plus conservateur des hommes.

L'Empereur avait fait entrevoir au jacobin Émile Olivier un portefeuille, et tout s'arrangea.

Seulement, par un reste de pudeur démagogique, le sieur Olivier demanda à l'Empereur, pour consoler ses électeurs de sa défection, l'autorisation de formuler un projet de loi qui affranchît les coalitions ouvrières des prohibitions spéciales qui les frappaient.

Napoléon souscrivit au projet, et le fit adopter par la loi sur les coalitions (mai 1864).

Restait le second obstacle, « la possibilité pour les patrons de se pourvoir à l'étranger. »

Cet obstacle fut levé à son tour.

A peine les ouvriers eurent-ils obtenu les bénéfices dangereux de la loi de 1864, que les *délégués* gagnaient l'Angleterre et fondaient, en septembre, une association entre les ouvriers de tous les pays, pour mettre, au besoin, toutes les industries en échec et généraliser les grèves à travers le monde.

Ainsi se compléta l'*Internationale.*

Constatons encore ici cette influence qu'exerce sur tous les éléments de la société française, politique, économie sociale, travail, industrie, morale, cet homme fatal qui, sans idée, sans conception, se laisse induire par ses ennemis dans les expéri-

mentations les plus périlleuses, et qui y engouffre, de gaîté de cœur, la paix, la prospérité et l'avenir de son pays, et la sécurité de l'Europe.

Constatons aussi que Napoléon fera autant de mal aux classes ouvrières qu'à la société.

En effet, en levant toutes les barrières préservatrices contre les excès et les délits, en déchaînant chez les classes travailleuses tous les mauvais instincts de cupidité et de jalousie, en armant ces instincts moraux, ces pressions aveugles et farouches, de tous les moyens de nuire au patron, d'atteindre par conséquent au vif tout l'édifice de la prospérité publique, il était évident qu'après avoir ruiné l'industrie française par des exigences insensées, promené les grèves, puis les révoltes, et enfin le feu et le pétrole à travers l'Europe, les ouvriers finiraient par devenir les victimes les plus lamentables de toute cette législation de vandalisme. La société finira par s'armer contre eux de mesures impitoyables.

L'*Internationale* sera la plus cruelle ennemie des travailleurs et le fléau de l'ouvrier honnête.

Est-il utile d'achever cette esquisse des développements de l'*Internationale?*

Nous y retrouverions à chaque page les maladresses, les aveuglements et l'éternelle palinodie des agissements du gouvernement impérial.

Bientôt la Société, sûre de ses appuis et de sa force, dévoila brusquement son programme : « *l'Émancipation des travailleurs*, par la guerre au capital, cause de *toute servitude* politique, morale et matérielle, et par l'abolition de la religion, de la propriété et de la famille. »

L'Internationale se fait « *la grande maîtrise révolutionnaire.* » « C'est, dit un autre chef, la conspiration permanente de tous les opprimés, de tous les exploités, l'incarnation définitive de la Révolution. »

Mais comment aura-t-on raison de ce puissant et tenace édifice de la vieille société ?

Voici le plan :

On commence naturellement par Paris, « le foyer de tous les progrès révolutionnaires, la *Cité sacro sainte* du peuple. » C'est Cluseret, le chef de la section de New-York, le futur général de la Commune, qui détaille les moyens à Varlin, l'un des chefs de la section française (1). « Nous, ou le « néant ! Paris sera à nous ou Paris n'existera plus.

(1) Varlin était relieur. Il travailla accidentellement pour nous et nous lui causâmes plusieurs fois de l'*Internationale*. Varlin était d'un caractère rentré, un peu sournois, mais fort intelligent. Il se livrait difficilement, et ses épanchements les plus vifs s'arrêtaient tout d'un coup à une réticence. Il est impossible de rendre le mépris profond avec lequel cet homme s'exprimait sur Napoléon et son gouvernement : Voyez-vous, nous disait Varlin, « c'est Mandrin et sa bande qui ont réussi à s'emparer des Tuileries et de la préfecture de police. »

« Ce sera le moment décisif pour l'avénement du « peuple... » Et on n'oubliait pas les engins qui devaient réaliser cet avénement du peuple. Il est sans cesse question de nitro-glycérine, de picrate de potasse, de bâtons puants pour faire sauter les égouts, de sulfure de carbone en flacons scellés, pour être lancés par les fenêtres; de prussiate de potasse, etc., etc., etc.

On voit que tout était soigneusement étudié et préparé pour les exploits de la Commune.

A la vue de pareils projets, l'Empire commençait à envisager avec étonnement et terreur le singulier produit qu'il venait de mettre au monde.

L'*Internationale* ne perdait pas de temps, elle inondait l'Europe de *délégués* et de *sections*.

Une remarque très importante se dégage de ses documents mêmes et de ses expériences.

Dans tous les pays où les classes ouvrières possèdent des organisations conservatrices, des institutions intelligentes, l'*Internationale* ne trouva ni accès ni crédit.

Ainsi, en Russie, où les travailleurs agricoles ont la Commune et ceux des villes l'Artel, l'*Internationale* échoua, et ne trouva, pour figurer à son congrès de Bâle, qu'un publiciste exilé, chevalier errant de la Révolution, M. Bakounine.

Même échec en Autriche, où malgré tant de

provocations extérieures et tant de causes de désordre, les populations ouvrières sont saines et vivent à l'ombre de constitutions paternelles et de coutumes locales.

Mais là, au contraire, où sous prétexte de liberté et d'émancipation, les classes laborieuses sont dénuées de garanties propres, l'*Internationale* a récolté à l'aise ses adeptes.

Frappée de ce contraste, on voit immédiatement l'*Internationale* se montrer hostile dans ses agissements et ses écrits, aux corporations d'arts et métiers et aux institutions conservatrices du passé.

Ce qu'elle préfère et propage, ce sont les sections ouvrières, qu'elle improvise et fabrique elle-même, autour d'une idée, soit de secours, soit de coopération, soit même de bibliothèque ou d'étude.

Une fois ses assises posées en Europe, *l'Internationale* se déclara la « puissance de l'avenir, » et tint, chaque année, un congrès : en 1866, à Genève; en 1867, à Lausanne; 1868, à Bruxelles; 1869, à Bâle.

Dans le cours de ces solennités, il y eut à Paris un incident curieux et significatif.

Un manifeste adopté à Genève n'entrait pas en France, la police le retenait à la frontière. Les chefs de l'*Internationale* s'impatientèrent et envoyèrent un délégué au ministère de l'intérieur.

Le ministère était occupé, par intérim, par le ministre d'Etat, qui reçut lui-même le délégué, contrairement à l'usage qui laissait ces détails infimes dans les bas fonds des bureaux.

Après quelques observations, le ministre « n'a pas d'objections sur les idées, mais plutôt sur la forme qui leur est donnée, » et se voit obligé de maintenir l'interdiction; pourtant, ajouta l'Excellence, si vous y faisiez entrer quelques remercîments à l'adresse de l'Empereur, QUI A TANT FAIT POUR LES CLASSES OUVRIÈRES, on pourrait voir. »

Mais le ministre en fut pour ses sourires; le délégué lui fit cette réponse, superbe d'insolence et de moquerie : « L'*Internationale* ne fait pas de politique. »

L'interdiction ne fut donc pas levée, mais le mémoire entra tout à son aise en France dans les colonnes d'un journal français qui se publiait à Londres.

Or, ce mémoire, dont le ministre de l'Empire « ne contestait pas le fond, » était effroyable d'audace et de menaces pour l'ordre social.

Cependant, tout le bruit qu'avait déjà réussi à faire l'*Internationale* ne suffisait pas encore à sa propagande. Elle combina les moyens d'exposer la doctrine nouvelle du haut du prétoire. L'Empire va l'aider à organiser ce dernier triomphe. Le par-

quet de Paris fit un procès à la section française de l'*Internationale;* je laisse à deviner sous quel prétexte! Pour lui demander compte de son existence en tant que société de plus de vingt membres!!! C'est-à-dire qu'on offrait aux délégués l'occasion et le piédestal pour proclamer leurs doctrines subversives, avec le plus de publicité et le moins de périls possible, tandis qu'il y avait moyen de leur demander raison pour les agissements et les écrits les plus pervers et les plus effroyables.

L'Empire entendait-il revenir enfin sur ses tolérances et ses complicités?

Réagissait-il sérieusement contre la redoutable association?

Ou bien ne cédait-il pas plutôt à ses vieilles manœuvres, d'étaler aux yeux épouvantés de cette bourgeoisie, « repue et inassouvie, » qui se reprenait à redemander « les libertés nécessaires, » quelle sorte de monstrueux Léviathan était né dans son sein et se dressait contre elle?

Mais comme c'est méconnaître l'Empire que de lui supposer des desseins suivis, une prévoyance raisonnée, le fâcheux procès intenté à l'*Internationale* n'était peut-être qu'une oscillation naturelle de cette politique de soubresauts et d'aventures au jour le jour, que se disputaient deux forces ennemies, la Révolution et l'instinct de conservation.

L'idée et les influences de la Révolution hantaient plus spécialement les hommes haut placés de ce monde officiel; les résistances tenaces de la conservation avaient leurs adeptes dans les étages inférieurs. La magistrature surtout, quoique gravement atteinte, et, partant, sans autorité et sans prestige, cherchait à réagir contre ce courant qui entraînait les derniers débris des choses de l'ordre et de la loi dans le torrent révolutionnaire.

On sait les péripéties du procès; l'*Internationale* répandit dans le monde entier, grâce à l'immense publicité des débats judiciaires, son programme, son histoire, ses plans, ses doctrines redoutables, et jusqu'à ses projets d'avenir.

Et comme la vanité, cette maladie française, est surtout le propre et le caractère du révolutionnaire, on vit parader avec emphase sur les bancs de la justice tout l'état-major de la « Section française. »

Grâce à la dualité des commissions dont se composait le bureau de Paris, et grâce aux évolutions des recours et appels, etc., etc., le procès de 1868 occupa de nombreuses et longues audiences en mars, avril, mai, juin, etc., etc.; et quand en juin 1870 la guerre fut déclarée, l'*Internationale* paradait encore devant les tribunaux.

Ses héros furent condamnés à des peines mi-

nimes, et l'Empire, d'après l'un des chefs, « avait décidément posé l'*Internationale* dans le monde, en lui donnant gratis pour plus de cent mille francs de publicité (1). »

De 1868 à 1870, l'*Internationale*, lancée à tout élan dans sa phase politique et sociale, avait complété son organisation.

Le 18 mars 1870, elle faisait la fédération de toutes les sections parisiennes, et mettait à leur tête un Comité central, formé des délégués de chacune de ces sections.

Le 18 mars 1871, un an après, jour pour jour, l'*Internationale*, avec son personnel de fédération et son *Comité central*, s'emparait de Paris et proclamait la *Commune*.

Nous n'avons pas à suivre plus loin ces initiateurs « de la politique sociale et de l'émancipation de l'humanité, » qui convertissent les églises en mauvais lieux, abolissent Dieu, « vieux fétiche, » la propriété, « code de vol et d'usurpation, » la famille, « tyrannie féodale, » et qui, pour passer de la théorie à la pratique, réquisitionnent jusqu'à extinction le bien d'autrui, assassinent leurs adver-

(1) Dans le cours du procès, quelques-uns des accusés avaient été assez malmenés par le président Delesvaux. Au lendemain de la révolution du 4 septembre 1870, ce magistrat fut trouvé mort dans son cabinet.

saires, incendient les bibliothèques et les archives. trésors de l'État, des siècles et de l'humanité, et, pour éclairer les récalcitrants, les brûlent vifs et au pétrole.

Nous terminons donc ce chapitre en constatant que c'est à l'Empereur et au prince Napoléon, qu'en politique, l'Europe doit les désordres qu'a semés parmi beaucoup de populations cette hérésie qu'ils ont intitulée la « théorie des nationalités, » et en économie sociale nous leur devons l'*Internationale*, qui n'a pas dit son dernier mot dans le préau de la Roquette ni sur les ruines fumantes des Tuileries.

XIV

Génie économique de l'Empire.

L'expédition du Mexique a été la campagne d'Espagne de Louis-Napoléon. « L'entreprise mexicaine a été condamnée par un jugement unanime. Cette désapprobation a duré, en s'accroissant, autant que l'entreprise elle-même; elle a été universelle et perpétuelle, au point que ceux-là même que leur profession d'avocats ou d'écrivains au service du gouvernement obligeait à le soutenir dans cette affaire, ne pouvaient s'empêcher de se soulager, en dehors de leurs fonctions si pénibles, par l'expression sincère de leur regret ou de leur blâme. »

Tout le monde se rappelle les tristes et fâcheux expédients auxquels osèrent recourir le gouvernement et ses agents pour pallier les terribles incidents

de ce désastre : un premier ministre venant devant les Chambres apporter des faits et des affirmations qu'on savait inexacts et mensongers!....

En France, l'avortement de l'expédition mexicaine dessilla les yeux les plus obstinément prévenus en faveur de l'Empire. L'opinion se retira de lui. La confiance de ses propres amis s'affaissa, et les plus graves inquiétudes s'infiltrèrent peu à peu dans tous les esprits.

L'insuffisance et les faiblesses de l'Empereur commencent à percer le masque, et, à mesure que les perplexités et le désarroi gagnent les partisans, toutes les haines et toutes les passions si longtemps contenues se réveillent et s'enhardissent. Le gouvernement personnel est condamné.

A l'étranger, l'effet fut plus désastreux encore. Le charme était rompu. Le prestige du second Empire était à jamais éclipsé.

L'Europe, réveillée comme d'un rêve, voyait et pesait les fautes grossières et le décousu de cette politique qui allait de gaîté de cœur se heurter aux obstacles les plus formidables, et épuiser le sang et l'argent de la France dans des expéditions insensées.

La réaction fut aussi profonde que l'illusion.

Au reste, si l'Europe avait eu besoin de plus amples éclaircissements, l'Empire les lui fournit avec son Exposition universelle en 1867.

Princes et peuples furent à même de voir de près l'état de démoralisation, de présomption et d'incurie du gouvernement français, et l'Europe comprit qu'elle avait à craindre, peut-être, à courte échéance, une nouvelle éruption du volcan révolutionnaire en France.

Nous savons bien que l'incurable vanité française dira un jour « que l'Europe a été ingrate pour la France et sa splendide hospitalité; que l'Europe cachait, sous d'apparentes démonstrations de sympathie, de vieilles haines et de profondes jalousies; qu'au jour du péril, la France, délaissée, ruinée, n'a plus trouvé que des ingrats et des jaloux. »

Déplorables illusions avec lesquelles le Français berce et endormira éternellement ses fautes et ses décadences! Quand donc la France comprendra-t-elle que depuis quatre-vingts ans, sauf les quinze années de la Restauration, elle n'a jamais eu de politique extérieure, et, mieux encore, qu'elle n'en pouvait pas avoir! Et quel pays serait donc assez insensé pour concerter des plans, risquer son avenir, avec une nation qui, comme le Vésuve, a ses éruptions périodiques, pendant lesquelles non-seulement elle se dévore les entrailles, mais menace tous ses voisins de la lave destructive de ses doctrines incendiaires et de ses prédications perverses?

Quel serait l'homme d'État assez osé, assez imprudent pour vouloir édifier un projet sur ce caractère mobile, inconsistant, pour confier les secrets de son pays, les confidences de sa politique et de ses alliés à un peuple qui tous les quinze ans jette, avec ses souverains, son système gouvernemental par les fenêtres des Tuileries, et le lendemain publie consciencieusement les papiers secrets que l'Europe a pu lui confier?

Il croit niaisement déshonorer le parti vaincu, et ne comprend même plus que la fange qu'il croit jeter à la face de ses adversaires lui retombe sur la tête ; — que ce procédé odieux blesse toutes les convenances et toutes les moralités, mais, par-dessus tout, rend un contact avec la France périlleux et toute intimité diplomatique impossible.

Quand donc la France trouvera-t-elle le moment, dans cette course échevelée du régime des déménagements perpétuels, de se recueillir une fois, et de se demander si cet isolement de pestiféré dont elle jouit dans le monde, et dont elle se plaint, ne proviendrait pas de ses propres folies et de son état permanent de vagabondage politique? Qui sait! un sérieux examen de conscience lui révélerait dans son propre sein tant de taches, tant d'erreurs et tant de périls, qu'épouvantée des conséquences, elle

enraierait peut-être sur cette pente rapide, sur laquelle elle glisse si gaîment vers les ruines.

En tout état de cause, il lui révélerait au moins que les nations qu'elle convie à la solennité de son Exposition universelle ne viennent pas seulement pour admirer son faste babylonien, et qu'il serait dangereux de s'endormir sur les félicitations banales des visiteurs, qui, décemment, devaient leur petit compliment à l'amphitryon.

Puisque le gouvernement impérial convie l'univers à la glorification de sa grandeur et de sa supériorité, ce serait ici le moment et la place d'examiner les théories économiques du second Empire et les résultats qu'elles ont amenés et préparés à la France.

Ce sujet si vaste et si grave nous attarderait, et nous ne pouvons qu'indiquer en passant quelques-uns des procédés qui, selon nous, doivent, dans un prochain avenir, réserver à la production et au marché français de cruelles épreuves.

Constatons que, depuis dix-sept ans, l'Empire a augmenté la dette publique française de huit milliards sept cent cinquante millions, chiffre formidable qui devrait inspirer au pays la plus vive et salutaire terreur à l'encontre de nouvelles aventures. Supporterait-il les frais d'une nouvelle catastrophe ajoutés à ce total écrasant ? ou bien les ra-

vages d'une révolution nouvelle : stagnation du commerce, effondrement de ces pyramides d'actions hasardeuses, de ces montagnes de papiers suspects sur lesquels pivote la fortune du pays?

Le fait capital du système économique du second Empire est assurément son acquiescement au libre échange proposé par l'Angleterre.

Selon nous, le libre échange a été le Waterloo commercial de la France.

Non pas que le système du libre échange ne fût pas adoptable. Toutes nos études et toutes nos observations inclinent vers le libre échange. Mais tout dépend du moment et des conditions dans lesquels on l'applique. La France était de taille à ouvrir ses barrières à sa vieille rivale ; seulement il fallait apporter à cette grave évolution le discernement et l'habileté nécessaires. Il fallait armer la France des éléments matériels et moraux qui équilibrassent les chances et lui permissent de lutter avec la production anglaise, si largement pourvue, si riche d'expérience et d'organisation. Il fallait renouveler la vieille législation commerciale de la France, et lui donner des lois appropriées au nouveau régime. Il fallait doter la production française d'un outillage nouveau, faciliter les moyens de transport, l'approvisionnement des matières premières, etc., etc. De tout cela rien ne fut prévu,

rien ne fut fait. On jeta brusquement la France dans l'arène sans préparation, sans transition, sans sauvegarde.

Elle eut à lutter du jour au lendemain à armes inégales contre une concurrence écrasante, favorisée de tous les éléments de supériorité.

La France restait armée du vieux fusil à pierre, tandis que sa rivale arrivait sur le terrain avec des armes perfectionnées. Il en résulta forcément que l'industrie et le commerce français en souffrirent cruellement ; plusieurs industries en moururent, et, n'était cette vitalité merveilleuse du génie français, n'étaient ses aptitudes artistiques et sa façon économique de produire, la France industrielle succombait sous le poids.

Ne dirait-on pas que ce gouvernement a fait un pacte pour livrer la France à ses ennemis!

Quoi de plus insensé, par exemple, après avoir sacrifié tant de soldats et ses intérêts les plus chers à l'agrandissement de l'Italie, que de favoriser encore cette exportation incessante des capitaux français en Italie, jusqu'à se créer des crises sévères sur son propre marché?

Au reste, quand on jette un coup d'œil général sur les errements financiers du second Empire, on dirait qu'il a fait une gageure pour faire suivre à la

fortune privée la même route aventureuse qu'il a imprimée à la fortune publique.

Les capitaux français affolés vont jusqu'aux extrémités du globe suivre et poursuivre les chimères. C'est ainsi que l'épargne française est allée s'engloutir dans les solitudes de l'Amérique, dans le désert de Suez, dans les steppes du Mexique, partout où il y avait le plus chance de ne plus revenir.

Le gouvernement encourageait vaillamment ces équipées, y contribuait souvent pour une bonne part et réussissait presque toujours non-seulement à dilapider la richesse de la France, mais à favoriser charitablement ses ennemis et ses concurrents.

Examinons, comme exemple et pour l'édification du lecteur, l'une de ses opérations les moins discréditées : le percement du mont Cenis.

Une loi du 15 août 1857 autorise le gouvernement du roi de Sardaigne à opérer la percée du mont Cenis. Les travaux entre Bardonnèche et Modane étaient estimés à 41,400,000 francs. Le Victor-Emmanuel (compagnie et capitaux français) devait y contribuer pour presque moitié (20 millions). — L'Italie se mit aussitôt à l'œuvre et employa cinq ans à étudier à fond tous les éléments du projet et, surtout, à expérimenter la perforation sur une grande échelle. A Bardonnèche on avait percé 1,200 mètres. Le travail en galerie s'accélérait

de jour en jour; les prévisions des géologues étaient vérifiées à chaque pas. Au bout de ces cinq années de travail, il ne restait plus de doute possible sur les conditions et la réussite de l'entreprise. Plusieurs rapports de savants et d'ingénieurs de différents pays établirent dès lors mathématiquement, dans des travaux publiés partout, le bilan du tunnel et son ***achèvement certain en dix ans au plus!***

C'est alors qu'intervient le génie financier du gouvernement impérial. Napoléon III s'empresse de signer au comte de Cavour, le 18 juin 1862, une convention par laquelle l'entreprise était abandonnée exclusivement au gouvernement italien...... En outre des vingt millions déjà prélevés sur les actionnaires français du Victor-Emmanuel, le trésor français verserait encore dix-neuf millions. Vous savez que le total de l'entreprise est évalué à quarante-un millions. — C'est donc la France qui paie seule. Mais, attendez : jusqu'ici la chose n'est qu'inepte du côté de la France, et machiavélique du côté de Cavour. Maintenant elle va devenir monstrueuse !

La convention ajoute : qu'il sera accordé au gouvernement italien une prime de cinq cent mille fr. *pour chaque année* gagnée sur un délai de *vingt-cinq* ans. Or, le gouvernement impérial savait très

bien que ce délai n'excéderait pas dix ans ! ! ! — Cela ne suffit pas encore à M. de Cavour. Il se fait ajouter : — Si on achève le percement en moins de quinze années, l'indemnité serait portée à six cent mille francs.

Ce serait vraiment plaisant s'il ne s'agissait de pareils chiffres et de la ruine de la France.

Naturellement, l'Italie opéra le percement, — comme il avait été établi par la science et l'expérience, — en moins de dix ans. En sorte que le résultat financier du tunnel du mont Cenis est celui-ci : L'Italie a perçu : 20 millions des actionnaires ; 19 millions du trésor français, plus 9 millions d'indemnité, du même trésor, pour avoir achevé en moins de 25 ans !.... ce qui constitue aux mains de l'Italie une somme de 48,000,000, pour un travail estimé à 41,400,000 francs.

Maintenant, si de ce brillant résultat financier on porte son investigation sur l'utilité matérielle de cette entreprise, on voit avec étonnement que la France a dépensé tant de millions pour sa propre ruine. En effet, si le percement du mont Cenis a réalisé un progrès pour l'ensemble du réseau ferré de l'Europe, il n'en a pas moins constitué un véritable péril pour la grandeur commerciale de la France.

Le tunnel des Alpes enlèvera à la France tout le

transit de l'Orient. Marseille n'est plus l'intermédiaire obligé des relations de l'Europe avec les Indes, avec l'Asie, avec l'Egypte. Brindisi a déjà supplanté la première ville maritime de la France pour la malle des Indes, en attendant que Gênes, Livourne se réveillent et lui enlèvent les principaux éléments de sa prospérité.

Mais ce n'est pas tout. Nous avons déjà plusieurs fois signalé combien Cavour avait trouvé en M. de Bismark un élève attentif et enthousiaste. Le coup porté à la France au mont Cenis, Bismark va le compléter au Saint-Gothard, et là, il sera terrible. Les inconvénients pour la France de la trouée du mont Cenis sont purement commerciaux ; ceux qui naîtront de l'ouverture du Saint-Gothard seront à la fois commerciaux, politiques et militaires. La voie à travers le Saint-Gothard deviendra la grande ligne stratégique antifrançaise qui reliera l'Allemagne et le nord de l'Europe à l'Italie et à la Méditerranée. Ce jour-là, la France apprendra ce que lui rapporteront l'unification de l'Italie et l'hégémonie allemande, ces deux créations de la politique impériale.

Revenons à l'Exposition universelle.

Parmi les hôtes conviés et accourus à Paris, il y en avait assurément qui n'étudiaient pas exclusive-

ment les progrès de l'industrie française et les merveilles du Champ de Mars.

La Prusse et les Prussiens, par exemple, se distinguaient par leurs critiques railleuses, leurs prédictions inqualifiables, et par des manifestations aussi grossières que déplacées.

Que de fois, devant nous, ils se targuaient dans un langage qui nous semblait, sinon le comble de l'outrecuidance, du moins celui de l'inconvenance, de leur prochaine campagne contre la France, et du châtiment qu'ils infligeraient à la « moderne Babylone. »

Nous nous rappelons un dîner d'officiers allemands, où l'un d'eux porta un toast à « la prise de Paris. » Cette saillie eut un succès d'enthousiasme.

L'invasion de la France était chez eux un dogme et une tradition. Lors de la grande revue sur le terrain de Longchamps, nous rentrions à Paris, précédant de quelques instants l'Empereur et son état-major. Sur l'avenue, un orchestre militaire prussien exécutait un air de la *Dame blanche*. Un officier arrive au galop, criant : « L'Empereur ! jouez l'air national ! »

Et le chef de musique prussien, d'un air goguenard, dit à ses musiciens en allemand : « L'air triomphal de notre entrée à Paris ? »

Un dernier événement à propos de l'Exposition

universelle; événement, petit en apparence, mais qui exerça la plus fatale et la plus considérable influence sur les malheurs de la France.

Depuis quatre-vingts ans, toutes les fois que vous voyez un malheur, une honte, une catastrophe atteindre la France, affirmez hardiment qu'ils lui viennent d'un révolutionnaire. L'Europe, quoique revenue sur bien des côtés glorieux du vieux caractère français, croyait encore, en 1867, à son esprit hospitalier et chevaleresque.

En Russie surtout, ce préjugé avait encore cours légal. Aussi ce fut une douloureuse commotion à travers tout l'Empire russe quand on apprit l'exécrable attentat contre la vie du Czar, — il y eut une explosion de colère et de dégoût encore plus formidable, quand l'attentat fut suivi de l'odieuse et lâche conduite des avocats républicains, qui, au Palais de Justice, et jusque dans la rue, insultèrent bêtement et ignominieusement l'hôte illustre qui s'était fié à l'hospitalité de la France, le successeur de cet autre Alexandre qui, en 1815, avait tiré la France des griffes de la Prusse et du démembrement qu'avait déjà décrété la coalition victorieuse.

C'est ainsi que les républicains payèrent la dette de la France.

Ajoutons qu'à leurs autres cris d'insulte se mêlait celui de : « Vive la Pologne! »

La Pologne ne tardera pas à les payer à son tour.

Tous les uhlans qui guideront l'Allemagne à travers la France écrasée, pillée, et lui enfonceront jusqu'au cœur la pointe impitoyable de leurs lances, seront des Polonais. Les généraux polonais de la Commune achèveront l'œuvre de reconnaissance... au pétrole.

L'esprit de l'Empereur Alexandre fut profondément affecté de ces outrages et de ces attentats. Il en parlait encore récemment avec une visible émotion.

Deux années après, quand le télégraphe apporta à Saint-Pétersbourg la nouvelle de la chute de l'Empire de Napoléon, à Sedan, l'Empereur Alexandre, fidèle aux vieilles traditions de sa famille, voulut sauver la France de plus d'humiliations et surtout du démembrement. Il s'adressa au roi de Prusse. Le roi Guillaume, esprit étroit, d'un entêtement typique, nourrissait depuis son enfance une haine implacable contre la France. Lui seul, avec le parti militaire, rêvait obstinément le démembrement de la France. M. de Bismark avait au fond d'autres convictions, et eût fait pencher la balance du côté d'une politique à la fois plus généreuse et plus habile.

Mais la révolution, nous allions dire le crime du 4 septembre, vint tout compromettre et laissa le champ libre à l'animosité implacable du roi Guil-

laume. En effet, une révolution qui plaçait à la tête du gouvernement de la France les avocats Ferry, Dréo, Floquet, Arago, etc., etc., ses insulteurs de 1867, glaça et découragea les meilleures intentions du Czar.

Et les destinées de la France impérialiste et républicaine s'accomplirent.

Nous touchons au moment suprême.

L'Empire, miné au dedans, déconsidéré au dehors, n'a plus qu'une seule faute à commettre pour arriver au suicide. Il va franchir sa dernière étape. Cette étape sera la catastrophe la plus épouvantable qu'ait eue à enregistrer jusqu'aujourd'hui l'histoire de France; elle dépassera de bien loin les désastres du premier Empire; elle changera l'équilibre européen, et, ramenant la France au-delà du traité de Westphalie, la rayera du rang des grandes puissances, en attendant qu'une occasion plausible fournisse à ses implacables ennemis le prétexte d'éteindre et d'ensevelir sous ses ruines ce foyer révolutionnaire qui, depuis quatre-vingts ans, inquiète l'Europe, agite et fatigue le monde.

XV

Le comte de Bismark et le roi Guillaume.

Déjà longtemps veille et marche dans l'ombre, derrière Napoléon III, l'homme qui va enfin apporter à la France révolutionnaire ce « couronnement de l'édifice » que l'Empereur lui a tant promis.

M. le colonel comte de Bismark-Schoenhausen est un type quelque peu effrayant en dehors des frontières de son pays, mais beaucoup moins saillant aux bords de la Sprée. Cela provient d'une loi psychologique. Pour les gens civilisés et les politiques attardés dans les sentimentalités de la conscience et du vieux droit chrétien, M. de Bismark est quelque chose d'insolite, d'anormal, de monstrueux, une résurrection inattendue d'un de ces casuistes chevelus du quatrième siècle, sortis des

forêts de la Germanie, et promenant le fer et le feu à travers l'Europe avec ce code simplifié : « Notre bien est partout où il y a à piller. »

Mais, en Prusse, ces doctrines et ces procédés n'étonnent pas autant, attendu qu'ils forment le fonds même du génie et du caractère prussien.

Cela vous explique comment le chancelier a eu tant et si longtemps à lutter chez lui, pour conquérir l'autorité suprême et la direction du gouvernement. Ce n'est que depuis le succès foudroyant de Sadowa qu'il devint réellement prophète à Berlin.

M. le colonel comte de Bismark est un massif et solide reître brandebourgeois, ex-major de cuirassiers, sur lequel les émotions d'une ambition démesurée et des excès de tous genres ont mordu sans pouvoir entamer la structure de fer. — Son gros œil à fleur de tête, sensuel, éhonté, a des rayonnements goguenards et sournois, mais froids et impitoyables comme l'acier. — Une pénétration vive, une fécondité de ressources incroyable, une astuce à deviner les fils les plus ténus d'une situation; une souplesse merveilleuse à manier les hommes et les événements ; une allure commune, mais pleine de fausse bonhomie, voilant l'observation la plus fine et la plus soutenue; une prolixité de langage, une crudité d'expression, un air de franchise paraissant aller jusqu'à l'imprudence et qui étourdit

et désarme les plus prévenus, mais qui cache sous ses plis les ambiguïtés les plus dangereuses et les piéges les plus redoutables... voilà le politique (1).

Méprisant profondément l'homme, dédaignant l'opinion et la popularité, il ne respecte rien; il ne se respecte pas lui-même.

Passionné à l'excès, rancunier mortel, il sait recevoir sans sourciller et dissimuler les atteintes les plus sanglantes. Patient comme le chasseur, il sait attendre des années l'heure propice; mais, l'instant venu, il saisit sa proie avec une audace et une violence indomptables.

Toutes ces nobles flammes, tous ces principes supérieurs qui ont inspiré les grandes âmes : justice, humanité, n'ont jamais gêné les allures de M. de Bismark. Il a un nom superbe pour qualifier les apôtres de ce *verbiage* : « Des trafiquants de mots... » voilà l'homme (2).

(1) M. Amédée Thierry nous a peint le caractère des ancêtres de M. de Bismark. Le dessin rend encore très fidèlement le type des descendants. « Un trait caractéristique du Goth, c'était la feinte bonhomie dont il enveloppait ses ruses les plus odieuses, ses actes les plus déloyaux ; il tenait à convaincre ses victimes qu'il les dépossédait ou les tuait pour leur plus grand bien : fourbes pleins de tendresses pour leurs dupes. »

César complète le crayon : « *Latrocinia nullam habent infamiam, quæ extra fines fiunt.* » Ils n'attachent aucune idée d'infamie aux vols qu'ils commettent chez les autres.

(2) Woerther[illegible],

M. de Bismark a une conscience barométrique, toujours en harmonie avec la pression de son intérêt et de son ambition. Ceux qui l'attendent au cran de la moralité et de la sincérité sont perdus d'avance.

Pour lui, l'idéal de la politique, c'est la perfection dans l'art de tromper.

M. de Bismark a l'ambition âpre, immodérée, insatiable et féroce. En dehors de cette ambition, qu'il appelle sa mission, — remarquez que tous les grands perturbateurs de ce temps : Cavour, Garibaldi, Bonaparte, Barbès, Bismark, Raoul Rigault, le roi Guillaume, ont tous leur MISSION! — ce qui n'est guère rassurant. — A les entendre, les uns sont les mandataires des nationalités, les initiateurs de l'avenir; les autres sont les confidents du bon *Dieu!*... moyennant quoi, ils protocolent, pillent, massacrent et pétrolent avec sérénité ; — donc, en dehors de sa *mission,* M. le colonel comte de Bismark n'a qu'une passion : sa délicate admiration pour le sexe faible et sa faiblesse pour la table et les bons crus. Si vous avez la bonne chance de vous trouver avec le chancelier à un repas bien choisi et bien intime, — et entre hommes, — Son Excellence vous apparaîtra sous un jour tout nouveau.

Alors, son gros œil sanguin lance de joyeux

éclairs, et pour peu que vous ne vous effarouchiez pas trop aux propos grivois et au vocabulaire rabelaisien, nous vous promettons « joyeux ébats et vertes gaîtés. »

Nous épargnerons aux lecteurs méticuleux ce côté de l'esprit de M. de Bismark, — ses plaisanteries ayant toute la bravoure du latin; — mais nous ne pouvons nous défendre de redire ici quelques-unes de ses saillies.

M. de Bismark, comme Ulysse, a vu beaucoup d'hommes et de pays, et dans ses moments de joyeuse humeur, il aime assez à les caractériser d'une pointe fine qui grave l'image sur l'acier.

« Le Bavarois est quelque chose d'intermédiaire entre l'Autrichien et l'homme. »

« Si l'Autriche a étonné le monde par son ingratitude, l'Angleterre l'étonnera par sa lâcheté. »

« Dieu a fait l'homme à son image, et l'Italien à l'image de Judas. »

« Les puissances sont représentées par des gens marquants; la France l'est souvent par des gens marqués; ce sont parfois des envoyés extraordinaires. »

« Vous reconnaîtrez l'ambassadeur de France à ceci : qu'il ne parle jamais la langue du pays auprès duquel il est accrédité. »

« Les sots prétendent qu'on n'apprend qu'à ses dépens..... J'ai toujours tâché d'apprendre aux dépens des autres. »

Le chancelier forme avec son souverain le contraste le plus complet. Autant le roi Guillaume est

biblique, inspiré, autant son chancelier est sceptique, railleur et voltairien. Sa verve ne désarme même pas devant la Majesté Royale. Un jour que le roi finissait une de ses homélies prophétiques par ces mots : « Dieu nous dicte notre tâche! — Avouons, dit M. de Bismark à son voisin, que Dieu s'est choisi un rude secrétaire. »

Une autre fois, le roi le pressant vivement, en vue d'une détermination grave, et lui disant : « La Providence nous assistera! — Très bien, riposta le chancelier; mais laissons-lui le temps de la réflexion! »

Nous savons d'avance que M. de Bismark ne nous en voudra nullement de la liberté que nous prenons de crayonner sa silhouette en passant. Que de fois son fin sourire et son superbe dédain ont défié les critiques et les accusations qui pleuvaient des quatre coins du ciel sur sa tête. Il répète, avec une légère variante, avec Mazarin : « Ils me chansonnent, ils me le paieront. »

Nous avons vu M. de Cavour se tourner vers les cabinets de l'Europe et leur jurer solennellement, la main sur la conscience, qu'il ne s'ourdissait rien, mais absolument rien, contre Naples..... et que le gouvernement du Piémont mettrait, au besoin, la main au collet du flibustier Garibaldi; — et, le même jour, télégraphier audit Garibaldi d'envahir

le royaume de Naples avec l'argent et les flibustiers fournis par lui, M. de Cavour.

M. de Bismark est de la même école, moins la finesse et l'élégance de Cavour. L'Italien fréquente le beau monde et assassine proprement sa victime avec des manchettes de dentelle et un poignard ciselé par Cellini ; le Prussien s'embusque admirablement sous bois, attire peu à peu son adversaire dans le piége, et l'assomme d'un coup de massue.

A chacun son tempérament; mais le résultat est le même. Malheur à celui qui lie commerce avec de pareils compagnons!

Notons un dernier trait—pas le moins original—de ce calculateur à froid. Dès que M. de Bismark médite un méfait ou machine une de ces intrigues diplomatiques destinées à lancer des brûlots chez les voisins... il tombe subitement malade, et ses officieux, et la presse, et la cour et la ville, annoncent au monde une de ces rechutes mortelles du chancelier, qui nécessitent tout à coup le transfert du pauvre malade dans la solitude absolue de sa campagne. Le *Staats Anzeiger* donnera religieusement, chaque matin, le bulletin médical du moribond.

Tout à coup la bombe chargée dans la retraite éclate, blesse ou tue son adversaire, et M. de Bismark se retrouve miraculeusement sur ses pieds,

se portant comme toujours, c'est-à-dire comme un chêne.

Vous pouvez compter ainsi les entreprises ténébreuses de M. de Bismark par le nombre de ses rechutes!

Hélas! les maladies de M. de Bismark n'ébranlent que la santé de ses adversaires, et l'Europe a jusqu'ici payé bien cher les honoraires du médecin de M. le chancelier.

MM. de Cavour et de Bismark ont eu le bonheur inappréciable de trouver chacun sous la main le roi qu'il fallait à leur tempérament et à la perpétration de leurs hautes œuvres.

Nous avons déjà dit à nos lecteurs qu'une plume autorisée achève en ce moment le portrait en pied du « Re galantuomo; » espérons, pour l'instruction de l'humanité, que S. M. le roi Guillaume de Prusse trouvera, à son tour, un historien qui transmettra à la postérité ce caractère peut-être unique dans la galerie des rois et de la dissimulation, cette figure curieuse d'un émule d'Alaric, circulant en pleine lumière dans l'histoire contemporaine.

S. M. le roi Guillaume aura réalisé de nos jours le problème et l'idéal que Machiavel rêva autrefois pour l'Italie, et auquel il consacra son livre redoutable du *Prince*. Ce que les Borgia, avec toutes leurs aptitudes si déliées, avec tout leur génie poli-

tique si dégagé de préjugés, n'ont pu atteindre, un lourd descendant de ces Huns, tant méprisés de l'Italien, un Hohenzollern casqué, espèce de revenant d'autres temps et d'autres mœurs, un phénomène incompris de notre civilisation, l'édifiera avec la moralité et les éléments que le Prince lui-même imaginé par Machiavel ne sut ou n'osa pas appliquer à son temps et à sa patrie.

L'ombre du grand Florentin peut se consoler : sa création, que la conscience épouvantée avait fini par prendre pour un rêve monstrueux et insensé, s'est enfin incarné dans un prince selon son génie. Il est vrai qu'il fallut deux cents ans pour qu'il se trouvât un homme qui osât, à la face du monde moderne et de l'histoire, endosser la responsabilité d'un tel rôle; expérimenter sur des nations chrétiennes la théorie impie du Bas-Empire, et les pratiques impitoyables du code des Barbares.

Le roi Frédéric Louis Guillaume est né le 22 mars 1797. Il est le second fils de Frédéric Guillaume III et de cette belle reine Louise, qui négocia si héroïquement avec le vainqueur d'Iéna les débris de son royaume. Le prince Guillaume représentait en Allemagne, de temps immémorial, deux idées, deux tendances combinées : le *caporalisme* à outrance et la francophobie. Ce double type était tellement personnifié en lui que la lé-

gende populaire avait coulé sa personnalité dans ce moule grotesque du reître féodal, bardé de fer et d'entêtement, qui du cœur à la tête en est encore à 1813.

La haine contre la France est chez lui un dogme de son enfance, un acharnement, une monomanie. Ces dispositions se conçoivent aisément quand on se reporte aux souvenirs amers que le fils de la reine Louise-Amélie doit avoir conservés des humiliations et des jours sombres que le vainqueur d'Iéna a infligés à son pays et à sa famille. Et ce n'est pas une des moins curieuses illusions de Napoléon III, d'avoir cru pouvoir compter sur l'amitié et la reconnaissance d'un monarque qui, comme fils et comme souverain, ne pouvait rêver que l'abaissement de la France et l'extermination des Napoléon.

Mais l'homme est ainsi fait : sa misère morale et intellectuelle est incurable. Ainsi le roi Guillaume, qui parlait avec des amertumes légitimes, mais si accentuées, des « *crimes du Corse* » vis-à-vis de son peuple, commettra des forfaits politiques et immoraux bien autrement impies, et nous avons la certitude qu'il se croit un grand souverain auquel l'histoire et les peuples doivent hommage et respect..... et Sa Majesté nous trouverait pour le moins fort irrespectueux si nous nous permettions

de lui dire que l'histoire flétrira son nom, et que les peuples maudiront jusqu'à son souvenir.

Depuis les campagnes de 1813 et 1815, auxquelles il prit part avec enthousiasme, toutes les fois qu'il s'agit de réagir contre l'influence française ou les idées libérales, il est au premier rang. Obligé de fuir hors de l'Allemagne lors des événements de 1848, il se réfugia en Angleterre. La vue des institutions parlementaires ne fit qu'épaissir encore dans sa cervelle les idées absolutistes. Au printemps de 1849, la Prusse, relevée de sa honteuse défaite, et victorieuse des menées anarchiques, voulut purger l'Allemagne des innovations libérales.

Le prince Guillaume sollicita le poste d'honneur, la mission sainte de pourchasser les révolutionnaires et de purifier la patrie allemande des *insanités* du *choléra français*. Il envahit le grand-duché de Bade, et terrifia le libéralisme d'outre-Rhin par des procédés sommaires et des attitudes de Tamerlan.

Il arriva au pouvoir en 1859, comme régent.

Le 2 janvier 1862, son frère Frédéric Guillaume IV mourut au château de Sans-Souci, et il lui succéda à l'âge de soixante-cinq ans. Il inaugura, à son couronnement à Kœnigsberg, par une proclamation gothique, la politique nouvelle qui va peser d'une façon si formidable sur les destinées de l'Europe.

L'archevêque de Cologne avait dit : « Si le prince régent devient roi de Prusse, il jouera en Allemagne le rôle du roi de Sardaigne en Italie. » Le prélat connaissait son homme.

A peine arrivé au trône, il assembla à Potsdam tous les chefs de l'armée, et leur déclama d'un ton inspiré et mystique ces paroles : « Je suis monté sur le trône à une époque pleine de périls et avec la perspective de combats pour lesquels j'aurai besoin de tout votre patriotisme. » Puis, se tournant vers le ministre de la guerre : « Mon cher ministre, ce n'est pas un lit de roses que je vous prépare ; bientôt nous allons être forcés d'engager la patrie allemande dans une lutte où il lui faudra vaincre ou mourir ! »

Le roi Guillaume est la personnification du caractère, de l'esprit et de la politique prussiques dans ce qu'ils ont de plus excessif, de plus audacieux, de plus immoral.

La fourberie et l'hypocrisie sont le fonds même du caractère national de la Prusse. C'est le souffle vital et perpétuel qui inspire et anime toutes les phases de sa politique, tous les mystères de sa vie historique et intime. C'est tout le génie de Frédéric le Grand, qu'on appelait de son temps « *le grand fourbe*. »

Le roi Guillaume concilie et discipline sous son

casque et dans son crâne les théories les plus contradictoires, les manifestations les plus opposées, les agissements les plus inattendus.

Ainsi, il est le Mahomet du Coran féodal, le grand mandarin du Dieu des armées, le pontife du protestantisme, et il est le grand-maître actif, pompeux, de toutes les loges de franc-maçonnerie.

Il est piéstite et chef suprême d'une association mystique ayant des ramifications dans tout le nord de l'Europe, et qui a pour objectif et programme « la restauration des idées et des pratiques de la Religion pure; » et il est assurément le prince le plus scandaleusement léger, le galantin le plus imperturbable de l'Europe. Sous ce rapport, il dépasse de dix coudées son adversaire Napoléon III. Celui-ci procède au moins, dans les immoralités, par les voies paisibles et pudiques. Le roi Guillaume ne recule pas devant les expédients autocratiques et les exhibitions publiques.

A cet égard, il n'a pas été seulement le scandale de Berlin, qui cependant ne s'étonne et ne se scandalise pas pour peu.... mais de l'Europe entière; et ceux qui, comme nous, ont eu la désagréable surprise d'assister aux excentricités de troubadour en plein air, du vieux roi, à Bade, à Ostende, et ailleurs.... nous comprennent à demi mot. La pauvre reine Augusta a plus d'une fois vu ses timides

remontrances rétorquées par des arguments de la plus solide brutalité.

Il se dit le *confident de Dieu* et l'exécuteur des desseins et des « secret de la Providence, » et il commet avec le calme d'une conscience immaculée, les spoliations, les cruautés, les trahisons les plus monstrueuses. On a dit de lui avec autant d'esprit que de justice : Méfiez-vous ! il vient de prier.... il va commettre un forfait !

Nous sommes certain que S. M. le roi Guillaume, tout en constatant l'exactitude matérielle de notre portrait, tout en ne reniant aucun de ses faits et gestes, se trouverait fort surpris de la réprobation qu'ils inspirent aux consciences vulgaires. D'abord le caractère prussien est ainsi tordu. En fait de dignité, de justice et de moralité, il a la poutre du pharisien dans la prunelle, ce qui fait qu'il ne se voit pas, ou se voit de travers, mais ce qui ne l'empêche pas de voir très distinctement la paille dans l'œil d'autrui.

Le Prussien a une Bible et un décalogue à lui. Tout ce qui le concerne ou lui profite est licite : la tentative la plus risquée, l'acte le plus inique ! On conçoit dès lors, et pour peu qu'on ait lu l'histoire de la Prusse ou habité le pays, que le Prussien a tellement d'indulgence à dépenser chez lui, qu'il ne lui en reste plus pour les autres.

C'est cette heureuse disposition d'esprit et de conscience de son peuple qui nous a autorisé à encadrer dans ces lignes ce léger profil du roi Guillaume. Pour rien au monde nous ne voudrions manquer à la majesté royale, ni outrepasser les bornes du respect profond, de la condescendance que nous professons et que nous devons au représentant de l'autorité. Mais nous savons d'avance que nos appréciations n'auront pas le moindre écho en Prusse; que ce que nous blâmons y est regardé comme une qualité, comme une marque de finesse et d'habileté : que ce que nous estimons damnable ou criminel, servira précisément à dresser la couronne de lauriers dont ce peuple ceindra la tête de son monarque.

On comprend quel merveilleux instrument un tel caractère va devenir, aux mains d'un homme tel que M. le comte de Bismark. Tout cadre et s'entr'aide providentiellement dans le plan de « la régénération de l'Allemagne. » L'entêtement gothique du roi, son esprit figé dans les théories rétrogrades, sa vaste conscience élastique, ses haines passionnées , son mysticisme de Vieux de la Montagne, son mépris du parlementarisme et de toutes idées de progrès, tout cela constitue un arsenal d'appuis et d'engins précieux pour les entreprises de la politique du Chancelier.

Ces deux hommes se complétant et s'épaulant l'un l'autre, représentent dans toute son intensité cette chose antipathique et sinistre qu'on nomme le génie prussien.

L'un apporte l'impulsion brutale et les homélies de sa « mission sainte » d'Attila contemporain; l'autre les habiletés sacriléges, le cynisme, l'ambition et la ténacité du vieux Prussien. A eux deux, S. M. le Roi Guillaume et S. Exc. le Comte de Bismark, ils vont ressusciter devant l'Europe épouvantée : « LE VIEUX FRITZ. »

Avec des diplomates conspirateurs comme MM. de Cavour et de Bismark, il faut se garder d'engager le jeu sur le terrain où ils vous appellent. Il n'y a qu'un moyen de déjouer leurs maléfices et de les noyer dans les basses fosses qu'ils vous creusent dans l'ombre : c'est d'agir à leur encontre, ouvertement et avec une loyale énergie. Cela les déconcerte. Mais gardez-vous de joûter avec eux dans ces ténébres méphitiques du mensonge et de la fourberie. Là, ils seront toujours vos maîtres, attendu qu'ils opèrent dans leur élémen .

Les grands et véritables politiques, ceux qui travaillent pour l'avenir et pour l'histoire, ceux qui ambitionnent de bâtir sur des assises durables le

monument de leur génie, ne spéculent ni sur le mensonge, ni sur la dissimulation.

Ce qui s'édifie sur le vice et le crime sera dévoré par le lendemain. Tout ce qui n'est pas vrai, et tout ce qui n'est pas moral, n'est pas viable. Le temps ronge les artifices de la fourberie, et finit par mettre à nu les secrets que vous aviez le plus soigneusement ensevelis. Dès ce jour, votre œuvre est condamnée. — L'histoire ne peut nous montrer jusqu'ici un seul crime victorieux, demeuré impuni. — Jamais la violence ou la force n'ont pu fonder quoi que ce soit dans ce monde, si elles n'ont eu pour auxiliaires la justice et le progrès. C'est qu'en politique comme en morale, il ne s'agit pas de vaincre, mais de convaincre; il ne s'agit pas d'imposer des solutions, mais des convictions; tant que vos adversaires resteront armés de la justice et de revendications légitimes, l'avenir n'est pas à vous.

Maintenant que nous avons esquissé les principaux acteurs du drame qui va se dérouler devant nous, accentuons une dernière précaution.

Avec des joûteurs de cette école, avec les politiques de la nuit, les Bonaparte, les Cavour, les Bismark, s'il n'est pas impossible de connaître leurs secrets, il est difficile de les prendre la main dans

le sac et presque impossible d'administrer la preuve de leurs habiletés.

Des esprits aussi libres de préjugés, des consciences de cette souplesse, ne se soucient pas du grand jour, et ne prodiguent pas les autographes. Pour comprendre leurs protocoles et n'être pas dupes de leurs cheminements souterrains, il faut savoir *traduire* leurs affirmations les plus solennelles, et lire entre leurs lignes. Tant qu'ils manœuvrent de conserve, ils se gardent réciproquement leurs secrets. Du moment que le coup est fait, la discorde éclate entre les complices, les collaborateurs de la veille deviennent des frères ennemis ; ceux qui sont dupes crient à la trahison, et les victorieux rejettent la fange au visage des vaincus avec un cynisme superbe. C'est ainsi que nous les verrons bientôt, des deux camps, se renvoyer les accusations les plus honteuses ; s'accuser réciproquement des projets les plus perfides, des plans les plus criminels, avec une animosité qui ne peut germer que dans des haines de famille. De part et d'autre, ils répliquent, récriminent, rectifient et nient, et dans leurs *Moniteurs officiels*, et dans de gros livres gonflés de rancunes, avec une effronterie, un entrain qui déconcerteraient le roi Salomon lui-même ; et l'Europe, attristée et stupéfaite, assiste à cette bataille de malfaiteurs, sans savoir qui entendre et qui croire !

Nous nous permettons ici de donner un avis salutaire aux spectateurs découragés de cette nouvelle « journée des dupes. »

En réunissant les négations des deux partis, on arrivera à l'affirmation du vrai.

C'est la seule méthode pour mettre tout le monde d'accord et pour arriver à la vérité, d'aussi près, bien entendu, qu'il est possible de le faire avec des hommes de cette moralité.

Tous ils ont mis la main au complot. Or, des gens capables de faire ce qu'il ont tramé d'un côté, et perpétré de l'autre, sont capables de tout.... mais surtout de ce qu'on les accuse.

Aujourd'hui, ils nient des deux côtés.

Des deux côtés ils... trompent.

. . . .

Nous allons rétablir les faits dans leur navrante réalité.

XVI

L'Hégémonie de la Prusse.

La Prusse est née de la haine de l'Europe contre la France. Mais une fois sa place prise, elle s'est retournée vivement contre ses parrains.

L'âpre ambition de la Prusse a toujours été de dominer l'Allemagne et de tuer l'Autriche.

L'Autriche représente en Europe la politique conservatrice et l'élément catholique.

La Prusse représente la spoliation à main armée, la politique perfide et violente des Huns et le mouvement protestant.

Le programme de M. de Bismark s'est fait d'heure en heure, au courant des événements, et s'est grossi de succès en succès. Au commencement, son ambition se bornait à contrebalancer en Allemagne la prépondérance autrichienne. Or, jamais la Prusse,

malgré ses intrigues, ses manœuvres et ses audaces de parvenue, ne serait arrivée à dominer l'Autriche, si la révolution ne lui eût apporté la complicité de la France. A chaque péril de la patrie allemande, à chaque manifestation solennelle de son histoire et de ses évolutions politiques et économiques, la Diète et presque tous les états de la Confédération se rangeaient instinctivement autour de la bannière des Habsbourg.

La Prusse avait beau inventer le *Zollverein*, la marine fédérale, etc., etc., tous les états secondaires allemands gardaient à son encontre une invincible défiance. Ce fait est acquis à l'histoire par toutes les manifestations de l'opinion publique et par la constatation éclatante des écrivains nationaux les plus autorisés. Le plus grand poète de la Prusse et de l'Allemagne contemporaine a caractérisé ce sentiment avec une verve et avec une sagacité merveilleuses. Il marque d'un fer rouge la politique hypocrite de la Prusse, préférant mille fois l'absolutisme dogmatique et loyal de l'Autriche à cette ambition tortueuse et vorace d'un peuple de proie (1).

(1) « Nous pouvons combattre l'Autriche... mais l'Autriche a toujours été un ennemi franc et honorable... Metternich n'a jamais fait les yeux doux à la déesse de la Liberté; jamais dans l'inquiétude de son cœur, joué le démagogue... jamais fait de bigoterie piétiste; jamais pleuré sur les détenus des forteresses pendant qu'il les y tenait à la chaîne! Pour la Prusse, nous en devons

Deux faits vont changer la face des choses : l'avénement d'un Napoléon en France et l'unification de l'Italie au détriment de la fortune de l'Autriche. Ces deux événements vont rendre le programme de M. de Bismark d'insoluble, presque facile. Désormais il ne s'arrêtera plus à la prépondérance de la Prusse ; il prussifiera l'Allemagne, en chassera l'Autriche et ressuscitera l'Empire Germanique sous le sceptre brutal d'un Hohenzollern.

Bien des personnes, — surtout en dehors de l'Allemagne, — s'imaginent que M. de Bismark a appuyé sa politique et a dû son succès à l'idée de l'unification allemande. C'est une erreur. M. de Bis-

parler sur un autre ton. Que les savants valets des bords de la Sprée rêvent un grand empereur des Borussiens et proclament l'hégémonie et la magnifique suzeraineté de la Prusse, à la bonne heure ! Il est vrai qu'on a su amorcer le patriotisme, et que des amis de la liberté tournaient déjà des regards confiants vers les tilleuls de Berlin... Pour moi, je n'ai jamais partagé cette confiance. J'observais avec inquiétude l'aigle prussien... Je ne pouvais me fier à cette Prusse, long héros en guêtres, bigot, glouton, vantard, avec son bâton de caporal qu'il trempe dans l'eau bénite avant de frapper. Elle me déplaisait, cette nature philosophe, chrétienne et soldatesque, cette mixture de bière blanche, de mensonge et de sable de Brandebourg. Elle me répugnait, mais au haut degré, cette Prusse hypocrite avec ses semblants de sainteté... ce *Tartuffe* entre les Etats. — Cette Prusse sait mettre tout à profit, même ses révolutionnaires. Elle emploie des comparses de toutes couleurs pour sa comédie politique. Elle a fait servir dans ces derniers temps ses démagogues les plus fougueux à prêcher par le monde que toute l'Allemagne devait devenir prussienne. Hégel a été obligé de démontrer, comme rationnel,

mark n'a travaillé que pour l'hégémonie prussienne. — Si, au dedans, par tous les pays allemands, il a fait réchauffer et prêcher par des écrivains à ses gages la doctrine de l'unité allemande; si, au dehors, il avait l'air d'obtempérer à une pression de l'Allemagne en ce sens, c'était une double habileté, mais aussi une double perfidie.

Ce n'était pas l'unification, mais la prussification de l'Allemagne que méditaient le chancelier Bismark et le roi Guillaume.

L'opinion ou le bonheur de l'Allemagne les préoccupaient médiocrement. Ce dont il s'agissait, c'était

l'esclavage prussien... Il a fallu que Schleiermacher protestât contre la liberté et pliât la conscience chrétienne au bon plaisir de l'autorité. C'est chose infâme et révoltante que cette profanation de philosophes et de théologiens par l'influence desquels on veut agir sur le peuple et qu'on pousse à trahir la raison et Dieu. » (Henri Heine; *De la France*.)

Le poète, dans la *Germania*, reprend douze ans plus tard le thème que nous traitons dans ces pages : « Je les retrouve les mêmes... toujours le même peuple de pantins pédants... toujours aussi raides, aussi guindés, droits comme un I ; on dirait qu'ils ont avalé le bâton de caporal avec lequel on les rossait jadis... » Puis, à la vue des dithyrambes et des oripeaux moyen âge du roi Guillaume, le poète évoque l'empereur Frédéric Barberousse : « Rétablis-nous le saint empire romain, rends-nous toutes ces guenilles resplendissantes... Le moyen âge, le vrai, tel qu'il a été, je veux bien l'accepter, mais délivre-nous de ce régime bâtard, de cette chevalerie en uniforme prussien, hideux mélange de superstition gothique et de moderne mensonge, qui n'est ni chair ni poisson. Chasse-moi ces comédiens de ces tréteaux où ils parodient le passé... » (H. Heine; *Germania*.)

son asservissement à l'ambition et aux visées de la Prusse.

C'est pour la convertir à cette doctrine et la plier à la discipline prussienne que le roi Guillaume, au retour de Sadowa, la châtia vigoureusement à coups de canon et de fusil Dreyse, et, après l'avoir pillée et dépouillée en passant, lui imposa quelques centaines de millions d'amende, sous le spirituel prétexte de lui faire payer les frais d'une guerre improvisée si traîtreusement par la Prusse.

L'unification de l'Allemagne était assurément une vieille idée planant sur les vastes territoires enserrés par la Baltique, les Alpes et la ligne si tranchée des races slaves.

Mais c'était une idée théorique, assez vague, qui, tout en hantant les esprits élevés, se reflétait très différemment dans les diverses conceptions du génie idéaliste et abstrait de la Germanie.

Quant aux peuples, ils y étaient pour la plupart totalement indifférents, et en beaucoup de pays hostiles.

C'est ce qui explique comment le morcellement de la patrie allemande se maintenait paisiblement à côté des tendances spéculatives et des prédications savantes des théoriciens de l'unification.

Les souvenirs du saint Empire étaient une légende comme les cycles héroïques des Niebelungen

et la poésie seule avait retenu le nom de Frédéric de Hohenstauffen, le vieil Empereur endormi dans la caverne du Harz et dont la barbe blanche poussait à travers la table de pierre sur laquelle il était accoudé.

L'idée unitaire ne s'était nullement accentuée, comme on l'a prétendu dans le mouvement national de 1813. Non, ce n'étaient pas des aspirations fusionistes qui avaient fait lever les peuples allemands ; ils ne se doutaient même pas alors des tendances dont les dilettanti fantaisistes veulent les gratifier aujourd'hui pour l'agencement correct de leurs systèmes.

Le mouvement de 1813 était une insurrection contre le despotisme militaire de Napoléon Ier et les exactions de ses lieutenants. Il avait été préparé par trois hommes d'Etat agissant sous les excitations énergiques des émissaires anglais et russes.

Sans les désastres de la grande armée, sans les journées de Leipsick, ce beau mouvement national fût resté à l'état de complot avorté.

Le mouvement était si peu un élan populaire unitaire, que les princes, dans des proclamations, aujourd'hui bien curieuses, se croyaient obligés de faire à leurs peuples les plus brillantes promesses pour les ramener au combat.

Voilà la vérité historique :

La poésie et les habiles en ont fait une épopée héroïque, espèce d'arsenal où tout le monde, pour les besoins de sa cause, va puiser les éléments d'une théorie différente.

Le mouvement unitaire ne s'accentue sensiblement qu'après 1830. La Révolution de Paris eut un certain retentissement en Allemagne, parmi les lettrés, et surtout parmi la jeunesse des Universités, qu'elle enrôla dans les sociétés secrètes.

La Prusse semble avoir entrevu dès lors le parti qu'elle pourrait tirer des tendances libérales en Allemagne.

Elle travailla activement à attirer dans son sillage tous les esprits avancés, toutes les spéculations fusionistes ou réformatrices qui pouvaient exercer une influence sur les esprits et les peuples. Elle édifia l'association douanière du Zolverein, réalisa une sorte d'unification des législations économiques, commerciales et industrielles et se posa à la Diète comme le champion de la politique libérale en Allemagne.

Jamais leurre plus éhonté, jamais hypocrisie plus impie. Ce libéralisme n'était qu'un masque sous lequel s'abritaient les convoitises et le despotisme arbitraire de la Prusse.

En 1848, la Révolution française se traduisit enfin en Allemagne par une action populaire. Des émeutes

éclatèrent dans les grands Etats allemands, et le Parlement de Francfort essaya de constituer l'unité politique de l'Allemagne.

Les meurtres de Frankfort, les assassinats et les pendaisons inaugurés par la Révolution à Vienne, déshonorèrent rapidement le *mouvement national.* Dès lors réaction d'épouvante à Berlin... les stratégistes prussiens ne manient plus qu'avec précaution et défiance le dangereux engin, et l'Autriche avait fini par tenir seule, et à la Diète fédérale et au Parlement de Vienne, la tête et l'initiative du progrès et des idées libérales.

La Prusse ne représentait et ne préparait donc pas l'idée unitaire de l'Allemagne. Si l'Allemagne avait eu à demander son unification politique à une puissance, elle l'eût demandée à l'Autriche de préférence à la Prusse, laquelle a toujours eu le privilége de soulever chez tous les peuples de la Confédération les plus vives et les plus profondes antipathies.

Mais la politique de Berlin avait fini par trouver un levier bien autrement puissant pour passionner l'Allemagne, et la jeter dans un élan irréfléchi, — et pour son malheur, — dans le jeu égoïste et perfide de M. de Bismark : c'est la haine contre la France. Ce sentiment est une tradition du peuple allemand et on peut dire qu'il fait partie du caractère national.

Chez l'homme le plus élevé, comme chez le dernier paysan, vous trouvez, pour peu que vous insistiez, ce dogme de la crainte et de la haine. La *Francophobie* est non-seulement dans la légende universelle, dans le livre, dans la poésie, dans les monuments; il fait partie de l'éducation nationale. L'un des historiens les plus populaires porte fièrement le surnom de « mangeur de Français » (1).

Ce sentiment formidable, quelque peu assoupi depuis 1830, s'est réveillé avec vivacité à l'arrivée d'un Napoléon au pouvoir.

Les agissements de la politique impériale, la guerre d'Italie, etc., etc., n'ont fait que redoubler les inquiétudes et les rancunes de l'Allemagne.

C'est là surtout qu'il faut chercher le secret de la réussite des manœuvres de M. de Bismark. Exploiter la crédulité et la complicité de Napoléon contre l'Autriche; puis exploiter la gallophobie de l'Allemagne contre Napoléon et « l'ennemi éternel (2), » voilà le fonds de la politique et de la diplomatie des habiles de Berlin.

Nous avons déjà, en bien des occasions, signalé le talent de plagiaire du comte de Bismark. C'est un habile copiste.

(1) Menzel der *Franzosenfresser*.
(2) Der Erbfeind.

Ainsi il commence par appliquer à la Prusse les théories autoritaires de l'homme du 2 décembre.

A l'exemple de Napoléon III, le gouvernement prussien comprimera avec une violence inouïe toute velléité libérale du pays. Il portera toutes les ressources du trésor, toutes les sollicitudes de l'administration sur les questions militaires, et créera une armée en disproportion choquante, avec le chiffre de la population et les ressources de la Prusse. C'était suffisamment avertir l'Europe. Le Parlement de Berlin proteste, — on le supprime par trois fois. Les délégués du pays refusent l'impôt, — on le lève sans eux, par voies despotiques et illégales. On bâillonne la presse, on emprisonne les députés récalcitrants. Il n'y a plus ni lois ni constitution. La nation demeure courbée sous la terreur royale. En même temps, M. de Bismark sème le trouble, les discordes, les complots incessants entre les confédérés allemands; et lorsque l'Autriche veut les calmer, lorsque prenant au mot la Prusse, qui prêchait hypocritement aux voisins les *réformes unitaires*, elle veut établir sérieusement des réformes en Allemagne, la Prusse déjoue sous main, et par les intrigues les plus perfides, les efforts loyaux de l'Empereur François-Joseph et fait avorter tous les projets de l'Autriche.

En 1863, la Prusse trouva moyen de réveiller

cette éternelle question du Schlesvig-Holstein, dont tous les jurisconsultes du Nord et tous les généalogues de l'Europe avaient enchevêtré, comme à plaisir, les fils inextricables.

L'Europe comprend le danger qu'il y a de fournir un prétexte quelconque aux rapacités de la Prusse ; et l'Angleterre, la Russie et la Suède protestent et déclarent vouloir maintenir les stipulations du traité de 1852. Pour assurer ce résultat, les puissances protectrices appellent la France au secours de la paix et du bon droit ; mais Napoléon III, secrètement allié à la Prusse, va lui rendre le service qu'il en avait reçu en Italie. — Il prétexte une rancune contre le refus qu'avait opposé lord John Russel à la réunion d'un congrès européen, et laisse écraser le Danemark, le vieil et fidèle allié de la France.

Il va sans dire qu'une fois la conquête achevée, c'est la Prusse qui garda toute la proie. Lorsque l'Autriche demanda que les deux duchés fussent livrés à la Confédération germanique, le gouvernement de Berlin, avec sa bonne foi *prussique*, déclara avec cynisme qu'il avait cru la veille, comme toute l'Allemagne, que les duchés appartenaient à la patrie commune, mais que, depuis la conquête, sa conscience, bourrelée de scrupules, avait soumis la question aux légistes de Berlin, lesquels venaient,

à son grand étonnement, de découvrir que les duchés appartenaient réellement au Danemark, d'après le traité de 1852.

Vous conclueriez, qu'il ne restait alors qu'une chose à faire : s'excuser auprès du Danemark pour lui avoir fait une querelle de Prussien et une guerre impie, et lui restituer ses duchés.

Mais la Prusse a une casuistique qui en remontrerait à Caïphe et à Escobar.

Elle démontra que les deux duchés, n'ayant jamais appartenu à l'Allemagne et n'appartenant plus au Danemark, il n'y avait qu'un parti à prendre, c'était de les annexer à la Prusse. Et ainsi fut fait, sous les yeux de l'Europe indignée, mais laissant faire. L'Europe expiera un jour cette criminelle complicité !

Il est des devoirs qui s'imposent à une génération. Les éluder ou les déserter, c'est léguer à l'avenir des périls décuplés. C'est appeler tôt ou tard la foudre sur son propre édifice.

L'Europe, par égoïsme, par insouciance du droit et de la justice, par ce lâche amour du repos des nations repues, croit pouvoir laisser égorger impunément un petit peuple héroïque et malheureux. Elle saura bientôt ce que lui coûtera ce déni de justice devant lequel elle a fermé les yeux.

La Prusse a mieux gagné que deux duchés. Elle a enfin réussi à désorganiser la Confédération germanique, l'obstacle, le rempart qui jusqu'alors se dressait obstinément devant ses ambitions.

Désormais, la discorde désagrégera l'Allemagne et ouvrira la barrière aux envahissements de la Prusse.

C'est à ce moment que M. de Bismark apparaît décidément à la tête des affaires. Le 9 octobre 1862, il avait pris le ministère des affaires étrangères. Il comprit, par l'exemple de Cavour et de l'Italie, que c'est à Paris seulement qu'il pouvait négocier et conquérir l'abolition de la Diète allemande et l'écrasement de l'Autriche. Il partit pour Paris.

M. de Bismark sut rapidement gagner la confiance et toutes les amitiés des Tuileries. Il ne quittait plus l'Empereur, le suivait à la campagne, aux eaux, partout.

C'est à Biarritz qu'il soumit à Napoléon III son premier plan de *réorganisation de l'Europe.*

La proposition émanait *entièrement de l'initiative* de M. de Bismark.

En voici les données principales :

« Entente et action communes entre la France et la Prusse; la France s'annexera le Luxembourg, plus tard la Belgique, « nid de démagogues à détruire, » disait M. de Bismark; rectification de

frontières à l'est, qui donnerait à la France les districts houillers de la Sarre et Mayence.

« La Prusse se complèterait par l'annexion du Hanovre, par l'absorption de tous les États allemands jusqu'à la ligne du Mein. »

Voilà le plan primitif. M. de Bismark, tentateur plein d'astuce, insistait.... ballottant sans vergogne dans les plus odieux compromis les destinées des faibles et l'avenir de l'Europe. L'Empereur, indécis, effrayé de ces audaces, hésitait comme toujours. Mais le Méphistophélès prussien, avec une insistance, une souplesse, un acharnement indicibles, obsédait son esprit, harcelait ses irrésolutions, ranimait sa confiance, surexcitait son ambition.

Rebuté le soir, il revenait à l'assaut le lendemain, harassant ses auditeurs de sa loquacité exubérante, de son « admiration pour la France, » de son « enthousiasme et de son dévouement pour Napoléon (1), » et descendait jusqu'aux amabilités les plus embarrassantes vis-à-vis des personnages de l'entourage impérial.

M. de Bismark peut dire qu'il a emporté de haute

(1) Il y avait aux Tuileries, dans le cabinet et sur le bureau de l'Empereur, une photographie de M. de Bismark sur laquelle le chancelier avait tracé de sa main une dédicace étourdissante en l'honneur de César Napoléon !

lice la complicité de l'Empereur pour ses projets fratricides.

Le roi Guillaume, pour égorger dans un guet-à-pens son frère d'Autriche, son allié de la veille, et lui donner le coup de massue de Caïn...., pour promener le fer et le feu à travers la famille allemande, ses confédérés...; pour spolier les princes, usurper les royaumes et rançonner toute l'Allemagne...., a besoin de la complicité de la France et du concours de l'Italie.

Pour mener l'Italie à l'assaut de l'Autriche, il faut la permission de Napoléon III.

On voit d'ici que la tâche du chancelier était épineuse, et l'on ne comprend que trop comment, pour y réussir, il a semé la route des promesses les plus fantastiques.

Ce qu'il y a d'inouï dans cette tragi-comédie, c'est que, tandis que M. de Bismark propose, flatte, sollicite....., Napoléon III hésite, recule, reste muet, joue au Machiavel pour cacher ses affaissements et les terreurs que lui infligeait alors l'expédition du Mexique.

M. de Bismark prend, de guerre lasse, le parti de marcher en avant, et, à sa profonde stupéfaction, il s'aperçoit que l'Empereur, non-seulement le laisse agir, mais lui met sans contrôle et sans conditions l'Italie dans la main.

Le pauvre sire rêvait peut-être qu'un beau jour, quand tous ses alliés naturels seraient anéantis, et son ennemie la plus venimeuse, la Prusse, une fois maîtresse de l'Allemagne, elle se changerait tout à coup en un bon génie et lui apporterait en don gracieux le Rhin et la Belgique.

Et là-dessus, Napoléon frisait sa moustache et somnolait en toute sécurité.

Nous avons remarqué avec un véritable étonnement combien de fois la fortune offrit à Napoléon III une revanche facile de ses désastres, ou les moyens d'asseoir sa fortune et l'avenir de sa dynastie sur des fondements glorieux et inébranlables.

Nous passons pour l'avant-dernière fois devant un de ces sourires de son étoile.

En effet, du jour où l'ambition effrénée de la Prusse vient à menacer la sécurité et l'équilibre de l'Europe, la France, par un contre-coup forcé, en devient l'arbitre et le maître indiscutable.

Napoléon avait, à son choix, trois positions à prendre :

1° Ou bien s'entendre nettement avec la Prusse et se faire garantir sa part de butin dans cette expédition de grand chemin qu'elle méditait. La Prusse, placée entre son ambition et l'impuissance de la satisfaire, eût fait la part large à son complice.

2° Ou se retrancher dans une neutralité atten-

tive, tout en déclarant se désintéresser dans les affaires intérieures de l'Allemagne. Dans cette situation, la France voyait se grouper autour d'elle toutes les petites nationalités menacées, toutes les sympathies de l'Europe et le respect du monde. Il ne pouvait se tirer un coup de canon sans son agrément.

3° Et enfin, une dernière alternative : réconcilier l'Autriche avec l'Italie, et ramener la Prusse au respect des traités et dans les limites légitimes et restreintes de son rang secondaire.

Chacun de ces trois partis énergiquement dessiné, sauvait, non-seulement le prestige de la politique impériale, mais consolidait la sécurité et la prépondérance de la France.

Mais autant l'aveuglement et la folie de Napoléon étaient profonds, autant l'astuce et l'habileté de M. de Bismark étaient remarquables. Il savait qu'il allait jouer une partie suprême. En cas d'échec, la Prusse était perdue sans retour.

Salut et défaite, tout dépendait de la France.

Quelque téméraire que fût le chancelier, quelque âpre que fût l'ambition du roi Guillaume, aucun des deux compères n'eût risqué ce terrible enjeu, s'il n'avait été sûr de la faiblesse, de l'aveuglement et de la complicité de Napoléon III.

L'Empereur, en effet, avait eu l'incroyable infir-

mité d'ajouter foi pleine et robuste aux fallacieuses avances de la Prusse. Il était tellement persuadé qu'elle lui réservait ses annexions, qu'à peine la guerre déclarée à l'Autriche, il se rendit à l'Exposition d'Auxerre et annonça à la France et au monde, dans un discours officiel, que si la Prusse s'adjugeait un pouce de terrain, la France aurait sa compensation.

Tout le monde avait lu derrière cette annonce solennelle des stipulations formelles, des conventions écrites avec la Prusse. — Or, il n'en était rien, et l'on reste atterré à la vue d'une hallucination aussi grossière. On ne sait qu'admirer le plus, ou de l'aveuglement de ce rêveur, ou du bonheur insolent de M. de Bismark.

Maintenant, sortons un instant des bas-fonds où ces deux joûteurs masqués croisent leurs manœuvres, et remontons à la lumière, aux sommets d'où l'on voit l'ensemble des événements, les horizons de l'histoire. Un fait immense va s'accomplir en Europe. Il est déjà presque acquis aujourd'hui. Ce n'est pas le triomphe de l'hégémonie prussienne, c'est l'avénement du génie prussique.

Trois principes luttent en Europe pour la suprématie depuis la mort de l'Empire romain : le principe païen de l'Italie, le principe barbare survivant dans le sang et les entrailles des races du Nord, et

le principe chrétien soutenu par les nations catholiques. C'est le dernier qui triompha, grâce surtout au génie et à l'épée de la France, et son couronnement s'acheva sous Louis-le-Grand par le traité de Westphalie, où la France inaugura le droit des gens basé sur les notions chrétiennes et l'équilibre européen.

Or, ce qu'avait édifié la vieille France des Bourbons, la France des Napoléon vient de l'ébranler et de le déplacer au profit de la Prusse.

Et puisque l'Europe n'a pas voulu écouter la voix prophétique de la grande Thérèse, qui lui indiquait quels dangers formidables lui préparait l'avénement de la prépondérance prussienne, nous allons lui faire signifier aujourd'hui, par le grand Fritz lui-même, à quelle politique et à quelle race elle aura affaire demain.

La Prusse n'est pas, comme les autres peuples de l'Europe, une nationalité ayant ses racines dans la vieille souche de la régénération du monde moderne par le christianisme, c'est une tribu née d'hier dans un camp, sous le bâton de commandement.

Un homme d'une audace redoutable, d'un cynisme inconnu depuis Diogène, d'une habileté perfide, inocula à ce peuple son génie et son caractère. Il greffa la Prusse sous une pression de fer, sur un modèle et des principes effrayants. Le peuple devint

une armée, le pays une caserne, le roi un général. Pour politique extérieure : la duperie ; pour système intérieur : un militarisme à outrance.

Aujourd'hui que cette sombre chose va triompher, grâce à Napoléon III, écoutons le législateur de l'ère nouvelle que nous allons voir inaugurer par la Prusse. Ce qui est piquant, c'est de voir le grand Fritz indiquer à Napoléon III le thème des *frontières naturelles*, et la manière de les confisquer.

— La France est bornée à l'occident par les monts Pyrénées qui forment une espèce de barrière que la nature elle-même a posée ; mais, du côté de l'Orient, elle n'a d'autres limites que celles de sa modération... Il serait à souhaiter que le Rhin pût continuer à faire la limite de leur monarchie. Pour cet effet, il se trouve un petit duché de Luxembourg à envahir, un petit électorat de Trèves à acquérir par quelque traité, un duché de Liége par droit de bienséance... et il ne faudra à la France que le ministère de quelque homme modéré et doux qui, prêtant, s'il m'est permis de m'exprimer ainsi, son caractère à la politique de sa cour, *et qui*, *rejetant toutes les ruses et tous les détours de ses artifices* sur le compte de ministres subalternes, conduira, à l'abri de *dehors respectables*, ses desseins à une heureuse issue (1).

Maintenant, voici pour ses successeurs. Si Napoléon III n'a pas suivi ces honnêtes conseils, les successeurs de Frédéric II seront plus respectueux.

(1) Œuvres de Frédéric II, édit. de Berlin, 1846, t. VIII. p. 15.

— Tant que ce pays (la Prusse) n'aura pas pris une plus grande consistance et de meilleures frontières, il doit être gouverné par des princes qui soient toujours en vedette, les oreilles dressées pour veiller sur leurs voisins (2).

— ... On prend quand on peut, et on n'a jamais tort que quand on est obligé de rendre.

— ... Ne vous laissez pas éblouir par le mot de justice, c'est un mot qui a différents rapports et qui peut être expliqué de différentes manières.

— Comme on est convenu parmi les hommes que duper son semblable était une action lâche, on a été chercher un terme qui adoucit la chose, et c'est le mot *politique* qu'on a choisi..... J'entends par le mot politique qu'il faut s'appliquer à duper les autres, c'est le moyen d'avoir l'avantage..... car, ce principe posé, ne rougissez pas de faire des alliances dans la vue d'en tirer vous seul tout l'avantage. Ne faites pas la faute grossière de ne pas les abandonner, quand vous croirez qu'il y va de votre intérêt, et souvenez-vous de cette maxime : que dépouiller ses voisins, c'est leur ôter le moyen de nous nuire.

— Ayez donc de l'argent, donnez de la supériorité à vos troupes, attendez la circonstance, et vous serez assuré, non pas de conserver vos Etats, mais de les agrandir. Il y a de mauvais politiques qui prétendent qu'un Etat qui est arrivé à un certain point ne doit plus penser à s'agrandir, parce que le système de l'équilibre a presque fixé à chaque puissance son coin.... L'équilibre n'est qu'un mot. C'est en méprisant ce système que l'on va au grand..... Il faut toujours tenter et être bien persuadé *que tout nous convient*. Mais il faut seulement prendre garde de ne pas afficher avec trop de vanité ses prétentions, et surtout nourrissez deux ou trois hommes éloquents à votre cour, et laissez-leur le soin de vous justifier.

(2) Ibid. Berlin, 1848, t. IX, p. 191.

Maintenant, un petit grain de morale :

— Ne pensez pas que l'amour naisse de la tendresse ; je le crois produit par l'instinct des sens. C'est une nécessité.... Je regarde l'amour comme la faiblesse la plus aimable et la plus excusable des hommes (1).

Nous avons ajouté ce dernier trait pour compléter la ressemblance du portrait que nous avons tâché d'esquisser sur le vif dans le chapitre précédent.

En regard de ces doctrines, relisons les lignes prophétiques de la grande Marie-Thérèse :

— Tout le monde, en Europe, sait quel compte il faut faire du roi de Prusse et de sa parole. La France en a fait l'expérience en plusieurs occasions ; et, en général, aucun souverain en Europe n'a pu se soustraire à ses perfidies. C'est un pareil roi qui veut s'imposer à l'Allemagne... Il est étonnant que toutes les puissances ne se mettent pas d'accord en vue de conjurer un tel danger, qui, tôt ou tard, doit inévitablement se faire sentir de tout son poids A CHACUNE D'ELLES!!!

Ne viendra-t-il donc jamais le temps où les conseils et l'expérience d'autrui serviront à quelque chose ?

(1) Œuvres de Frédéric II, édit. de Berlin, 1840, t. XXVI, p. 89.

XVII

Sadowa.

Nous venons de voir sous quelle hallucination de somnambulisme de Napoléon III, les habiletés de M. de Bismark viennent de nouer la triple alliance de la Prusse, de l'Italie et de la France contre l'Autriche. L'Empereur a le rôle de Iago dans le drame.

La France reculée dans l'ombre n'en est que plus menaçante.

Le gouvernement impérial a longtemps nié le fait ; mais, sur ce point comme sur beaucoup d'autres, ses propres *documents secrets*, brusquement dévoilés, viennent flageller ses allégations des démentis les plus sanglants.

Bien avant l'entrée en campagne, une lettre expédiée des Tuileries à Berlin réconforte et rassure M. de Bismark (1).

(1) « Lorsque nous avons été interrogés par le cabinet de Vienne, nous lui avons déclaré que nous voulions rester neu-

En même temps Napoléon garantit l'Italie contre tout danger et tout revers que pourraient lui infliger les armées autrichiennes (1).

Ainsi la France épaule la Prusse en Allemagne, se tient derrière l'Italie, prête à arrêter l'Autriche victorieuse. Dans ces conditions, les *honorables* conjurés faisaient la campagne presque à coup sûr.

Cependant, cette première base établie, il restait encore bien des points noirs. Quelque forte, quelque bien agencée que fût la puissance militaire de la Prusse, elle n'était pas de force à attaquer l'Autriche, autour de laquelle se rallieraient inévitablement le Hanovre et tous les Etats du Sud. Il s'agissait donc de surprendre la victime.

Voici comment procéda M. de Bismark :

Il endormit, par des notes diplomatiques et des protestations de paix et d'amitié vis-à-vis de l'Autriche, la vigilance de la cour de Vienne.

tres, bien qu'il nous eût fait observer que notre neutralité était plus *favorable* pour la Prusse que pour l'Autriche. » (Drouin de l'Huys. *Lettre confidentielle.*)

(1) « Nous n'avons pas pensé que nous dussions prendre sur nous d'apporter aucun obstacle à l'accomplissement des destinées de l'Italie, ou la détourner des *combinaisons* qu'il lui appartient d'apprécier, à l'entière liberté de son jugement. C'est en ce sens que je me suis exprimé avec M. Nigra. » (Drouin de l'Huys. *Lettre particulière et confidentielle.*)

L'Autriche, épuisée par la guerre d'Italie, et rassurée par les bonnes promesses de la Prusse, se décida à diminuer son armée, pour soulager ses finances.

Alors le roi Guillaume entra en scène et joua son rôle ; toujours le même. M. de Bismark organisa à Gastein une entrevue cordiale et fraternelle entre les deux souverains, pour effacer les derniers vestiges des fâcheuses impressions que le partage des dépouilles du Danemark avaient laissé dans l'esprit du jeune et chevaleresque empereur d'Autriche et pour cimenter entre eux et leurs peuples une *sainte* et *cordiale alliance.*

Le roi Guillaume a l'accolade expansive et les embrassements attendris. M. de Bismark en a souvent tiré des effets prodigieux.

Pendant que son «rude mais honnête» souverain tient l'empereur François-Joseph dans ses bras et sur son cœur « loyal, » M. de Bismark termine rapidement avec l'Italie son traité d'alliance. MM. de Moltke et de Roon organisent à la hâte la mobilisation de l'armée afin de surprendre dans son sommeil et d'étrangler à l'improviste cette confiante et chère alliée, l'Autriche.

Lorsque celle-ci s'aperçut enfin du gouffre creusé si traîtreusement sous ses pas, elle voulut protester et armer à la hâte.

Alors M. de Bismark, dans une circulaire célèbre copiée sur l'un des chefs-d'œuvre de M. de Cavour, cria à la trahison, dénonça à l'Europe cette criminelle velléité de l'Autriche de vouloir se défendre..... Et avant que l'Autriche ait eu le temps de se retourner et l'Europe d'intervenir, la Prusse, qui était prête, armée jusqu'aux dents, mobilisée pour l'invasion de l'Empire, exercée en quelque sorte de longue main pour cette marche forcée, se jeta avec toutes ses forces sur la Bohême.

En même temps, l'Italie, comme le condottière armé du poignard et qui vous guette dans les passes difficiles, se rua sur la Vénétie, plaçant ainsi l'Autriche entre deux feux et entre deux agresseurs qui se valaient par la probité et la loyauté, sinon par la valeur et le succès.

L'archiduc Albrecht, attaqué à l'improviste par l'armée du Re-Galantuomo, deux fois supérieure en nombre, marcha droit à elle et l'écrasa à Custozza, tandis que l'amiral Tegetoff, avec de vieux vaisseaux de bois, enveloppa la flotte cuirassée des Italiens et lui infligea, dans les eaux de Lissa, une défaite complète et honteuse.

L'Italie se contenta de ces deux hauts faits et ne bougea plus.

L'Autriche n'avait pu réunir en toute hâte, en Bohême, qu'une armée très insuffisante, pourvue d'un

vieux matériel de guerre, vis-à-vis de l'armée prussienne mnnie de canons nouveaux et du fusil à aiguille.

Le maréchal de Benedeck ajouta à toutes ces conditions malheureuses, une manœuvre déplorable, et le choix d'une position désastreuse pour ses troupes, en cas de retraite.

C'est ainsi que s'engagea la bataille de Sadowa. Malgré les ravages de l'artillerie et de la mousqueterie prussienne, malgré les désavantages de la position, les Prussiens étaient battus à deux heures et pliaient de toutes parts devant la solidité et l'héroïsme des troupes impériales, quand une deuxième armée prussienne apparut sur le champ de bataille et changea la victoire en défaite (4 juillet 1866.)

Sadowa retentit comme un coup de foudre sur l'Europe stupéfaite et consternée. La Russie et l'Angleterre commençaient enfin à comprendre où tendait l'audace de la Prusse.

L'attitude équivoque de la France avait maintenu forcément la neutralité de l'Europe; Napoléon continua à rester inerte devant les notes diplomatiques échangées au sujet de cette guerre désastreuse,

Cependant l'Autriche, victorieuse en Italie, n'était pas encore gravement atteinte.

Tous les Etats de l'Allemagne du Sud se levaient pour lui venir en aide, et l'armée prussienne pou-

vait être coupée de sa ligne d'approvisionnement et de retraite. Le Patron de la Prusse trancha la question. Napoléon se hâta d'intervenir, et la paix fut signée précipitamment à Prague.

L'Autriche ne voulut pas céder directement la Vénétie à l'Italie, et l'Empereur assuma ce rôle ridicule et honteux, d'ajouter piteusement de ses propres mains, au commandement de la Prusse, la dernière pierre à cet édifice de l'unité italienne qu'il avait reniée et désertée à Villafranca.

M. de Bismark triomphait en tout et partout. Avant même que les stipulations de Prague fussent signées, il se jeta sur l'Allemagne, proie désormais livrée sans défense à ses convoitises.

Il annexa à la Prusse tous les Etats du Nord et extirpa, sous la menace du canon, des centaines de millions aux Etats du Sud.

Désormais l'Allemagne est prussifiée.

Cependant la tâche est encore ardue et les difficultés surgissent de tous côtés, menaçantes, nombreuses et compliquées.

L'Europe indignée était prête à protester et serait assurément intervenue, si l'apparition de Napoléon III aux préliminaires de Prague n'avait de plus en plus persuadé la diplomatie qu'il y avait connivence et traité entre les deux gouvernements de Prusse et de France. Cette attitude de Napoléon

derrrière les spoliateurs, ce rôle de bravo muet et masqué comme le bourreau du moyen âge, épouvantaient les amis de l'Autriche et du bon droit, et c'est grâce à cette attitude, grâce à cet épouvantail, que la Prusse eut le temps de dévorer sa proie.

Qui donc eût pu se douter qu'il y avait au monde un homme assez insensé, assez imbécile, assez délaissé de Dieu et du sens commun, pour assister avec un désintéressement criminel et hébété à la ruine de ses véritables alliés, pour aider au creusement certain de sa propre fosse?

M. de Bismark, malgré toutes ses habiletés, malgré sa connaissance profonde des aberrations de ce cerveau brumeux de l'Empereur, tremblait à chaque instant que l'édifice encore si fragile de son immense audace ne s'écroulât. La moindre secousse, la moindre suspicion de la part de la France, un instant de réveil du somnambule des Tuileries, et tout pouvait verser dans l'abîme.

M. de Bismark a avoué depuis, à un confident intime, combien d'angoisses assiégeaient alors son esprit: « Ce sont, disait-il, les heures les plus fiévreuses, les plus lourdes et les plus douloureuses que j'aie vécu! » Mais aussi c'est l'heure où il déploya le plus de talent, le plus de souplesse, le plus d'activité, le plus de merveilles, dans toute sa carrière si remplie.

Il sut faire face à tout.

Jamais il ne fit plus de promesses, ne laissa entrevoir plus de dévouement et de soumission pour l'Empereur. Il commença par annexer violemment à la Prusse tous les territoires à sa convenance : près de cinq millions d'âmes, mais il demanda gracieusement l'assentiment de la France. M. Drouyn de Lhuys, ministre des affaires étrangères, refusa énergiquement et demanda des compensations.

Mais M. de Bismark avait près de l'Empereur un ennemi plus redoutable, ce fut le maréchal Niel. Le maréchal — le vainqueur de Solferino — suivait d'un œil attristé cette campagne de forbans, cette guerre impie qui, sans raison ni prétexte — uniquement pour satisfaire les avidités d'une nation de proie — tombait à l'improviste sur ses alliés de la veille, sur ses confédérés, ses frères de langage et de patrie, pour les spolier, après les avoir traîtreusement assassinés.

Il essaya de secouer la torpeur et les illusions de l'Empereur et lui proposa un plan hardi, décisif, qui relèverait par un coup de foudre la fortune des Napoléon et assurerait la salvation de la France pour le présent et l'avenir (1).

(1) Au moment du conflit entre la Prusse et l'Autriche, M. Drouyn de Lhuys conseilla à Napoléon une attitude énergique, au moins la médiation armée. L'Empereur repoussa le

En effet, si devant les tergiversations et les promesses de la Prusse, l'Empereur eût brusquement jeté trois cent mille hommes sur le Rhin, pour réveiller la mémoire de M. de Bismark et l'*aider* dans la campagne fraternelle qu'il allait perpétrer au retour de Sadowa contre « ces principicules, les parasites et la plaie de la patrie allemande, » comme disait M. de Bismark, il était encore le maître et l'arbitre de la situation (1).

La Prusse, prise à revers pendant qu'elle luttait avec toute l'Allemagne en armes ; l'Allemagne exaspérée contre la trahison fratricide du roi Guillaume ; — tout l'édifice de M. de Bismark sombrait, sans que Napoléon eût besoin de tirer un conp de fusil.

Mais l'Empereur préféra les conseils de M. de Bis-

conseil. Comme Sadowa émut péniblement tous les esprits éclairés en Europe, Napoléon, pour justifier son inaction, publia que le ministre de la guerre avait déclaré *n'être pas prêt*. — Or, au mois d'avril suivant, le maréchal Randon rédigea un mémoire qui prouvait qu'au contraire la France était parfaitement prête. On défendit la publication, comme *inopportune*. Or, il en résulte nettement que l'Empereur était convaincu qu'au moindre signe il arrêtait l'Italie, et que, se portant au secours de l'Autriche et de l'Allemagne en armes, la Prusse était écrasée. — S'il n'est pas intervenu, malgré tous les conseils, c'est qu'il était acquis à la Prusse et déterminé à la laisser agir.

(1) Une femme d'un esprit éminent, la reine de Hollande, lui écrivait, le 13 juillet 1866, cette lettre remarquable et prophétique : « Vous vous faites d'étranges illusions. Votre prestige a plus diminué dans cette dernière quinzaine, qu'il n'a diminué pendant la durée du règne. Vous permettez de détruire le

mark à ceux du maréchal Niel, et les télégrammes fraternels du roi de Prusse, au cri d'angoisse de la France.

Il est des heures suprêmes, dans le cours des affaires humaines, qui décident pour des siècles de la destinée des nations.

Malheur à ceux qui ne savent pas les prévoir; mais malédiction sur ceux qui ont charge d'âmes et de peuples; qui sont édifiés sur la gravité des évenements qui arrivent; qui ont aidé ténébreusement à les faire surgir; et qui ne sont pas prêts quand la fortune passe à leur portée. L'Empereur laissa la Prusse tranquillement achever son œuvre.

L'armée prussienne repassa le Mein, poussant devant elle et traînant dans ses fourgons tout ce qu'elle avait pu piller par toute l'Allemagne — caisses publiques et privées, armes, objets précieux, et jusqu'aux wagons des chemins de fer. — Le

faibles; vous laissez grandir outre mesure l'insolence et la brutalité de votre plus proche voisin.

Je regrette que vous me croyiez intéressée à la question, et que vous ne voyiez pas le funeste danger d'*Une* puissance-Allemagne et d'*Une* puissance-Italie.

C'est la dynastie qui est menacée, et c'est elle qui en subira les suites.....

La Vénétie cédée, il fallait secourir l'Autriche, marcher sur le Rhin, imposer vos conditions !

Laisser égorger l'Autriche, c'est plus qu'un crime, c'est une faute.....

pieux roi Guillaume levait plus que jamais les bras vers le ciel, et lançait des oraisons émouvantes sur la charité évangélique, la sainte soumission aux décrets de Dieu.

« Le Seigneur tout-puissant, de qui dépend le sort des batailles, auquel il appartient de donner ou de retirer la victoire, avait daigné prononcer lui-même dans cette grande cause. Il avait ordonné à son pieux serviteur Wilhelm-rex, d'abaisser devant lui l'orgueil des rois de Saxe, de Wurtemberg et de Bavière, de remettre à sa place l'électeur de Hesse-Darmstadt; il lui avait commandé de s'approprier les territoires du duc de Nassau et de l'électeur de Hesse, de prendre Francfort, et de mettre enfin sur sa tête la couronne de son très cher frère le roi de Hanovre.

C'étaient là des décrets bien pénibles à exécuter!!!

Mais quoi! les voies de Dieu sont toujours droites et ses desseins sont insondables.

Eclairé par la grâce d'en haut et prêché tout bas par son ministre, le roi Guillaume se résigna; il était prêt à se sacrifier!!! »

Et ainsi s'accomplit la grande spoliation : l'une des évolutions les plus dangereuses de ce temps, et assurément la plus inique et la plus monstrueuse.

En effet, ce ne sont pas des ennemis qu'on dépouille, qu'on détrône, qu'on dénationalise; ce sont

des confédérés, des amis de la veille, des princes alliés au spoliateur. De ce jour, la prussification de l'Allemagne est réalisée sous la main du roi Guillaume.

A ce moment, M. de Bismark respira. Il comprit toute l'étendue du parti qu'il pouvait tirer des errements et de la faiblesse de Napoléon III, et entrevit — chose précieuse pour la Prusse — qu'il y avait moyen de tout conquérir sans rien donner au comparse naïf et crédule des Tuileries. Désormais, la Prusse agrandie, enrichie, armée, commença à parler un nouveau langage, et M. de Bismark peut hardiment, en cas de difficultés avec l'Empereur, mettre en avant le thème hypocrite des exigences du parti militaire qui « gêne ses mouvements et arrête les générosités qu'il voudrait faire à la France. »

Et ainsi s'achève le premier acte du drame. C'est l'acte le plus important, sa réussite assure toutes les autres.

L'Autriche est atteinte dans sa vitalité. C'est une nouvelle victime de la protection de l'Empereur Napoléon.

La Confédération germanique et l'Autriche, dont Napoléon III vient de saluer la défaite, ont été les deux dernières sauvegardes de la grandeur politique de la France.

XVIII

Les diplomates de l'Empire.

L'un des côtés par lequel la France étonnera le monde, c'est l'affaissement des caractères et de la virilité de ces générations matérialistes et sceptiques, formées par la Révolution et achevées par l'Empire. De toutes ces mains avides et présomptueuses qui se tendent pour saisir le pouvoir, aucune n'est de force à en manier le moindre levier. Le jour où, au lieu de servilité, il faudra de l'intelligence et de l'énergie, au lieu d'ambition, du patriotisme, la France restera seule et abandonnée en face du péril.

Nous venons de voir comment s'est engagé le duel entre les convoitises séniles de Napoléon et les fourberies de la Prusse. Des éclairs sinistres ont traversé ces ténèbres et auraient dû réveiller la France.

Avant que l'orage n'éclate sur elle, nous deman-

dons au lecteur de lui présenter les acteurs qui vont dénouer le drame.

Cinq personnages principaux vont occuper en France la scène politique jusqu'au moment où le canon viendra balayer ces tristes comparses de leurs tréteaux.

M. Rouher, que ses familiers comme ses adversaires appelaient le Vice-Empereur, était arrivé à l'apogée de son influence. Quoique profondément antipathique aux Tuileries, il avait pris une telle prépondérance dans les Chambres et dans l'administration, qu'il était devenu le pivot indispensable du gouvernement.

Ministre d'affaires de premier ordre, orateur éminent, M. Rouher n'a jamais été un homme politique. Il ne s'est jamais douté peut-être qu'il existât une science politique et un art de la diplomatie.

Madame de Staël nous assure quelque part, qu'à Paris l'esprit court les rues. Nous ne nous permettrons pas de contredire une Parisienne si compétente. Elle aurait le droit de nous renvoyer à la paysanne d'Athènes: O ξενος, δεν σασ ανηκει (1).

Mais ce que nous avons été à même de constater, c'est qu'en France le talent surabonde et le caractère fait défaut. Du talent, tout le monde en a; ta-

(1) Etranger, cela n'est pas de votre compétence.

lent léger, superficiel, primesautier, aimable... ; du caractère, nulle part.

C'est par là que la France nous paraît malade, et qu'elle pourrait bien tomber.

M. Rouher est un talent de premier ordre. Il n'est que cela. Il ne domine pas le pouvoir, il s'y cramponne et lui sacrifie non-seulement sa dignité, mais les intérêts les plus sacrés de son pays.

Au lieu d'éclairer son maître sur l'abîme qui s'élargit d'heure en heure, il préfère aveugler la France, faire prendre le change à l'opinion, pour céler les fautes et les périls.

Le jour où il tombera du pouvoir, la chute sera profonde et irrémédiable. S'il avait su en descendre, plutôt que de desservir son pays, M. Rouher serait la personnalité la plus puissante et la plus populaire de l'Empire. Mais pour cela il fallait un caractère, et, comme nous l'avons dit, M. Rouher n'est qu'un immense talent.

Derrière le Vice-Empereur, marche satisfait et heureux, son ombre, son séide, M. de Lavalette (Félix-Marie). M. de Lavalette a été un des intimes de M. de Morny, même aux mauvais jours et bien avant les splendeurs de l'Empire. Dans ces jours lointains et troublés, ils étudiaient de conserve les mille et une surprises que les recors pouvaient

dresser, dans les divers quartiers de Paris, aux débiteurs incorrigibles.

Il était juste qu'ayant été ensemble à la peine, ils arrivassent fraternellement à la gloire. Celle de M. de Lavalette a toujours consisté à se rendre possible, n'importe où, n'importe comment. Il n'est pas de ces esprits exclusifs qui se murent dans une conviction. La sienne est que, moins on en a, mieux on arrive.

Cependant il a un dogme — et il lui est resté fidèle toute sa vie. Comment l'expliquer? Une vieille et spirituelle Polonaise que nous rencontrions autrefois à la cour, disait : Un homme peut briller par mille moyens; mais, pour arriver sûrement, il n'en est qu'un : les femmes. M. de Lavalette a été de la secte de notre vieille baronne.

On pourrrait lui appliquer un célèbre distique ainsi amendé :

> Magna gerant alii, tu Felix Maria nube
> Quod virtus aliis dat tibi alma Venus (1).

M. de Lavalette a eu un serviteur dévoué, un collaborateur assidu, pendant la plus grande partie de sa carrière politique. C'est M. le comte Bene-

(1) Que d'autres accomplissent des hauts faits, toi, Félix Marie, cultive les amours. Ce que la vertu conquiert aux autres, Vénus te l'apporte.

detti, ex-chancelier de consulat en Egypte, ambassadeur à Berlin.

M. Benedetti est le fils d'un Grec; il suppose que lui-même est né en Corse.

Il y avait, à Alexandrie d'Egypte, un vieux Grec madré, retors et millionnaire, du nom d'Anastasi.

Les Juifs et les Grecs qui font fortune de notre temps, n'ont de cesse et de repos que lorsqu'ils ont réussi à hisser un drapeau de consul sur l'entrée de leur maison. Par exemple, ils ne sont pas difficiles sur le pays qu'ils honorent de leurs services; à défaut de la France ou de la Russie, ils se rabattent sur Haïti, Madagascar ou Honolohu, pourvu qu'ils aient un drapeau qui couvre leur trafic.

M. d'Anastasi avait jeté son dévolu sur la Suède.

M. Benedetti, alors employé au consulat de France, fut pris soudain de la passion de s'associer aux destins de la maison d'Anastasi. La chose paraissait difficile de prime abord. M. d'Anastasi, vieux célibataire, n'avait que trois nièces, mesdemoiselles Scambali, lesquelles étaient déjà pourvues l'une d'un diplomate français, les deux autres de deux compatriotes.

Mais M. Benedetti ne se découragea pas pour cela. M. d'Anastasi avait acheté pour son service privé, d'un certain Mary-Bey (ex-tambour-major dans l'expédition de Morée), deux petites esclaves

grecques, que le brave soudard s'était adjugées dans une razzia.

L'une des petites filles devint un modèle de grâce et de beauté et conquit toutes les sympathies de son maître. Grâce à la persévérance du jeune élève consul et du Mekkemè turc, elle devint comtesse de Bendeetti et le vieux d'Anastasi versa des millions dans la corbeille de noces.

L'autre sœur, ô destins bizarres! fut tatouée par la petite vérole et lave encore aujourd'hui la vaisselle à Alexandrie.

L'hymen fit ainsi le bonheur et la fortune du disciple comme il avait déjà fait pour le maître, M. de Lavalette. *Arcades ambo.*

L'Empire lui octroya les postes les plus importants, et, au Congrès de Paris, c'est M. Benedetti qui, comme secrétaire, présentait la plume d'aigle *certifiée véritable* par M. Feuillet de Conches.

Tandis que M. Benedetti s'était chargé à Berlin de M. de Bismark, M. le duc de Gramont quittait l'ambassade de Vienne, pour aller à Paris prendre en mains les rênes de la diplomatie française.

S'il eût existé, dans l'administration impériale, un homme plus incapable encore pour le poste de ministre des relations extérieures, Napoléon III l'eût peut-être découvert.

Un des conseillers de l'Empereur lui représentant

vivement l'incapacité absolue de M. de Gramont et le danger qu'il y avait de lui confier une situation aussi tendue et aussi délicate; le souverain répondit :

— Je le connais, et c'est pour cela que je l'ai choisi.

Parole et sentiment fort justes et acceptables d'un souverain habile, sûr de son impulsion propre, mais dangereux dans la bouche de l'inhabileté et de la présomption.

Un jour, à Vienne, le duc de Gramont, causant avec le chancelier d'Autriche de la conduite odieuse de la Prusse, lui dit d'un accent convaincu : C'EST MOI QUI VOUS VENGERAI.

Enfin M. de Bismark a fait le portrait de M. de Gramont en sept mots : « C'est l'homme le plus bête de l'Europe. » Nous ne nous permettrions pas de retoucher le dessin d'un tel maître. Ce mot cruel, mais d'une si navrante exactitude, lancé en pleine table par le chancelier, fit le tour de l'Europe, exhibant à la galerie la tête solennelle et vide du duc Agénor, ornée de ce signalement. Le duc en garda le cœur profondément ulcéré. Il se vengera, dût-il mettre le feu au monde, dût-il compromettre ou perdre son pays. Vaniteux excessif, présomptueux comme tous ceux de son espèce, il ne cherchera qu'un prétexte. Quelque futile qu'il soit, il en fera son af-

faire personnelle, et jouera l'avenir du monde sur un coup de dé, de sa vanité blessée.

Reste le dernier : le sieur Emile Ollivier.

Celui-là est effrayant d'ineptie et d'immoralité, couvert à la fois de tous les ridicules et de toutes les culpabilités.

Cet homme « au cœur léger » a réussi, comme Erostrate, à faire de son nom une flétrissure immortelle dans l'histoire. Il restera l'opprobre de son parti et la malédiction de sa patrie.

Le sieur Ollivier n'a jamais été une intelligence bien équilibrée. Si le cœur était léger, la tête ne l'était guère moins. Quant à ses ramollissements de conscience, on peut les attribuer à son éducation première. Immense vanité, talent facile — (toujours des talents), — ni sens commun ni sens moral, c'était l'idéal de l'avocat.

Il faisait partie des cinq irréconciliables que le pays avait envoyés au Corps législatif, et qui, avec cette logique et cette délicatesse de conscience, qui caractérisent le radicalisme, avaient prêté serment de fidélité au tyran, pour mieux « le démolir. »

Un jour, il y eut réunion du parti pour discuter, avec les représentants rouges, la ligne de conduite à suivre par l'opposition. Tout le monde formulait son thème. Emile Ollivier se tourna vers l'un des chefs du comité et lui dit : « Tous ces moyens sont

insuffisants... Moi je serai le spectre de l'homme du 2 décembre... Vis-à-vis d'un pareil scélérat, il n'y a qu'une chose à faire : l'ASSASSINER ! »

Dix ans après, l'interlocuteur rentrant chez lui la nuit, passa devant les Tuileries. Il en vit sortir M. Emile Ollivier qui le reconnut, et l'aborda avec la familiarité de vieux complices.

— Comment va l'Empereur ? demanda l'autre malicieusement.

— Pas bien, répondit Emile Ollivier, l'intelligence baisse, l'énergie tombe, il s'effraie de tout... Mais je lui ferai *une vieillesse heureuse !*

Qu'ajouter à cette autobiographie ?

C'est avec de pareils conseillers que le malheureux Empereur va jouer la partie suprême.

Nous avons vu comment la Prusse, après avoir enlevé d'une part aux États du Sud la protection de l'Autriche, et de l'autre fait main basse sur les États du Nord, dont les territoires complétaient son assiette stratégique, sentait sa puissance : la domination sur l'Allemagne entière était désormais réalisée sous le sabre du roi Guillaume (1).

(1) L'ensemble des extorsions et des annexions exécutées par la Prusse n'était nullement, comme beaucoup le pensent, l'effet de convoitises subites éveillées par le succès de Sadowa. C'était un plan complet, soigneusement médité et arrêté de la veille. Celui qui écrit ces lignes se trouvait, en 1865, dans une station d'eaux d'Allemagne, et avait l'honneur de recevoir journellement les

Les États du Sud, quoique laissés provisoirement et en apparence à leur autonomie, restent sans appui et sans contrepoids, exposés aux pressions arbitraires et despotiques que la Prusse voudra leur faire subir. Ils sont annexés de fait, sinon dans la forme.

Mais le chancelier ne s'endormit pas sur cet immense résultat. Il restait à l'horizon un point noir, et, comme le Romain, il estimait que rien n'était acquis, tant qu'il restait quelque chose à craindre. Il entrevoit nettement à l'horizon une lutte terrible, suprême, pour laquelle il lui faut le concours de cette même Allemagne qu'il vient de mitrailler et de ravager. Désormais, ce sera sa préoccupation, son but, son champ de manœuvres.

confidences de deux hommes d'Etat prussiens. On lui développait les vastes horizons des destinées de la patrie allemande. « La race germanique avait deux ennemis avec lesquels il faudrait régler tôt ou tard : Les Gaulois et les Russes. Contre la France, l'Allemagne est appuyée invinciblement sur ses forteresses de la ligne du Rhin; le chemin de Paris lui est ouvert, elle le connaît, et, l'heure venue, elle fera pleuvoir le feu vengeur sur cette vaste Sodome, repaire d'émeutiers et de filles de joie! — Pour rejeter les Moscovites dans leurs steppes de l'Orient, — dans les régions des *hautes herbes*, — il faut que la Prusse s'étende sur la Baltique et la mer du Nord pour leur couper tout accès vers l'Occident...... »

Et l'Angleterre, demandions-nous ?

« Son rôle politique est fini. Elle le sent, et ne s'occupe plus que de son trafic. Si elle revenait à une velléité agressive, l'Amérique, peuplée d'Allemands et d'Irlandais, nous aiderait à lui donner le coup de grâce. »

Faire oublier aux annexés de la Confédération du Nord leurs princes, leurs franchises et les brutalités du conquérant, sous le prisme de la gloire acquise et des brillantes perspectives de l'avenir; — reconquérir sinon les sympathies, du moins le concours des états du Sud, en se posant comme l'égide de la patrie allemande, comme le seul protecteur efficace contre les *odieuses* et *éternelles* revendications *des Gaulois* sur *le Rhin*; telle était la tâche nouvelle. M. de Bismark ne perdit pas de temps. Il commença par soudoyer la presse dans toute l'Allemagne et organisa une campagne sourde et habile contre les « exigences de la France et les projets qu'elle méditait contre l'Allemagne. » — « Une Prusse forte peut seule refréner les visées impies de Napoléon. »

Quiconque connaît l'esprit germanique, ses vieilles tendances de races, sa gallophobie, comprend quel instrument perfide, mais tout-puissant, le chancelier se fourbissait sous main par cette propagande.

Ici il faut aborder et vider une question importante et fort délicate dans ce débat.

En France et quelque peu en Europe, on accuse M. de Bismark d'avoir préparé la guerre contre la France, d'avoir tendu une série de pièges à son aveugle adversaire, jusqu'au jour où celui-ci s'est

laissé prendre si pitoyablement dans la question d'Espagne.

C'est une inexactitude. M. de Bismark prévoyait une guerre avec la France, prenait ses mesures en conséquence, mais ne la désirait pas au fond.

Le chancelier se sentait maître en Allemagne; il ambitionnait d'adjoindre à son œuvre tout ce qui pouvait gêner le développement de la Prusse vers les mers du Nord. L'annexion du Sud n'était plus qu'une question de temps. La réalisation et la solidification de cette grande tâche suffisaient pour le moment à l'ambition de M. de Bismark.

Le parti militaire et féodal, en Prusse, était d'un autre sentiment. Exalté par ses récents succès, il ne rêvait que guerre et invasion. Il publiait des mémoires et des volumes pour prêcher la guerre *sainte*, et démontrer la manière de vaincre la France (1).

Placé entre les énergumènes de Berlin et les visées maladives et illogiques de Paris, le chancelier comprit que la lutte était inévitable et il se précautionna contre l'évènement. Mais de là à conclure que M. de Bismark recherchait et attisait le conflit, il y a tout un monde.

(1) *De la manière de combattre les Français*, par le prince Frédéric-Charles.

Considérations sur les défenses naturelles et artificielles de la France, dans le cas d'une invasion allemande, par le lieutenant-colonel von Verdy.

Seulement, son attitude a changé. Hier encore une politique habile et énergique de la France pouvait bouleverser tout le système des agrandissements de la Prusse; — aujourd'hui, l'édifice s'est déjà consolidé et chaque heure le fortifie; tandis que, par un contre-coup logique et forcé, tout ce qui augmente la sécurité de la Prusse ébranle le pouvoir et diminue les chances de Napoléon.

M. de Bismark connaît à fond l'impéritie du gouvernement impérial, le désastre de ses finances, l'imperfection de son armement, l'affaissement de la discipline et du moral de l'armée française; il se sent armé de tout ce qui manque à son adversaire, et conséquemment, d'heure en heure, l'attitude et le langage du chancelier deviennent plus fermes et plus inexorables vis-à-vis des menées ténébreuses et insensées de la diplomatie impériale.

Une chose inouïe dans l'histoire et la politique d'un peuple, c'est de voir un gouvernement placé entre ses dangereuses convoitises et des ennemis formidables, et qui ne cherche pas à se précautionner d'une alliance sérieuse et sincère qui puisse appuyer ses réclamations et surtout ses armes.

Les menées tortueuses de Napoléon III lui avaient aliéné les amis comme les protégés de la France. Il était généralement acquis en Europe, qu'une alliance avec la France ne pouvait être que périlleuse avec

l'esprit et les agissements de l'Empereur, et M. de Bismark avait habilement exploité cette doctrine dans toutes les chancelleries, en communiquant secrètement les confidences et les propositions malheureuses des agents français.

Cependant, à la dernière heure, une circonstance providentielle offrit à Napoléon III le moyen de s'assurer un concours tout-puissant, un allié qui, tout en ne suivant pas l'Empereur dans des revendications exagérées, pouvait soutenir victorieusement les droits légitimes de la France, mais surtout la sauvegarder d'un échec. Ce contrat ne lésait en rien les intérêts politiques ou matériels de la France, mais il s'offrait à condition que l'Empereur agît loyalement, sans ambiguités ni sous-entendus. On ne sut pas saisir cette dernière planche de salut.

L'Empereur et surtout le prince Napoléon s'entêtèrent jusqu'à la dernière heure à croire qu'ils finiraient par s'entendre avec la Prusse. On se rejeta donc à corps perdu dans les expédients d'une politique de négociations secrètes et fiévreuses.

Si l'opinion publique en Europe n'avait pas été ballotée en tous sens par les affirmations et les négations des partis en lutte, nous épargnerions au lecteur la dernière phase de ces manœuvres occultes.

Mais l'histoire voudra se rendre un compte exact des responsabilités réciproques et de ces petites

intrigues, qui ont amené de si graves événements et d'irrémédiables catastrophes.

Nous allons les résumer rapidement, en les éclairant de documents authentiques des deux adversaires.

C'est un spectacle puéril et lamentable de voir Napoléon III s'évertuer à renouer sans cesse ce fil de négociations secrètes, que M. de Bismark trouve moyen de toujours couper au dernier moment et sous mille prétextes plus ou moins plausibles, mais tous d'une perfidie raffinée. Et le malheureux Empereur recommençait le lendemain sa trame de Pénélope.

Le pauvre homme ne demandait plus les grandes annexions que M. de Bismark avait fait luire autrefois à ses prunelles éblouies.

Il se contentait de moins. Il se sentait envahir de terreurs profondes. Il voyait que le terrain fuyait sous ses pas; que chaque heure emportait une illusion, tandis que derrière lui grandissait sourdement l'inquiétude de la France. Il sentait qu'il attirait sur lui, sur son gouvernement, sur sa dynastie des responsabilités terribles. Il entrevoyait vaguement la perfidie de M. de Bismark, et au lieu de revenir à la perception nette de la position, à ces résolutions énergiques qui relèvent les situations extrêmes, il s'aveugle plus profondément, espérant en-

fin avoir raison de la mauvaise foi de la Prusse par des concessions et des compromis habilement soulignés de menaces.

Dans cette nouvelle évolution, on feint une confiance et un dévouement quand même vis-à-vis de la Prusse, et, pour endormir les susceptibilités de l'opinion publique en France, le gouvernement impérial recommence, dans sa presse et à la tribune, les tristes palinodies qu'il a déjà tant discréditées jadis, pour pallier ses défaillances en Italie et ses défaites au Mexique.

Tandis que MM. Drouyn de Lhuys et Rouher se refusent à reconnaître les annexions de la Prusse, Napoléon III les reconnaît en arrière de ses ministres, comme il l'avait déjà fait en 1859 pour l'Italie, à l'insu de M. Walewski.

M. Drouyn de Lhuys se retire et l'on installe M. de la Valette, un de ces diplomates et de ces ministres qu'on appellerait au théâtre « des utilités. » Ils n'ont jamais eu de leur existence une opinion ou une inspiration autre que celle d'endosser servilement toutes les corvées que le pouvoir veut bien leur faire l'honneur de leur confier.

M. de la Valette se mit résolûment à chanter les grandeurs de la Prusse dans une circulaire qui demeurera le chef-d'œuvre du genre.

« La France ne pouvait que se réjouir de l'agran-

dissement de la Prusse, qu'elle a appelé de tous ses vœux et favorisé de son concours! »

Après le serviteur, le maître: Napoléon, dans son discours d'ouverture de la session de 1867, reprend le thème: Il se félicite d'avoir aidé à la situation nouvelle; sans faire la guerre, par sa seule influence, il a acquis la Vénétie à l'Italie, détruit la vieille Confédération germanique (1) et rejeté l'Autriche hors de l'Allemagne; et tout cela, sans de trop violentes secousses et sans le concours des passions révolutionnaires.

Un seul petit nuage tachait ce ciel bleu, c'était que la Prusse n'avait pas demandé au *vote populaire de ratifier les annexions!*

Ce dernier trait est du plus haut comique.

La Prusse vient d'annexer par le canon et toutes les violences barbares. Elle tient encore sous le genou ces populations frémissantes..... dépouillant, emprisonnant, déportant les récalcitrants....... Les princes se sauvent, les peuples protestent, le maire de Francfort se suicide de désespoir..... et Napoléon s'étonne que la Prusse n'appelle pas tous ces gens-là à proclamer, par le vote, leur enthousiasme pour les douceurs que leur apporte le roi Guillaume!

(1) Il est démontré, au contraire, à tous les esprits pratiques, que la Confédération allemande était devenue l'institution la plus heureuse et la plus favorable au maintien de la prépondérance française en Europe.

L'Empereur, dans ce même discours (15 fév. 1867) déserte sa politique des *nationalités* pour une théorie nouvelle : celle « des agglomérations. »

Napoléon I[er] n'avait-il pas préconisé ce dogme du haut de ses méditations de Sainte-Hélène? (1) Donc, plus de petits États :

« L'influence d'une nation, conclut Napoléon III, dépend du nombre d'hommes qu'elle peut mettre sous les armes! »

Cette profondeur de pensée nous révèle l'état délabré du cerveau du malheureux souverain.

Mais l'homme qui accentua le mieux les secrètes tendances de la politique napoléonienne, et les sources des erreurs fatales d'où découlaient tous les périls de l'heure présente, c'est le prince Napoléon.

Rappelons-nous son discours après festin, qu'il prononça au moment de l'invasion de l'Autriche par les Prussiens. Nous pouvons emprunter le dicton populaire « *in vino veritas* » pour affirmer que cette improvisation révélait l'âme de la politique et le fond des tendances des Napoléon. Nous en appelons à ceux qui jouissaient des honneurs de l'intimité au Palais-Royal ; ils savent que c'était là le thème éternel et passionné du prince. C'est dans ces sorties

(1) Napoléon I[er] avait, en effet, préconisé les agglomérations, mais il en avait fait une application *exclusive* à la France, qui avait fini par s'étendre du Zuidersée au golfe de Tarente.

véhémentes qu'on surprend le dernier mot du secret des Napoléon. Il est vrai que souvent le prince, après avoir lancé une idée dans la circulation, semblait être blâmé par l'Empereur et parfois ostensiblement désavoué, comme pour le discours d'Ajaccio. Il n'en était rien au fond. L'idée faisait son chemin et le tour était joué. Écoutons :

« Ce que conseillent ces messieurs, c'est l'ancienne et traditionnelle politique qu'on a trop ménagée depuis douze ans !

« Il faut voir de plus haut et regarder plus loin.

« L'Empire, c'est le triomphe de la démocratie moderne, de la Révolution, qui a été enrayée par quinze ans de Restauration et par dix-huit ans de libéralisme parlementaire, mais qui déborde aujourd'hui de toutes ses digues impuissantes. On a fait trop d'hésitation et de prudence jusqu'ici ; on aurait dû s'allier franchement à la Prusse et à l'Italie depuis un an. L'heure est venue où le drapeau de la Révolution, celui de l'Empire, doit être largement déployé. — Quel est le programme de cette Révolution ? — C'est d'abord la lutte engagée contre le catholicisme, lutte qu'il faut poursuivre et clore ; c'est la constitution des grandes unités nationales, sur les débris des Etats factices et des traités qui ont fondé ces Etats ; c'est la démocratie triomphante ayant pour fondement le suffrage universel, mais qui a besoin, pendant un siècle, d'être dirigée par les fortes mains des Césars ; c'est la France Impériale au sommet de cette situation européenne ; c'est la guerre, une longue guerre, comme condition et instrument de cette politique.

« Voilà le drapeau et le programme.

« Or, le premier obstacle à vaincre, c'est l'Autriche. L'Autriche est le plus puissant appui de l'influence catholique dans le monde ; elle représente la forme fédérative opposée au principe des nationalités « unitaires. »

« Elle veut faire triompher à Vienne, à Pesth, à Francfort, les institutions libérales et parlementaires opposées à la démocratie.

« C'est le repaire du catholicisme et de la féodalité ; il faut donc l'abattre et l'écraser. L'œuvre a été commencée en 1859 ; elle doit être achevée aujourd'hui.

« La France impériale doit donc rester l'ennemie de l'Autriche ; elle doit être l'amie et le soutien de la Prusse, la patrie du grand Luther, et qui attaque l'Autriche par ses idées et par ses armes ; elle doit soutenir l'Italie, qui est le centre de la Révolution dans le monde, en attendant que la France le devienne, et qui a la mission de renverser le catholicisme à Rome, comme la Prusse a pour mission de le détruire à Vienne. Nous devons être les alliés de la Prusse et de l'Italie, et nos armées seront engagées dans la lutte avant *deux mois* (1). »

Rejoignons le cours des événements.

Après avoir minutieusement rédigé à Paris le projet de traité qui devait apporter à l'Empereur ces compensations tant promises par M. de Bismark, « fiche de consolations absolument nécessaire à la France inquiète, en présence de l'agrandissement rapide et démesuré de la Prusse, » — le comte Benedetti fut chargé de le présenter à Berlin.

Il le remit à M. de Bismark le 5 août 1866.

Ce projet, qui réclamait immédiatement le Rhin, depuis la ligne de la Moselle avec Mayence, indiquait pour l'avenir l'annexion de la Belgique. C'était,

(1) Voir les journaux du temps et le *Journal de Bruxelles* du 29 juin 1866.

on s'en souvient, le projet primitif que M. de Bismark avait autrefois présenté à l'Empereur.

Aujourd'hui que le coup de main n'a servi qu'à la Prusse, les amis de la veille se renvoient avec acharnement les injures et les démentis.

M. le comte Benedetti qualifie M. de Bismark de « génie de la trahison; » celui-ci répond, document en mains, que ses adversaires ont été d'une ineptie telle, que le « génie » était inutile pour les noyer dans leurs petites intrigues inavouables (1).

Dans toutes ces misérables négociations, on voit avec peine combien cette diplomatie française est légère et imprévoyante, inconsciente de ses droits et de ses devoirs, et si au-dessous de la dignité et de la grandeur de la France. Ministres et ambassadeurs ne sentent jamais derrière eux l'âme et le génie de la patrie; ils n'ont qu'un but, qu'une inspiration, c'est de flatter les faiblesses du maître.

M. Benedetti disait à M. de Bismark :

« Je croirais l'existence de la dynastie impériale en danger, si l'opinion publique, en France, n'était

(2) Les hommes d'Etat français de l'Empire, et le gouvernement du 4 septembre, ont eu la simplicité de ne pas mettre en sûreté les papiers d'Etat, en sorte que les Prussiens ont pu transporter à Berlin toutes les preuves de leur propre félonie et tous les arguments par lesquels Napoléon III pouvait exhiber de leur mauvaise foi.

pas apaisée par une concession équitable de la part de la Prusse. »

Les périls que pouvait courir la dynastie des Napoléon étaient un maigre argument sur l'esprit et le cœur du chancelier ; ces platitudes et ces petitesses des adversaires lui livraient tout le secret de leur faiblesse. Et il en saura tirer parti.

Autrefois, les envoyés de la France parlaient un autre langage à Berlin.

Ils eussent rougi d'intéréssser l'étranger au salut de la dynastie ; ils exposaient les droits de leur pays, signifiaient la volonté de la France, et personne ne se fût avisé de se jouer de ses protocoles. M. de Bismark ne laissera pas tomber l'argument du salut dynastique. Lorsqu'il se verra acculé trop vivement, il dira aux négociateurs français : « Faites observer à S. M. l'Empereur qu'une guerre en présence des excitations révolutionnaires pourrait bien être moins funeste aux dynasties allemandes qu'à celle des Napoléon (1). »

La demande du 5 août fut examinée à Berlin, et définitivement « reconnue irréalisable, » en présence des résistances passionnées de « l'opinion et de la presse allemandes dès qu'il s'agit de l'intégrité du territoire. »

(1) Reichs'Anzeiger. Berlin.

Le 12 août, une nouvelle missive des Tuileries modifie la précédente. On renonce à Mayence. Le 18 août, M. Cheuvy arrive de Paris à Berlin, porteur pour M. Benedetti « d'un résumé succinct et précis de ses nouvelles instructions. »

Rien n'est instructif et cynique à la fois comme de voir aujourd'hui M. le comte de Bismark humilier ses naïfs adversaires, en publiant brutalement les documents officiels français, volés au château de M. Rouher, lors de l'occupation prussienne.

Après avoir livré au public les documents secrets de la cour des Tuileries, il ajoute : « C'est vers cette époque (29 août) que l'ambassadeur français met en doute pour la première fois que l'on puisse compter sur la sincérité de la Prusse en cette affaire ! »

Décidément cela tourne à la haute comédie ; M. de Bismark constatant ironiquement que c'est alors seulement que Napoléon et son gouvernement commençaient à se douter que *la Prusse et le chancelier pourraient bien se moquer d'eux*, est un trait achevé.

Après ces sinistres plaisanteries, M. de Bismark clôt pour le moment le débat. mais en menaçant honnêtement ses pauvres contradicteurs, s'ils continuent à se plaindre, de servir au public des révé-

lations plus désobligeantes encore, toujours puisées aux sources de ses déprédations en France.

« Nous n'avons pas l'intention de faire des révélations qui excéderaient le but de la défense. Jusqu'à ce que nous y soyons forcés, nous résisterons à la tentation de faire plus amplement usage des abondants et très instructifs matériaux qui sont à notre disposition. »

Le gouvernement impérial se faisait plus humble de jour en jour et retranchait sans cesse de ses exigences de la veille.

Des prétentions sur le Rhin, la Belgique et le Luxembourg — ce que l'Impératrice avait appelé « nos prétentions définitives (1), » on ne se cramponnait plus qu'au dernier lot : le Luxembourg.

L'Empereur Napoléon entra directement, à ce sujet, en négociations avec le roi de Hollande. Une personne inavouable fut la première négociatrice du projet. Les bases arrêtées, ni l'Empereur ni le roi de Hollande n'osèrent conclure le marché sans en référer à Berlin. M. de Bismark avait tant de fois promis le Luxembourg à Napoléon, que celui-ci était persuadé que le chancelier saisirait avec bonheur cette occasion de payer sa dette à l'Empe-

(1) Papiers secrets de l'Empire, livraison 24. Missive de M. Rouher au marquis de Moustier, 6 août 1866.

reur avec l'argent de la France et une province hollandaise.

Il se trompait encore.

Plus le gouvernement impérial se faisait modeste, plus augmentaient et la confiance et l'audace de la Prusse. M. de Bismark sembla approuver avec effusion la convention de la cession du Luxembourg, seulement il conseilla aux deux augustes contractants de vouloir bien la tenir secrète, jusqu'à la fermeture du Reichstag, « pour ne pas avoir à lutter contre les idées étroites du parti féodal. »

Et aussitôt il prépara sous main une manifestation énergique contre le projet, et quand l'opinion en Allemagne fut assez préparée, il fit faire au Reichstag une interpellation au sujet de la vente du duché. Tout le parlement déclara naturellement s'opposer à la ratification du traité.

Le tour était joué.

Le roi de Hollande, épouvanté, recula, et Napoléon III en fut encore une fois pour la honte et les frais de cette pitoyable campagne.

Cependant l'effervescence du sentiment public en France fut telle, que l'Empereur dut armer et diriger des troupes sur la frontière.

Mais M. de Bismark n'était pas tout à fait prêt. Le roi Guillaume s'adressa à la reine Victoria, et le gouvernement anglais vint au secours de la

Prusse. Le différent fut apaisé diplomatiquement sous les auspices de l'*entente cordiale.* (Mai 1867.)

Cette équipée coûta près de deux cents millions à la France. Le nouvel échec fut d'autant plus cruel, qu'il était plus inattendu.

L'Empereur parut poussé à bout; une note du gouvernement impérial accentua énergiquement les griefs de la France, et Napoléon commença par faire, à nouveau, des avances à l'Autriche.

Alors recommença le rôle du roi Guillaume.

M. de Bismark faisait annoncer toutes les quinzaines qu'il viendrait en France rétablir sa santé délabrée (1). Mais le chancelier ne se souciait plus d'une rencontre avec Napoléon III et ses *amis* des Tuileries, et il expédia son souverain à Paris.

Le roi Guillaume accepta la splendide hospitalité de l'empereur des Français, et put à nouveau, exposer « son loyal dévouement pour Napoléon et pour la France (2). » Pendant ce temps, M. de Bis-

(1) Voir les journaux du temps.

(2) Le roi Guillaume professait un enthousiasme juvénile pour les grâces et les « perfections » de l'Impératrice Eugénie. Un jour il apprit que l'Impératrice, à la suite d'un violent colloque avec son auguste époux, avait quitté brusquement les Tuileries pour se réfugier dans une petite station balnéaire, obscure et solitaire, du Taunus. — Aussitôt il déserte Bade et sa cour, les trilles de la Lucca et les boutons de rose d'Isabelle, pour courir à Schwalbach offrir galamment ses services à la noble exilée. L'Impératrice a fort spirituellement retracé, dans une lettre intime, cette pittoresque scène de chevalerie errante.

mark termina ses armements formidables et acheva de se concilier le reste de l'Allemagne.

Désormais, les choses vont changer de face. M. de Bismark avait compris, depuis Sadowa, qu'une lutte avec la France était inévitable; que cette lutte serait le couronnement de son œuvre, ou la perte de la Prusse. Il joua la partie en conséquence.

Il avait compris surtout que le meilleur et le plus sûr moyen de cimenter l'unité allemande sous le sceptre du roi Guillaume, c'était de jeter l'Allemagne dans une lutte contre la France.

C'est dans ces conditions qu'éclata le scandale de l'intrigue souterraine du prince de Hohenzollern.

Que M. de Bismark ignorât, — comme il l'a juré sur l'honneur, — cette ténébreuse machination, nous n'en croyons absolument rien. L'Europe ne sait malheureusement que trop quel fonds l'on peut faire sur les affirmations les plus solennelles du chancelier prussien. Mais qu'il ait échafaudé cette combinaison pour amener la guerre, est une erreur tout aussi caractérisée. Les choses en étaient venues au point que du moindre incident pouvait naître un conflit. Voilà ce dont M. de Bismark était absolument convaincu. Mais il se fût bien gardé d'engager la partie sur un terrain étranger ou antipathique à l'Allemagne.

Bien plus, lorsque Prim, ce condottiere taré, ce renégat vaniteux et incapable, après avoir mendié un souverain à toute l'Europe, déterra enfin un Hohenzollern, M. de Bismark dut croire d'abord que ce choix ne serait pas désagréable à l'Empereur.

En effet, les Hohenzollern étaient quelque peu alliés à la famille Bonaparte; les deux frères avaient été les élèves de la sœur de lait de l'Empereur et toujours comblés de bienveillance aux Tuileries. C'est l'Empereur qui plaça en quelque sorte l'aîné sur le trône de Roumanie; en quoi le choix du dernier pour l'Espagne pouvait-il indisposer Napoléon III? M. de Bismark pouvait croire le contraire.

Cependant l'opinion publique en Europe, habituée à se défier du chancelier de Prusse, et à lui attribuer d'emblée tous les torts et toutes les perversités, avait pris fait et cause pour la France avec une sympathie unanime. C'était pour M. de Bismark une situation périlleuse. L'action engagée sur une question étrangère à l'Allemagne, sur une intrigue d'ambition d'un principicule prussien, enlevait à la Prusse la coopération des États du Sud et l'exposait seule et isolée au choc de la France et à l'animadversion de l'Europe.

Le chancelier trouva rapidement moyen de changer l'assiette de la question. Il y déploya toute l'as-

tuce, toute la dépravation de son infernale habileté. Il visa avec un coup d'œil étonnant l'infirmité de ses adversaires, et les diplomates français tombèrent dans le piége d'Ems.

Aussitôt l'opinion fut secouée par toute l'Allemagne comme par un courant électrique. Dans les journaux, les chaires, les parlements et dans les lieux publics, ce fut une explosion et comme un mot d'ordre. On n'entendait plus qu'imprécations contre les Napoléon, contre Iéna et les *crimes* des Français en Allemagne..... et on s'exaltait fiévreusement aux souvenirs de 1813 et 1815!

Du jour au lendemain, l'opposition contre la Prusse, si ardente dans les États du Sud, fit silence; tous les dissentiments s'effacèrent, et il se produisit dans l'Allemagne entière une explosion violente contre la France et son intolérable politique.

Il est évident que, dans cette disposition d'esprit, les choses en étaient arrivées aux extrêmes, et qu'il suffira désormais du moindre incident pour déchaîner la tempête. Or, — chose horrible à constater, — la guerre était arrêtée dans l'étroit cerveau d'un homme d'une incapacité rare; cet homme avait trouvé autour de lui des complices aveugles et criminels comme lui; — ambitions malsaines chez les uns, légèreté chez les autres, nullité chez tous, ils croyaient pouvoir demander à la guerre, c'est-à-

dire à la victoire, la satisfaction de leurs visées personnelles, sans s'être demandé quel effort le pays et l'armée allaient avoir à faire, et s'ils étaient prêts et à même de le fournir. Ces dispositions, abritées derrière l'indignation universelle, excitée par les procédés de la Prusse, ne leur fournirent que trop le prétexte d'un conflit.

Il restera donc acquis à l'histoire, que si la Prusse a su amener peu à peu son adversaire dans une impasse ridicule, c'est M. de Gramont et ses complices qui ont cherché et inventé un *casus belli*, et se sont jeté tête baissée dans le gouffre que M. de Bismark leur avait préparé.

Arrêtons-nous un instant au bord de cet abîme désormais inévitable.

On ne voudra pas croire un jour et l'histoire aura quelque peine à démontrer que de si grands événements aient pu surgir d'un si mince incident. Mais quand on a suivi pendant quatre années les cheminements souterrains des deux adversaires, leurs marches et leurs contremarches, leurs promesses et leurs fourberies réciproques, on comprend que les esprits étaient montés, surexcités au point que la première étincelle pouvait mettre le feu aux poudres.

Ce premier point constaté, il faut à tout prix soulever les voiles et les obscurités que les deux parties

ont jetés à l'envi et avec acharnement sur la honteuse intrigue dont est sortie la guerre. On comprend que des deux côtés, pour atténuer ou écarter la responsabilité, on veuille faire prendre le change sur la futilité de la cause sur laquelle on a accumulé tant de ruines, fait verser des torrents de sang, de larmes et de malédictions.

Des deux côtés, tout en rejetant sur l'adversaire les torts et la provocation, on a grand soin de faire ou de laisser croire que les motifs qui ont décidé cette boucherie humaine, étaient sérieux et graves. Il faut dérouter ce calcul de ces grands criminels, il faut dénuder cette suprême hypocrisie, il faut faire impitoyablement la lumière sur ce point délicat; il en ressortira cette grande leçon que, quand le pouvoir est livré à des mains perverses, à des ambitieux, à des âmes iniques auxquelles ni foi ni loi n'en imposent, il n'y a plus de sécurité pour les destinées des peuples, ni pour les intérêts de l'humanité.

Nous allons montrer que l'incident Hohenzollern n'est pour rien dans l'explosion de la guerre de 1870; que la prétendue insulte faite par le roi de Prusse à M. Benedetti à Ems, à laquelle on s'est rattaché un instant de part et d'autre, était une imposture parfaitement connue de MM. de Gramont et de Bismark; et qu'enfin, la fameuse circulaire prussienne

n'était qu'un piége tendu par le chancelier, dont M. de Gramont a pu distinctement apprécier la perfidie, mais qu'il était heureux de saisir pour envenimer le débat, pour passionner le parlement français, et trouver enfin ce prétexte qui échappait sans cesse à ses rancunes, pour jeter le gant à la face de son adversaire.

Le maréchal Prim, chassé de l'Espagne, errait en Europe, cherchant les fonds nécessaires pour organiser un *pronunciamento* en Espagne.

Nous tenons en notre possession une liste signée de lui et de ses complices, la plupart ministres depuis le renversement de la reine Isabelle, contenant l'énonciation des biens qu'ils hypothéquaient et des primes qu'ils promettaient après le coup de main, pour trouver une somme de quinze millions de francs, pour faire une révolution en Espagne.

Repoussés de partout, les conspirateurs trouvèrent, à ce qu'il paraît, des fonds à Berlin. Un des parents de la reine Isabelle compléta la somme, et Serrano et l'amiral Topete complétèrent la bande de Judas. Alors l'éternel défilé connu : insurrection, trahisons et parjures dans l'armée et la marine, renversement du trône, et Prim put parader en tête du gouvernement révolutionnaire à Madrid.

Mais bientôt, acculés entre leur impuissance et le

flot déchaîné des passions subversives, les insurgés se décidèrent à *re-quémander* un roi.

Prim ne fut pas plus heureux dans cette recherche que dans celle des quinze millions; il recommença sa quête à travers toute l'Europe. Abreuvé de refus, accablé d'embarras, il s'adressa encore une fois à Berlin, et y déterra, *in extremis*, un candidat pour ce trône de Charles-Quint, exploité par une bande de malandrins.

C'est M. Salazar y Mazarredo, jeune député aux Cortès, ancien secrétaire d'ambassade à Berlin, où il avait connu le prince de Hohenzollern, qui, voyant l'embarras de Prim, lui parla du prince prussien, et se fit fort d'obtenir de M. de Bismark, ainsi que du prince, l'acceptation de la couronne d'Espagne.

Prim lui confia la conduite de l'affaire, et l'envoya, au mois de mars 1870, à Berlin, avec une lettre pour le chancelier.

M. de Bismark, qui prévoyait la guerre à courte échéance, fut enchanté de l'occasion de relever au profit de son ambition l'œuvre de Louis XIV, et de placer de l'autre côté des Pyrénées un lieutenant de la Prusse.

Il promit tout son concours, et eut peu d'efforts à dépenser pour convertir le prince Léopold et son père aux projets de M. Prim et de ses complices,

Le premier diplomate, pour ne pas dire le seul, que possédât alors l'Espagne, était M. de Olozaga. Esprit éminent, recte et fin, rompu à toutes les finesses du métier, M. Olozaga apprit avec stupéfaction cette intrigue de la candidature prussienne, nouée et menée à son insu. Mais comme l'influence de l'ambassadeur était immense dans les Cortès et toute l'Espagne, M. Olozaga intervint avec une souveraine énergie. — Il expédia une missive au maréchal Prim, dans laquelle il le blâmait vertement de cette malencontreuse équipée; en même temps, il envoyait une lettre tellement vive au régent Serrano, que celui-ci, pénétré de l'urgence de sortir au plus vite de ce faux pas, envoya de sa propre autorité, secrètement, et à l'insu même du cabinet espagnol, un personnage dévoué (1) négocier la renonciation du prince Léopold.

Mais un agent de M. Olozaga avait déjà gagné l'Allemagne et obtenu la renonciation du prince Antoine au nom de son fils.

Armé de son télégramme, M. Olozaga en fit part à l'Empereur et à M. Ollivier. L'un et l'autre

(1) Le général Lopez-Dominguez, secrétaire du régent. M. Olozaga avait agi si promptement, que le général Lopez, qui passait par Paris, et ne s'était arrêté que deux heures, apprit à la gare la renonciation du prince. Il n'en poursuivit pas moins son voyage, rejoignit le prince de Hohenzollern, qui lui confirma la nouvelle de sa renonciation.

parurent enchantés du résultat. L'Empereur félicita vivement l'ambassadeur de son succès et de « son bon concours, » qui *écartaient tout prétexte de guerre.*

La dépêche fut remise à M. Ollivier, chargé par l'Empereur d'annoncer à la Chambre l'heureux dénouement de l'incident.

Il n'est nullement question d'en demander davantage; personne surtout ne songe à cette chose bizarre, anormale, d'un engagement de la part du roi de Prusse.

Tout le monde comprend au contraire et constate que le débat est vidé.

Cet heureux dénoûment ne faisait pas le compte de M. de Gramont et du groupe extrême de la Chambre, qui poussait avec lui à la guerre, — eux, dans l'espoir de raffermir la dynastie et de refréner les idées parlementaires et libérales; — lui, pour venger les blessures inguérissables que M. de Bismark a infligées à sa vanité.

Tandis que M. Ollivier promenait triomphalement, dans la salle des Pas-Perdus, le montrant à tout le monde, le télégramme de la Renonciation, qui « *terminait toute difficulté,* » M. de Gramont et ses amis délibéraient et finissaient par faire cette découverte triomphante des garanties à demander au roi de Prusse.

Veuillez remarquer que cette exigence insolite, en dehors qu'elle était offensante pour le roi, devait lui être doublement sensible après l'échec que venaient de subir, aux yeux de l'Europe, et sa politique et l'un des membres de sa famille.

Il était évident, pour tout le monde, que si l'incident en était resté là, c'eût été un triomphe pour la France et une humiliation pour la Prusse, humiliation d'autant plus sensible, que le monde entier avait pris fait et cause contre les menées de la politique prussienne.

Mais, en dehors de toutes ces considérations, l'exigence était illusoire. En effet, comment le roi pouvait-il répondre de l'avenir, répondre d'un coup de tête des Hohenzollern, répondre d'une nouvelle insanité des révolutionnaires de Madrid? Que signifiait, que garantissait un engagement du roi? Rien! absolument rien! Au fond, on se rendait parfaitement compte de tout cela à Paris.

Mais c'est justement parce que l'argument était absurde, qu'on comptait sur lui pour pousser les choses à une rupture.

Le 11 juillet, M. Clément Duvernois et plusieurs de ses collègues déposèrent une demande d'interpellation relative aux « garanties que le cabinet se proposait de stipuler, pour éviter le retour de nouvelles complications avec la Prusse. »

Le 13, le baron Jérome David formula une autre demande tendant à blâmer la lenteur *dérisoire* des négociations.

M. Benedetti posa donc à Ems, au roi Guillaume, cette demande odieuse et impossible des prétendues garanties qu'on exigeait de lui.

M. de Olozaga, avec sa fine perspicacité, perça toutes les nébulosités de l'intrigue et la déjoua encore une fois avec une grande habileté.

Il fit comprendre publiquement que ce qu'exigeait M. de Gramont ne dépendait ni de la Prusse, ni du roi Guillaume, mais bien de l'Espagne. C'était elle seule qui pouvait fermer à tout jamais au prince de Hohenzollern le chemin du trône espagnol.

Et aussitôt il obtint de son gouvernement une déclaration solennelle qui établissait que « l'Espagne acceptait la renonciation du prince Léopold, en prenait acte, et déclarait qu'à l'avenir le prince de Hohenzollern ne serait plus jamais son candidat au trône. »

Cette manifestation solennelle et définitive tranchait décidément toutes les difficultés et tous les subterfuges.

En effet, la question est vidée, et si bien vidée que toutes les arrière-pensées de M. de Gramont

n'y pouvaient plus trouver matière pour la moindre équivoque.

M. de Olozaga porta la déclaration à Saint-Cloud; M. de Gramont l'y suivit à huit heures du soir, et trouva Napoléon très satisfait de ce résultat définitif.

L'Empereur lui ordonna de retourner aussitôt à Paris, de voir dans la soirée M. Ollivier, et de s'entendre avec lui, pour faire le lendemain une déclaration à la Chambre qui terminerait pacifiquement la question.

Ici se passa un incident relaté dans quelques journaux :

M. de Gramont avait quitté l'Empereur à neuf heures. Vers minuit, Napoléon entra dans les appartements de l'Impératrice, et y trouva M. de Gramont, auquel il exprima son étonnement de la négligence qu'il mettait à exécuter ses ordres dans une circonstance aussi grave. « Le secret de ce retard, dit le publiciste, était facile à comprendre. L'Impératrice était du côté de ceux qui poussaient à la guerre, croyant à la victoire, et par la victoire au complet affermissement de la dynastie impériale. »

Quoi qu'il en soit de l'incident, M. de Gramont, au lieu de proclamer le lendemain l'apaisement du conflit, et de remercier Dieu de ce qu'il venait de

ménager à la France un triomphe inespéré là où l'ineptie de ses conseillers faillit la verser dans les catastrophes, M. de Gramont déserta la réalité qui s'acharnait à vouloir le sauver, et se jeta résolûment dans la fiction. Il osa présenter au Corps législatif la fatale dépêche du 12 juillet (1) comme étant du 7, c'est-à-dire avec une antidate de cinq jours! (2) Après la dépêche antidatée, la dépêche inventée. Le lendemain, en effet, il trouva l'épisode de l'insulte faite à M. Benedetti par le roi Guillaume à Ems (3).

Le roi de Prusse communiquait télégraphiquement d'heure en heure avec M. de Bismark. Il resta confondu de l'audace imbécile des politiques de Paris. — Mais à Berlin veillait, qu'on nous permette cette image, le chat-tigre embusqué derrière ses piéges, qui guettait toutes les fautes de ces étour-

(1) « Pour que la renonciation produise son effet, il est nécessaire que le roi s'y associe et vous donne l'assurance qu'il n'autorisera pas de nouveau la candidature. »

(2) Plus tard, M. de Gramont essaiera de rejeter cette fraude monstrueuse sur les épaules de M. de Talhouet, comme il voudra imputer à M. Benedetti l'invention de l'insulte d'Ems. M. de Gramont oublie que le 31 juillet, dans le *Journal officiel*, il renouvelle étourdiment sa version falsifiée. Sa défense est aussi malheureuse que ses inventions.

(3) Nous avons vu M. Benedetti constater dans son livre que la déclaration de cette insulte faite à la Chambre n'était qu'une indigne imposture. « J'ajouterai qu'il n'y a eu à Ems ni insulteur ni insulté... » (*Ma Mission en Prusse.*)

neaux et leur en facilitait la perpétration. Dès qu'il connut la fable de « l'affront d'Ems, » il comprit que le moment était venu. Décidément les destins se prononçaient pour lui, — il lança le fameux télégramme du 13 :

« Après que la nouvelle de la renonciation du prince de Hohenzollern a été officiellement donnée au gouvernement français par celui de Madrid, l'ambassadeur français a fait demander au roi Guillaume de l'autoriser à télégraphier à Paris que S. M. le Roi s'obligeait pour l'avenir à ne jamais donner son consentement aux Hohenzollern, dans le cas où ceux-ci reviendraient sur leur renonciation. Sa Majesté a refusé alors de recevoir encore une fois l'ambassadeur français, auquel elle a fait savoir, par l'aide de camp de service, qu'elle n'avait plus rien à lui communiquer. »

Ce télégramme si simple, si insignifiant en apparence, était d'une habileté et d'une perfidie suprêmes, en ce qu'il *paraissait* fournir aux belliqueux de Paris un prétexte pour y appuyer leur échafaudage de l'incident d'Ems.

Le 14 au matin, la *Gazette de l'Allemagne du Nord* apporta ce document au public parisien. Le télégraphe informa minutieusement toute la journée M. de Bismark de l'effet de son brûlot dans les régions gouvernementales, dans les Chambres et dans le public. Tout prenait à merveille.

Les ministres étaient en conseil, aux Tuileries, depuis cinq heures durant.

Le soir, le chancelier donna le coup de grâce. Une nouvelle dépêche vint à Paris prévenir les ministres que M. de Bismark avait communiqué le fameux télégramme aux autres gouvernements, par ses agents diplomatiques. Le chancelier savait bien qu'un tel procédé était contraire à tous les usages. Aussi le télégramme n'était autre chose qu'un faux nouveau.

M. de Bismark avait parfaitement calculé, et s'était ménagé sa porte d'échappée. Ce n'était nullement, comme la dépêche l'indiquait, une communication officielle, émanée du gouvernement prussien, c'était purement et simplement, comme nous l'a expliqué le chancelier depuis — « une indiscrétion de quelqu'un de son cabinet ; dès lors le télégramme ne pouvait donc pas être une communication officielle dont il pût demeurer responsable.

Pour la première fois dans l'histoire, nous voyons deux grands États recourir sciemment, des deux côtés, aux mensonges, aux falsifications, pour en tirer le prétexte et le moyen d'assouvir des ambitions impies et des passions détestables.

C'est de ces turpitudes que jaillit enfin l'étincelle qui mettra le feu à l'Europe.

C'est ainsi que s'ouvrit la journée du 15 juillet 1870.

Retenez cette date, elle marquera lourdement dans les destinées du monde moderne.

A l'ouverture de la séance de la Chambre, M. Ollivier monta à la tribune, fit un résumé des négociations, et conclut :

« Notre surprise a été profonde lorsque, hier, nous avons appris que le roi de Prusse avait notifié à notre ambassadeur qu'il ne le recevrait plus, et que, pour donner à ce refus un caractère non équivoque, son cabinet l'avait communiqué officiellement à tous les cabinets de l'Europe... Dans ces circonstances, tenter davantage pour la conciliation eût été un oubli de dignité et une imprudence. Nous n'avons rien négligé pour éviter une guerre. Nous allons nous préparer à soutenir celle qu'on nous offre, en laissant à chacun la part des responsabilités qui lui revient. »

Voilà le dernier mot que diront à la France et à l'histoire cet Empereur et ce règne, qui avaient solennellement promis au monde L'EMPIRE DE LA PAIX.

. . . .

Nous espérons avoir victorieusement démontré :

Que la candidature des Hohenzollern ne motiva nullement la guerre, attendu qu'elle s'était évanouie au premier souffle, donnant à la France un triomphe inespéré sur la Prusse ;

Que les garanties qu'on demandait au roi Guillaume, en dehors qu'elles étaient blessantes, étaient absurdes et illusoires ; que ces garanties ne pouvaient être obtenues que de l'Espagne, laquelle les avait données surabondamment ;

Que le 13 juillet la question avait été brusquement dénaturée et déplacée. L'Espagne et le prince Léopold étaient écartés du terrain sur lequel apparaissait inopinément Napoléon III en face du roi Guillaume, auquel on demandait, sans motif et sans raison, puisqu'en fait la candidature n'existait plus, des engagements inacceptables.

Alors la scène changea, éclairée tout à coup de lueurs formidables.

Le roi refusant de subir cet outrage, M. de Bismark entrant brusquement dans le débat, et, derrière lui, se dressant à son mot d'ordre, toute l'Allemagne armée, fanatisée, prête à se jeter sur l'ennemi commun.

Donc, à l'heure précise, mathématique, où M. de Bismark a enfin rassemblé tous les éléments favorables, assuré tous les concours, accumulé toutes les chances de succès, LA GUERRE ÉCLATA.

Ce fut une stupeur à travers le monde.

On comprit qu'on allait être témoin d'une lutte effroyable; que quelque chose de sauvage, de monstrueux, allait se passer entre deux peuples excités depuis longues années à se haïr et à s'entre-déchirer.

La Prusse est prête, sur pied, armée et exercée de longue main pour la *campagne de France.*

M. de Bismark n'a rien oublié, rien négligé en face d'un adversaire qui n'est préparé en rien.

Le chancelier a enrégimenté pour sa cause les principaux journaux de l'Europe. Avant d'abattre son aveugle ennemi, il va le déshonorer.

Les confidences et les communications perfides qu'il a déjà faites secrètement aux divers cabinets de l'Europe, il va les jeter en pâture au public.

Le *Times* publie le 25 juillet, en français, un projet de traité aux termes duquel Napoléon III avait offert non-seulement de reconnaître toutes les conquêtes de la Prusse, mais de favoriser l'absorption des États du Sud, à condition que la Prusse aiderait l'Empereur à acquérir le Luxembourg et à s'annexer la Belgique. Le roi Guillaume aurait vertueusement refusé (1).

Cette dénonciation, jetée en proie à l'avidité haletante des esprits, sous les graves événements qui passionnaient l'Europe, produisit un effet fou-

(1) Nos lecteurs savent que le premier projet de ce marché, écrit en effet de la main de M. Benedetti, lui avait été dicté par M. de Bismark, lequel déclara au naïf diplomate français *qu'il gardait cette rédaction pour la soumettre au Roi.* « Afin de me rendre un compte exact des combinaisons du comte de Bismark, j'ai consenti à les transcrire sous sa dictée. La forme non moins que le fond prouve que je me suis borné à reproduire un projet connu et développé par lui. M. de Bismark garda cette rédaction, voulant la soumettre au Roi. » (Benedetti, *Journal officiel.*)

A peine le document entre ses mains, le chancelier le communiqua, *sous le sceau du secret*, à plusieurs ambassadeurs.

droyant, et désastreux pour le gouvernement impérial. Elle lui enleva les dernières sympathies.

De nouvelles révélations, tenues en réserve par le chancelier, vinrent aggraver cette première réprobation contre l'Empereur. Un télégramme expédié par M. de Bismark, le 27 juillet, à M. de Bernstorff, ambassadeur de Prusse à Londres, les avaient annoncées. Une circulaire de la chancellerie de Berlin, en date du 29, les communiqua à l'Europe. M. de Bismark résumait toutes les propositions que l'*ambition insatiable* de Napoléon III avait faites à la Prusse depuis 1862. Le document se gardait bien de signaler celles de ces propositions qui émanaient de la Prusse. Le chancelier termine par cette curieuse supposition :

« La conviction qu'on ne pourrait arriver par nous à un accroissement du territoire français, avait seule décidé l'Empereur à l'obtenir par une guerre contre la Prusse. Il y avait même lieu de croire que si la publication du projet de traité n'avait pas eu lieu, l'Empereur eût fait, après l'achèvement des armements mutuels, l'offre de traiter sur la base des propositions de M. Benedetti aux dépens de la Belgique. »

La divulgation de ces documents émut vivement l'Angleterre et indisposa la nation et le gouvernement contre l'Empereur. « C'est un document *épouvantable!* » s'écria le comte de Malmesbury à la Chambre des lords, dans la séance du 29 juillet.

Mais le pays où ils produisirent la plus grande sensation, ce fut l'Allemagne du Sud. Ces États, qui avaient tant souffert de la guerre de 1866, et qui sentaient leur autonomie menacée par un pangermanisme prussien, avaient longtemps résisté aux avances de Berlin; mais ces révélations, accentuées et commentées sous main par M. de Bismark, leur avaient démontré que la prétendue protection dont la politique impériale s'était tant vantée de les couvrir, n'était qu'un paravent hypocrite derrière lequel Napoléon III négociait tranquillement avec leurs bourreaux l'assassinat des petits États de l'Europe et l'aliénation des bords du Rhin.

A ce coup de Jarnac prussien, que répond la diplomatie impériale?

Rien ne fait pitié comme l'attitude et le désarroi des diplomates de l'Empire, à la dernière heure. C'est une prostration, une déroute générale. Le spectacle que les généraux français vont donner le lendemain, les diplomates des Tuileries nous le donnent la veille. Ils ont joué avec la foudre, et dès qu'elle éclate sous leurs mains débiles, la panique les saisit, ils reculent épouvantés devant leur œuvre, comme s'ils entendaient déjà au loin l'immense clameur des malédictions qui les voueront à l'exécration de la France et au mépris de la postérité.

Maintenant, que va faire l'Europe ?

Napoléon III a été tout aussi fatal à l'Europe qu'à la France. Sa politique biseautée a profondément troublé tous les courants de la diplomatie et des affinités internationales. La France pesait d'un poids énorme dans la pondération des influences et le jeu des alliances européennes ; or, comme il était impossible d'asseoir un projet sérieux, une foi, une sécurité quelconque sur les ténébreuses vacillations de la politique impériale, l'Europe demeurait comme en suspens, entre ses désirs et ses suspicions.

Le premier résultat de cet état de choses, résultat inévitable, c'était que la France impériale n'avait plus un allié dans le monde.

L'Europe, depuis si longtemps désagrégée, n'eut pas la perception nette des conséquences de cette guerre. Depuis longtemps inconsciente de ses devoirs et de ses intérêts, désorientée par les intrigues de l'Empereur et les perfidies de la Prusse, épouvantée, au dernier moment, des audaces et des infamies que chacun des belligérants révélait à la charge de l'autre, l'Europe se fixa avec une sorte de stupeur dans une neutralité inquiète.

« L'opinion la plus favorable vit dans les deux monarques belligérants, deux brigands couronnés, également dénués de scrupules et de bonne foi, cherchant à se partager amiablement

les Etats indépendants de l'Europe centrale, et à spolier, l'un tous les pays de langue française, l'autre tous les pays de langue allemande...... et que le comte de Bismark, par une habileté supérieure, avait su duper les diplomates niais et maladroits auxquels il avait eu affaire (1). »

Les peuples et les gouvernements furent saisis d'une étrange pensée : impression secrète et universelle qui se dégagea de toutes les poitrines. Napoléon III et le roi Guillaume pesaient depuis quinze ans sur l'Europe comme un cauchemar. Leurs armements formidables, leurs visées ténébreuses, les forfaits qu'ils avaient déjà perpétrés l'un et l'autre, les faisaient envisager avec une sorte d'épouvante comme des fléaux pour le présent, comme une menace incessante pour l'avenir.

Ils avaient fait de l'Europe une caserne. Ils tenaient le monde en haleine et en inquiétude ; leurs ambitions effrénées, leur politique de rapine, leurs manœuvres frauduleuses, étaient, d'une part, une cause incessante d'insécurité et d'effroi ; de l'autre, une cause de ruine pour les finances, l'industrie, le travail et toutes les transactions régulières de la vie internationale.

Les sachant capables de tout, on craignait tout.

Et lorsque ces deux fléaux du monde, après avoir si longtemps manœuvré en face l'un de l'autre, les armes cachées et les mains pleines de promesses,

(1) ***Histoire de la Chute du second Empire.***

de mensonges et de subterfuges, se ruèrent enfin l'un sur l'autre, entraînant à leur suite les peuples qu'ils avaient saturés de haines, inébriés de fanatisme, il courut par le monde comme une satisfaction secrète, comme un soulagem nt qui détendait les poitrines si longtemps oppressées. On se disait qu'après tout c'était peut-être un arrêt et une bénédiction du ciel que de laisser les deux oiseaux de proie se dévorer entre eux. Leur chute ou leur affaiblissement réciproque pourraient enfin donner au monde un répit et amener ce désarmement, cette sécurité, après lesquels soupiraient les peuples, et que tous les Etats avaient vainement proposés et demandés à la Prusse. C'est sous cette impression que tous les gouvernements prirent les mesures pour localiser la guerre entre les deux agresseurs et se désintéresser du conflit.

Quant aux peuples, qui portaient depuis quinze ans les charges exorbitantes que ces deux joueurs impies faisaient peser sur eux, ils auraient volontiers supplié le ciel de faire pleuvoir le feu et les malédictions sur les deux grands criminels.

Le calcul des cabinets européens était faux. Leur abstention était imprévoyante et coupable. Cette faute nouvelle était la conséquence et le châtiment de fautes précédentes.

En effet, la famille européenne constituée par le

droit moderne et les conventions internationales ne devait ni s'abstraire ni se désintéresser de ces odieuses violations de traités, de ce trafic des peuples, de cet écrasement des faibles, qui de la spoliation du Danemark ont conduit la Prusse, par le fratricide de Sadowa et l'égorgement de l'Allemagne, sous les murs de Paris.

L'Europe était garante et gardienne des traités; les laissant impunément violer, elle est solidaire du crime et en subira les conséquences.

Si elle fût intervenue lors de cette honteuse invasion du Danemark, la Prusse et Napoléon III eussent compris qu'il y avait une police des nations dans ce monde, une sanction aux traités et une barrière aux agressions sacriléges.

Le désarmement se fût opéré à travers toute l'Europe et les peuples eussent employé à leurs travaux, à leur amélioration, les sommes colossales perdues en engins de destruction. Ils eussent avancé en progrès et en civilisation, au lieu de rétrograder vers la barbarie.

Aujourd'hui, la Prusse a fait de l'Europe un vaste camp où les nations s'exercent et se préparent à des luttes inévitables. Tout est remis en cause dans le monde moderne, tout y est menacé; et les gouvernements aveugles qui n'ont pas voulu troubler une heure leur repos et leurs jouissances

égoïstes pour accomplir le premier de leurs devoirs, paieront cher et longtemps cette lâche désertion.

Bientôt l'Angleterre s'apercevra que cette Prusse, qu'elle va soutenir de sa secrète mais énergique partialité; sapera la puissance anglaise dans le monde, et la livrera pieds et poing liés aux haines implacables et frémissantes de l'Amérique. Le czar Alexandre, qui a donné au roi Guillaume le précieux viatique de cette grave promesse de ne laisser intervenir personne contre la Prusse..... s'apercevra avec terreur qu'il a blessé à mort la pensée profonde de Pierre le Grand, qu'il s'est fermé la Baltique et s'est emprisonné dans les mers du Nord.

L'Europe entière verra tout à coup l'aigle américaine, après avoir enlevé en passant la reine des Antilles à l'Espagne, s'immiscer dans ses affaires et peser d'un poids redoutable sur les destinées monarchiques *de la vieille petite Europe.*

C'est ainsi que la campagne de M. de Bismark contre la France sera le prologue d'un long drame.

Le sang coulera encore en Europe comme l'eau des torrents; les ruines s'amoncèleront sur les nations, et de ces retraites capitonnées de bien-être et de faux calculs, les habiles se verront chassés, la crosse dans les reins.

XIX

L'Expiation.

L'heure a sonné, l'heure la plus douloureuse et la plus irréparable de l'histoire de France. La Providence, fatiguée de tant de vices et de fautes accumulés, de tant d'avertissements méconnus, va donner au monde un exemple qu'elle ne lui avait plus donné depuis la chute de Rome.

Le 15 juillet 1870, le Parlement français décréta la guerre.

Le lendemain de cette séance funeste, les esprits éclairés, ceux-là même qui s'étaient laissé égarer par une coupable ignorance ou par des ardeurs irréfléchies, comprirent, par une commotion mystérieuse, que la patrie était en danger. Mais peu de Français entrevirent que tout ce que le génie, le

sang et les efforts de vingt générations avaient édifié en France, était menacé.

Un changement immense s'opéra spontanément. Il s'agissait aujourd'hui de regarder en face la situation que la folie de ses gouvernants venait de créer à la nation. Il s'agissait de se réveiller au bruit des armes, de la torpeur qui avait émasculé les âmes sous ce régime énervant des fictions et des appétences malsaines..... Le réveil était terrible.

Tandis que la France se lève, que l'armée s'ébranle, que les volontaires demandent des armes, le gouvernement, saisi de vertige, ne sait ni organiser l'armement de la nation, ni mobiliser ses forces, ni constituer les services multiples des vivres, des transports, des ambulances, etc., etc., toutes choses d'une importance vitale et auxquelles il n'avait pas même encore songé.

Autant tous ces matamores étaient fougueux, présomptueux, tranchants la veille, autant aujourd'hui ils tournent effarés dans le vide, dans l'ébahissement et le désarroi. Ils entrevoient vaguement les mille détails d'une guerre de cette importance, qu'ils ont négligés et qu'ils ne peuvent plus réparer ni improviser sous l'arrivée foudroyante des événements.

Ils ont joué la paix sur des futilités; — ils vont risquer la guerre sur un coup de dé.

En face de ces nains, se lève une nation tout entière, debout au premier signal, armée organisée, pourvue de tout.

En regard de si grands désastres, c'est une chose délicate, peut-être malséante, que de risquer les observations d'un témoin étranger, sinon désintéressé dans ce douloureux débat. Mais nous n'avons pu encore effacer de nos souvenirs les tristesses qui nous envahissaient au spectacle de ces aveuglements. Les Français — les damnés du destin (1) — ne savaient et ne se souciaient pas de savoir ce qui se passait autour d'eux, encore moins là-bas, au delà des frontières....; tandis que nous voyions, chaque heure du jour et de la nuit, circuler dans leurs coulisses, à la cour, dans les ministères, dans les salons officiels, dans les cafés, dans les rues, dans les faubourgs, une légion de Prussiens, quelques-uns dans les positions les plus élevées, qui télégraphiaient d'heure en heure à Berlin chaque mouvement du gouvernement français, chaque bordereau des ministères, chaque détail de l'armement et de la marche des troupes, chaque manifestation de la rue. Le même réseau de correspondances occultes enveloppait toutes les frontières de l'Est, toutes les places fortifiées de France.

(1) Quos perdere vult..... dementat.

Pendant ce temps, la société parisienne se faisait chanter sur les théâtres la *Marseillaise*, et ce pauvre peuple hurlait dans les rues : A Berlin ! à Berlin !

Un officier supérieur d'état-major prussien, qui se trouvait à Paris depuis six mois en convalescence, et qui avait occupé ses loisirs à dessiner et à calculer toutes les hauteurs autour de la capitale, nous disait avec un ricanement féroce, en nous montrant, un soir, un groupe de ces pauvres inconscients qui s'en allaient le long du boulevard, criant : *A Berlin!* « Hurlez bien, misérables... demain nous vous dégriserons. »

L'Europe ne comprit rien aux hésitations de l'Empereur, pourquoi il perdait tant de temps, une fois la guerre déclarée. Puisqu'on ne pouvait compter que sur un coup de force et d'audace, pourquoi ne pas l'exécuter avant que l'ennemi ne fût prêt ? L'Empereur voulut partir à plusieurs reprises, mais à chaque fois il fallut bien lui avouer qu'on n'était pas prêt. On occupa donc le malheureux souverain à des détails infimes qui devaient ajouter bientôt au caractère effrayant de la catastrophe, ce vernis de ridicule et de burlesque qui ont accentué l'épopée de la chute de l'Empire.

A voir ces ordonnances qui règlent minutieusement la bouche et les différents services de cette cour qui s'en va en guerre comme à une partie de

plaisir ; à lire les détails de ce sybaritisme dont les officiers supérieurs et les aides de camp ne peuvent se passer et qu'ils traînent derrière eux sur le champ de bataille, on se rappelle involontairement ces généraux byzantins qui s'en allaient triomphalement, couverts d'or, de soie et d'oripeaux, au devant des barbares cuirassés de fer, lesquels, après les avoir culbutés au premier choc, emmenaient ces brillants guerriers, attachés à la queue des chevaux (1).

On sait les embarras, les ridicules et jusqu'aux dangers qu'entraînait sans cesse cette longue procession de fourgons de bagages, de colis qui encombraient les routes et les gares, qu'il fallait convoyer partout et qui ne servirent, en fin de compte, qu'à enrichir le butin des Prussiens !

Le prince Napoléon avait quitté la France pour une excursion dans le Nord. Au premier bruit de la complication Hohenzollern, il s'était arrêté, prêt à rebrousser chemin. Mais le télégramme qui lui apporta le désistement du candidat prussien lui mandait que tout prétexte de conflit était éteint. Le prince s'enfonça dans les steppes de la Norvége. Tout à coup le télégraphe le rappela. Il traversa rapidement la distance, recueillant chemin faisant les impressions des peuples et des gouvernements sur ce malheureux événement.

(1) Papiers secrets des Tuileries, IIe livr.

Son arrivée subite à Paris mit le comble au désarroi. Le prince revenait avec l'impression de réprobation universelle qui, au dehors, avait déjà condamné cette déclaration de guerre insensée. Il connaissait à fond l'incurie de l'administration impériale et l'incapacité de cette franc-maçonnerie de courtisans qui tenaient toutes les charges et barraient toutes les avenues du pouvoir. Il ne se faisait aucune illusion sur les désastres qu'on venait de déchaîner. Le prince courut à l'Empereur, s'en exprima avec une *furia* indignée, et termina son réquisitoire par ces mots : « Tout est f...ini, et nous avec ! »

Cependant le prince n'entendait pas périr sans tenter un effort suprême, et il indiqua avec une grande sagacité le seul moyen de sauver encore la situation : organiser une formidable diversion dans la Baltique. Le prince s'offrit pour se mettre à la tête de l'expédition. Il fit des prodiges d'activité et de persuasion, déploya toutes les ressources imaginables pour former l'escadre et le corps expéditionnaire.

Mais ici se révéla un mauvais génie que l'opinion publique ne connaît pas encore assez, mais que la France, mieux édifiée, vouera un jour à l'exécration de ses enfants : c'est l'amiral Rigault de Genouilly.

L'amiral savait que le département de la marine, malgré les sommes colossales dissipées depuis quinze ans, manquait de tout, qu'un désordre indicible paralysait chaque impulsion à travers toute la machine, et qu'au dernier moment on ne trouvera même pas des cartes de la Baltique (1) ! Il ne visa qu'à deux choses : empêcher à tout prix toute ingérance et tout contrôle dans son étrange administration, et demeurer en tout et quand même le chef exclusif, de tout ce qui pouvait se rattacher à la marine. Toujours la maladie du panache! Pour atteindre son but, l'amiral Rigault de Genouilly déploya une habileté infernale. L'expédition de la Baltique avorta radicalement. Nous voyons dès lors apparaître le rôle fatal du général Trochu. Désigné pour le commandement des troupes de débarquement, il refusa de servir sous les ordres du prince Napoléon, son ancien patron. Le prince, avec la plus patriotique abnégation, déclara instantanément qu'il était prêt, lui, à servir sous les ordres du général. Mais rien ne put prévaloir contre l'influence sourde et impie du ministre de la marine.

Ici se place un épisode de la plus haute gravité.

(1) *Vice-amiral commandant en chef, à Marine.*

Brest, 27 juillet 1870.

La majorité de Brest est dépourvue des cartes Mer du Nord et Baltique. Il en faudrait onze séries....

(*Papiers secrets des Tuileries.*)

La flotte prussienne était en Angleterre, et, d'après tous les hommes compétents, pouvait être aisément capturée par les cuirassés français. *L'Hirondelle* croisait dans le canal et n'avait qu'à éclairer le commandant français. Un télégramme du ministre de la marine pouvait décider la question. L'ordre ne vint pas et la flotte prussienne échappa par miracle. A Berlin, on la croyait perdue. Cette capture, à l'ouverture de la campagne, eût exercé une influence considérable, mais la gloire d'un collègue eût éclipsé l'astre de l'amiral Rigault. Grâce à lui, le vapeur prussien l'*Augusta* ira bientôt jusque dans les eaux de la Gironde rançonner et couler les navires français.

La marine française, que la Prusse craignait par dessus tout, dont l'Europe attendait des prodiges, qui pouvait, tout à son aise, brûler toutes les villes maritimes de la Prusse, descendre sur les côtes et prendre l'ennemi à revers, la marine française resta inactive et impuissante; le corps d'armée, que la Prusse avait dû immobiliser sur la Baltique, put envahir tranquillement la France, et la France succomba. Mais l'amiral Rigault de Genouilly dut être satisfait, il avait gagné sa cause.

Si de ce bilan néfaste de la marine française nous reportons notre investigation sur l'armée de terre, nous y voyons sévir les mêmes infirmités, le même

esprit d'aveuglement, le même souffle de perdition.

Dans l'état précaire où se trouvait à tous les points de vue l'Empire, il n'avait que deux alternatives, deux chances de salut. Une marche agressive, immédiate, foudroyante, ou bien une campagne de défensive. L'une et l'autre pouvaient encore réussir. — S'appuyer sur Strasbourg fortement approvisionné et se jeter résolûment avec une armée de 300,000 hommes entre les Etats du Sud et la Prusse, vigoureusement abordée à revers dans la Baltique; l'Allemagne, coupée en deux, menacée partout, se voyait réduite à la défensive, et la Prusse était à la merci d'une bataille.

Mais pour cela il eût fallu trois choses : une armée, un armement et une organisation. La France n'avait rien.

Paris s'était endormi à voir manœuvrer les beaux régiments de la garde impériale, et croyait que derrière ces brillants bataillons s'échelonnait dans les mêmes conditions cette armée pour laquelle le pays avait fait de si lourds sacrifices.

Or, depuis l'expédition du Mexique, il n'y avait plus qu'un semblant d'armée. Des cadres vides, des officiers ignares, des chefs qui avaient tout négligé, hormis les moyens de flatter le pouvoir et d'arra-

cher les honneurs et la fortune à ces moyens déshonorants.

L'armement était non-seulement arriéré, incomplet, mais il était largement insuffisant. L'expédition du Mexique en avait dévoré une grande partie, et ce qu'on ramena en France était écloppé. Après avoir vidé les dépôts, épuisé les arsenaux, on avait dégarni jusqu'aux places fortes pour suffire aux exigences de ce gouffre béant de l'expédition mexicaine. Il restait cent soixante-cinq fusils à Belfort.

A l'arrivée du maréchal Niel au ministère, tout était à refaire : organisation morale et matérielle. On l'empêcha de reconstituer l'une et l'autre.

Il s'agissait, et de créer l'armement perfectionné, et de réparer l'ancien. Les Chambres lui en refusèrent obstinément les moyens. Or, le budget ordinaire de la guerre suffisait strictement à entretenir sur pied l'armée réglementaire. Comment sortir de l'impasse ? Par une fatale mais inévitable manœuvre d'économie et de virement. Tout devint fiction et irrégularités. Au lieu d'un régiment de 2,400 hommes, on ne maintint que les cadres avec 1,200 ou 1,400 hommes; au lieu de 120 hommes, une compagnie n'en comptait souvent pas 45. Avec les économies ainsi réalisées, on essayait de reconstituer l'armement et de remettre en état les places fortes négligées et désarmées. Le maréchal,

qui entrevoyait l'imminence d'une guerre avec la Prusse, fit des efforts surhumains pour réveiller la France, et parer aux périls de l'avenir. Il mourut à la peine. Les hommes compétents qui suivirent les questions parlementaires d'alors, n'en pouvaient revenir de l'aveuglement des représentants et surtout de l'inintelligence passionnée de l'opposition.

Citons quelques exemples puisés dans le *Journal officiel* (Session 1867).

« Le projet demande une force armée de 1,200,000 hommes. J insiste sur l'énormité de ce chiffre !... La loi qu'on propose est surtout mauvaise parce qu'elle constituera une aggravation de la oute-puissance de l'Empereur... Ce qui importe, ce n'est pas le nombre des soldats, c'est la cause qu'ils ont à défendre. Si les Autrichiens ont été battus à Sadowa, c'est qu'ils ne tenaient pas à vaincre pour la maison de Hapsbourg ! ! ! Il n'y a qu'une cause qui rende une armée invincible, c'est la libérté. » JULES SIMON.

« Par quelle aberration le gouvernement peut-il songer à chercher les forces de la France dans l'exagération du nombre d'hommes ? Notre amendement porte la *suppression absolue* des armées permanentes et leur remplacement par les *gardes nationaux ! ! !* » ERNEST PICARD.

« Le militarisme est une plaie... Je comprendrais les POMPIERS armés pour le cas d'une invasion. Mais *une invasion est-elle possible ?* On s'indignerait si je formulais une prévision semblable, et *on aurait raison*... » E. PELLETAN.

« Qu'est-ce que je lis dans les documents officiels ? Qu'il faut que la France soit armée comme ses voisins. J'avoue, Messieurs, que *ma conscience* se révolte contre de pareilles propositions. Nos véritables alliés sont les idées..... La nation la plus puissante est celle qui peut désarmer. Donc, rapprochons-nous sans cesse du désarmement. » J. Favre.

« Qu'est-ce que la force matérielle ? Quelle puissance vous auriez si vous vouliez avoir confiance dans le peuple et dans la liberté ! Le budget de la guerre vous mène à la banqueroute. C'est la plaie, c'est le chancre qui nous dévore ! ! ! » Garnier Pagès.

« La Prusse, selon M. le ministre d'Etat, nous présenterait 1,300,000 hommes ! Mais, je le demande, où a-t-on vu ces forces formidables ? Ces chiffres-là sont parfaitement chimériques..... La Prusse, combien d'hommes a-t-elle portés en Bohême en 1866 ? 300,000 hommes. C'est que, Messieurs, il ne faut pas se fier à cette *fantasmagorie* de chiffres... ce sont là des *fables* qui n'ont jamais eu aucune *espèce de réalité*. Donc, qu'on se rassure, notre armée suffira *pour arrêter l'ennemi*... » Thiers.

On croirait assister à une conférence militaire et stratégique dans une maison de fous.

L'illustre maréchal, au contraire, était admirable de logique, de science et de netteté. Dans son ardent patriotisme, il fut prophète. On ne peut relire aujourd'hui sans émotion ses vaillants discours.

« Messieurs, s'écriait il, on parle de *levée en masse*. La seule levée en masse *pratique* c'est le système prussien ! »

Son successeur n'eut qu'une pensée, qu'une ardeur : détruire ce qu'avait édifié son prédécesseur.

C'est ainsi que M. Le Bœuf arriva au conflit, la France parfaitement désemparée. Lorsqu'on l'interpella au Corps législatif sur la signification de son mot superbe : « *Nous sommes prêts!* » il répondit : « J'entends dire par là que pendant deux ans de campagne nous n'aurons pas à acheter un seul bouton de guêtres. » Avait-il les boutons? En ce cas, c'est la seule chose qu'il possédât (1).

Au lieu d'appliquer les nouveaux règlements introduits par le maréchal Niel, son successeur s'empressa de rétrograder aux vieux errements de la routine française. Au lieu de verser directement le contingent du recrutement dans les régiments sur les lieux mêmes, comme en Allemagne, ce qui n'entraîne ni frais ni retards, M. Le Bœuf fit revivre la vieille insanité de l'incorporation au dépôt. C'est ainsi qu'un conscrit levé à Lille était expédié en Afrique, au dépôt de Constantine, lequel le ren-

(1) Un député de ses amis, connaissant l'insoucieuse ignorance des officiers français, demandait au ministre si au moins il avait muni l'armée de bonnes cartes pour faire la campagne.

— Certainement, répond M. Le Bœuf, ils ont les meilleure qui existent.

— Vous me faites bien plaisir, maréchal, et tous les officier en ont ?

— Tous!... et, tenez, j'ai la mienne sur moi.

Et M. Le Bœuf portant la main à son épée et la tirant à moitié du fourreau, d'un geste de matamore.....

— La voilà !

Le député s'en alla consterné.

voyait équipé sur le Rhin! Huit cents lieues de circuit, plus les dépenses!

M. Le Bœuf avait annoncé un stock de quatre millions de chassepots. Il y en avait onze cents. Ainsi de tout le reste.

Mais le comble de la criminalité, c'était la désorganisation de tous les services de campagne, qui sont d'une vitalité et d'une importance si majeures: service médical, ambulance, vivres, transports, etc., etc., etc.

Comme ces détails sont peu en vue, et ne peuvent guère être contrôlés par le public, on les avait totalement négligés. Les titulaires de cette hiérarchie compliquée émargeaient régulièrement au budget, tandis que leur service était une sinécure.

Encore si, en présence de cette désorganisation profonde, si, conscients de leur infériorité, nous allions dire de leur nullité, le maréchal Le Bœuf et ses complices s'y fussent réglés! Ils auraient pu organiser une campagne à l'avenant.

Mais non! on n'avait rien pour agir, et on agit comme si l'on possédait tout pour décider la victoire!

Était-ce infirmité de conscience ou d'esprit? Ou n'était-ce pas, au moins pour partie, cette terrible nécessité de se jeter au feu pour ne pas trahir, aux yeux de la France, le gaspillage insensé qu'on avait

fait depuis quinze ans de sa confiance et de ses ressources ?

Quant à l'Empereur, chaque découverte nouvelle dans ce chaos ajoutait à son affaissement et à sa désespérance.

Il s'était laissé entraîner par la camarilla de l'Impératrice, et il avait littéralement subi la guerre. Mais il avait cru aux affirmations si énergiques de son ministre, et sa désillusion était cruelle.

Napoléon III connaissait parfaitement les forces de l'Allemagne. Il n'avait besoin ni des rapports du colonel Stoffel, ni des indiscrétions du cabinet noir. Il recevait régulièrement d'outre-Rhin, d'une source sûre, confidentielle et très autorisée, les renseignements les plus exacts et les plus circonstanciés.

Une brochure secrète, imprimée au mois de mai 1870, à quelques exemplaires, à l'imprimerie impériale, énumère et compare les forces respectives et l'armement de la France et de l'Allemagne, faisant ressortir une énorme supériorité à l'actif de la dernière. A la page qui constatait ce formidable effectif de l'armée allemande, l'Empereur avait écrit en marge de sa propre main : « Les forces de l'Allemagne sont presque triples des nôtres....., nos mitrailleuses rétabliront l'équilibre. » Les hommes du métier se demandaient comment l'Empereur, après la déclaration de la guerre, perdait quinze jours, les

plus précieux, dans une inexplicable inertie. Les journaux anglais ne se l'expliquaient qu'en soupçonnant sous cette inaction un piége, une combinaison stratégique. Il n'en était rien. La raison, c'était que rien n'était prêt. Tout le monde tournait fiévreusement dans ce manége d'aveugle, et chaque fois que l'Empereur voulait se mettre en marche, un empêchement nouveau le renvoyait à Saint-Cloud. Aussi le malheureux souverain ne voyait partout que des points noirs, et suivant l'énergique expression d'un familier anglais, « il était mort d'avance. » Ses discours d'adieu trahirent le plus profond découragement (1).

Les discours de Napoléon III étaient autrefois un événement non-seulement en France, mais en Europe. Et c'était justice. L'Empereur ne parlait pas ce langage banal, stéréotypé des discours « de la Couronne, » lieux communs tous découpés sur même modèle monotone, et pouvant servir indifféremment à tous les pays, depuis Londres jusqu'à Siam. Leur mission et leur mérite, c'est de ne rien dire. Napoléon disait quelque chose. Aussi le peuple s'était-il habitué à chercher dans ces communications solennelles l'explication des obscurités

(1) « Nous commençons une lutte sérieuse ; la France a besoin du concours de tous ses enfants. » (*L'Empereur aux sénateurs,* 17 juillet 870.)

de la politique ou les solutions des difficultés du moment. L'Europe entière attendait chaque année ce discours pour savoir de quel côté diriger son action. Ce prestige était-il mérité? D'abord, quelques-uns des discours de l'Empereur sont des modèles de style et de pensée. Ils parlent souvent le langage du pouvoir avec une élévation et une habileté singulières. Mais voici le secret véritable des grands effets de l'éloquence impériale. Napoléon III ne sut jamais voir de bien loin, dans les probabilités de l'avenir; mais il sut toujours se tenir sur la réserve, muet et impénétrable. Un fait inattendu éclatait, qui déroutait tous les calculs de sa politique, aussitôt l'Empereur virait de bord et modifiait son attitude en concordance avec la situation nouvelle. Comme son mutisme avait tenu l'opinion en suspens, il avait l'air, le jour où il parlait, d'avoir tout calculé et tout prévu. Cela produisait un grand effet. Malheureusement, cette politique, qui s'équilibrait sans cesse sur la corde raide de l'imprévu, penchait sans cesse vers les abîmes, et au premier pas s'y précipitait. Le discours d'Auxerre discrédita à jamais l'éloquence impériale. La France, cruellement désappointée, perdit toute confiance, et ne lui pardonna jamais d'avoir laissé protester si pitoyablement les espérances qu'on lui avait données.

Enfin, l'Empereur quitta Saint-Cloud avec le Prince Impérial, et alla s'établir à Metz. Là, ses prévisions les plus lugubres étaient dépassées par la réalité. Ni plan de campagne, ni organisation, ni entente entre les divers services et les commandements; la tour de Babel et la confusion des langues. En vain l'Empereur cherchait à parer aux désordres; plus il voulait faire la lumière, plus les ombres s'épaississaient autour de lui. Chaque conseil de guerre révélait une plaie nouvelle et attisait la discorde. Chaque courrier apportait une nouvelle déception, et le télégraphe jetait de minute en minute, au milieu de ce désarroi, les réclamations de tous les services en détresse sur toute l'étendue du territoire, les appels désespérés de tous les chefs de corps, paralysés par le manque absolu de choses les plus indispensables.

Le prince Napoléon, dont l'Impératrice avait exigé l'éloignement de Paris, avait suivi l'Empereur, sans commandement. Autant Napoléon s'affaissait d'heure en heure sous les désappointements, autant le tempérament ardent du prince s'enflammait de colère et de l'énergie du désespoir. Dans le conseil, dans les salons, dans la rue, il écrasait de ses reproches sanglants ces misérables conseillers qui avaient engagé si témérairement le sort de la France et celui de la dynastie dans ce jeu formidable. « Le

Bœuf, s'écriait le prince, a eu un intérêt pour perdre l'Empereur et sa famille ; la bêtise humaine la plus épaisse n'explique pas de tels agissements. »

Les choses en vinrent au point qu'il fallut que l'Empereur exclût son cousin du conseil, et le prince alla camper sous la tente, hors de la ville.

Qui sait? A cette heure fatidique, l'énergie du prince eût pu infuser peut-être un peu de résolution et de patriotisme à ce troupeau de courtisans effarés devant l'orage. Lui seul avait encore la claire perception des choses et le sentiment exact de la situation. Malheureusement, le caractère insupportable du prince a toujours stérilisé toutes ses aptitudes et rendu son concours impossible. Le maréchal de Mac-Mahon qui, malgré ses défaites, devait rester le héros sans tache de cette épopée de la défaite et des capitulards, comprit comme le prince Napoléon que les stratégistes de la camarilla avaient rendu la défense impossible et la défaite mathématique. Il allait au feu par devoir. Sur sa route il rencontra, le 28 juillet, dans une auberge de Nancy, le maréchal Le Bœuf. Une discussion s'éleva entre eux, si violente, qu'on entendait d'en bas les éclats de voix.

Mac-Mahon démontrait à ce pauvre vaniteux l'absurdité de ses plans, lesquels consistaient à disséminer sur cette ligne immense de Strasbourg à Thionville ses corps d'armée comme un cordon de douane,

et de façon à ce qu'en cas de besoin ils ne pouvaient ni se soutenir, ni se secourir mutuellement; il lui reprochait la désorganisation qui paralysait tous les services et toutes les volontés. En effet, la guerre était décidée, dans l'étroite cervelle de ces matamores, depuis plus de deux mois; elle est virtuellement dénoncée depuis quinze jours, et, tandis que l'armée allemande arrive sur eux, en masses formidables, ils n'ont pu compléter encore un seul corps régulièrement muni et pourvu du nécessaire.

Il n'existe assurément dans les annales d'aucune époque, d'aucun peuple, de monstruosité aussi navrante que cette impéritie que l'Empire révéla, à cette heure suprême, au monde stupéfait. Toutes les descriptions que nous pourrions tenter resteraient bien au-dessous de l'éloquence des télégrammes officiels découverts parmi les papiers secrets des Tuileries. Nous en choisissons quelques-uns entre cent.

Intendant général à administration Guerre. — Paris.

« Il n'y a à Metz ni sucre, ni café, ni riz, ni eau-de-vie, ni sel, peu de lard et de biscuit. Envoyez d'urgence... »

Général Ducrot à Guerre. -- Paris, 20 juillet 1870.

« Demain il y aura à peine 50 hommes pour garder la place de Neuf-Brisach; et Mortier, Schlestadt et Lichtenberg sont également dégarnis..... Les Prussiens sont déjà maîtres de tous les défilés de la Forêt-Noire. »

Général commandant 4e corps au major général. — Paris.

« Le 4e corps n'a encore ni cantines, ni ambulances, ni voitures d'équipage..... tout est complètement dégarni. »

Intendant 3e corps à Guerre. — Paris, 24 juillet 1870.

« Le 3e corps quitte Metz demain. Je n'ai ni infirmiers, ni ouvriers d'administration, ni caissons d'ambulance, ni fours de campagne, ni train, ni instruments de pesage, et à la 4e division de cavalerie, je n'ai pas même un fonctionnaire. Je prie V. E. de me tirer d'embarras. »

Général artillerie à Guerre. — Paris, 28 juillet 1870.

« Le colonel du 1er du train m'informe d'un fait grave : sur 800 colliers restant à la direction de l'armée, 500 se trouvent trop étroits. Que faire ? Il y a en magasin à Douai 1700 colliers, dont un tiers se trouve dans le même cas. »

Intendant 6e corps à Guerre. — Paris, 8 août 1870.

« Je reçois de l'intendant en chef de l'armée du Rhin la demande de 400,000 rations de biscuit et vivres de campagne. Je n'en ai pas une ration..... »

Maréchal Canrobert à Guerre. — Paris, 10 août.

« Je continue à n'avoir ni marmites, ni gamelles ; blessés et malades sont dépourvus de tout. Nous n'avons ni sacs de couchage, ni assez de chemises, ni assez de chaussures. »

Préfet Gard à Intérieur. — Paris, 21 août.

« Directeur d'artillerie de Perpignan me renvoie à celui de Montpellier qui ne m'envoie rien. — Marseille prétend n'avoir pas d'ordres. »

Arrêtons-nous ! Voilà des lambeaux d'armée allant au hasard, dans une anarchie complète, au devant des avalanches compactes de la Prusse, et qui

n'ont ni armes, ni munitions, ni vivres, ni ambulances, ni chirurgiens, ni infirmiers, ni cartes, ni plan, ni ordres, ni chef..... Mais voici mieux, voici le couronnement de cette mascarade impie et sanglante.

Un général que le gouvernement impérial envoie dans une place forte pour prendre le commandement d'un corps de troupes, télégraphie :

Général Michel à Guerre. — Paris. Belfort, 21 juillet.

« Suis arrivé à Belfort ; pas trouvé ma brigade ; pas trouvé général de division. Que dois-je faire ? Sais pas où sont mes régiments. »

Ce général, à la recherche d'une armée fantastique, c'est le dernier échelon de l'improbable, c'est le mot de la fin.

Ainsi, ces malheureux soldats s'en allaient à une défaite certaine et à une mort horrible — celle que les témoins épouvantés nous ont dépeinte : Des milliers de blessés, râlant l'agonie, abandonnés sans soins, sans secours, sans chirurgiens, sans abri. Heureusement pour l'humanité, que l'histoire n'a eu que rarement à enregistrer de telles monstruosités.

Pour combattre, pour mourir, l'armée française n'avait donc que les fameux trèfles à quatre feuilles expédiés par l'Impératrice au prince impérial.

« La petite Malakoff a encore trouvé deux trèfles à quatre feuilles, je te les enverrai. »

Là-dessus, le pauvre enfant, à l'heure où tout croulait derrière lui, à l'heure où déjà il fuyait devant la mer montante des envahisseurs, répond : « Tout va de mieux en mieux. »

Tout allait, en effet, de mieux en mieux pour l'accomplissement de la catastrophe.

L'héroïque Mac-Mahon venait avec ses trente mille soldats d'ébranler un instant la confiance des cent cinquante mille hommes du prince royal. Les cuirassiers de Reischoffen ont tracé de leurs sabres sanglants, dans les annales de la France, une de ces immortelles légendes d'héroïsme presque surhumain, qui les fera vivre à côté des mousquetaires de Fontenoy, des dragons de Kellermann à Marengo, de la vieille garde à Mont-Saint-Jean.

Frossard, insuffisant, est écrasé à Forbach, malgré les résistances désespérées et la tenue admirable de ses soldats.

Wœrth et Forbach éclatèrent comme un coup de tonnerre sur la France, stupéfaite et consternée. C'étaient deux journées héroïques où le soldat français avait accompli encore une fois ces élans de bravoure dont il a seul le secret..... Mais c'étaient deux défaites. La campagne était perdue.

En effet, la France, celle même des grandes

époques, ne sut jamais pardonner à ses généraux ni supporter une défaite. Malheur au vaincu. Le cri de Brennus est le cri de ses entrailles. De l'enthousiasme le plus exagéré, un seul insuccès la plonge dans le découragement. Que sera-ce de cette France dégénérée, amollie de nos jours! Ces populations qui, il y a quelques heures, se grisaient au chant de la *Marseillaise* et hurlaient : « A Berlin! » faisaient mal à voir après la première épreuve. Tout était perdu! On ne voyait plus que défaite et trahison. La multitude affolée ne rêvait plus que traîtres, espions, Prussiens! Bientôt ces instincts féroces dont le peuple français a, depuis quatre-vingts ans, tant de fois épouvanté le monde, se réveillèrent dans ces bas-fonds rédoutables et se portèrent aux excès les plus odieux. Dans la Dordogne, on brûle vif M. de Moneys; dans l'Hérault, le Poitou, la Champagne, le Nord, des hommes considérables sont traînés par la populace et n'échappent à la mort que par miracle. Le député comte d'Estourmel faillit être pendu par ses commettants. A Paris, l'émotion était indescriptible!

L'Impératrice et ses ministres furent atterrés! Ils comprirent que si l'armée ne prenait rapidement une revanche, c'en était fait de l'Empire. « Ne soyez qu'à la revanche, qu'il nous faut, télégraphiait, le 7 août, Émile Ollivier à l'Empereur. »

L'Impératrice ne désespérait pas encore; son courage, sa fermeté, étaient à la hauteur des événements. Mais cette préoccupation exclusive et bien naturelle de sauver la dynastie, paralysa les meilleures intentions, et finalement perdit tout. Au lieu de songer avant tout à la salvation de la France, à la défense du territoire, on cherchait à combiner les deux choses, de sorte qu'à l'armée comme dans le sein du conseil à Paris, la personnalité de l'Empereur devenait l'obstacle perpétuel et le grand péril de la France. Toutes les mesures du gouvernement, tous les efforts du général de Palikao, tournent dans ce cercle redoutable et se briseront à cet achoppement. Il est hautement permis d'affirmer que si la question dynastique n'eût pas été en jeu, le ministre Palikao aurait adopté les vues du maréchal Mac-Mahon, et la France était sauvée.

Une autre préoccupation funeste qu'on voit circuler derrière toutes les mesures du gouvernement, c'est la défiance du peuple. Il fallait armer au plus tôt la nation; on hésite... on tergiverse; on n'ose confier ses destinées qu'aux anciens militaires. On a la terreur de la Révolution, et on ne veut pas lui donner des armes. Ces craintes n'étaient que trop justes; mais cette considération politico-dynastique exposait le pays aux plus terribles catastrophes. On avait d'ailleurs injustement confondu tout le

pays avec les grands centres populeux, toujours hostiles, en France, au pouvoir, quel qu'il soit. Qu'on refusât des armes à Paris, Lyon, Marseille, cela s'expliquait ; mais qu'on les ait refusées aux cent mille Alsaciens qui les réclamaient à cor et à cris, et qui eussent défendu invinciblement les défilés des Vosges, c'était de l'aberration.

L'Empereur, à la nouvelle du double échec des deux corps d'armée à la fois, courba la tête sous le poids de l'inexorable destin. Sombre, accablé, il demeura inerte et muet. Il ne parlait plus que par monosyllabes, et ne voyait que ceux qu'il fallait absolument recevoir. Ce n'était plus le chef d'un grand Empire, c'était le condamné qui plie sous l'arrêt du sort et n'en rappelle plus.

Après l'échec de Forbach, un même cri jaillit de toutes les poitrines, un même éclair de tous les esprits : Sauvez l'armée de Metz ! En effet, c'était la seule armée de la France. Ces 170,000 hommes se composaient de troupes d'élite, de la garde impériale avec le matériel perfectionné. Ramenée sur Châlons, cette armée fournissait les cadres pour l'organisation des 500,000 hommes de la levée. Elle seule pouvait encore relever la fortune de la France ; généraux et soldats, tous comprirent et demandèrent cette détermination. Alors parut pour la dernière fois la main fatale de M. Emile Ollivier.

L'Empereur avait annoncé à la Régente qu'il allait ramener l'armée à Châlons, et l'Impératrice avait répondu que le conseil privé approuvait unanimement ce mouvement. Mais quelques jours après, M. Emile Ollivier lui télégraphia que, politiquement, l'effet serait mauvais, et qu'il fallait abandonner l'idée. C'est le dernier service que cet homme, « au cœur léger, » rendit à son pays.

Nous n'avons nulle tentation de faire de la stratégie militaire; mais nous ne pouvons nous empêcher de consigner ici les appréciations d'un officier supérieur qui suivit les opérations allemandes.

« Les Français, nous disait-il, ont manqué de tout instinct militaire, non-seulement dans leurs plans, mais dans tous les incidents de la campagne. Les officiers ont été généralement insuffisants et les chefs déplorables.

« Si après Woerth et Forbach, l'Empereur avait fait fusiller Le Bœuf et de Failly, — un grand exemple était absolument indispensable; — si, pendant que Mac-Mahon se réorganisait à Châlons, Napoléon III eût ramené l'armée de Metz derrière la Meuse, dans les positions inabordables des défilés, les forces allemandes prises entre deux armées, gênées sur leurs derrières par la ligne des forteresses : Strasbourg, Phalsbourg, Bitche, Metz, Thionville, qui tenaient toutes, se seraient usées

dans des combats dangereux. La France avait le temps d'organiser tout à son aise une nouvelle levée d'un million d'hommes (1).

« Supposons le pire. L'armée allemande, par un effort immense, eût forcé les lignes de l'Argonne, les deux corps français rétrogradaient lentement sur Paris, garnissaient les hauteurs autour de la capitale et demeuraient invincibles sous les feux des forts. Le siége de Paris devenait impossible, et l'armée allemande pouvant à toute heure être coupée de ses communications, s'exposait à une retraite désastreuse.

« Mais la France ne trouva ni un homme ni une idée; on eût dit que ses armées étaient secrètement dirigées par M. de Moltke, tellement elles secondaient ses vues et donnaient lourdement dans ses piéges les plus grossiers. Metz, imprenable par la force, n'avait qu'une chose à redouter : une armée française sous ses murs qui consommât ses provisions. On se hâta de commettre cette faute suprême. Sans l'armée de Bazaine, Metz eût tenu indéfiniment. Une fois cette armée cernée autour de Metz, c'en était fait de la France. »

L'Empereur, fuyant devant les éclaireurs du

(1) Nous avons su depuis que c'était aussi là le plan du maréchal Niel : attirer l'armée allemande en deçà de la ligne des forteresses et la prendre entre deux feux.

prince Frédéric-Charles, avait gagné Châlons. On assembla au camp, sous la présidence du souverain, un conseil de guerre suprême, pour décider de la direction à donner à la situation nouvelle. Le maréchal de Mac-Mahon exposa éloquemment toutes les raisons qui conseillaient de ramener l'armée de Châlons sur Paris. Tous les généraux présents s'exprimèrent dans le même sens. Le prince Napoléon soutint avec une âpre énergie l'opinion du maréchal Mac-Mahon et critiqua vertement *les illusions* qu'on se forgeait à Paris. L'Empereur ne prononça pas une parole. Sa main distraite tenait une plume et traçait sur le papier des dessins fantastiques.

A l'issue du conseil, l'Empereur transmit les décisions à Paris. Le comte de Palikao répondit aussitôt : ou dégager Bazaine, ou marcher contre le prince royal. Le mauvais génie de la France l'emportait. Mac-Mahon se résigna, en dépit de la logique et du sens commun, envers et malgré sa conviction, à conduire encore une fois une armée désorganisée, ramassée à la hâte, mécontente, indisciplinée, sans cohésion, sans esprit militaire et sans patriotisme, à un nouveau désastre.

Quand le prince Napoléon vit que tout conseil salutaire était rejeté, et que la fatalité qui pesait sur la France et la dynastie était telle, qu'il suffisait

qu'une voie fût désastreuse pour que tout le monde s'y jetât avec obstination, il déclara ne vouloir pas être témoin de la catastrophe finale, et, sous prétexte de mission, partit pour l'Italie (1).

Ses adieux à l'Empereur furent courts et douloureux : « Adieu, sire! nous ne nous reverrons plus en France...; mais comptez sur mon dévouement partout et quand même. »

De grosses larmes roulèrent sur les joues de l'Empereur.

Avant de quitter le camp de Châlons, Napoléon nomma le général Trochu gouverneur de Paris. C'était expédier la Révolution à Paris.

Les papiers secrets des Tuileries n'ont soulevé qu'un coin du voile des derniers agissements de l'Impératrice à Paris.

L'Empereur est mort, le dernier souffle de l'Empire s'est donc réfugié dans la Régence. On a voulu accuser l'Impératrice d'avoir éloigné l'Empereur de Paris de propos délibéré, dans des vues d'ambition personnelle; mais la Souveraine a victorieusement répondu à ce reproche immérité. Le malheur, en effet, avait grandi la femme. Pleine de

(1) Dans une gare de la frontière de France, le prince rencontre un personnage du gouvernement impérial qui lui demande des nouvelles. « La France, répondit le prince, est perdue, et nous le sommes tous; c'est la faute de l'Impératrice. »

courage, de patriotisme et d'abnégation, elle tenait vaillamment tête à l'infortune et cherchait à communiquer à tous la résolution et l'espérance. Sa confiance avait quelque chose de touchant et d'héroïque.

Autour d'elle régnaient deux courants parallèles, parfois opposés, souvent hostiles, deux pouvoirs, deux ministères. M. Rouher dirige le pouvoir occulte, l'Impératrice lutte à la tête du gouvernement officiel.

Malheureusement, c'était M. Rouher qui avait l'intuition de la voie du salut et proposait le seul parti à suivre désormais : ramener l'armée à Paris au lieu de se jeter dans une aventure, qui, dût-elle réussir, n'aboutirait qu'à constituer autour de Metz deux armées cernées et prisonnières au lieu d'une.

Lorsque M. Rouher apprit que le comte de Palikao avait réussi à égarer l'Empereur, il essaya un effort désespéré et se rendit avec deux collègues à Courcelles, près de Reims, où il rejoignit l'Empereur. Il lui exposa de nouveau avec ardeur les raisons invincibles qui conseillaient de ramener Mac-Mahon sous Paris et d'organiser l'armement de la nation. L'Empereur, heureux de se voir ramener au parti de ses convictions personnelles, adopta toutes les mesures que lui proposa son ancien mi-

nistre. M. Rouher fit aussitôt signer les documents nécessaires et le décret suivant qui les motive.

« NAPOLÉON, par la grâce de Dieu, etc...

« Le maréchal Mac-Mahon, duc de Magenta, est nommé général en chef de toutes les forces militaires composant l'armée de Châlons et de toutes celles qui sont ou seront réunies dans les murs de Paris ou dans la capitale.

« Notre ministre de la guerre est chargé de l'exécution du présent décret.

« Fait à Reims, le 21 août 1870.

« NAPOLÉON » (1).

Ce décret était suivi d'une lettre de l'Empereur au maréchal Mac-Mahon et d'une proclamation de celui-ci à l'armée. Les deux documents expliquent le retour sous Paris, par l'*impossibilité* de dégager désormais Bazaine (2). M. Rouher repartit heureux et triomphant, apportant au conseil privé les documents à publier. En même temps, l'Empereur télégraphiait sa résolution définitive à l'Impératrice.

Aussitôt, le conseil des ministres s'assembla sous la présidence de la Régente, et le comte de Palikao déclara la mesure impraticable et la démarche de M. Rouher criminelle. On annula tout.

L'Impératrice signifia à l'Empereur la volonté absolue du conseil, et le ministre de la guerre télé-

(1) L'original est de la main de M. Rouher, la signature est de l'Empereur.

(2) Voir les papiers secrets des Tuileries, IIe livre, page 60.

graphia au maréchal Mac-Mahon : « Si vous ne voulez pas exécuter la marche, donnez votre démission et je prends le commandement et la responsabilité de l'exécution. » L'âme si haute, le soldat héroïque qui avait répondu à la proposition de l'Empereur de le nommer généralissime : « Nommez Bazaine, moi je saurai obéir ! » ne pouvait plus hésiter. Il déchira sa proclamation et se remit en marche.

L'arrêt de mort était scellé par la Providence ; tous les efforts humains n'en retarderont plus le dénoûment.

C'est ainsi qu'Empereur et armée s'acheminèrent lentement vers les fourches caudines.

C'est à Courcelles que Napoléon III, décidément acculé de tout côté au précipice, prit sa résolution dernière et se prépara à l'acte suprême de son règne.

L'Empereur croyait à la prédestination et parlait souvent de son étoile. L'étoile incline au couchant, au bord de l'horizon livide et sanglant de Waterloo. Allons, il faut se courber sous la destinée. Il n'y a d'ailleurs plus d'autre issue que cette porte surbaissée de la honte suprême. Il ne peut plus se réfugier nulle part ; l'Impératrice lui a fermé le retour à Paris ; le soldat qui se traîne derrière lui murmure à son oreille des imprécations ; la France lui appa-

raît partout hostile et farouche ; l'univers lui est inhospitalier, le ciel inexorable.

Il faut jouer le dernier acte du drame des Napoléon : après la défaite, l'invasion ; après l'invasion, une dernière hécatombe humaine, et enfin la prison et l'exil. C'est la tradition ! Et lui qui s'évertue depuis ses jeunes années à ressusciter la légende impériale, comment échapperait-il à la main d'airain qui l'achemine vers le dénoûment fatidique ? N'avait-il pas blâmé dans le premier Bonaparte cette soif intempérante de guerroyer, et inauguré quant à lui l'Empire de la paix ? Or, la fatalité n'avait-elle pas cahoté cet Empire de la paix d'une guerre à une autre, jusqu'à cette campagne insensée ? Le dernier monument qu'il a élevé, n'est-ce pas ce groupe du maréchal Moncey luttant contre l'invasion des Prussiens qui envahissent Paris ?.. Allons, c'était écrit ! Il faut finir comme les Napoléon finissent ; comme finit Bonaparte I, le modèle de la race, à la distance bien entendu qui sépare Prométhée foudroyé sur son roc de Sainte-Hélène, de Romulus Augustule promené piteusement dans les rues de Ravenne au milieu des huées des Barbares.

Il n'y avait donc plus qu'à se laisser mener jusqu'au lieu du dénoûment. C'est ainsi que Napoléon III se traînait péniblement dans les rangs

débandés de cette armée bizarre : le chaos allant à l'aventure. Il avait écarté son fils, pour que le pauvre enfant échappât autant que possible aux périls et aux responsabilités de la chute. Lui, il allait comme le condamné qui n'a plus souci de la route, attendu qu'elle aboutit inexorablement à l'endroit fatal. Plus une lueur d'espoir, plus une éclaircie dans ce ciel d'orage. N'avait-il pas, avec tout le conseil de Reims, reconnu et déclaré que dégager Bazaine était impossible, que lutter contre les armées du prince royal et du prince de Saxe, qui encerclaient rapidement d'heure en heure cette cohue de soldats battus d'avance, était impossible. Impossible d'avancer, impossible de reculer, impossible de vaincre !

Il restait peut-être bien le parti des grandes âmes qui, aux heures suprêmes, se relèvent d'un bond de géant, rachètent leur défaillance par un de ces coups d'audace qui étonnent le monde et frappent jusqu'à leurs ennemis de respect et d'admiration. Et si la fortune adverse leur barre toutes les issues, ils franchissent le cercle de fer par la résolution des héros. Ils s'ensevelissent dans les plis du drapeau et échappent à la honte dans l'apothéose des morts immortelles.

Ces vaincus-là rendent sacrées les causes pour lesquelles ils tombent, et leur ouvrent dans l'avenir la perspective de la résurrection.

Mais personne, assurément, n'attend rien de semblable de Napoléon III. Non pas que l'Empereur fût lâche physiquement, il avait montré partout et surtout à Sedan un courage froid, décidé, de l'indifférence en face du péril; mais chez lui la torpeur, l'affaissement, le fatalisme, c'est-à-dire la lâcheté morale, était profonde, absolue.

Tout à coup deux mille bouches à feu entonnèrent l'hymne de la mort. On arrivait à Sedan.

C'était là !

C'était le lieu du châtiment. L'exécuteur des hautes œuvres du grand justicier des peuples et des rois y attendait le condamné.

Quoique l'Empereur eût prévu et calculé le résultat, l'apparition du dénoûment a dû être terrible ! Comme elle a dû secouer brutalement le rêveur obstiné ! Sa carrière finissant plus mal que ses ennemis mortels n'eussent pu le souhaiter ; toutes les fautes de sa vie repassant tour à tour et lui jetant l'anathème ; autour de lui Sedan encombré de blessés, de mourants, le sang et les malédictions ruisselant dans les rues, une population affolée sous l'éclat incessant des bombes, tandis qu'au dehors, sur cet immense périmètre du champ de bataille, 40,000 hommes râlaient l'agonie ; tandis que la Meuse, obstruée de cadavres et toute rouge de sang, déborde ; tandis qu'à l'horizon en

flammes les Bavarois brûlent vifs dans Bazeilles, malgré les cris et les supplications, toute une population de blessés, de vieillards, de femmes, d'enfants ; ceux qui veulent s'échapper rejetés dans les flammes par la mitraille et la baïonnette des barbares : l'enfer évoqué sur terre ! En même temps que du côté de Vandresse et de Chemery, l'armée prussienne triomphante éclatait en hurrahs frénétiques, et improvisait une illumination colossale au passage du roi Guillaume !...

Puis au loin, derrière ce ciel en feu, son fils en fuite ; Paris soulevé comme un volcan ; l'Impératrice aux mains de l'émeute ; l'Empire croulant au milieu des huées et des blasphèmes ; la France entière debout et jetant une suprême malédiction à ce nom néfaste des Napoléon !!! Quelle vision !

. . . .

Tout est dit !... et l'Empereur, de son autorité et de son propre mouvement, fait hisser le drapeau blanc sur la citadelle par l'un de ses cent-gardes.

L'Empire avait vécu.

Le 2 septembre 1870, dans une serre attenant au château de Bellevue, à Frenois, le dernier des Napoléon rendit son épée inoffensive et vierge à l'homme casqué qui vit, il y a soixante ans, dans les caveaux de Berlin, le premier des Bonaparte prendre sur le cercueil l'épée de Frédéric-le-Grand,

après avoir fait du royaume des Hohenzollern une chétive dépendance du formidable Empire français.

C'est ainsi que Louis-Napoléon Bonaparte couronna l'édifice du second Empire. Tout est perdu... et l'honneur.

O plaines de Sedan, vous n'êtes pas que le tombeau d'une dynastie éphémère; les ossements blanchis qui sèment vos ravines ne raconteront pas seulement aux générations futures que là se joua le drame d'une des grandes boucheries humaines... L'histoire tracera sur ce champ sinistre une autre épitaphe :

« Ici tomba la France, et derrière elle l'influence des races latines dans le monde. »

. . . .

Le télégramme qui portera à Paris la nouvelle du désastre de Sedan y portera la condamnation à mort de l'Empire. Cet édifice, qu'on croyait si puissant, s'effondrera au premier souffle, comme tout ce qui est bâti sur la force et l'usurpation. Il s'évanouira dans l'émotion publique comme un mauvais rêve, et glissera dans la fosse sans qu'il soit besoin d'un effort pour l'y précipiter.

Cette majorité du parlement français, si docile aux volontés de l'Empire, si complaisante pour les mensonges et les folies de ministres imbéciles, ne

trouvera pas un élan d'énergie pour maintenir l'édifice impérial contre quelques émeutiers débraillés, ou au moins pour faire respecter le mandat et les droits de la nation.

Quant à cette opposition avariée, sans cœur ni entrailles pour l'honneur, pour la patrie en danger, elle va se ruer sur le pouvoir avec cette voracité des eunuques qui, ne pouvant le conquérir par la valeur et le mérite, le volent pendant le déménagement. Ils savent, les misérables, qu'ils sont en face de l'ennemi, en face de l'invasion la plus formidable qui ait menacé le sol français ; ils savent que l'apparition du spectre de la République, cet épouvantail des mauvais jours, va désagréger le faisceau des efforts et des volontés, énerver la défense, détourner d'elle ou paralyser toutes les sympathies de l'Europe..... N'importe ! Périsse la France, mais que leurs basses ambitions s'assouvissent. Ce pouvoir, qu'ils vont ravaler au niveau de leur turpitude et de leur abêtissement, va les aplatir sous les décombres de la France. Mais, peu leur importent la grandeur ou les hontes de la nation. Vous les verrez se prélasser bientôt sur ses ruines, accrochés, qui aux ministères, qui aux ambassades, qui aux préfectures, qui à des fortunes impies ramassées dans le sang et la faillite de la patrie.

Aux Tuileries veillait, anxieuse et frémissante, une femme que l'Empire laissait derrière lui, qui, hier encore, voyait à ses pieds, courbés de l'échine et de la conscience, cette cohue de courtisans, qui se disputaient l'honneur d'un de ses regards et la gloire de mourir pour Elle.

« Et que le sourire du dédain vienne désormais régner sur ses lèvres ; que son noble cœur calme ses battements inquiets. Nous sommes nombreux autour de vous, Madame, nombreux qui, pour vous, risquerions joyeusement notre fortune et notre vie !... Et souvenez-vous qu'il fut autrefois une grande et illustre Impératrice. Son trône lui fut disputé...

Elle ne désespéra de rien et sauva son empire. Ses fidèles Hongrois vinrent à son aide et poussèrent le fameux cri de guerre : *Moriamur pro Rege nostro, Maria Theresa...* Toute la jeune France, Madame, fera comme la jeune Hongrie, et, le jour du danger, vous entendrez, vous aussi, ce cri de guerre et de victoire qui s'échappera de nos poitrines : *Moriamur pro Rege nostro Eugenia !* »

Hélas ! ce n'est pas le cri qu'Elle entendit. L'Impératrice, si énergique devant le péril, avait fléchi depuis quelques jours. Une vague désespérance envahissait son âme. A peine le glas funèbre de l'effondrement de Sedan eut-il retenti, que déjà le palais se trouva dépeuplé ; et quand, vers les trois heures du soir du 4 septembre, la mer houleuse de la populace vint battre les grilles aux cris sinistres : La déchéance, vive la République !!! réveillant sous les voûtes sonores des Tuileries les échos

des hurlements des fauves de 1848, de 1830 et de 93, la pauvre femme regarda avec épouvante autour d'Elle... Elle était seule.

Elle se sauva avec une dame de son service, voilée et inconnue, par la porte du Louvre, et gagna la gare du Nord, dans le coupé d'un dentiste !

La Révolution a de sinistres ironies pour ses idoles éphémères. Quand elle ne les conduit pas à l'échafaud, aux barricades ou à Cayenne, elle les déménage irrévérencieusement dans un fiacre.

L'Impératrice Eugénie, depuis trois ans, disait souvent avec une affectation pleine de coquetterie qu'elle s'attendait au sort de Marie-Antoinette, dont elle collectionnait pieusement tous les souvenirs. Elle ne se doutait guère que, l'heure venue. on ne lui octroierait pas même l'aumône de la persécution, l'honneur de la lutte, l'occasion et l'apothéose du martyre. Pauvre femme ! que tant d'abandon avait brisée, elle ne savait pas que les courtisans ne meurent qu'en paroles ; — que les peuples déchus se courbent sous tous les jougs et ne savent plus mourir ; — que ceux qui donnent volontairement leur vie pour une cause, sont ceux dont l'épicuréisme n'a pas avili l'âme et atrophié le cœur ; ceux qui voient par delà les frontières étroites de la matière, par delà l'ombre inquiétante

du tombeau, les horizons infinis de Dieu et les rayonnements divins de l'immortalité.

On meurt pour ce qui en vaut la peine : pour l'honneur, pour sa conviction, pour cette grande chose mystérieuse, chère et sacrée qu'on appelle la patrie ; on meurt pour le souverain légitime, expression vivante de la nation : *Moriamur pro Rege nostro !*... Mais on ne meurt pas pour un régime de hasard ; on ne meurt pas pour un aventurier.

XX

Depuis que la France déchue, sanglante et amputée se débat sous le vasselage brutal et impitoyable de la Prusse, les vaincus cherchent et incriminent partout des victimes expiatoires.

Les vrais coupables ne sont peut-être pas ceux qu'ils poursuivent de leurs malédictions.

Essayons de les signaler par ordre de responsabilité :

La première et grande coupable, c'est la nation elle-même.

La France révolutionnaire s'est choisi un gouvernement et un homme qui allaient à ses aspirations.

Enervée par soixante ans de convulsions, effrayée

du moindre effort et du moindre péril à affronter, elle s'est réfugiée sous l'égide du despotisme et s'est donnée un sauveur attitré.

Ignorante, elle ne veut rien apprendre, rien savoir. Affolée de la soif de jouir, elle se rue dans tous les excès et toutes les corruptions. L'égoïsme devient sa religion ; elle s'est rétréci le cerveau et élargi le ventre.

Le jour du danger, sauf quelques contrées où se sont attardés la foi et le patriotisme, l'Alsace, la Bretagne, la France ne sait plus ni combattre ni vaincre.

Qu'attendre d'un peuple chez qui tout sens commun est tordu, tous sens moral oblitéré, toute notion politique et sociale faussée..., d'un peuple qu'on ne peut plus pousser au bien, à moins peut-être de le lui défendre ?

Le second coupable, c'est le *parlement* français.

Le peuple français avait accepté l'Empire sous la foi de la promesse que l'Empire serait la paix. Que dire des mandataires de la nation, gardiens de ce pacte de paix, qui se laissent, pendant quinze ans, traîner servilement de guerre inutile à guerre ridicule, et qui, en fin de compte, ne savent pas même se préparer à celle qui les menace depuis quatre ans et qui doit les tuer ! Les hommes qui ont empêché le maréchal Niel de sauver la France; qui

ont jeté les hauts cris quand il leur demandait le service obligatoire, qui dérangeait leur somnolence dans le bien-être béat de leur égoïsme, sont les mêmes hommes qui acceptent sans contrôle les insanités de M. Ollivier, les falsifications de M. de Gramont, et qui s'en vont en guerre derrière M. Le Bœuf.

Il n'y a pas de terme pour stigmatiser de tels aveuglements.

Au troisième rang vient la *presse*.

Nous avons déjà indiqué au courant de ces pages le rôle ridicule et subversif que remplit la presse française. Elle a en Europe sa légende grotesque et scandaleuse ; elle a tout fait pour épaissir l'ignorance et la corruption du pays, peu pour son édification et son salut.

Avant la guerre, quand nous lisions les excitations de la presse française pour encourager le gouvernement dans cette aventure, sans qu'un seul journal ait contrôlé l'état de délabrement de l'organisation militaire, indiqué l'immense armement de la Prusse, demandé compte aux ministres de leurs ressources et de leurs affirmations, nous restions confondu. La presse doit être la nuée lumineuse qui précède et guide les peuples. Ici, elle va à l'aventure, une torche incendiaire à la main,

et sur les yeux le bandeau des passions, de parti, ou de l'obéissance passive au mot d'ordre officiel (1).

Le lendemain du désastre, tous les journaux s'empressent de renier leurs criminelles parades de la veille, et pour les faire oublier, accablent de malédictions leurs patrons déchus.

Relis aujourd'hui ces feuilles, ô France tombée ! et tu sauras quel fonds tu as à faire sur les conseils qu'elles te redonnent aujourd'hui avec le même et éternel aplomb. Le lendemain, ils sont aussi aveugles que la veille ; tournez le feuillet de leurs pauvres élucubrations : cette guerre qu'ils ont tant conseillée éclate, et, du premier choc, démolit l'Empire et couvre la France de ruines. Quels sont les conseils qu'ils vont donner maintenant ? Non, per-

(1) En tête marche toujours M. de Girardin : « Si la Prusse refuse de se battre, nous la contraindrons, à coups de crosse dans le dos, de passer le Rhin et de vider la rive gauche. » (*Liberté.*)

« Il n'y avait plus dans la Chambre que des Français ! Toute la Chambre se lève et bat des mains. Les tribunes, elles-mêmes, appuient la manifestation. Les dames agitent leurs mouchoirs. L'émotion est indescriptible. » (*Le Gaulois.*)

« La candidature espagnole était, pour le gouvernement français, une occasion excellente et qui ne se retrouverait plus, de rappeler à la Prusse qu'il existe une France frémissante depuis Sadowa. » (*Paris-Journal.*)

« Cette victoire (l'abdication Hohenzollern) serait pour nous le prix des humiliations et le dernier des périls. » (*La Presse.*)

« Cest une *paix sinistre* que celle dont on parle depuis vingt-quatre heures. » (*Le National.*)

sonne ne voudra croire à la possibilité de telles aberrations, et nous nous voyons forcé de transcrire quelques échantillons de cette nouvelle campagne de la presse, pour que le public ne récuse pas la sincérité de nos appréciations. Nous ne puiserons pas dans les feuilles extrêmes qui composent le *Te Deum* de leur avénement, d'insultes ordurières et de programmes d'aliénés. Nous copions quelques lignes dans les journaux de l'ordre, rédigés par l'élite du journalisme parisien :

« Aujourd'hui que la France s'appartient, elle peut s'expliquer et probablement s'entendre avec les autres peuples. Trop longtemps nous avons été solidaires d'un gouvernement despotique, et la haine que les plus honnêtes gens de l'univers lui ont vouée a rejailli sur nous... Peuples d'Europe et d'Amérique, expliquons-nous ; l'heure est venue!... C'est nous qui avons fait la guerre aux Russes... C'est nous qui avons chassé les Autrichiens de la Lombardie... parce que nous aimons la nation italienne comme une sœur et que nous ne souffrirons pas qu'elle soit opprimée !... Ce n'est pas nous qui avons assassiné la noble république romaine pour rétablir le despotisme du pape... Ce n'est pas nous qui avons fait la guerre en Chine pour protéger quelques jésuites... Un MAITRE a disposé de nos armées au profit de ses ambitions... Mais le parti qui vient d'arriver aux affaires n'a jamais dissimulé son dévouement à l'indépendance de tous les peuples. Ce n'est pas Napoléon III qui, de son chef, a déclaré la guerre actuelle, c'est nous qui lui avons forcé la main... Oui, nous sommes les ennemis du roi Guillaume, chef du parti féodal en Europe, et représentant obstiné du droit divin... Mais, s'il existe en Allemagne un parti libéral, intelligent, honnête, républicain, — ET NOUS SAVONS QU'IL EXISTE, — nous sommes prêts à

traiter avec lui, par dessus la tête du roi. Nous l'aiderons à se débarrasser de Guillaume, de Bismark et des hobereaux... Service pour service. — Allemagne de la liberté, la France libre te tend les mains et t'ouvre ses bras. »

Et pour donner plus de solennité à cette hallucination, tout le journal en réclame sa part et on signe : La Rédaction du *Soir*.

Il y a cependant des inspirations plus hautes et plus lyriques encore; écoutons M. W. Raymond :

« Il fallait un moyen héroïque pour sauver la France, un moyen qui... fût terrifiant pour la Prusse comme pour l'Europe monarchique ! Ce moyen, nous l'avons trouvé. En proclamant la République, nous avons sauvé la France. Maintenant, que devient la guerre ? Le roi de Prusse voudra-t-il ou pourra-t-il la continuer, après avoir déclaré, à son entrée en France, qu'il ne faisait pas la guerre au peuple, mais à la monarchie, il est moralement forcé de se retirer. Mais nous ne croyons pas aux paroles royales. D'ailleurs, il se retirerait impuni, et nous ne pouvons ni le souhaiter NI LE PERMETTRE ! Pourra-t-il continuer la guerre ? Voilà la question. Si nous en croyons nos souvenirs, nous qui avons longtemps habité l'Allemagne, la *Sainte République y est adorée*, comme chez nous... Nous avons vu tous ces froids Allemands, toutes ces chastes Allemandes, transformés en faunes et en bacchantes, et danser de joie en chantant... la *Marseillaise*. Ah ! c'est que la République, c'est l'oxigène dans les poumons... C'est que proclamer la République, en France, c'est mettre le feu aux quatre coins de l'Europe et du monde. Depuis cette époque, l'enthousiasme allemand ne s'est point refroidi. Non... nous croyons bien plutôt que le peuple allemand, représenté à l'armée aussi bien par les recrues... que par la landwehr et le landsturm, sentira ses instincts humains et démocratiques se réveiller à la

lueur de la République ressuscitée. Nous croyons que, rejetant loin d'eux leurs armes humides encore du sang de leurs frères, ils diront au roi Guillaume : « Assez de carnage comme cela !... Devant nous, nous n'avons plus que des frères qui pensent comme nous..., qui ont le même but que nous : l'affranchissement de l'humanité ! Assez longtemps vous avez abusé de nos illusions... Retirez-vous maintenant. Ce n'est pas grâce à vous, mais grâce à la France, que l'œuvre de notre unité est consommée... Nous vous rejetons comme un instrument usé... Le temps des monarchies est passé. Retirez-vous, et laissez-nous tendre la main à nos frères de France, qui nous ont devancés sur la route du progrès et de la liberté. »

Voilà ce que dira le peuple, ce que dira l'armée allemande. Et la guerre sera terminée. »

Il n'y a donc plus qu'à tendre une main fraternelle à l'armée allemande, entonner le refrain : *Les peuples sont pour nous des frères !* et rentrer chez soi. Cependant un tout petit doute se glisse dans les vaticinations de M. Raymond. Et si l'armée almande allait ne pas chasser le roi Guillaume ! Le barde va trancher la question avec le même aplomb prophétique :

« Si nous nous trompons, malheur ! Si les Allemands, éblouis par une vaine gloire... veulent continuer cette guerre fratricide... c'est qu'ils ne sont plus que les vils esclaves d'un monarque ambitieux et hypocrite. Dans ce cas, malheur à eux ! Pour des hommes libres, vaincre des esclaves, ce n'est plus qu'un jeu. Et ce sera une punition dont le bruit retentira dans les siècles, à la honte d'une nation qui... aura menti à tout son passé. »

C'est ainsi que le journalisme français connaît

l'Allemagne; c'est ainsi qu'il sait se ménager les sympathies de l'Europe. Remarquez en passant que ces monarques qu'ils insultent si bassement, quand ils croient n'en avoir pas besoin, ils vont les appeler à leur secours à cor et à cris dès qu'ils verront que l'armée allemande, au lieu « de pendre le vieux Guillaume, » continue à les mitrailler avec conviction. Et lorsque ces monarques, qu'il s'agissait tout à l'heure « d'extirper comme un chancre, » restent sourds aux appels et à la salvation de ce charmant peuple qui, s'il triomphe, leur promet de si belles perspectives, ces mêmes journalistes les poursuivent de reproches amers et les qualifient D'INGRATS !

Et ce ne sont pas les journaux seuls qui ont le monopole de ces infirmités. Relisez les pompeuses proclamations de MM. Louis Blanc, Victor Hugo, E. Quinet, F. Pyat, toutes les lumières de la Révolution ! C'est ce spectacle inouï qui faisait dire au général américain Burnside, auquel M. de Bismark demandait ce qu'il pensait de Paris : « C'est une maison de fous habitée par des singes. » Ainsi, pas plus avant la guerre que pendant et qu'après la guerre, le pays, l'opinion, la presse, n'ont eu et n'ont pas encore la perception de l'œuvre terrible et radicale qui s'accomplit contre la France.

. . . .

C'est derrière ces trois grands coupables que viennent se ranger les petits. Avant la guerre, ce sont trois hommes néfastes que nous avons signalés : MM. de Gramont, puis E. Ollivier, et enfin Le Bœuf.

Pendant la guerre, une même trinité néfaste achève le désastre que les trois précédents ont préparé : le maréchal Bazaine, qui a perdu l'Empire ; l'avocat Gambetta, qui a perdu la France ; et le général Trochu, qui l'a déshonorée.

Ces trois hommes achevèrent l'œuvre, et la pauvre France, clouée au bois de l'infamie, dut boire le fond du calice des douleurs et des hontes.

Alors se passa quelque chose d'inouï dans l'histoire des décadences ; quelque chose de monstrueux dans le drame des agonies d'un peuple.

Une nuée de scélérats qui, depuis vingt ans, reprochaient à l'Empire ses vices et ses déprédations ; qui depuis vingt ans, prêchaient avec onction la morale et la vertu, et le désintéressement et le patriotisme, se ruent sur le cadavre de la France, lui arrachant, qui un lambeau de pouvoir, qui une épave de fortune. C'est une curée inénarrable, fantastique, impossible ! C'est à qui enlèverait un ministère, détrousserait une préfecture, crocheterait une porte ou une caisse. Les bohêmes s'improvi-

sent ambassadeurs, les chopistes généraux, les absinthiers préfets ou colonels; quant aux *politiques* qu'on va violemment tirer de la geôle, ils sont acclamés membres du gouvernement! Le cabaret et la brasserie vomissent sur le pays des flots de capacités méconnues, qui accaparent les galons et les appointements. C'est la cohue d'un carnaval sinistre, c'est la descente de la Courtille de la Révolution. Le torrent bourbeux roule, dans ses soubresauts, tous les types, de l'horrible au grotesque, de Caïn à Mandrin, de Judas au pitre. Tandis que les uns se prélassent sous les panaches, que les autres volent et pillent sous prétexte de fournir à la défense nationale des armes du moyen âge et des semelles de carton, un homme court à Londres, et hypothèque d'un coup la France toute entière, — du moins ce qu'il en reste, — à ses amis et connaissances de la Cité. C'est le couronnement!

La France de saint Louis et de Louis XIV, mise en gage chez les juifs de Londres, consignée au mont de piété d'Israël, à beaucoup du cent, par ce petit homme, — est un épisode peut-être tout naturel dans les gloires de la Révolution, mais assurément inattendu dans l'histoire de France (1).

(1) Lisez cette logomachie honteuse et grotesque :
« A TOUS CEUX à qui ces présentes parviendront, moi.....

Or, pendant que tous ces patriotes perpètrent ces hauts faits, — ce qu'ils appellent installer la République, — Mahomet est aux portes.

Si de pareils criminels eussent surgi chez un autre peuple, leur maison natale eût été rasée et leur nom interdit comme un opprobre de l'humanité. A Rome, ils eussent été cloués aux rostres; à Venise dans le cadre noir de Marino Faliero, « *hic est locus... decapitati*. » Mais le peuple français ne distingue plus entre le bien et le mal, le vice et la vertu. Il ne sait plus ni récompenser ni punir. Bien des *héros* de la défaite nationale circulent à Paris dans les plus hautes et les plus superbes positions, portant allègrement au front leur tache de sang ou de boue, et, dans leur poche, un lambeau de l'honneur ou de la fortune de la France.

Reste l'Empereur Napoléon III.

Nous avons constaté au courant de ces pages les qualités de cet homme. Tout en cherchant à démêler l'écheveau enchevêtré des instincts contradictoires qui composent cette étrange personnalité,

délégué du ministre de l'intérieur de France, SALUT ! — Ces présentes seront un futur témoin, que moi, par la vertu des pouvoirs à moi conférés, JE LIE la nation française et son gouvernement, afin d'exécuter fidèlement chacun des engagements précédents. A cet effet, JE déclare, par ceci, tous les revenus et ressources de la Nation et de l'Etat français ENGAGÉS, CHARGÉS ET HYPOTHÉQUÉS !

nous avons successivement signalé sa bonté instinctive, sa bienveillance, ses générosités, son courage passif, mais très réel. Et néanmoins cet homme est un des plus grands coupables des temps modernes! Et non-seulement la France, mais l'Europe, le classera au rang des plus grands fléaux de l'histoire. Et c'est justice !

Quand un homme s'empare d'un pays à main armée, sabrant la loi et la justice, concentrant arbitrairement en lui seul toute autorité et tout pouvoir, il assume sur sa tête toutes les responsabilités. Corruption du pays, affaissement de la moralité publique, dégradation des caractères, énervement de la nation, tout remonte à lui, tout découle de lui; il en est responsable devant l'histoire et devant Dieu. Il s'est emparé par violence et par surprise du gouvernail; si le navire s'en va aux abîmes, tous les passagers ont le droit de lui jeter à la face leur anathème. Il a beau vouloir plaider les circonstances atténuantes..... dire qu'il a rétrocédé, sur le tard, partie de son autocratie, qu'il a été trompé par des ministres ineptes ou criminels, trahi par ses créatures.... Ni l'histoire, ni la conscience ne peuvent les lui concéder. C'est lui qui couvre tout de son manteau; c'est lui qui, à la veille de la guerre, dans son discours officiel, vient encore bercer et endormir une dernière fois, dans

les illusions et les mensonges, le pays au bord de la fosse (1).

L'Empereur n'a pas voulu sa dernière guerre. C'est incontestable, et nous croyons l'avoir démontré surabondamment. Eh bien ! il n'en est que plus coupable ! La responsabilité n'en retombe que plus grave sur sa tête, et l'écrase de tout le poids de la catastrophe. Un monarque qui se laisse forcer la main pour des éventualités aussi formidables, qui, contre sa conscience et sa conviction, s'en va jeter des centaines de mille existences à la gueule du canon, jouer l'équilibre du monde et le salut de la patrie sur un coup de hasard..., cet homme sort des rangs des grands criminels pour prendre place au pilori des fléaux du monde.

Un jour, cependant, quand tous les bruits de ce siècle se seront éteints dans le silence du passé, quand les ossements des victimes de l'Empire seront en poussière, quand le dernier sanglot se sera perdu dans cette plainte vague et lugubre que laisse derrière elle la caravane humaine s'en

(1) « Le pays a éprouvé une réelle satisfaction le jour où il a su qu'il était en mesure de faire face *à toutes les éventualités.* Les armées de terre et de mer *parfaitement constituées...*, notre *armement perfectionné*, *nos arsenaux et nos magasins* remplis, nos réserves exercées, la garde mobile en voie d'organisation, notre flotte transformée, *nos places fortes en bon état...* » (*Discours impérial*, 18 janvier 1869.)

allant à l'éternité, le moraliste et le phrénologue reprenant en mains et retournant, comme Hamlet, le moule de cet homme, voudront-ils réformer l'arrêt terrible que les contemporains lui ont infligé!

En effet, quel étrange problème, quel curieux sujet d'étude dans ce crâne! Cet homme, qui de loin apparaît au monde, terrible et sinistre, et qui n'était qu'un rêveur naïf et inoffensif; qui avait un instant effrayé l'Europe et inquiété le monde, et qui était au premier venu qui pouvait l'accaparer; cet homme qui avait horreur du sang, et qui, depuis les pavés du Deux Décembre jusqu'aux boucheries des Prussiens, en a inondé vingt ans les deux hémisphères; cet homme, qui commence son règne par violer le serment le plus solennel, et qui, au lieu d'abolir le serment, l'exige de tout le monde, et se plaint amèrement de ceux qui y manquent; cet homme qui, par ses culpabilités et ses faiblesses, attire toutes les catastrophes sur son pays, et qui dit naïvement dans son exil: « Comme l'homme d'Horace, je m'enveloppe dans mon droit... fort de ma conscience.... Je vois avec douleur les destinées de la France livrées à *la faiblesse* des hommes au pouvoir, aux exigences implacables de l'étranger(1); » cet homme, animé d'excellentes intentions,

(1) *Times*, 23 octobre 1871.

et dont le règne a été une gageure de vingt ans contre la logique, le bon sens, la conscience et l'art de gouverner; ce prophète de la paix qui s'en va guerroyer jusqu'aux extrémités du monde; ce sphinx qui reste muet parce qu'il n'a pas d'énigme; cet homme qui avait fait assez pour n'avoir plus qu'à mourir à temps; cet homme qui pouvait être si grand et qui se fait si petit; ce souverain que tout portait à la gloire et qui s'échoue dans le ridicule; ce somnambule éveillé, ce tyran sentimental, cet autocrate en pâte tendre; cet homme, enfin, tissu de toutes les contradictions, pétri de petits vices et de charmantes qualités, victime expiatoire d'une nouvelle étape révolutionnaire...., mérite-t-il au fond toutes les colères et tous les anathèmes dont on a chargé sa mémoire?

Et, désintéressée dans les sinistres que Napoléon III aura déchaînés sur le monde, avec sa sereine et froide impassibilité d'outre-tombe, la postérité amendera peut-être l'arrêt des contemporains. Elle dira :

CE FUT UN PAUVRE HOMME.

Au moment de clore ces lignes, il nous vient de la France des rumeurs sourdes et persistantes..... précurseurs d'une de ces surprises improbables, auxquelles les machinistes du drame révolutionnaire nous ont si bien habitué. On entrevoit le RETOUR DE L'EMPEREUR.

Cette éventualité ne dérange en rien nos appréciations et ne trouble nullement notre esprit. La France qui, autrefois, se disait assez riche pour payer sa gloire, est aujourd'hui assez malade pour se permettre les expérimentations désespérées. D'ailleurs, depuis 80 ans, en France, chaque régime nouveau a le talent et le privilége d'amnistier et souvent de faire regretter celui qu'il renverse. On croyait que le défunt avait atteint les dernières limites de l'ineptie ou de l'infamie; on s'était trompé, le nouveau venu trouve moyen de creuser plus bas!

A ce titre, nous croyons pouvoir assurer l'Empereur que, non-seulement il serait reçu en France, mais reçu triomphalement.

Nous ne voyons donc, quant à nous, rien d'étonnant à ce que le cycle napoléonien accomplisse la dernière phase de la légende et ressuscite LES CENT JOURS.

Mais cet Empire *in extremis* rachèterait-il l'Empire tombé? Trouverait-il le point d'appui et le droit

qui lui ont toujours manqués de son vivant? Nous craignons bien qu'avant qu'il n'eût trouvé la clef de ces formidables énigmes, le sphinx révolutionnaire l'aurait encore une fois dévoré.

Nous concluons donc cette étude comme nous l'avons commencée, sous la même conviction, avec la même impartialité; et de *Retour de l'Ile d'Elbe,* Napoléon III n'en sera pas moins :

LE DERNIER DES NAPOLÉON.

FIN

TABLE DES MATIÈRES

IX

X

XI

XII

XIII

XIV

XV

XVI

XVII

XVIII

XIX

XX



